

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
(EHESS, PARIS)

2014

***Crise sociale, question nationale et violence
dans les sociétés contemporaines occidentales***

Mémoire pour l'obtention d'une Habilitation à Diriger des
Recherches en Sociologie
soutenue le 24 septembre 2014, EHESS, Paris

Jérôme FERRET
Maître de conférences en Sociologie
(Université Toulouse 1 Capitole)

Garant : Michel WIEVIORKA, Directeur d'études, EHESS

Composition du jury :

Hamit BOZARSLAN (Directeur d'études, EHESS)

Didier LAPEYRONNIE (Professeur, Université Paris IV Sorbonne, rapporteur)

Peter K. MANNING (Professeur, Elmer V.H. and Eileen M. Brooks Chair in Policing,
School of Criminology and Criminal Justice, Northeastern University, Boston, MA)

Alfonso PEREZ AGOTE (Professeur, Universidad Complutense de Madrid,
rapporteur)

Benjamín TEJERINA (Professeur, Universidad del País Vasco)

Michel WIEVIORKA (Directeur d'études, EHESS, garant et rapporteur)

Ce mémoire est divisé en trois tomes. Le Tome 1 comprend une synthèse de nos travaux menés entre 1997 et 2013. Il est intitulé *Définir, stabiliser et gérer les violences (policing) dans les sociétés fragmentées: à la recherche d'un nouveau paradigme*. Le Tome 2 constitue un essai original intitulé *Crise sociale, questions nationale et culturelle et gestion de la violence : le cas de l'Espagne*. Le Tome 3 comprend un *digest* de onze de nos publications.

Remerciements

Ce mémoire synthétise quinze années de travail en France et en Espagne et mes dettes intellectuelles sont inombrables.

Mes remerciements s'adressent tout d'abord à Michel Wiewiorka que j'ai rencontré en 1999 alors que je travaillais à l'Thesi. Je le remercie d'avoir accepté d'être le garant de ce mémoire mais aussi et surtout pour sa grande patience, son exigence et ses critiques toujours stimulantes. Qu'il trouve ici l'expression de toute ma gratitude.

Je remercie ensuite Alfonso Pérez Agote dont j'ai croisé la route un jour à Madrid en 2007 dans les couloirs de la "Complutense". Nous n'avons cessé d'échanger depuis et ses travaux, ses conseils ont été précieux pour saisir cette "mystérieuse Espagne" et ce Pays Basque tant chargé d'histoire. Il m'a orienté vers le Centro de Estudios sobre la Identidad Colectiva (CEIC) de l'Universidad del País Vasco et je remercie chaleureusement cette équipe pour son soutien; je leur dois beaucoup. Je pense en particulier à Gabriel Gatti et Benjamín Tejerina. J'ai également rencontré nombre de personnes durant cette enquête au Pays Basque mais je voudrais spécialement exprimer ma gratitude à Julen Arzuaga, Igor Ahedo et Jean-Marie Izquierdo. Du côté catalan, je voudrais exprimer toute ma reconnaissance à Joan Subirats qui m'a accueilli comme professeur invité à l'IGOP de l'Universitat Autònoma de Barcelona entre février 2009 et septembre 2011 grâce à une bourse de la Generalitat de Catalunya mais aussi à Francesc Guillen, Gemma Galdon, Jaume Curbet, Aitor Hernandez, Andreu Campbruni et à tous les "indignés" rencontrés, en particulier Klaudia Alvarez sans oublier Joan Quesada Sanchez, Moktar, Mohamed Settati et toutes les personnes rencontrées dans les rues de Terrassa. Enfin, je pense à Mario Diani alors en poste à l'Universitat Pompeu Fabra dont les éclairages récents m'ont beaucoup aidé.

Bien avant tout cela, le temps passé à Paris à l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure entre 1997 et 2003 a constitué une éducation sociologique certes paradoxale mais irremplaçable. Je remercie tout particulièrement Frédéric Ocqueteau, Clifford D. Shearing, Peter K. Manning et je pense ici au regretté Dominique Monjardet.

Je suis également très reconnaissant à mes collègues toulousains et notamment Céline Castet-Renard et Thomas Renou d'avoir accepté de relire ce document et de l'amender ainsi que Gaëlle Covo pour son soutien sans faille. Et puis je n'oublie pas "Vicente" Spenlehauer (l'autre chevalier errant) qui m'apporte tant et Michel Houellebecq pour cet après-midi madrilène sans suite à la recherche de la possibilité d'une "île sociologique"... Sur un plan personnel, je pense amoureusement à mon épouse (qui m'a inculqué cette passion pour l'Espagne), mis « chicas » qui n'ont jamais choisi entre le "Barça" et le "Real de Madrid", mes parents, ma famille et mi suegra.

“ (...) Le chevalier errant doit lui rechercher les lieux les plus solitaires, s'enfoncer dans les labyrinthes les plus inextricables, s'attaquer à chaque pas à l'impossible, supporter en plein été les rayons brûlants du soleil et, au coeur de l'hiver, les outrages du vent et du gel (...) Donc, puisque le sort m'a fait membre de la chevalerie errante, je ne puis me récuser lorsqu'il se présente une tâche qui incombe à ma profession ”.

Cervantès, Don Quijote.

Tome 1.

**Définir, stabiliser et gérer les violences
(*policing*)
dans les sociétés fragmentées :
*à la recherche d'un nouveau paradigme***

(synthèse de travaux : 1998-2013)

Sommaire.

Chapitre introductif. <i>Une socialisation professionnelle paradoxale</i>	7
1. Un projet de phénoménologie du couple violence/anti-violence.....	9
2. Des débuts avec la <i>question terroriste</i>	10
3. Une socialisation professionnelle paradoxale : le passage dans une organisation frontière (1997-2003)	13
4. De la sociologie publique sans le dire	14
5. La concurrence des savoirs dans une société du risque	17
<i>Introduction</i>	20
Chapitre 1. <i>Basse police</i>	23
1. La crise de la fonction de protection dans les Etats nationaux occidentaux : un nouveau paradigme ?	24
2. Une conséquence : le découplage commanditaires/fournisseurs de protection	27
3. Community policing, broken windows, problem solving policing : une police des risques urbains ?.....	29
4. Contre le punitivisme	33
Chapitre 2. <i>Haute Police</i>	43
1. Le terrorisme saisi par l'anti-terrorisme.....	44
2. La <i>riposte antiterroriste</i> repensée : "Think Global" ?	47
3. Un "anti-terrorisme de proximité" ?	49
Conclusion générale : <i>Une critique du néo-panoptisme</i>	51

Chapitre introductif.
Une socialisation professionnelle paradoxale

C'est en 1997 que nous avons commencé à nous intéresser à la violence et à son *policing*, du nom d'un concept anglo-américain difficile à traduire en français, sur lequel nous avons beaucoup travaillé et que nous avons essayé d'importer dans la sociologie française. Le *policing* n'est pas seulement l'étude du travail des institutions, professions et organisations qui ont en charge le contrôle social institutionnel, au premier rang desquelles on trouve bien sûr la police. Il essaye de saisir une réalité plus large, plus dynamique, plus complexe. C'est pourquoi le *policing* doit être conçu comme un *projet sociologique global* qui entend comprendre comment des institutions, professions et organisations de gouvernement, Etat et polices publiques mais aussi acteurs publics et privés enrôlés en réseaux de proximité ou à distance, parviennent à *décrire, stabiliser et réguler* les projets violents ou les violences commises par des individus, des collectifs sédentaires ou transitant dans des espaces physiques urbains, et ce dans un contexte de fragmentation/globalisation géographiques, sociales et culturelles des sociétés occidentales.

Généalogie

Nous avons découvert le champ d'études de la violence par hasard, en 1993, en lisant les travaux que Michel Wieviorka¹ avait consacré à la difficile question du terrorisme. Nous assurions alors les travaux dirigés de sociologie politique à l'Université des Sciences Sociales de Toulouse 1 dans le cadre d'une allocation de recherche (1991-1994). Durant ces trois années, nous avons déjà pu noter que la violence et toutes les formes d'action politique dites non conventionnelles étaient des questions plutôt ignorées par nos collègues de science politique davantage disposés à étudier les formes de participation plus conventionnelles.

Mais cet investissement théorique recoupe une expérience plus concrète: alors que nous étions sur le point de soutenir une thèse de sociologie politique, nous avons assisté à partir de 1995 à la montée brutale du problème public des insécurités et des violences urbaines à Toulouse, une ville qui n'était pas vraiment un terrain d'expression de telles violences émeutières.

C'est à la même époque que nous avons croisé la route de Frédéric Ocqueteau, spécialiste des questions de sécurité et de police. A la suite de cette rencontre décisive, nous nous sommes installés à Paris pour travailler durant six années (de 1997 à 2003) à l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure (IHESI), une institution gouvernementale de recherche sur la sécurité et les violences.

¹ Wieviorka, M. *Sociétés et terrorisme*, Paris : Fayard, 1988

Frédéric Ocqueteau, alors chargé de recherches au CNRS, en sera le directeur de la Recherche entre 1998 et 2001, et nous sommes entrés dans cet institut en caressant le projet discret de continuer à faire de la sociologie dans une institution gouvernementale. Nous avons ensuite été recruté comme maître de conférences en sociologie en 2004 à Toulouse et nous avons vécu cinq années en Espagne entre 2006 et 2011, deux ans à Madrid et trois ans à Barcelone. Ce premier tome résume ce parcours et est essentiellement consacré à des travaux que nous avons réalisés entre 1998 et 2009 alors que le tome 2, l'essai original, est le fruit des enquêtes que nous avons menées en Espagne à partir de 2009.

1. Un projet de *phénoménologie* du couple violence/anti-violence

Nous avons ainsi beaucoup analysé la *violence légitime*, celle dont le monopole est revendiqué, *physiquement et symboliquement*, par l'Etat, la force publique, qui se proposent d'avoir raison de toute violence sociale. Le fait de travailler sur cette question et tout particulièrement sur un *objet considéré comme sale* comme la "police" (tout du moins dans la sociologie française) est d'abord le fruit du hasard et d'une série de rencontres fortuites avec des spécialistes de cette question. Mais rétrospectivement, c'est aussi la trace d'une attention contante, somme toute classique, sur le fonctionnement de l'Etat et sur la montée objective dans la société française de nouvelles inquiétudes dans le champ local comme les insécurités, le sentiment de victimisation et la politisation de la sécurité, au mitan des années 1990. C'est pourquoi, l'étude des institutions détentrices de cette violence dite légitime comme la "police" aidées désormais par des partenaires publics et privés (le *policing*) a été au centre de notre attention pendant ces années.

Pour autant, en étant le plus objectif possible, nous croyons pouvoir dire que nous ne cherchons pas et nous n'avons jamais cherché à percer le mystère d'une mystérieuse force publique ou à devenir un « *sociologue de la police* ». Ce qui nous a toujours préoccupé relève plutôt de l'étude de la mise en actes de la force dans une perspective dynamique de « sociologisation » du classique monopole wébérien et, plus largement, d'une interrogation sur le fonctionnement d'un Etat sans cesse confronté aux épreuves violentes. Sur un plan général, nous étions et nous restons convaincus que ce monopole reste toujours à construire et qu'il est perpétuellement *mis à l'épreuve* par des *sujets* qui questionnent, contestent plus ou moins ouvertement cette confiscation. Et nous sommes convaincus que plus largement, à travers cette contestation permanente du monopole, *c'est la politique qui se joue*. Car la politique serait avant tout cela : l'épreuve de force régulée, un projet de rationalisation ou de

stabilisation d'autres rationalisations (dont la violence sociale) dans une configuration historique donnée même s'il faut compliquer cette définition en y intégrant une dimension cachée, sourde et minoritaire, qui ne soit pas systématiquement définie comme dysfonctionnelle ou forcément anti-politique. C'est d'ailleurs tout l'enjeu des définitions que l'on donne à ces projets de rationalisations et la politique tient une place centrale dans ce travail. La protection des individus contre d'autres individus n'est donc pas qu'une affaire technique : elle est aussi une affaire politique ou plus précisément sans cesse politisée ce qui, dans une dimension sociologique, suggère que la violence représente la question fondamentale à laquelle la politique aurait à répondre.

2. Des débuts avec la *question terroriste*

Quelques mois avant d'intégrer l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure (IHESI jusqu'en 2003), nous avons travaillé sur un contrat financé par ce même institut. Le thème en était le fonctionnement de la coopération antiterroriste à la frontière basque entre la France et l'Espagne (région de Biriato). L'équipe en charge de cette recherche à « Science Po Toulouse » (CERP) avait imposé et il nous avait été proposé de reprendre l'étude et de réaliser une enquête de terrain².

Partir quelques semaines au Pays Basque pour interroger des policiers français et espagnols des services anti-terroristes qui géraient ce problème sur le terrain, nous a permis de nous frotter pour la première fois à un problème sociologique épineux. En effet, la violence soulève avec une acuité particulière la question du rapport qu'entretient un chercheur avec son objet. Dans le cas de la violence terroriste, l'observateur des faits sociaux n'a pas accès aux auteurs de ces projets et de ces actes. Il est assez évident que la question de l'engagement prend ici un tour malaisé sans parler des rapports de fascination qu'un jeune chercheur inexpérimenté peut entretenir pour le travail secret des institutions du renseignement politique.

Pourtant, l'intuition que nous avions était peut-être une illusion mais nous pensions à cette époque³ qu'il était possible de saisir une partie de la réalité de la *violence terroriste* en interrogeant des policiers anti-terroristes, en observant simplement leurs pratiques sur le

² « La construction par le bas de la lutte anti-terroriste. Une analyse micro-sociologique de la coopération policière franco-espagnole au Pays basque », in Ferret, J., Crettiez, X. *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, Paris: la documentation Française, 1999, pp. 115-140

³ *Ibid.*

terrain. Cela était envisageable à condition toutefois de trouver un arrangement avec eux, en prenant également bien conscience que leurs connaissances étaient elles-mêmes des constructions obéissant à des contraintes bien spécifiques⁴.

Mais si l'on voulait réaliser une phénoménologie politique empirique de cette *violence terroriste*, il fallait bien admettre que les discours sur les « terrorismes » et les actions publiques engagées en son nom faisaient partie intégrante de la compréhension du phénomène ; non pas qu'ils l'épuisent mais ils le modélisent et constituent une dimension importante de sa réalité. Dès lors, en débutant nos recherches en 1997, nous pensions déjà qu'il convenait d'accepter l'idée que le terrorisme (puisque c'était la question qui nous était soumise) ou les violences, en général, existaient aussi en tant que *prétextes, contextes ou post-textes* entendus précisément comme des justifications données a posteriori et que nous devions étudier les usages professionnels mais aussi les discours bureaucratiques symboliques produits au nom de leur gestion⁵.

Tout ceci partait du constat selon lequel, dans le cas précis du terrorisme, nous ne pouvions accéder aux acteurs terroristes pour comprendre cette violence. Quoi qu'il en soit, quelles que purent être les formes violentes étudiées, notre projet a toujours été celui d'opérer une phénoménologie du politique qui se dévoilerait à travers la violence et sa gestion. Et pour que cette entreprise ait un quelconque intérêt, il devait commencer par reconnaître explicitement sa difficulté à saisir de manière satisfaisante la situation historique dont elle surgit et dans laquelle elle opère.

Il s'agit ici d'une difficulté inhérente à cette question à savoir la distance entre le monde, ce qui se produit et la réalité, ce que nous croyons en savoir.⁶ Et cette éventuelle phénoménologie se trouve dans une situation d'autant plus embarrassante que, pour elle, le questionnement radical de la situation historique de nos temps était – et l'est encore – une mission à la fois explicitement assumée et, d'autre part, très compliquée car saturée de différents discours. Cette

⁴ *Ibid.* Voir aussi Ferret, J. et Purenne, A. « A propos de l'ouvrage de Sébastien Roché, *Police de proximité. Nos politiques de sécurité* », *Politiques et Management public*, vol. 24, n°1, mars 2006, p. 111-122

⁵ Edelman, M. *The Symbolic Use of Politics*, Chicago: University of Illinois Press, 1985, Manning P. K. *Police Work. The Social Organization of Policing*, Waveland Press, 1977-1997

⁶ Boltanski, L. *Enigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard, 2012

impression sera d'ailleurs renforcée par l'explosion des expertises de tous ordres après les événements du 11 septembre 2001.⁷

De la même façon, en dépit d'un instrumentaire théorique très puissant, nous ne disposons pas pour le moment d'une sociologie qui puisse rendre compte objectivement du fonctionnement du couple démocratie/anti-démocratie, qui puisse expliquer son origine, ses mécanismes, sa portée. Face à une réalité saturée d'explications spontanées, anxieuses voire suspicieuses et complotistes, on mesure dans le même temps le manque de connaissances réalistes sur le travail des institutions régulant les violences.

Notre projet impliquait alors une évaluation des politiques menées contre les violences et leurs définitions bureaucratiques dans les espaces occidentaux tout en convenant que ces pratiques étaient autant discursives que non-discursives. Car, quel que soit l'angle choisi, il nous a toujours semblé que nous étions et restons dans un champ de visions très *naturaliste*, la violence terroriste étant souvent appréhendée comme un *phénomène extérieur* à la société, qui planerait ou tomberait sur sa tête comme par fatalité.

De la même manière, nous pensons que nombre d'approches, médiatiques, expertales, demeurent prisonnières de modèles explicatifs trop irréalistes ou trop psychologisants. De nombreux spécialistes s'efforcent de trouver coûte que coûte les ressorts précis de la bascule d'un individu dans le terrorisme, mais peut-on vraiment isoler un tel moment en sondant une mystérieuse intériorité ? N'y-t-il pas un danger à chercher l'explication de la violence en dehors du Social et des Institutions qui la gèrent en la centrant uniquement sur l'Individu et sa psychologie, en cherchant à isoler un moment de bascule dans une carrière ?⁸

Nous considérons pour notre part que la compréhension de la violence se situe plutôt au niveau de l'analyse de l'action publique et du travail institutionnel de cadrage du terrorisme en considérant que les institutions coproduisent, avec les acteurs, la connaissance que nous en avons et le jugement que nous nous en faisons.

⁷ Ferret, J. "La violence politique totale: quatre vertus sociologiques paradoxales", *International Review of Sociology: Revue Internationale de Sociologie*, Volume 19, Issue 3, 2009, pp. 379 – 386

⁸ Crettiez, X. « *High risk activism* »: essai sur le processus de radicalisation violente (1^{ère} partie), *Pôle Sud*, 2011, 34, p45-60 ; « *High risk activism* » : essai sur le processus de radicalisation violente (2^e partie), *Pôle Sud*, 2011, 35, p97-112

3. Une socialisation professionnelle paradoxale: le passage dans une organisation frontière (1997-2003)

En 1997, nous sommes entrés dans cet institut public dépendant du Ministère de l'Intérieur créée en 1989 sur l'initiative du Ministre de l'Intérieur de l'époque, Pierre Joxe. Cet institut avait pour mission principale de former des cadres de la fonction publique policière, judiciaire et du secteur privé aux problèmes de sécurité intérieure en organisant des sessions de formations annuelles.

L'autre fonction d'un tel institut était de promouvoir des études et des recherches en sciences sociales sur les thématiques relevant de la sécurité intérieure (délinquances, organisations policières...) par une politique d'appels d'offres lancés annuellement ou de contrats de gré à gré. Certains de ces travaux ont été publiés dans différentes collections mais surtout dans une revue de sciences sociales, *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, dirigée par des chercheurs qui finiront tous par trouver une position statutaire comme maître de conférences ou chargés de recherche au CNRS, selon des temporalités variables.

Entre 1999 et 2003, cette politique a été pilotée par un conseil scientifique composé de chercheurs confirmés. Jusqu'en 2005, elle a été mise en œuvre par un directeur de recherches, toujours issu du CNRS, et d'une équipe de chargés de recherche dont le nombre a varié selon les époques. On devine assez aisément que cette institution travaillant sur des thèmes aussi sensibles a eu une histoire chaotique, rythmée par les changements politiques et les tensions permanentes entre des directions centrales et un institut de recherche et de formation composé de chercheurs et personnels non policiers, même s'il est intéressant de noter, au passage, que ce dernier n'a jamais disparu et ce malgré les tentatives de démantèlement en 1995 et en 2002.

La fonction officielle de ce type d'institution fut longtemps celle de former et de produire une connaissance sereine sur des questions fortement soumises aux susceptibilités politico-administratives et aux enjeux médiatiques. On pourrait montrer, par exemple, que la réforme de la police de proximité, lancée en France, en 1997 par le gouvernement Jospin (1997/2002) a trouvé sa justification intellectuelle dans cet institut qui a participé à son évaluation, quelques mois après sa mise en œuvre.

Mais cet institut a joué un rôle plus informel. Une de ses grandes fonctions latentes a été de mettre en réseaux les acteurs qui participaient aux sessions de formation qu'il organisait

annuellement. On sait par exemple qu'un jeune commissaire qui souhaitait « monter » dans la hiérarchie devait passer cette session de formation, cet institut jouant le rôle d'une "haute école de police" qui n'existe pas dans l'administration française, contrairement à d'autres hautes fonctions publiques. L'IHESI a donc joué ce rôle de "Grande Ecole de la Police" en permettant à certains de connaître une ascension professionnelle au sein des hiérarchies policières.

Une autre fonction plus latente relève davantage de l'histoire des sciences. En effet, cet institut a joué un rôle important dans la construction et la légitimation d'un champ de recherches sur un *objet sale*, « la police », peu légitime en France. Il a également assumé un rôle de passeur de nombre de travaux classiques produits dans le monde anglo-américain, sur la police, la justice, les risques ...

Entreprendre un travail réflexif⁹ sur une expérience professionnelle relativement longue dans une institution de ce type (1997-2003) est donc un défi en soi. Pour tout dire, nous avons voulu le désigner par l'embarras¹⁰. Cet embarras, nous ne le surmonterons pas. Bien au contraire, nous en ferons une vertu épistémologique particulièrement représentative de la socialisation professionnelle de nombre de jeunes sociologues de ma génération. Nous essayerons ainsi de décrire "*les conditions qui produisent cet embarras – qu'elles soient inhérentes à l'objet ou attachées à la position sociale de ceux qui le travaillent – en isolant et nommant les principales figures du parcours – dérives, oscillations, retournements, subterfuges – où s'engagent les chercheurs (...)*"¹¹.

Et si nous proposons cette réflexion rétrospective avec le risque d'illusion voire d'aveuglement qu'elle comporte, c'est que nous avons la faiblesse de croire que la position que nous avons occupée, au moment où nous l'avons occupée, en attendant d'un poste universitaire incertain et dans les conditions historiques de son exercice, nous a permis de construire un savoir scientifique original.

4. De la *sociologie publique* sans le dire

Le fait d'avoir travaillé en institution nous rend ainsi particulièrement sensible à la question de l'utilité de la sociologie, sujet qui a été réactivé récemment dans les débats très médiatisés

⁹ Bourdieu, P. *Science de la science et réflexivité*, Paris: Raisons d'agir, 2001

¹⁰ Grignon, C., Passeron, J.C. *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris : Seuil, 1989

¹¹ *Ibid.* p7

autour de la *Public Sociology* de Burawoy¹². Nous nous étions déjà beaucoup interrogés sur les relations que pouvaient entretenir les savoirs sociologiques que nous importions du monde anglo-américain, que nous produisions nous-mêmes et les préoccupations des professionnels de ce champ. Nous avons la conviction qu'il existait une voie possible, même très étroite, pour co-produire des savoirs raisonnés même si cette co-production pouvait être honteuse et masquée par les discours officiels.

Cette préoccupation rejoint aujourd'hui le débat qui agite la sociologie depuis le mitan des années 2000 dans le sillage du travail de Burawoy¹³. Rappelons que ce dernier distingue quatre sociologies, critique, académique, appliquée et *publique*, la dernière qu'il appelle de ses vœux pouvant « sauver » une discipline qui se refermerait sur elle-même. A l'instar de Dubet et Wieviorka¹⁴ mais aussi à l'aune de notre expérience, nous pensons que ce débat peut manquer de prise avec la réalité.

Pour commencer, sans évoquer directement les attaques subies par un certain académisme radical¹⁵, nous ne croyons pas que l'on puisse classer ainsi les savoirs sociologiques en des archipels aussi identifiables, aussi hermétiques car bien souvent ils se confondent dans le quotidien de la pratique sociologique. De la même façon, si l'on jette un regard rétrospectif sur nos pratiques de recherche à l'IHESI, nous disons que nous n'avons nul besoin de tant de sophistications pour répondre à la question de l'éventuelle performance de la sociologie et des sciences sociales dans les institutions et la société actuelles.

Ce que nous avons pu observer in situ, ce sont non pas des univers fonctionnant en vases clos et séparés mais bel et bien une action publique enchevêtrée dans des réseaux multiples connectant des laboratoires de recherche sociologique et des institutions publiques. A la limite, nous pourrions dire que l'efficacité de la sociologie n'est plus à démontrer. Cette dernière est très présente dans les diagnostics, les expertises en tout genre car elle est souvent appelée à résoudre des problèmes publics, à éclairer le décideur sur telle ou

¹² Burawoy, M. « Pour la sociologie publique », *Socio-logos*, Numéro 1, 2006, [En ligne], mis en ligne le 21 avril 2006. URL: <http://socio-logos.revues.org/document11.html>, et du même auteur "For Public sociology", *American Sociological Review*, vol. 70, 2005, pp. 4-28. Voir aussi Dubet, F. « Diversité des styles et unité de la sociologie », *SociologieS* [En ligne], 2011, Wieviorka, M. *Neuf leçons de sociologie*, Paris : Balland, 2008

¹³ *For Public sociology*, art.cit.

¹⁴ Respectivement *Diversité des styles et unité de la sociologie*, art. cit. et *Neuf leçons de sociologie*, op. cit.

¹⁵ Lapeyronnie, D. « L'académisme radical ou le monologue sociologique », *Revue française de sociologie* 4/2004, Vol. 45, p. 621-651

telle question et même parfois trop. Ainsi, plutôt que s'inquiéter de l'éventuelle utilité des sciences sociales, il conviendrait de mieux étudier précisément sans idéologie, ce que produisent ces lieux de rencontre, ces réseaux souvent clandestins qui connectent des équipes scientifiques et des administrations centrales depuis les années 1970.¹⁶

Dans les faits, une commande publique peut par exemple ouvrir un espace de recherche et instituer une question sociologique comme ce fut le cas avec le racisme dans la police, la police de proximité, les violences à l'école ou intra-familiales. De même, une administration peut commander une recherche appliquée ce qui n'interdit pas les chercheurs sélectionnés de réutiliser par la suite des résultats dans un objectif plus académique qui peut même être très critique.

Ensuite, la commande de recherche et la négociation avec des équipes de sociologues, historiens ou psychologues sont des moments qui nous permettent de fabriquer un savoir qui est diffusé dans des articles publiés dans des revues académiques¹⁷.

Pour le dire simplement, il est des lieux, des *organisations frontière*¹⁸ dans lesquels se construisent des zones de passage où des savoirs sont échangés, peuvent infuser, incuber dans des pratiques professionnelles ou, du moins, dans les questionnements pratiques des spécialistes de la gestion des insécurités¹⁹. Ces processus sont peu médiatisés mais ils sont plus importants qu'il n'y paraît. Ils ne sont malheureusement pas beaucoup étudiés quand ils ne sont pas condamnés ou détournés de leur fonction scientifique par des experts qui mobilisent ces savoirs dans le champ médiatique en particulier. Pour bien faire, une sociologie réflexive de ces lieux de transferts devrait se situer à un double niveau pour en cerner l'influence réciproque : du chercheur vers le professionnel mais aussi du professionnel vers le chercheur. C'est ce que nous allons essayer de réaliser.

¹⁶ Spenlehauer, V. « Pour une déconstruction des légendes sur les rapports État/Sciences sociales » dans Zimmermann B. (Dir.), *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant; le politique et l'Europe*, Paris : Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2004, ainsi que Wiewiorka M. *Neuf leçons de sociologie*, *op. cit.*

¹⁷ Ferret, J., Spenlehauer V. "Does "Policing the Risk Society" hold the road risk?", *British Journal of Criminology*, 49, 2009, pp. 150-164. Egalement Ferret, J. "La violence politique totale: quatre vertus sociologiques paradoxales", *art. cit.*

¹⁸ Guston, D. H. *Between politics and science: assuring the integrity and productivity of research*, Cambridge: Cambridge University Press, 2000

¹⁹ Gusfield, J.R "The (F)Utility of Knowledge?: The Relation of Social Science to Public Policy toward Drugs", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 417, 1, 1975, p1-15

5. La concurrence des savoirs dans une *société du risque*

Il faut d'abord expliquer que toutes ces années, nous avons été influencés par le courant de la "sociologie du risque" et, plus précisément, le *policing de la société du risque* que nous avons contribué à diffuser en France. Dès la fin des années 1990, nous avons beaucoup mobilisé des auteurs comme Beck²⁰ ou Ericson et Haggerty²¹ dans les travaux que nous avons menés²² mais également commandés, discutés et publiés dans la revue *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure* lorsque cette dernière était encore une revue de sciences sociales (jusqu'en 2003).

Sur cette question de la production de connaissances dans et sur les sociétés de la modernité tardive, la théorie de la *société du risque* nous est apparue, malgré les critiques que l'on peut lui faire (une sociologie de sociétés apeurées ou une philosophie politique néo-individualiste), une véritable théorie sociale post-moderne. Elle postule que l'on ne peut plus faire comme si le développement de la connaissance scientifique des sociétés relevait d'un phénomène extra-social et comme s'il existait toujours une frontière aussi nette entre la science et l'ethnoscience²³.

Auparavant, les « sciences sociales » prenaient les « sociétés » comme objet dans une position sur-plombante. Elles expliquaient aux acteurs ce que ces derniers ne pouvaient voir ou comprendre faute de science. Les sciences sociales diagnostiquaient seules les pathologies de la désorganisation ou de la domination (l'intensité du projet différant selon les écoles) en vue de la conception et de la mise en œuvre de solutions qui sous-tendaient d'office un progrès, une modernité.

On est désormais obligé d'admettre que les « sciences sociales » font aussi l'objet de pratiques sociales extra-scientifiques et que les sociétés sont devenues des magmas de sujets, d'institutions publiques, privées, qui réfléchissent en utilisant des résultats de recherche et des concepts qui ont infusé dans le corps social²⁴. Le principe de rupture épistémologique²⁵ est battu en brèche. Ainsi, en

²⁰ Beck, U. *La société du risque*, Paris : Aubier, 2001

²¹ Ericson, R.V., Haggerty, K.D. *Policing the Risk Society*, Oxford: Clarendon Press, 1997

²² Ferret, J., Spenlehauer V. *Does "Policing the Risk Society" hold the road risk?*, art. cit.

²³ Garfinkel, H. *Studies in ethnomethodology*, Englewood Cliffs, NJ : Prentice Hall, 1967

²⁴ Merton, R. K. Wolfe A., "The cultural and social incorporation of sociological knowledge", *The American sociologist*, vol. 26, 3, 1995, pp. 15-39

²⁵ Lamo de Espinosa, E. « ¿Para qué la ciencia social? », *Teoría sociológica moderna*, coord. por Giner, S. Madrid: Alianza, 2003 pp. 25-42

raison de la production plutôt réussie par les sciences sociales de savoirs accumulés concernant un certain nombre de phénomènes sociaux, les institutions de calcul social, les administrations, les organismes d'expertise se développent et façonnent, à leur profit bureaucratique, les sociétés humaines. Et il n'est plus possible de dire que la science sociale peut objectivement susciter du progrès social et tenir coûte que coûte un discours à la fois sur-plombant et extérieur.

L'utilité de cette science dépendra aussi de son utilisation par les acteurs sociaux, elle-même liée à la configuration toujours complexe, et donc largement impossible à prévoir, dans laquelle s'enchaînent ces derniers, dans un champ de connaissances particulier. C'est dans ce contexte social et théorique que doit être réfléchi notre expérience : celle d'un travail dans une institution de traduction et d'expertise publique qui a permis, ou pas, à ceux qui gouvernent, de s'emparer de résultats ou de méthodes pour développer une politique publique. Ce travail de traduction et l'économie de la relation entre acteurs scientifiques et acteurs bureaucratiques, politiques dépendra de la configuration et de sa complexité.

C'est pourquoi, à l'aune de cette nouvelle réflexivité des savoirs, nous pensons pouvoir dire que ce travail en institution a modifié profondément notre regard et notre expérience, aussi complexe soit-elle, et nous permet aujourd'hui de proposer une lecture différente d'une question sociologique classique : la violence et sa gestion dans des sociétés à modernité réflexive.

Une synthèse des travaux : 1998-2013

Introduction

Les enquêtes sociologiques que nous avons menées jusqu'en 2012 vont être synthétisées dans deux chapitres. Simplement, au lieu de procéder à une présentation segmentée et chronologique, égocentrée de ces dernières, nous avons préféré proposer une *réflexion globale* en confrontant nos résultats de recherche aux travaux le plus souvent anglo-américains que nous considérons comme les plus significatifs dans ce champ.

En commençant cet essai, nous avons défini le *policing* comme la capacité des institutions de gouvernement, Etat et polices publiques mais aussi acteurs privés en réseaux de proximité ou à distance, à réguler les comportements d'individus habitant ou transitant dans des espaces physiques urbains dans un contexte de fragmentations locales et globales mais également sociales et culturelles.

Le fil directeur de cette phénoménologie est la thèse suivante : les *systèmes de policing* occidentaux "*plient, sans rompre, sous l'effet d'un double mouvement de diffraction/spécialisation et d'indifférenciation croissante de l'espace, au regard des frontières nationales*"²⁶ même si d'aucuns peuvent relier, à juste titre, ces mouvements dans une tendance unique²⁷. Dès lors, le travail des institutions qui assurent le contrôle social "formel" des populations s'organise désormais en fonction d'un fractionnement croissant des espaces urbains, avec notamment (comme analysé dans un texte prospectif)²⁸ "*le recours à des géographies de plus en plus fines dont témoignent aussi bien les sectorisations liées à la mise en oeuvre des différentes formes de police dite proximité, les partenariats hybrides entre producteurs publics et privés de sécurité des biens et des personnes que les nouveaux outils de l'analyse spatiale de la criminalité*". À ce mouvement de "diffraction, spécialisation, s'oppose un procès inverse d'indifférenciation croissante de l'espace

²⁶ Il est important de préciser ici que le cadre théorique (à la recherche d'un nouveau paradigme) qui nous guide dans ces lignes (dans lequel nous nous débattons depuis 1998) a fait l'objet d'une première tentative de formalisation dès 2003. Cette année là, le comité scientifique de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure a lancé un séminaire de recherche (dont nous avons la charge) consacré à la question du brouillage de plus en plus manifeste de la distinction entre sécurité intérieure et sécurité extérieure. Le texte programmatique que nous avons en partie rédigé et dont nous reprenons des éléments ici a été en partie publié in Brodeur, J. P., Monjardet, D. « Sécurité intérieure et sécurité extérieure. Recompositions et métamorphoses », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 53, 3^e trimestre 2003, p. 157-169, p160

²⁷ Curbet, J. *La glocalización de la (in)seguridad*, Barcelona : Plural Editores, 2006

²⁸ Brodeur, J. P., Monjardet, D. « Sécurité intérieure et sécurité extérieure. Recompositions et métamorphoses », *op. cit.*

*au regard des frontières nationales*²⁹ que nous présenterons dans un second chapitre.

Finalement, pour ce premier chapitre, pour reprendre une image utilisée lors de nos discussions collectives « *on pourrait dire que ce n'est plus le territoire qui définit la population mais que c'est cette dernière qui introduit un nouveau cadastre au sein du territoire. La sécurité intérieure se dérobe « de l'intérieur », lorsque la police n'est plus – comme elle se plaisait à le croire – « au centre des choses » mais bien reléguée à leurs franges* ». ³⁰ Nous interrogerons cette première hypothèse à partir des résultats de nos propres recherches en concluant par une montée en théorie à propos d'une question centrale : *celle du pouvoir et de la surveillance dans nos sociétés.*

²⁹ Ibid. p161

³⁰ Ibid. p163

Chapitre 1. ***Basse police***³¹

³¹ Nous empruntons cette distinction de Basse Police, Haute Police à Brodeur à Brodeur in Brodeur, J.-P. 1983, “High Policing and Low Policing: Remarks about the Policing of Political Activities”, *Social Problems*, 30, 507-520

La « police » n'existe pas. Ou pour reprendre la typologie élaborée par Monjardet³², il est mieux de distinguer trois types de *fonction policière* évoluant dans le temps et dans l'espace. Il y a d'abord la *fonction d'ordre* qui est assumée par une police dite de souveraineté s'occupant de l'ordre intérieur chargée de maîtriser les mouvements collectifs, une police des frontières chargée de la lutte contre l'immigration clandestine et une police de renseignement contrôlant les menaces venues de l'extérieur. On trouve ensuite une *fonction à vocation criminelle* qui lutte contre la criminalité professionnalisée, toujours sous tutelle de la justice. C'est une police spécialisée sur un segment social très particulier. Il y a enfin une *fonction policière urbaine* (municipale, communautaire, de proximité) chargée de faire respecter la paix publique, de s'interposer dans les conflits interpersonnels provoqués, notamment, par les différences culturelles dans les quartiers urbains. Cette fonction est partie prenante de la société dans laquelle elle œuvre, « *au sein de laquelle elle ne peut agir efficacement que par son intégration : présence, permanence et échange* ». ³³

Ces trois ordres policiers sont distincts et se retrouvent dans toutes les organisations étatiques. Dans la plupart des démocraties européennes, le premier type de police est fort et puissant, de même que le second. Ces formes policières constituent des entités remarquables poursuivant des objectifs clairs et favorisant la construction de cultures professionnelles facilement repérables. Or ce n'est pas le cas pour le troisième type de police du contrôle social local qui traverse aujourd'hui une « crise » profonde de légitimité dans les sociétés européennes.

1. La crise de la fonction de protection dans les Etats nationaux occidentaux : un nouveau paradigme

Les Etats nationaux occidentaux sont désormais incapables de fournir seuls un niveau acceptable de protection, physique et symbolique, aux individus, dans des espaces urbains à la fois fragmentés et mondialisés. C'est une question très discutée depuis vingt ans dans le champ académique du *policing*. Mais même si cette idée semble correcte intuitivement, elle n'est pas très argumentée. La montée des peurs, des sentiments d'insécurité, des votes d'extrême droite ou des populismes punitifs, des menaces extérieures en Europe et en France³⁴ en sont des symptômes mais ils ne suffisent à expliquer cette transformation radicale.

³² Monjardet, D. *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris : La Découverte, 1996, p271-275

³³ *Ibid.* p274

³⁴ Ferret, J, Mouhanna, C. (dir.), *Peurs sur les villes*, PUF, 2005

Pour cerner plus précisément les dimensions de ce changement, Manning et Forst³⁵ ont suggéré des hypothèses originales. Selon ces auteurs, il peut être admis que la *croissance* dans la performance des systèmes policier et judiciaire n'a cessé de décliner depuis les années 1970. La défiance s'est installée dans les mentalités des populations et l'Etat et ses polices ont été peu à peu considérés comme dépassés, « inefficaces » voire incapables de contrôler et punir avec succès les déviations venues de l'intérieur ou de l'extérieur. Mais comment expliquer cette *crise de la croissance* dans les systèmes de sécurité ?

En premier lieu, les Etats-providence connaissent depuis quarante ans des crises financières structurelles. Ces dernières ont entraîné des économies d'échelle qui n'ont pas épargné les administrations des polices publiques. Ce stress budgétaire pousse les démocraties occidentales à déléguer un certain nombre de tâches jugées indues à des polices locales, municipales³⁶ ou à des acteurs privés, des entreprises de surveillance, de sécurité, tout en s'efforçant de contrôler cette délégation. Ces petits abandons de souveraineté ont manifestement contribué à couper les polices de leur territoire surtout dans les zones urbaines défavorisées.

Ce *divorce entre polices et territoires urbains* s'est accentué avec l'apparition des nouvelles technologies de communication mais aussi avec la concurrence de nouveaux acteurs de la médiation³⁷. Les mouvements de professionnalisation des services sociaux, de prise en charge psychologique des populations ont en effet participé à éloigner la police des publics, ces acteurs, en se chargeant des publics, finissant par constituer un écran entre la population et les services de police.

Ainsi, la relecture de l'histoire des grandes philosophies de l'action publique en matière de contrôle du crime nous donne l'occasion de souligner l'importance des processus de bureaucratisation, de professionnalisation et de technologisation qu'ont connus les administrations policières, de la fin du XIXème siècle jusqu'à nos jours. Cette histoire longue nous permet de décrire la lente évolution d'une division complexe du travail policier dans ses relations avec différentes institutions, chacune d'elle acquérant une expertise propre dans la chaîne du contrôle social du crime impliquant souvent un conflit dans leurs rapports.

³⁵ Forst, B. and Manning, P.K. *The Privatization of Policing, Two Views*. Washington : Georgetown University Press, 1999

³⁶ Ferret, J. « Les polices municipales en France, une perspective socio-politique », *Déviante et Société*, 3, septembre 1998, pp. 263-289

³⁷ *Ibid.* Voir aussi Ferret, J. « Polices municipales et risques urbains », *Annales de la recherche urbaine, Apprivoiser les catastrophes*, 95, 2004, pp. 149-151

Dans cette logique de rationalisation et d'instrumentalisation de la sanction, les institutions policières se sont en quelque sorte enfermées dans cette professionnalisation en donnant à leurs compétences une version essentiellement technique voire scientiste. Dans cette configuration, les communautés et le public finissent par être appréhendés comme des bénéficiaires d'un service plutôt que comme des citoyens associés aux politiques policières élaborées en interne.

Les changements sociaux, la montée de l'individualisation, du Sujet, la demande exponentielle de protection, la disparition des régulations traditionnelles dans les quartiers ouvriers constituent une autre famille d'explications à cette reconfiguration du *policing*. Les sociétés contemporaines sont devenues de plus en plus complexes et par la force des choses les besoins de sécurité exponentiels. L'hétérogénéisation sociale a accru la demande sociale et l'a rendue bien plus difficile à traduire par les institutions publiques.

De la même façon, des groupes sociaux de plus en plus divers, parfois constitués en groupes de pression communautaires, mettent à l'épreuve la capacité symbolique de l'Etat à protéger la société et assurer la cohésion sociale. Un tel processus de défiance est inévitable si les personnes considèrent que leur droit à la protection leur est dénié et qu'elles relient cette inquiétude à la présence d'une autre communauté. Cette tendance a été accentuée par le fait que les démocraties occidentales valorisent, ou sont forcées de valoriser des normes minoritaires dans le respect de la différence³⁸, ces communautés pouvant être à la fois une source de cohésion sociale mais aussi de fragmentation. C'est tout l'enjeu des politiques de rapprochement entre police et populations (police de proximité) qui doivent à la fois protéger la cohésion des populations sans distinction tout en considérant des demandes particulières.

Pour nous résumer, il apparaît que la crise de la fonction de protection dans les démocraties occidentales ne dépend pas d'une seule variable mais d'une multitude. Elle est le résultat de petits et grands changements intervenus dans différentes arènes sociales depuis le début des années 1960. Ces différents changements correspondent à une nouvelle phase historique et les organisations policières accompagnées de leurs partenaires sont plongés dans une situation radicalement nouvelle. Les sociétés modernes ne se gouvernent plus comme avant car elles sont tiraillées entre des enjeux infra-politiques et méta-politiques qui les débordent. Et, pour

³⁸ Wieviorka, M. *La différence*, Paris : Balland, 2001

reprendre le langage de la philosophie des sciences, la restructuration du *policing* nous oblige à changer de paradigme afin d'intégrer les changements intervenus dans l'organisation sociale de la protection des biens et des personnes, et, plus globalement, dans la façon de *faire société*.

2. Une conséquence: le découplage commanditaires/fournisseurs de protection

La fonction de protection assurée par l'Etat vit une crise de légitimité alors que les fonctions régaliennes de *police de souveraineté*, de *police criminelle ou judiciaire* sont moins concernées par ces changements profonds³⁹. Si jusqu'à présent les polices publiques, civiles et militaires, avaient réussi à s'imposer comme les seules institutions légitimes pour canaliser les désordres publics, elles sont à présent concurrencées par de nouvelles polices de la ville mais aussi par les acteurs de la sécurité privée sur des territoires redessinés au gré des transformations urbaines et des nouvelles conceptions de la vie en ville⁴⁰.

Cette crise des polices de sécurité publique en Europe occidentale est le résultat de la pression conjuguée de deux facteurs qui transforment profondément cette fonction de protection : un facteur interne d'abord qui est l'impact de différentes réformes organisationnelles dans les réformes des polices publiques⁴¹ et un facteur externe qui est le mouvement de contractualisation des fonctions policières avec d'autres organes de contrôle social que l'on peut lire dans les politiques de prévention de la délinquance mises en œuvre depuis les années 1980.

³⁹ Ocqueteau, F. *Polices entre Etat et Marché*, Paris : Presses de Sciences Po, 2004, et du même auteur "Les nouveaux besoins de protection", in *Qu'est-ce que la société?*, Paris : Odile Jacob, 2000

⁴⁰ Ferret, J. Wuillemier A. « La France et le terrorisme international. Les racines historiques et organisationnelles du savoir policier », *Cahiers de la Sécurité Intérieure (Les)*, 55, 2004, pp. 147-179

⁴¹ Ferret, J. « Évaluer la police de proximité ? Certitudes et incertitudes tirées des expériences françaises », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 53, 3e trimestre 2003, p. 83-110 ; Ferret, J. « Un nou pragmatisme confortador. Com i per què els professionals de la seguretat es deixen convèncer per el discurs del risc ? », *Revista Catalana de Seguretat Publica*, 13, desembre 2003, pp. 111-120 ; Ferret, J., Maffre, P. "L'usage de la notion de police de proximité en Espagne comme indice de la mutation inachevée de l'appareil policier », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, Paris, 1, 39, juin 2000, pp. 77-101

Un nouveau paradigme ?

Ce sont les socio-criminologues Bayley, Shearing et Stenning⁴² qui ont les premiers proposé de prendre acte de l'émergence, dès le début des années 1980, d'un nouveau paradigme du *policing* (ils parlent même d'un *private policing*) au cœur duquel des commanditaires (« *auspices* »), ceux qui autorisent la protection publique ne coïncident plus avec les fournisseurs (« *providers* ») alors que dans le *vieux paradigme* de la société industrielle, les gouvernements locaux ou nationaux assuraient seuls la responsabilité d'articuler les besoins de sécurité et de diriger les institutions qui y répondaient.

Distinguer (sans anticiper aucunement la *configuration produite*) les commanditaires des fournisseurs présente un avantage : cela nous permet d'échapper à la simplification crispante qui consiste à décrire le *policing* comme ontologiquement public ou à l'inverse dangereusement privatisé. En effet, la restructuration actuelle est bien autre chose qu'une hypothétique privatisation de la fonction policière ou plus généralement de protection des individus. Elle signifie plutôt une *multilatéralisation* et une *fragmentation* des sources de demande et d'offre de sécurité.

La question reste toutefois de savoir comment ces nouveaux agencements entre commanditaires et fournisseurs prennent en charge cette *fonction policière*, dans quelles directions et au profit de qui ? C'est pour répondre à cette question que nous avons proposé le concept de *mentalités de policing* afin d'essayer de modéliser sur chaque configuration étudiée⁴³ les manières de penser cette protection dans un ordre social local donné⁴⁴.

Fournir revêt d'abord un double sens: les gouvernements déterminent quelles formes de sécurité ils veulent promouvoir et fournissent les moyens d'y parvenir. En cela, les gouvernements restent très souvent les commanditaires officiels qui formulent la demande de protection tout en précisant que, dans l'ancienne configuration, ils étaient les seuls à pouvoir répondre à cette demande. Mais dans la reconfiguration actuelle, les deux fonctions se sont disjointes : d'autres acteurs sont enrôlés et habilités à prendre

⁴² Shearing, C. D. and Stenning, P. C. "Reframing Policing" in Shearing, C. D. and Stenning, P. C. *Private Policing*, London: Sage Publications, 1987, pp. 9-18. Bayley, D. H. and Shearing, C.D., *The New Structure of Policing: Description, Conceptualization and Research Agenda*. Washington : National Institute of Justice Report, 2001

⁴³ Elias, N. *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris : Agora, 1991

⁴⁴ Ferret, J. « Polices municipales et risques urbains », *art. cit.*

en charge une partie du travail de protection des espaces publics, ces derniers pouvant revendiquer leur propre police dans les espaces privés fermés par des dispositifs de contrôle privé (les habitats collectifs fermés, *gated cities*, centres commerciaux, par exemple) de telle sorte que l'on peut dire que la responsabilité d'autoriser la protection et de fournir le besoin a été désinstitutionnalisée.

Néanmoins, ce mouvement n'est en rien réductible à un processus de *privatisation* qui voudrait que ce soient des acteurs privés qui contrôlent seuls la sécurité des individus sur leur territoire de compétence. Comme nous l'avons montré dans plusieurs travaux menés entre 1998 et 2005, cette idée de privatisation rampante des systèmes de protection dans les démocraties occidentales est loin d'être évidente. Les opérations de transfert ou de contractualisation procéderaient paradoxalement d'un processus de publicisation.

Dans nombre de situations, nous n'avons cessé de montrer qu'il fallait avant tout s'attacher à modéliser les différentes combinaisons possibles entre commanditaires et fournisseurs dans une configuration donnée plutôt que de chercher à traquer puis dénoncer un ordre caché. L'Etat n'est certes plus le dépositaire unique de l'autorisation et de la fourniture de la contrainte mais il n'est pas pour autant totalement dépossédé. Il se retrouve désormais en position d'autorisateur dans l'obligation de réguler l'action de nouveaux acteurs fournisseurs, tous ces protagonistes essayant de réguler les comportements mettant en danger l'ordre public.

3. *Community policing, broken windows, problem solving policing*: une police des risques urbains?

Mêmes débordées, les institutions policières publiques restent des acteurs centraux de la gestion des violences. Quelles que soient les transformations sociales et culturelles, la question est alors celle de savoir comment la police publique et ses partenaires s'adaptent sur un territoire à la montée de demandes culturelles différenciées et au fractionnement des espaces urbains dans des villes globalisées.

Pour saisir la nature de la situation actuelle, nous nous sommes beaucoup intéressés dès le début des années 2000 à différents programmes de *policing* importés du monde anglo-américain tels que le *problem solving policing, intelligence led policing, broken windows*⁴⁵ ou, plus particulièrement, le *community policing* qui a

⁴⁵ Pour Wilson et Kelling, le rétablissement de la tranquillité publique dans les quartiers en difficulté devait passer par la transformation des modes de travail des policiers afin qu'ils s'insèrent dans le tissu relationnel d'un quartier et y jouent un rôle pacificateur et régulateur en collaboration avec les habitants. Voir

donné le programme public français dit de police de proximité entre 1997 et 2002⁴⁶ ou le programme *Policia 2000* en Espagne⁴⁷.

Nous n'avons jamais considéré tous ces programmes de rapprochement entre police et populations dans les quartiers difficiles comme des ruses d'un pouvoir néo-libéral ou des instruments de domination de populations exclues car ces projets politiques nous ont toujours semblé difficiles à démontrer empiriquement. Nous avons plutôt envisagé ces programmes institutionnels comme des *politiques publiques* qui se donnaient pour objectif d'expérimenter de nouveaux modes d'organisation qui permettraient de réduire le fossé entre institutions et populations dans des quartiers urbains défavorisés français. Ils proposaient un changement profond dans la façon de concevoir la gestion policière des territoires urbains et leurs populations.

C'est dans cette perspective que nous avons importé puis testé la validité des thèses importantes d'Ericson et Haggerty⁴⁸, pour lesquels les polices seraient maintenant placées naturellement au centre de la redéfinition des espaces publics entendus, c'est la nouveauté, comme des *territoires de risques*. Cette conception entraîne sans nul doute un changement radical dans la conception que l'on peut se faire de l'intervention policière *dans et sur* la société. Ces travaux, quoi qu'encore largement conceptuels⁴⁹ et méconnus en France, offrent pour le moins un cadre d'analyse stimulant pour tenter de qualifier des pratiques innovantes émergeant dans les politiques de sécurité.

Nous avons plus particulièrement travaillé l'hypothèse selon laquelle les nombreuses réformes policières entreprises, ces dernières années, dans le but de réconcilier polices et territoires urbains en France et en Europe notamment, qu'elles soient expérimentales ou générales, baptisées *police de proximité*, *police de résolution de problèmes*, sont un des vecteurs privilégiés d'installation de ce

Wilson J., Kelling, G. « Vitres cassées », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 15, 1994 (1982), p. 163-180

⁴⁶ Ferret, J. « Évaluer la police de proximité ? Certitudes et incertitudes tirées des expériences françaises », *art. cit.* ; Ferret J. "The State, Policing and "Old Continental Europe": Managing the Local/National Tension", *Policing and Society*, 14, 1, March 2004, pp. 49-65 ; Ferret, J., Ocqueteau, F. *Évaluer la police de proximité ? Problèmes, concepts, méthode*, Paris, La documentation Française, 1998

⁴⁷ Ferret, J., Maffre, P. "L'usage de la notion de police de proximité en Espagne comme indice de la mutation inachevée de l'appareil policier », *art. cit.*

⁴⁸ Ericson, R.V, "The division of expert knowledge in policing and security", *British Journal of Sociology*, 45, 2, 1994, pp. 149-175. Ericson R.V, Haggerty K.D., *Policing the Risk Society*, Oxford : Clarendon Press, 1997

⁴⁹ Brodeur, J.P. Revue des livres, *Revue canadienne de Criminologie*, octobre 1998, pp. 455-465

paradigme du risque dans la société post-industrielle⁵⁰. Ce nouveau modèle d'action publique remplacerait le cadre des modèles traditionnels utilisés, jusqu'à présent, pour décrire et conceptualiser l'activité policière comme le militarisme (police de maintien de l'ordre local), le légalisme (police de mise en œuvre de la norme) et professionnalisme (police qui délivre un service à différents publics).

Dans une société plongée dans les incertitudes, les controverses publiques, les demandes sociales contradictoires et la complexité sociale, les polices doivent désormais se présenter et surtout communiquer sur le modèle d'une police compétente, ouverte, travaillant en connexion avec les autres institutions en charge des risques en aidant, en retour, par son expertise, son savoir statistique et ses savoir-faire, ces organisations à produire leurs propres politiques⁵¹.

On le voit, le paradigme du risque introduit pour le moins une véritable rupture dans la façon de penser les stratégies policières en imposant toute une série de transformations comme le traitement systématique des demandes sociales, le travail d'objectivation et d'analyse secondaire des doléances des groupes d'intérêts, une surveillance générale par les nouvelles technologies vidéo, un recueil de données informatisées constituées sur des bases originales et mises à la disposition de partenaires... Bref, ce nouveau modèle entraîne des modifications substantielles des modes opératoires policiers. Ces dernières se doivent concevoir des outils de connaissances et de mesure afin d'anticiper les risques et ne plus subir l'urgence de l'accident ou du délit. Par les diagnostics, les réunions partenariales, les traitements stratégiques d'informations et les analyses secondaires de matériaux bruts (*raw data*)⁵² comme les plaintes ou les actes d'incivilité recensés dans le registre de main courante, la police devient une police d'expertise, de *problem solving*.

⁵⁰ Ferret, J., Wuillemier A. « La France et le terrorisme international. Les racines historiques et organisationnelles du savoir policier », *art. cit.*

⁵¹ La question de savoir si le *community policing* dans le monde anglo-saxon est un modèle réellement opérationnel ou à l'inverse largement rhétorique a été abondamment discutée dans la littérature spécialisée et la sociologie policière américaine in Forst, B., Manning, P.K. *The Privatization of Policing*, Washington, Georgetown University Press, 1999, p. 71 et suiv.; Manning P.K. «Community Policing As a Drama of Control», in Greene J.R., Mastrofski S.D. *Community Policing, Rhetoric or reality ?*, New York : Praeger, 1991, p. 27-47.

⁵² Manning, P. K. "Information Technology and the Police", in Tonry and N. Morris, *Modern Policing*, Chicago, Chicago University Press, 1992. Manning, P. K. « Technological Dramas and the Police: Statement and Counterstatement in Organizational Analysis', *Criminology*, 30, 1992, pp. 327-346

Les polices en réseaux utilisent et centralisent les autres sources de connaissances institutionnelles et les données échangées dans les arènes collégiales où l'information circule. Constitués en *problem solvers*, les policiers deviennent pour leur part des experts de tous les problèmes imaginables et se trouvent dans l'obligation de fournir des solutions de prévention ou de traitement y compris là où leur expertise est insuffisante. Il arrive même qu'ils développent des relations managériales avec d'autres institutions du risque avec lesquelles ils entretiennent des relations d'échanges et de connaissances routinières alimentées par des statistiques locales.

Un modèle spéculatif

Mais le modèle de la *police des risques* reste, pour l'instant, largement spéculatif. Dans nos travaux consacrés à l'évaluation de la police de proximité⁵³ puis au risque routier⁵⁴, nous avons en effet montré que la technologie et l'immense stock d'informations généré aujourd'hui par le travail policier sont, quoi qu'on puisse en penser, toujours enchâssés dans une organisation sociale et un contexte politique local qui détiennent des propriétés sociales puissantes et contraignantes. Pour parler des seules technologies, on peut dire qu'elles changent les organisations, les transforment autant que ces dernières changent la configuration de la technologie elle-même. Et l'information, ses usages, ses mésusages et sa circulation requièrent d'importantes connexions avec l'institution sociale de la police, son organisation professionnelle et l'environnement politique, ces trois variables pouvant faire émerger une multitude de situations plus ou moins productives⁵⁵.

⁵³ Ferret, J. « Évaluer la police de proximité ? Certitudes et incertitudes tirées des expériences françaises », *art. cit.* ; Ferret, J. « Polices municipales et risques urbains » (Police forces and urban risk government), *art. cit.* ; Ferret, J. "Avaluar la policia anomenada de proximitat? Certeses i incerteses obtingudes de les experiències franceses", *Revista Catalana de Seguretat Publica*, 14, julio 2004, pp. 173-192 ; Ferret, J. "I Order You to Adapt": Evaluating the Community Policing, French-Style", *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, Volume 12, Number 3, 2004 pp. 192-211

⁵⁴ Ferret, J, Spenlehauer, V. "Does "Policing the Risk Society" hold the road risk?", *British Journal of Criminology*, 49, 2009, pp. 150-164

⁵⁵ Ferret, J. "The State, Policing and "Old Continental Europe": Managing the Local/National Tension", *art. cit.* Voir également « Évaluer la police de proximité ? Certitudes et incertitudes tirées des expériences françaises », *art. cit.*

4. Contre le punitivisme

En guise de conclusion, nous voulons préciser à nouveau que nous nous sommes toujours efforcés de définir ce qu'est une « police » pour sortir des ornières des définitions idéologiques de cette dernière *entendue comme une arme aveugle du pouvoir ou un instrument d'une violence de classe*. Nous l'avons fait en prenant soin de montrer au cas par cas en quoi elle pouvait constituer un « problème » ou une « solution » dans une configuration donnée. Pour ce faire, nous nous sommes toujours appuyés sur deux paradigmes qu'il nous semble particulièrement important de rappeler et de préciser en conclusion de ce chapitre.

Le premier d'entre eux est celui proposé par Bittner⁵⁶ : pour cet ethnométhodologue, la « police » doit être considérée comme un mécanisme de distribution d'une force non négociable sachant, et la remarque est importante, qu'elle se définit moins par son usage effectif de la violence que par sa capacité virtuelle à avoir raison de tout usage privé de cette même violence⁵⁷.

Le second est la théorie des *broken windows*⁵⁸ qui a fortement influencé, d'abord, les politiques anglo-américaines dans les années 1980-1990 et, plus tard, celles menées dans les pays européens.

Si l'on associe ces deux théories canoniques, celle d'un Bittner s'intéressant exclusivement au policier de la rue plongé au cœur des interactions sociales et celle de l'analogie de la « fenêtre cassée », nous dirions que l'essence, le cœur de métier de cette « police » et de ses partenaires (le *policing*), partie prenante de la société dans laquelle elle œuvre, *au sein de laquelle elle ne peut agir efficacement que par son intégration (présence, permanence et échange)* est finalement le renforcement des mécanismes d'auto-contrôle de la collectivité elle-même. Et, contrairement à ce que l'on pouvait penser, le rôle d'une « police », des réseaux de *policing*, n'est pas

⁵⁶ Bittner, E. *The Function of the Police in Modern Society: A Review of Background Factors, Current Practices and Possible Role Models*. Washington, DC : Gvt Printing Office, 1970

⁵⁷ Brodeur, J.-P., Monjardet D. « Connaître la police », numéro hors série des Cahiers de la sécurité Intérieure, 2002, p. 13-16

⁵⁸ Wilson, J., Kelling, G. « Vitres cassées », *art. cit.* Pour Wilson et Kelling, une stratégie préventive réussie dans un quartier donné passe par la régulation des « petites choses » (les fenêtres cassées, par exemple) qui, si elles ne sont pas prises en charge dans un temps très court, laissent à penser que ce territoire est à l'abandon. C'est un message envoyé aux délinquants qui ne tarderont pas à s'approprier les lieux. « *Le diable est dans les détails* », en quelque sorte.

d'imposer, brutalement, ou par la ruse, aux individus des règles non négociées⁵⁹.

Rien ne nous semble plus faux que l'idée d'une police toute-puissante et ubiquitaire. En effet, quand on y regarde de près, on admettra aisément qu'aucune organisation policière n'est en mesure de tout contrôler, de se substituer aux acteurs sociaux et d'assumer seule le contrôle des déviances. A moins qu'un pouvoir politique ne décide un jour d'investir des sommes exorbitantes pour le faire (ce n'est jamais le cas et ce n'est pas possible), la police et le *policing* des espaces publics ne peuvent jamais se substituer aux modes de contrôle informels des sociétés locales. Pour au contraire renforcer ces défenses naturelles, la police publique doit s'adapter à elles.

Si l'on ne se trouve pas dans un système politique autoritaire ou totalitaire, la police du quotidien ne peut fonctionner que *par et avec* les autorités locales incarnant l'autorité auxquelles elle apporte si besoin est l'appui de la force. On pourrait même dire que les problèmes que la police est amenée à connaître sont des problèmes qui n'ont pas été résolus par la communauté elle-même. Ainsi, la police ne peut pas tout résoudre ; elle peut, à la rigueur, dans certaines conditions, réduire, réguler, transférer, déplacer, masquer un certain volume de désordres produits par la communauté locale et mis dans le débat public par les entrepreneurs de morale.

Si l'on suit cette hypothèse, on peut affirmer qu'une solution policière comme la *tolérance zéro*⁶⁰ ou tout autre rhétorique sécuritaire a toujours été le signe quelque peu paradoxal d'un problème d'efficacité collective du contrôle social. Ou, si l'on adopte un angle plus critique, la marque de la domination d'une classe de citoyens sur d'autres. En France, par exemple, la stigmatisation de certains quartiers populaires et le continuum établi, sans fondements, entre petites incivilités et grandes violences est un signe de la victoire transitoire d'un système de valeurs (les classes moyennes en l'occurrence), d'un populisme punitif⁶¹ sur la définition collective des problèmes de la sécurité. On pourrait même soutenir, de manière provocante, que les premières victimes de la tolérance zéro sont les policiers eux-mêmes. En effet, ces derniers sont invités à se montrer plus durs dans leurs modes d'intervention, à rechercher

⁵⁹ Monjardet, D. *Notes inédites sur les choses policières*, Paris : La Découverte, 2008, p109

⁶⁰ La théorie de la « tolérance zéro » est une des interprétations possibles, celle qui a connu le plus de succès en tous les cas, de la théorie « Broken Windows ». Le postulat est qu'un délinquant qui ne reçoit pas une sanction immédiate sera enclin à récidiver et, mécaniquement, commettra des délits de plus en plus graves : ne dit-on pas « *Qui vole un œuf vole un bœuf* ».

⁶¹ Ferret, J, Mouhanna, C. (dir.), *Peurs sur les villes*, op. cit.

des résultats coûte que coûte, et, en retour, ils se coupent des populations et des secteurs sociaux stratégiques.

Ce que traduisent en conséquence très intuitivement les théories de Bittner et de Wilson et Kelling, c'est l'idée qu'une perte de contrôle collectif des acteurs sociaux sur leur environnement peut entraîner des conséquences graves, au point où ils s'en remettent à une hypothétique solution policière assaillie et dépassée par le flux de demandes sociales contradictoires. La police ne peut donc pas remplacer la communauté dans sa capacité à négocier les règles légitimes, à produire ou à restaurer le lien social. Contrairement à une vision isolationniste et monoculturelle (la récurrente figure du policier comme « superhéros »/ « *crime fighter* ») ou punitive, le policier n'est pas un automate constatant les infractions pour délivrer des procès verbaux. En démocratie, la légitimité quotidienne accordée à la « police » par une part importante de la communauté environnante constitue une condition *sine qua non* de son fonctionnement voire de son existence.

Au regard de la place centrale des organisations policières dans nos sociétés, l'octroi de cette légitimité populaire ne s'effectue que si ces dernières émettent des signaux convaincants comme quoi le punitif est pratiqué avec discernement et non comme une machine aveugle, implacable et brutale. A défaut de l'émission de tels signaux, les relations entre la police les populations se dégradent avec toutes sortes de conséquences allant d'une détérioration du climat social dans le quartier, d'une baisse du taux d'élucidation des affaires criminelles, à une détérioration de la santé mentale des policiers.

Face à un système culturel aux capacités critiques très vivantes⁶², l'organisation policière et ses réseaux n'ont d'autre solution que d'avancer des compromis qui voient le grand chef délivrer des messages performatifs (« tolérance zéro ») à l'adresse de telle ou telle catégorie d'individus, en même temps que les agents de terrain font preuve au contraire d'une certaine tolérance⁶³. Si l'on emprunte l'image des sociologues March et Olsen, identifiant les organisations à une anarchie de flux de problèmes, solutions et décisions (*Garbage Can Model*)⁶⁴, on peut dire que la « police publique » (hypersociale) est engoncée dans la société. Elle peut soit jouer le rôle de renforcement des auto-défenses de la communauté locale, *avec elle*, soit jouer contre cette société locale, *contre elle*.

⁶² Boltanski, L. « Institutions et critique sociale. Une approche pragmatique de la domination », Revue *Tracés*, Hors-série 2008. Présent et futurs de la critique

⁶³ Gusfield, J.R. "The (F)Utility of Knowledge?: The Relation of Social Science to Public Policy toward Drugs", *art. cit.*

⁶⁴ March, J.G. *Décision et Organisation*, Paris : Ed. de l'Organisation, 1991

La « police » comme problème

Premier cas de figure : une « police » peut souffrir d'une rupture profonde avec certaines populations parce qu'elle prétend gérer seule une société locale. Mais elle en est finalement incapable quand ces sociétés entrent dans une apparente anomie. La « police » souhaite compenser les dérégulations par un excès de force, un peu comme si un enseignant tentait de gérer une classe dissipée par le simple usage de la menace. La marque la plus radicale de ce cas de figure semble être les phénomènes de *violences policières* coproduisant dans un cercle vicieux de co-victimisations des révoltes de quartiers populaires en France depuis le début des années 1980.

Une évaluation des connaissances produites sur les émeutes françaises⁶⁵ permet de distinguer deux blocs d'interprétations, très opposés: un premier insiste plutôt sur les dysfonctionnements policiers à l'origine des émeutes (harcèlement des jeunes, pressions psychologiques par des contrôles d'identité incessants...), les phénomènes de disqualifications sociales, la violence subie par les jeunes de quartier en France ; un second bloc concentre lui son attention sur les comportements déviants de jeunes en difficultés sociales se livrant à une violence gratuite. Ces travaux évoquent surtout la délinquance des jeunes, des violences intrafamiliales ou collectives (politiques, apolitiques, post-politiques c'est selon) qui seraient les symptômes de comportements pathologiques ou de réactions adaptatives à la désorganisation sociale traversant les communautés d'origine de ces jeunes.

Pour sortir de l'affrontement symbolique entre ces deux familles d'interprétations, nous pensons qu'il faut engager une approche plus globale des phénomènes de violences collectives. Ces dernières sont, rappelons-le, des situations exceptionnelles même si elles peuvent ressurgir régulièrement. Prises en ce sens, elles traduisent les possibles ou impossibles *coproductions conflictuelles* d'un ordre local⁶⁶ entre jeunes et institutions publiques et au premier rang, la « police » de la rue. Avantage précieux de cette approche, elle permet de dépasser le clivage énoncé plus haut. Ainsi, la « police » peut être à l'origine de ces violences et plusieurs modèles *d'affrontement*⁶⁷ peuvent être distingués :

⁶⁵ Ocquetau, F. « Les émeutes urbaines de 2005 », *Sociologie du travail*, 4, 2007, pp. 531-543

⁶⁶ Friedberg, E. *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée*. Paris : Seuil, 1993

⁶⁷ Brodeur, J.P. Mulone, M., Ocquetau, F., Sagant, V., CICC, CIPC, *Brève analyse comparée internationale des violences urbaines*, Montréal, décembre 2008, (Étude comparée sur les violences urbaines pour le SPVM), p30

1- *un affrontement par défaut de conférer ce qui est attendu* : manque de respect envers des populations marginalisées (le tutoiement dépréciatif), spirale de la provocation (elle conduit aux victimisations).

2- *une absence d'affrontement* : reconnaissance mutuelle, attitudes liées à la police professionnalisée (déférence, courtoisie, anonymat), les relations police-citoyen font partie d'un rituel caractérisé par son asymétrie et sa réciprocité.

3- *un affrontement par excès de ce qui n'est pas requis* : abus de pouvoir, harcèlement (utilisation de force physique : dérive vers un modèle militaire), spirale qui conduit à la rupture du contrat de police.

On a tendance à sous-estimer la demande très ferme de respect des populations déconsidérées. Par exemple, on pense que les « jeunes » ne réclament pas le respect dans un régime familial marqué par l'asymétrie parent/enfant. Or, même l'autorité doit être respectueuse dans l'exercice de ses prérogatives car cette question du respect mutuel entre la police et les jeunes (et les autres populations marginalisées) se retrouve toujours au centre des affrontements violents.

De son côté, un auteur comme Jobard pense que la « racaille » (surnom donné aux « jeunes » des quartiers difficiles en France sur un mode dépréciatif) serait en train de se construire une identité par l'expérience dans un rapport de « *clientélisation policière* » et d'une politisation aiguë du rapport policiers/jeunes. Une conscience politique très nette s'ébaucherait au sujet de l'asymétrie perçue des ressources politiques dont disposeraient les différents protagonistes : « *le statut judiciaire des jeunes («clients») est converti en identité politique (« victimes d'injustices ») et l'arène judiciaire est convertie en espace politique* »⁶⁸.

Pourtant, quel que soit le niveau de sophistication que l'on introduit dans l'analyse des relations entre les « jeunes » et la « police », ces derniers restent scotchés à la scène violente. Or, nous restons convaincus que les formes d'engagement public des « jeunes », à savoir des acteurs vivant leur destinée dans des « quartiers difficiles », répondent en fait à des formes nouvelles peu identifiées et fondées sur des formes communautaires organisées informelles. Simplifier cet engagement aux simples traits du « jeune » lanceur de

⁶⁸ Jobard, F. « Sociologie politique de la « racaille » » in H. Lagrange et M. Oberti (dir.) *Emeutes urbaines et protestations, une singularité française*, Paris : Presses de sciences po, 2006, 59-80

pierres sur les « flics », c'est définir cette culture par le plus petit dénominateur commun.

Il serait ainsi plus intéressant d'analyser les subjectivités de ces « jeunes » sans les réduire à leur « violence » c'est à dire en leur reconnaissant une capacité de subjectivation et d'action. Cette dernière serait construite sur la base d'expériences individuelles ou collectives contribuant à développer chez ces jeunes une « pratique civique critique » dans les espaces publics et une capacité collective à lutter pour un *ordre local juste*.

Cette perspective nouvelle doit prendre en compte l'étude de trajectoires longues, en insérant des parcours de vie et l'environnement socio-économique qui favorise ou non ce type d'engagements. L'engagement circonstanciel dans les projets publics dépendra des contraintes structurelles. Ces individus pris dans leurs subjectivités ne seront pas réduits à de simples agents contestataires ou marginaux mais seront considérés comme des individus potentiellement organisés, non pas en force de politique publique ou en professionnels de l'action publique classiques (associations d'habitants, élus locaux, clientèles traditionnelles...) mais comme victimes potentielles d'un projet d'aménagement ou d'une politique particulière.

A ce titre, très précisément, nous avons toujours pensé au travers de nos recherches sur la police de proximité et les relations entre la police et les jeunes que ces derniers étaient souvent réduits à des automates sans projets voire de simples joueurs alors qu'au quotidien ce sont ceux qui, paradoxalement, sont le mieux à même de juger les actions policières. Cette familiarité avec le problème, ce *savoir local* leur donne un droit légitime à la parole au-delà des rhétoriques sur la participation des publics aux politiques locales.

Ces individus sont privés de possibilités de socialisation licite et éduqués au sein des mêmes espaces publics. Ils éprouvent des frustrations nées de situations durables de mépris et de chômage qui se conjuguent avec les exigences propres à chaque génération. Avec le déplacement du centre de gravité des valeurs de jeunes, de l'idée de progrès vers celle de réussite entrepreneuriale, c'est l'ensemble des références des conduites adolescentes qui est modifié. Nous avons affaire à des comportements traversés d'enjeux locaux et immergés dans des références globales s'imposant un peu partout dans un temps très court.

Les phénomènes de violence collective contiennent une vertu sociologique paradoxale à méditer⁶⁹. Les institutions publiques comme la « police » sont critiquées dans leur prétention à gérer pour les autres les affaires collectives. Leur monopole est un processus inachevé, précaire et discuté en permanence dans cet espace invisible qui sépare les individus et les institutions comme la « police ». Cet espace, appelons-le *légitimité*, cette qualité qui emporte l'adhésion consentie au pouvoir d'une force publique. Or, force est de constater que les violences urbaines opposant « jeunes » et « policiers » posent la question des usages légitimes de la force comprise désormais comme un processus et non un droit figé et acquis une fois pour toute.

La « police comme solution »

Dans un sens opposé, la « police » peut également faire partie de la solution et jouer un rôle de régulation des (dés)ordres locaux. C'est dans cet esprit qu'il faut analyser la participation de ces « polices » à la production collective de la sécurité dans les espaces publics. Cette question s'est particulièrement posée dans les années 1980, époque durant laquelle un certain nombre de sociétés européennes ont pris conscience que la « police » uniquement répressive était une vision restrictive et inefficace. Il était temps de réconcilier le policier et la société locale par des programmes volontaristes qui ont pris différentes appellations comme la police de quartier, de proximité, partenariale...

Si l'on jette un regard rétrospectif sur la vague de politiques publiques partenariales mise en œuvre en France, depuis les années 1980⁷⁰, on voit que toutes ces initiatives contiennent, en creux, la volonté d'impliquer les habitants et de réduire le fossé entre ces derniers et les institutions publiques.

Pour le simple cas français, s'agissant du « *rapprochement de la police et de la population* », on peut conclure sans cynisme à un constat d'échec. Donner la parole aux gens sur les questions de sécurité ne marche pas, soit qu'ils ne viennent pas aux réunions où ils sont invités, soit qu'on ne les prend pas réellement au sérieux. De toute évidence, la population n'est pas en mesure ou bien ne souhaite pas orienter les pratiques policières. S'agissant, par exemple, d'initiatives de rapprochement des citoyens dans le cadre du programme français dits Contrats Locaux de Sécurité⁷¹ des initiatives

⁶⁹ Ferret, J., Spenlehauer V. "Does "Policing the Risk Society" hold the road risk?", *art. cit.*

⁷⁰ Ferret, J., Ocqueteau, F. *Evaluer la police de proximité ? Problèmes, concepts, méthode*, *op. cit.*

⁷¹ Ferret, J., Ocqueteau, F. *Evaluer la police de proximité ? Problèmes, concepts, méthode*, *op. cit.*

comme des fiches action pour améliorer les patrouilles de policiers, l'accueil dans les commissariats, ou la création d'antennes de quartier, des auteurs comme Donzelot et Wyvekens⁷² ont montré qu'il s'agit surtout de renforcer les moyens en effectifs des commissariats dans des lieux stratégiques (transports urbains, centres commerciaux, ou gares) et d'infléchir qualitativement l'action policière voire de restaurer sa légitimité, de rapprocher la police de la population plutôt que rapprocher la population de la police.

S'agissant cette fois-ci de « co-produire la sécurité », cela peut fonctionner à condition que les partenaires s'entendent sur des objectifs communs. Le plus grand progrès viendrait, à cet égard, du fait qu'un diagnostic soit réalisé en commun permettant principalement de démystifier l'insécurité réelle et de dissiper les malentendus sur le rôle de chaque institution dans la communauté. Qu'un policier sache, enfin, ce que signifie le travail social et, inversement, qu'un travailleur social démystifie le travail policier. Dans cet esprit, des rencontres plus ou moins formalisées débouchent souvent sur une nette inflexion des logiques internes de chaque partenaire, et pour les institutions, sur la possibilité d'avancer groupées, au point de « sécuriser les institutions ».

S'agissant du contenu des programmes, c'est souvent la recherche d'une « tranquillité-sécurité », d'une philosophie plus préventiviste que sécuritaire qui prévaut, en définitive. L'usage du mot sécurité invoqué par tous les partenaires n'a, d'ailleurs, pas toujours une connotation « sécuritaire ».

Il s'agit de mettre dans cette « poubelle »⁷³ un ensemble de « problèmes » qui n'ont pas été résolus auparavant dans les communautés : l'éclairage, les aménagements aux abords des écoles, les usages festifs des places publiques... C'est la prévention situationnelle (plutôt que sociale) qui sert à qualifier les espaces et à réhabiliter les différents types de lieux. Le traitement des incivilités est, pour tous les partenaires (parc locatif, commerçants, fonctionnaires référents, parents remobilisés par le parquet), le fil conducteur de l'action : d'abord se réassurer soi-même en prenant conscience qu'on maîtrise quelque chose à son niveau, et être capable d'entrer dans un rapport plus efficace avec les différents prestataires.

⁷² Donzelot, J. and Wyvekens, A. *Souci du territoire et production collective de la sécurité urbaine*. Paris : Recherche IHESI, 2001

⁷³ March, J.G. *Décision et Organisation*, op. cit.

Ainsi, l'enjeu caché de tous ces programmes ne serait-il pas de *co-produire de la sécurité* mais bel et bien de restaurer le lien social en dissipant avant tout les malentendus entre jeunes, police et acteurs locaux. Cette position prend d'ailleurs le contre-pied de thèses pointant dans ces programmes une forme de « sécuritarisme à l'Etat carcéral »⁷⁴, par abandon de la prévention sociale et des objectifs de la justice des mineurs. La prévention ou la médiation restent le leitmotiv pour des acteurs locaux conscients des dérives possibles du sécuritarisme, comme si ces mouvements sociaux s'auto-limitaient.

En réalité, les résultats de telles politiques locales sont d'abord de rapprocher les institutions pour mieux servir les citoyens, de lutter contre le sentiment d'abandon, et la méconnaissance des institutions du service public. Les modalités de rapprochement en direct comme l'accueil aux commissariats, les maisons de justice, les maisons des services publics sont utiles afin de mieux connaître les besoins et de savoir ce qui se passe dans le quartier. Les maisons des parents permettent d'amener les familles immigrées à adopter les règles de conduite françaises et ensuite de rappeler les usagers à la règle. De même, l'enjeu fondamental de l'évaluation d'une police dite de proximité⁷⁵ est rétrospectivement de rétablir la légitimité très discutée de la « police » dans son environnement local.

Dans la continuité d'une mystérieuse sociologie de la force publique, nous avons toujours cherché à saisir les mécanismes lui permettant d'abord de s'instituer et ensuite de se donner les moyens d'avoir raison momentanément des usages sociaux de la force, qu'ils soient légaux ou illégaux.

L'énigme reste en tous cas toujours bien vivante et le monopole de la violence légitime⁷⁶ toujours en construction car constamment mis à l'épreuve par des publics. Et la « politique » serait avant tout cela : *une épreuve de forces régulée visant la rationalisation du social pris dans des rationalités en tensions, épreuve au cours de laquelle la « police » joue un rôle important en appui ou contre des populations*. Mais elle ne travaille pas seule et dans le vide et il est des espaces, des lieux comme la sécurité des publics dans les espaces publics, dans lesquels l'emprise de la politique est moindre et les

⁷⁴ Wacquant, L. *Punir les pauvres*, Agone, Marseille, 2004

⁷⁵ Ferret, J. « Évaluer la police de proximité ? Certitudes et incertitudes tirées des expériences françaises », *art. cit.* ; Ferret, J. « Polices municipales et risques urbains » (Police forces and urban risk government), *art. cit.* ; Ferret, J. "Avaluar la policia anomenada de proximitat? Certeses i incerteses obtingudes de les experiències franceses", *art. cit.* ; Ferret, J. "I Order You to Adapt": Evaluating the Community Policing, French-Style", *art. cit.* ; Ferret, J., Ocqueteau, F. *Evaluer la police de proximité ? Problèmes, concepts, méthode*, *op. cit.*

⁷⁶ Weber, M. *Economie et Société*, Paris : Plon, 1971, tome 1

régulations communautaires jouent un rôle important. Ainsi, ce travail de mise en ordre est co-produit avec les populations et dans cette économie, la « police » apporte le soutien de la force ou met la communauté sous pression. Mais contrairement à ce que l'on pourrait penser, la « police » n'est pas un isolat coupé du monde : elle est au contraire une institution/organisation/profession hypersociales.

Chapitre 2.
Haute Police

Au mouvement de *diffraction de l'espace interne* que nous venons d'analyser s'oppose un procès inverse d'indifférenciation *croissante de l'espace* au regard des frontières nationales que nous présentons maintenant. Comme nous en discutons déjà en 2003⁷⁷ puis en 2004-2006⁷⁸, les attentats du 11 septembre 2001 ont sûrement marqué une rupture importante dans le champ de la sécurité : ils mettent en question la distinction classique entre sécurité intérieure et sécurité extérieure, frontière qui s'est largement transformée depuis les années 1970. Les choses changent et c'est ainsi qu'un des effets les plus constants et les plus nets d'une crise d'envergure comme celle du 11 septembre 2001, par exemple, est de *mettre en question les systèmes d'information et de cadrage des agences de sécurité, l'efficacité pratique et symbolique ainsi que leurs modalités de coopération intra et trans-nationales*⁷⁹.

1. Le terrorisme saisi par l'anti-terrorisme

Pourtant, dès 1997, dans nos premières études consacrées à l'analyse de la violence terroriste basque, nous avons essayé de comprendre comment fonctionnait cette coopération trans nationale et dessiner différents modèles d'appréhension du terrorisme. Nous avons opté pour un modèle dit de la *configuration d'affrontement* qui s'inspirait déjà du concept de Norbert Elias⁸⁰ en choisissant de prêter une attention *inédite* au travail des institutions anti-terroristes. C'est dans cette perspective que nous avons travaillé sur la coopération *par le bas* (bottom up) de la lutte anti-terroriste franco-espagnole.

A l'issue d'un long et compliqué travail de terrain, nécessitant nombre d'autorisations et de précautions, nous avons montré que dans la zone frontalière franco-espagnole basque, il existait un *régime historique localisé* relativement autonome, travaillé par des enjeux internes spécifiques aux administrations centrales des Renseignements Généraux de l'époque et des services de

⁷⁷ Pour rappel, en 2003, le comité scientifique de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure avait lancé un séminaire de recherche consacré à la question du brouillage de plus en plus manifeste de la distinction entre sécurité intérieure et sécurité extérieure : Brodeur, J. P., Monjardet, D. « Sécurité intérieure et sécurité extérieure. Recompositions et métamorphoses », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 53, 3^e trimestre 2003, p. 157-169

⁷⁸ Ferret, J. (Dir.) 2006 *Expertise collective des terrorismes en Europe*, Rapport de Recherche, Inhes/Commission Européenne AGIS, Actes et Synthèses, 129 pages.

⁷⁹ Brodeur, J. P., Monjardet, D. « Sécurité intérieure et sécurité extérieure. Recompositions et métamorphoses », *op. cit.*

⁸⁰ Elias, N. *Qu'est-ce que la sociologie ?*, *op. cit.* ; Ferret, J. « La construction par le bas de la lutte anti-terroriste. Une analyse micro-sociologique de la coopération policière franco-espagnole au Pays basque », *art. cit.* ; Ferret J., Spenlehauer V. "Does "Policing the Risk Society" hold the road risk?" *art. cit.*

renseignement centralisés espagnols⁸¹. Cette découverte était de nature à briser l'image d'un complexe de renseignement monolithique, national et a-historique et permettait de montrer comment des administrations aussi secrètes et méconnues s'inscrivaient dans une histoire et des réseaux locaux de connivence.

Nous avons ensuite réalisé un travail programmatique sur l'anti-terrorisme en France en essayant d'analyser comment l'histoire organisationnelle de l'anti-terrorisme français montrait que le brouillage de la frontière entre sécurités intérieure et extérieure ne datait pas de 2001 et du choc des attentats de New York. Dès le début des années 1980, la gestion du terrorisme islamiste par les services français anticipait ce mouvement. L'apparition des préoccupations policières pour ce terrorisme islamiste datait de cette époque de la fin des années 1970. Nous avons ensuite repéré les cadrages (*framing*) opérés par les différents services de renseignement et les politiques de riposte pensées et mises en oeuvre en France dès ces années en essayant de comprendre comment ces cadrages ont pu constituer à la fois des avantages et des contraintes pour penser les évolutions de la menace terroriste⁸².

C'est la raison pour laquelle nous avons engagé dès 2004 un travail collectif sur la réorganisation (supposée ou réelle) des administrations policières européennes après le « 11 septembre 2001 »⁸³ car, si beaucoup avait pu être écrit à l'époque sur les stratégies policiaro-militaires américaines, on ne pouvait pas en dire autant sur les bureaucraties européennes. Ces dernières ont pourtant une longue histoire et une longue tradition de lutte et d'analyse des milieux terroristes. Il restait à savoir en quoi les administrations policières continentales étaient bousculées ou non, en interne, par de telles reconfigurations des milieux terroristes et comment elles analysaient ces nouvelles menaces ?

Quelles ont été les principales évolutions qui marquent une rupture importante dans l'analyse du fait terroriste et de sa riposte ? Dans les trente dernières années, les bureaucraties occidentales du renseignement ont lutté contre des organisations violentes identifiables et territorialisées. Les « ennemis » avaient un visage.

⁸¹ Ferret, J. « La construction par le bas de la lutte anti-terroriste. Une analyse micro-sociologique de la coopération policière franco-espagnole au Pays basque », *art. cit.*

⁸² Ferret, J., Wuillemier, A. « La France et le terrorisme international. Les racines historiques et organisationnelles du savoir policier », *art. cit.*

⁸³ Ferret, J. *Expertise collective des terrorismes en Europe*, Rapport de Recherche, Inhes/Commission Européenne AGIS, Actes et Synthèses, 2006, 129 pages ; Ferret, J. « La violence politique terrorisante. Idéologies et moyens de mobilisation », Communication au colloque international *Expertise collective sur les terrorismes en Europe*, Paris, IHESI, février 2006

Les organisations policières travaillaient donc à identifier le projet terroriste en surveillant, en infiltrant des réseaux locaux et, éventuellement, en négociant clandestinement avec certains acteurs.

Mais d'historique et identitaire, le projet terroriste contemporain est devenu insaisissable car constitué d'une somme de projets politiques partiels et déterritorialisés. Contrairement aux séparatismes violents et aux ethnonationalismes agressifs européens qui ont forgé la culture professionnelle des policiers antiterroristes français et espagnols (ETA, FLNC...), les nouveaux « terroristes » favorisent des structures purement situationnelles, n'existant que le temps d'une « opération ». Ainsi, d'un terroriste ancré territorialement et idéologiquement, nous passons à la figure d'un Sujet violent sans nom et sans visage.

Les agences policières de renseignement ont éprouvé des difficultés à saisir ces nouvelles propriétés du phénomène terroriste. Tout d'abord, la primauté de la déstabilisation sur la revendication pose le problème du choix du niveau de négociation. Avec qui et que négocie-t-on si tant est qu'il y ait quelque chose à négocier ?

Ensuite, le recours à des structures situationnelles et éphémères rend les entreprises de fichage et de noyautage caduques et le caractère atomisé du recrutement ainsi que l'anonymat compliquent sérieusement le travail de détection des agents infiltrés.

Il fallait donc que les agences anti-terroristes puissent désormais anticiper le risque terroriste. Pour ce faire, elles devaient accumuler le maximum de connaissances sur les milieux dans lesquels pouvaient se forger des projets terroristes locaux. Les services anti-terroristes ont alors projeté d'utiliser les programmes locaux de police de proximité et les informations accumulées par des policiers de terrain pour tenter de les intégrer dans la politique anti-terroriste. Mais dans cette politique, le citoyen co-producteur de sécurité se transformait en un citoyen cible, la communauté passant du statut de référence au statut de milieu pouvant abriter des groupes à risques.

Plus globalement, la nature des discours anti-terroristes a fondamentalement changée à partir des années 2000. Ils sont ouverts, politisés et invoquent une défense de la société quitte à défendre des valeurs potentiellement liberticides : suspicions, majorités contre minorités, détérioration des climats de paix civiles et de co-existences communautaires, proportionnalité des sanctions pénales.

La question qui se pose est de savoir si l'on peut raisonnablement mettre en avant une sécurité absolue sans imaginer les effets pervers d'un tel projet sur la vie en communauté ? Pour y répondre, nous avons souligné que ces discours politiques avaient un caractère avant tout symbolique et performatif. Ces politiques ont été pensées comme des stratégies de mobilisation très puissante fonctionnant sur un principe de dramatisation de la prévention contre le risque terroriste. Nous avons montré que ces politiques très volontaristes et dramatisantes avaient aussi des objectifs internes aux administrations policières.⁸⁴

2. La riposte antiterroriste repensée : "Think Global" ?

Ces deux dernières décennies, les Etats européens (France, Espagne, Angleterre dans des registres historiques différents) ont adopté un ensemble de mesures de justice pénale légale et d'autres réorganisations de la politique anti-terroriste comme la création de la DCRI en France⁸⁵. Dans une perspective criminologique proche de la grille conceptuelle de la nouvelle pénologie⁸⁶, on peut interpréter ces changements judiciaires et administratifs ou ces discours publics fondés sur la peur et la menace permanente dans le sillage des attentats de Madrid en 2004, comme la victoire du paradigme du risque : ciblage de populations particulières, marchandisation et envahissement de logiques privées dans les contrôles des personnes, calculs, technologies, évaluation des risques de certains groupes et gestion managériale des services policiers... Si l'on fait une histoire de la « *haute police* », on peut repérer deux approches différentes de l'anti-terrorisme :

- une approche *pré-menace* fondée sur l'analyse, la surveillance, la détection, le but ultime étant d'interrompre coûte que coûte les activités terroristes ;
- une approche *post-menace* incarnée par l'enquête criminelle menée à la suite de l'évènement.

A l'instar de ce que nous avons essayé de faire pour les risques urbains, on peut se demander si une troisième forme de *high*

⁸⁴ Ferret, J., Spenlehauer, V. « Policing del riesgo terrorista », Conferencia, Jornadas sobre Políticas y Seguridad Internacional "Radicalización y terrorismo yihadista en Europa", 21-23 de octubre de 2009, Facultad de Ciencias Políticas y Sociología de la Universidad de Granada en podcast :

<http://www.seguridadinternacional.es/?q=en/node/69>

⁸⁵ Ferret, J., Wuillemier A. « La France et le terrorisme international. Les racines historiques et organisationnelles du savoir policier », *art. cit.*

⁸⁶ Garland, D. *The Culture of Control*, Chicago : Chicago University Press, 2001

policing ne serait pas en train d'émerger. C'est en tous les cas ce que pense un des rares auteurs à s'être préoccupé de cette question, qui a étudié les changements des stratégies policières en Angleterre dans les années 1990⁸⁷. Selon ce dernier, l'antiterrorisme, la Haute Police, aurait connu une grande transformation dans les années 1990 sous l'impulsion des nouvelles technologies d'information et de communication promues par un secteur privé fournissant de puissantes techniques comme la biométrie, les techno-surveillances ou le *profiling*.

Toujours selon cet auteur, on assisterait à l'émergence d'un paradigme, celui du *policing* d'intelligence. Ce dernier consiste à identifier pro-activement des problèmes au moyen de ciblage et de super-calculs (l'exemple du *National Intelligence Model* NIM en Angleterre). On admettrait désormais dans les organisations policières que le terrorisme est un risque, un hasard probabilisable, ce que nous avons appelé une tentative de « riskification » du terrorisme (une mise en risque), processus déjà à l'œuvre dans la gestion du risque routier⁸⁸.

En réalité, quelle que soit les *design* proposés, les effets de telles politiques publiques anti-terroristes ne sont pas aussi simples à évaluer et les discours punitifs ne correspondent pas forcément à la réalité. Les organisations restent somme toute assez dépendantes de logiques classiques. Le paradigme de la gestion des risques a raison de porter son attention sur la masse considérable d'informations, de données personnelles qui circulent entre organisations mais la question est toujours de savoir comment le contrôle social est enchâssé dans les conditions d'incertitude résultant d'informations incomplètes ou faibles échangés entre ces différents organismes. Quelle que soit la densité des flux d'informations échangées entre ces organisations et les organismes privés, une sociologie empirique du cadre de ces échanges reste indispensable pour mesurer les effets réels de ces changements sur les organisations policières.

Il semble également que l'on ne puisse pas solder l'éternelle question de la gestion de l'information dans une organisation et de la complexité de l'introduction de nouvelles technologies de surveillance, aussi sophistiquées et puissantes soient-elles. Cette évolution vers un *policing* fondé sur l'intelligence anticipatrice ne saurait nous faire oublier tous les problèmes de gestion causés par la production du volume d'informations récoltées par ces nouvelles technologies :

⁸⁷ Innes, M. « Policing Uncertainty: Countering Terror through Community Intelligence and Democratic Policing », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 605, 2006, No. 1, 222-241

⁸⁸ Ferret, J., Spenlehauer, V. *Does "Policing the Risk Society" hold the road risk?*, art. cit.

- les organisations policières sont souvent dans l'incapacité de repérer des situations de risques émergents pour des raisons mentales, d'auto-persuasions, de dissonances cognitives. Par exemple, les services secrets espagnols avaient-ils la disposition mentale pour imaginer que l'Espagne soit une cible potentielle de l'Islam radical ?⁸⁹ ;
- il existe ensuite une différence dans la façon de gérer les relations avec des informateurs humains, une différence entre les pratiques classiques de « covers », d'« infiltrés » dans les procédures criminelles coutumières et celles du « nouveau terrorisme » opposant par nature une résistance à ces méthodes policières traditionnelles avec l'impossibilité d'infiltrer une large communauté composée d'« hommes ordinaires » comme le montrent les minutes du procès des attentats de Madrid de 2004⁹⁰ ;
- enfin, avec l'émergence de nouvelles *violences transnationales*, on assiste à une extension considérable des communautés à observer et il s'avère impossible de suivre des réseaux très différents, un groupe social religieux pouvant être traversé par de multiples identités. Dans l'absolu, les organisations policières pourraient surveiller étroitement tous ces réseaux mais cela supposerait un coût financier exorbitant pour la société. Sur un plan plus culturel, il est impensable voire dangereux de travailler en se basant sur des notions telles que la « communauté musulmane » par exemple⁹¹.

3. Un « anti-terrorisme de proximité » ?

Les méthodes policières anti-terroristes classiques, comme les infiltrations ou les surveillances, sont progressivement remplacées par des dispositifs contractuels plus informels noués avec des leaders d'une communauté religieuse particulière par exemple. Le travail policier de renseignement tente alors de s'infiltrer par le bas en empruntant les canaux relationnels, en se fondant davantage sur des partenariats avec des acteurs communautaires stratégiques et en utilisant la force des liens faibles organisant une communauté.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Ferret, J., Working Paper, «Think little. For a sociology of Local Regimes of Surveillance», The State of Surveillance : LiSS Conference, Universitat Oberta de Catalunya, Barcelona, Spain, 29 May - 1 June 2012

⁹¹ *Ibid.*

Nous avons par exemple montré⁹² que la volonté de vassaliser une police de proximité en l'adossant de force à une politique anti-terroriste top down pose de nombreux problèmes aux organisations policières elles-mêmes car elle peut tout simplement être la source de dysfonctionnements graves. En effet, comment fait-on travailler des unités de police locales dans le sens que l'on souhaite sans prendre le risque de sectoriser à outrance voire susciter la concurrence ? Et que négocie-t-on avec ses unités pour les encourager à coopérer ? Une fois imposés par le haut, comment ces grands objectifs nationaux sont-ils arbitrés aux niveaux inférieurs ? Quand on demande, par exemple, à une unité de police locale de participer à une politique antiterroriste en cherchant à utiliser un travail de proximité de fond réalisé sur des années, les réactions des acteurs de terrain peuvent être multiples :

1- les acteurs policiers peuvent décider de collaborer en donnant des informations mais en s'empressant d'alerter leurs hiérarchies en disant : « *il y a une multitude d'autres choses à faire ; quels sont donc les critères d'arbitrage ?* » ;

2- ces acteurs policiers de proximité peuvent également considérer que ces objectifs anti-terroristes vont les couper des populations voire instaurer de la tension dans les relations informelles tissées sur le temps long, ces politiques *d'en haut* ne prenant pas suffisamment en considération la complexité des relations locales tissées au long cour;

3- enfin, quand il s'agit de mettre en œuvre des solutions techniques issues du monde technologique privé, la question est toujours de savoir ce que l'on négocie avec ce secteur privé ? La question reste au fond de savoir comment ces nouvelles méthodes se traduisent au niveau local, comment se construit le *risk assesment* entre le haut et le bas ?

⁹² *Ibid.* Voir aussi Ferret, J., Spenlehauer, V. « Policing del riesgo terrorista », *conf. cit.*

Conclusion générale:
Une critique du néo-panoptisme

Que l'on parle de *basse police* ou de *haute police*, nous sommes perpétuellement et presque systématiquement confrontés à un débat sociologique qui lorgne assez naturellement vers le "Big Brotherisme". En effet, nombre de travaux utilisant le concept de pouvoir développé par Foucault⁹³ veulent démontrer l'existence d'une ruse d'un pouvoir tout puissant contenue dans les politiques de surveillance menées à la fois par le bas, la proximité, et par le haut, dans les politiques de lutte contre des menaces trans-nationales⁹⁴.

Dans ces approches contemporaines françaises proches des courants anglo-américains qui diagnostiquent la renaissance d'une *société punitive*⁹⁵, il y a, nous semble-t-il, une perspective que l'on adopte machinalement et dont il faut se défier lorsque l'on se penche sur les enjeux contemporains de gouvernementalité⁹⁶: c'est le pas franchi entre un mouvement large de mise en forme de la société en risques avec son cortège de mesures de surveillance et celui de l'émergence d'une société quadrillée et pénétrée par un pouvoir aveugle.

A la lumière des nombreuses convocations de Foucault dans des travaux récents⁹⁷, nous commencerons par citer une mise en garde du philosophe lui-même sur l'interprétation du livre « Surveiller et punir »⁹⁸ :

« *L'automatisme du pouvoir, le caractère mécanique des dispositifs où il prend corps n'est absolument pas la thèse du livre (...) Etudier la manière dont on a voulu rationaliser le pouvoir (...) montrer le rôle important qu'y a occupé le thème de la machine, du regard, de la surveillance, de la transparence, etc... ce n'est ni dire que le pouvoir est une machine, ni qu'une telle idée est née machinalement !* »⁹⁹

⁹³ Martucelli, D. *Sociologies de la modernité*, Paris: Gallimard, 1999, chapitre 8 consacré à Michel Foucault

⁹⁴ Bigo, D. *Polices en réseaux*, *op. cit.* ; Bigo, D. 2005 « Les nouvelles formes de la gouvernementalité: surveiller et contrôler à distance » in Grangeon, M. C. *Penser avec Foucault*, Paris/CERI, ouvrage collectif. De plus, pour tous ces débats, nous renvoyons le lecteur aux nombreux articles publiés sur ce thème dans les revues *Cultures et Conflits* et *Le Champ Pénal*.

⁹⁵ Rose, N. "Government and Control", *The British Journal of Criminology*, 40, 2, 2000, pp. 321-339; Garland, D., *The Culture of Control*, *op. cit.*

⁹⁶ Foucault, M. *Le Gouvernement de soi et des autres*. Cours au Collège de France 1982-1983, Paris, Gallimard/Seuil, 2008 ; Foucault, M. *Le Courage de la vérité. Le Gouvernement de soi et des autres II*. Cours au Collège de France 1984, Paris, Gallimard/Seuil, 2009

⁹⁷ Lyon, D. 2003 *Surveillance after September 11*, London: Polity Press.

⁹⁸ Foucault, M., *Surveiller et punir*, Paris : Gallimard, 1975

⁹⁹ Perrot, M. *Recherches sur le système pénitentiaire au XIXème siècle: débat avec Michel Foucault*, Paris : Seuil, 1980, p34

Foucault répondait ainsi aux critiques d'historiens qui lui reprochaient son usage sélectif, voire partial des archives étayant la thèse du livre. Ce que nous dit l'auteur de « Surveiller et Punir » nous semble correspondre aux critiques que nous faisons aux *Surveillance Studies* et aux sociologies dénonçant la montée du punitif¹⁰⁰ et une société sans cesse infiltrée par le pouvoir¹⁰¹.

Nous disons qu'il existe bel et bien des projets de mise sous surveillance dans les sociétés modernes. Le fait de vouloir penser des phénomènes éminemment sociaux comme des risques potentiels en est la preuve¹⁰². Cependant, ce ne sont que des projets pouvant rester à l'état de projets ou pouvant prendre partiellement corps comme le montrent des expériences historiques closes¹⁰³. Ils sont réels mais ils ne recouvrent pas toute la réalité. Ainsi, en focalisant leur argumentation sur ces projets d'asservissement des organisations policières et non sur leur mise en œuvre au jour le jour, il semble que

¹⁰⁰ Ferret, J., Mouhanna C. (dir.), *Peurs sur les villes*, *op. cit.*

¹⁰¹ Ferret, J., Working Paper, "Think little. For a sociology of Local Regimes of Surveillance", *art. cit.*

¹⁰² Ferret, J. "La violence politique totale : quatre vertus sociologiques paradoxales", *art. cit.*

¹⁰³ Par exemple, la création à Paris en 1667, à la suite d'un édit de Louis XIV, d'une force de police indépendante du pouvoir de justice de cette ville. Hélène L'Heuillet, qui a finement disséqué ce moment crucial de l'histoire policière française (*Basse politique, Haute Police*, Paris : Fayard, 2001), montre bien qu'avant 1667, la police de Paris, en tant que fonction de l'institution judiciaire, repère les (possibles) fauteurs à l'ordre public et les arrête pour les soumettre à la Justice. Après 1667, le « lieutenant de Paris pour la police » construit, pour le compte du roi et à des fins de « prévision politique », un dispositif de contrôle et de surveillance de l'ensemble de la population parisienne et de ses activités en tous lieux : « *Le roi sait tout et peut agir avec sûreté et promptitude* ». Remarquons néanmoins que Louis XIV ne se comporte pas comme les propriétaires-gestionnaires de risques d'aujourd'hui puisqu'il demande à la police de s'auto-instituer en panoptikon *intelligent* du risque politique. Cette « nouvelle » police de Paris présente certes un caractère contingent puisque, sans l'édit du 16 mars 1667, elle aurait pu ne pas être. Mais cette *contingence* laisse rapidement place à une forte *immanence* puisque l'activité quotidienne de cette police se détermine et s'organise de l'intérieur au travers de multiples transactions avec le pouvoir royal, la Justice et la population. Trois siècles plus tard, le monarque absolu a été remplacé par des gouvernements qui, dans le jeu démocratique des sociétés de la seconde modernité, ne peuvent rester sourds aux demandes d'un grand nombre de propriétaires/gestionnaires de risques visant à aligner la grande capacité panoptique des organisations policières selon leurs intérêts propres. En outre, dans la société du risque, les propriétaires/gestionnaires de risques, contrairement à Louis XIV, détiennent une expertise indépendante de la police, expertise permettant de formuler des demandes précises de configuration des panoptikon policiers. Enfin, les sociétés de l'autre modernité regorgent d'*information technology* aptes, selon Ericson et Haggerty, à largement robotiser et déshumaniser le fonctionnement des panoptikon policiers projetés, lesquels deviennent, à l'inverse de la Lieutenance de Paris pour la police, « bêtes » et serviles.

les *théories critiques* profitent du paradigme foucauldien pour justifier un régime de connaissance idéal-typique que nous qualifierions de *pessimisme a-étatiste*.

Ce que Foucault suggère est tout simplement de ne pas céder à la tentation d'édicter un arbitraire décrété dont il y aurait lieu de se scandaliser a priori. Une objection classique nous vient déjà de la philosophie politique¹⁰⁴. Elle dénonce la réduction de la raison publique à une raison d'Etat immanente, exception permanente¹⁰⁵ dans un schéma opposant ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, ceux qui observent et ceux qui sont observés. Cette représentation est très efficace pour penser la haute police de surveillance qui s'opposerait à une basse police du quotidien.

Mais ce tableau ne correspond, en réalité, qu'à une forme paradoxalement assez marginale de police. C'est une police de souveraineté destinée à lutter contre les menaces graves à l'encontre d'un Etat (le terrorisme, par exemple). Cette forme est très particulière et ne recouvre pas la masse des policiers travaillant pour une police de sécurité publique, régulant au quotidien les déviances et atteintes minimales à l'ordre en public. C'est pourquoi ce rationalisme peut fonctionner pour concevoir une forme de conseil occulte policiaro-politique, dont il faut d'ailleurs douter de la réalité et qui a le désavantage d'occulter un autre versant, plus austère, celui de l'invention d'une rationalité politique technique.

Il peut certes y avoir une tension entre les deux comme c'est le cas, aujourd'hui, dans les controverses sur la vampirisation de la question sécuritaire sur les questions sociales¹⁰⁶. Le cœur du problème, pris sous cet angle, ne doit pas être le diagnostic d'une sorte de maladie du pouvoir moderne dont les symptômes seraient une technocratie technologique, faite de recours à la force, de ruse prudentielle, ou, dans notre cas d'une invasion de logiques privées mercantiles dans les dispositifs de contrôle. Cette approche doit selon nous, au regard de ce qui nous a été donné d'observer sur les terrains du contre-terrorisme, de la police de proximité, de la police des risques routiers... laisser la place à une réflexion sur les conditions de production d'un savoir raisonné, d'une raison d'Etat au sens d'une action publique experte en connexion avec des publics organisés. Car il ne faudrait pas tomber dans le travers classique de la fiction d'un *dedans-dehors* : la réalité empirique nous propose un schéma

¹⁰⁴ Gerbier, L. Editorial, Dossier Raisons d'Empire, Revue en ligne *Erythéis*, 3, septembre 2008 : http://idt.uab.es/erytheis/numero3/numero3_erytheis.html

¹⁰⁵ Schmitt, C. *La notion de politique, théorie du partisan*, Flammarion, Champs, 1999

¹⁰⁶ Wacquant, L. *Punir les pauvres*, op. cit.

autrement plus complexe dans lequel le secteur public reste largement le maître du jeu.

Si l'on prend l'exemple du schéma du *policing* des risques routiers en Angleterre¹⁰⁷ qui a constitué l'un de nos terrains, force est de constater que dans un Etat faible historiquement, l'Angleterre, le poids d'institutions centrales comme le *Home Office* (le Ministère de l'Intérieur anglais) ou l'*ACPO* (Association des Chefs de Police anglais) concourt, paradoxalement, à un retour de la puissance publique dans la gestion de risques, routiers en l'occurrence. On observe certes un déplacement en dehors de l'Etat de fournisseurs de sécurité routière avec l'entrée d'entreprises privées de technologie mais, dans le même temps, on remarquera dans cas de figure le repositionnement de la force publique qui autorise (par des programmes de *Safe cameras*), guide (le programme des *best practices* de l'*ACPO*), contrôle (sanction des chefs de police, recentralisation), ces multiples fournisseurs privés et publics étant enchâssés dans des partenariats complexes.

L'examen de la mise en œuvre des projets de transformation des polices en *panoptikon* montre que ces projets s'accompagnent toujours de projets contradictoires et traditionnels de *law enforcement* policier ciblé sur le risque à gérer. Les projets d'asservissement sont centrifuges au sens où ils poussent à la désintégration de l'immanence des organisations policières. Mais inversement, les demandes de *law enforcement* traditionnel et monopolistique, indissociables de ces projets, sont, elles, de nature centripète. En consentant un effort mesuré de répressivité dans un nouveau domaine de risque, les organisations policières s'affranchissent remarquablement des exigences de conformité que les propriétaires du domaine leur adressent.

Ainsi, tout compte fait, si la police change avec les foisonnantes dynamiques de régulation disciplinaire qui caractérisent les sociétés du risque, elle parvient néanmoins à se maintenir comme principal centre de ces dynamiques tout en restant elle-même, c'est-à-dire foncièrement bittnerienne. La place clé qu'elle occupe la positionne dans une situation privilégiée pour recueillir et surtout digérer désormais le stock des pressions multiples qui s'exercent sur elle. C'est pourquoi, on ne peut pas voir dans la *risk-oriented policing* le parangon de la renaissance d'une société de *sécurité maximale*¹⁰⁸ ou

¹⁰⁷ Ferret, J, Spenlehauer, V., « « Publicness » et société du risque. Le cas exemplaire du *policing* de la route », 16ème International Symposium, Politiques et Management Public Review, Florence, Mars 2007 ; Ferret, J., Spenlehauer, V. *Does "Policing the Risk Society" hold the road risk?*, art. cit.

¹⁰⁸ Marx, G.T "La société de sécurité maximale", *Déviance et Société*, 12/2, 1988, p147-166

alors seulement après avoir précisé que cette configuration est latente ou virtuelle et que sa manifestation concrète exige des épreuves empiriques.

La prolifération des projets de régulation des risques occasionne certes l'ouverture de nouveaux champs potentiels d'intervention policière au cœur même des sociétés et non plus seulement à leurs marges mais les polices disposent toujours de moyens limités. Elles ne peuvent donc investir tous ces champs et peuvent même œuvrer auprès des gouvernements pour qu'ils ne soient pas ouverts par acte législatif ou réglementaire. Les polices sont obligées de faire des choix stratégiques dans la gestion de leur portefeuille de risques.

A cet égard, il existe dans tous les portefeuilles policiers, un risque important que l'on néglige parce qu'il n'a rien de post-moderne et que ses propriétaires ne méritent pas selon eux le statut d'acteur : le risque hobbesien et quotidien de la « guerre de tous contre tous ». Ainsi, le paradigme de la sur-surveillance contient explicitement une conception que l'on adopte par facilité et dont il faut se défier lorsque l'on se penche sur les enjeux contemporains du policing : c'est soumettre les institutions de contrôle social et, au-delà, l'action de l'« Etat » à un régime spécial symptôme d'une pensée en surplomb, parce que jouissant d'emblée d'un privilège exorbitant par nature illégitime.

Les criminologues anglais Loader et Walker avaient déjà souligné les préjugés sous tendant ce *pessimisme d'Etat* contenus dans des travaux criminologiques anglo-américains récents¹⁰⁹. En nous insérant dans ce dialogue transatlantique, nous avons essayé de poser les bases d'un régime normalisé de connaissance en qualifiant les organisations policières et le *policing* d'agences sociales *hyper-publiques*, à la fois dans leur dépendance croissante à l'autorité économique, forte de l'autorité politique mais surtout de la communauté sociale dont elles tirent *ultima ratio* leur légitimité. Cette approche prend acte de la connotation statique des termes « Etat » et « Police » peu acceptables dans une approche sociologique.

¹⁰⁹ Ils ont identifié quatre variantes de ce pessimisme a-étatique: *l'Etat meddler*, idiot, partisan et *cultural monolith*. Cf. Loader, I., Walker, N. "Necessary virtues: the legitimate place of state in the production of security", in Wood, J., Dupont, B., eds., *Democracy, Society and the Governance of Security*, Cambridge: Cambridge University Press, 2006 pp. 165-195

L'univers socio-politique dans lequel se déploie l'action des organisations policières hypersociales et hyperpubliques gagnerait à être perçu non pas comme une cité imaginaire au sein de laquelle chacun aurait une place assignée a priori dans une version crypto-fonctionnaliste, mais comme « *une route, voire un réseau routier, sur lesquels des individus actifs circulent à la poursuite du bien être et de ce que Tocqueville appelait « l'intérêt bien entendu ».*¹¹⁰

On n'attribuerait plus à la « police » (et à ses prétendus grands maîtres marionnettistes régulateurs de risques) la tâche de veiller à ce que les « petits » acteurs restent à leur « juste place », mais plutôt d'en réguler le trafic de masse et les risques associés à ce trafic. Loin d'entraver les transactions entre particuliers, les activités des clubs de biens publics, la « police » les rendrait possibles dans certaines limites élastiques et évolutives. Cette métaphore du trafic utilisée par Pavel¹¹¹ rejoint d'ailleurs les développements de Loader mobilisant la philosophie neutraliste¹¹² : la « politique », l'« Etat », la « police » sont comme méta-actifs, neutres ou, plus exactement, visant la neutralité par rapport aux activités privées, mais néanmoins vitaux pour la bonne marche des sociétés.

Les thèses les plus critiques s'en voient automatiquement affaiblies : comment concevoir une autoroute sans règles de circulation et sans panneaux indicateurs ? Par ailleurs, le nouveau monde des réseaux sociaux, des mobilités physiques et sociales est parfaitement compatible avec une gamme infinie d'aménagements politiques et de conceptions du bien public. C'est pourquoi, on peut maintenir que l'Etat, les polices, les agences de renseignement occupent une position de centralité problématique, gênante, potentiellement liberticide ; mais il ne faudrait pas passer sous silence qu'elles ont un impératif catégorique de garantir la protection du bien commun et qu'elles sont soumises à un travail puissant de contre-critiques dans les sociétés à modernité réflexive.

¹¹⁰ Pavel, T. "Lettre à Vincent Descombes", *Philosophie du jugement politique*, Paris : Seuil, Point, 2008 p56

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² Loader, I., Walker, N. "Necessary virtues: the legitimate place of state in the production of security", *art. cit.*, p186

Bibliographie discutée dans le Tome 1 :

Bayley, D. H. and Shearing, C.D. 2001 *The New Structure of Policing: Description, Conceptualization and Research Agenda*. Washington : National Institute of Justice Report.

Beck, U. 2001 *La société du risque*, Paris : Aubier.

Dupont, B., Wood, J. dir 2006 *Democracy, Society and the Governance of Security*, Cambridge: Cambridge University Press.

Bigo, D. 1996 *Polices en réseaux*, Paris : Presses de Sc. Po.

Bigo, D. 2005 « Les nouvelles formes de la gouvernementalité: surveiller et contrôler à distance » in Grangeon, M. C. *Penser avec Foucault*, Paris/CERI, ouvrage collectif.

Bittner, E. 1970 *The Function of the Police in Modern Society: A Review of Background Factors, Current Practices and Possible Role Models*. Washington, DC : Gvt Printing Office.

Boltanski, L. 2008 « Institutions et critique sociale. Une approche pragmatique de la domination », *Revue Tracés*, Hors-série 2008. Présent et futurs de la critique.

Boltanski, L. 2012 *Enigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard

Bourdieu, P. 2001 *Science de la science et réflexivité*, Paris: Raisons d'agir.

Brodeur, J.-P. 1983 "High Policing and Low Policing : Remarks about the Policing of Political Activities", *Social Problems*, 30, 507-520.

Brodeur, J.P. 1998 *Revue des livres*, *Revue canadienne de Criminologie*, octobre, pp. 455-465.

Brodeur, J.-P., Monjardet D., 2002 « Connaître la police », numéro hors série des Cahiers de la sécurité Intérieure, p. 13-16.

Brodeur, J.P., Mulone, M., Ocqueteau, F., Sagant, V. 2008 CICC, CIPC, *Brève analyse comparée internationale des violences urbaines*, Montréal, décembre.

Brodeur, J. P., Monjardet, D. 2003 « Sécurité intérieure et sécurité extérieure. Recompositions et métamorphoses », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 53, 3e trimestre, p. 157-169.

Burawoy, M. 2006 « Pour la sociologie publique », *Socio-logos*, Numéro 1, [En ligne], mis en ligne le 21 avril 2006. URL: <http://socio-logos.revues.org/document11.html>.

Burawoy, M. 2005 “For Public sociology”, *American Sociological Review*, vol. 70, pp. 4-28.

Cicourel, A. V. 1995 *The Social Organization of Juvenile Justice* (1^{ère} édition: 1968), New Brunswick and London, Transaction Publishers.

Colloque international *En quête de sécurité* sur le maintien de l'ordre et la sécurité, Documents du colloque. Montréal : CD-ROM fourni par le CICC de l'université de Montréal, février 2003.

Crawford, A. 1997 *The local governance of crime, Appeals to Community and Partnerships*, Oxford: Clarendon Press.

Crettiez, X. 2011 « *High risk activism* » : essai sur le processus de radicalisation violente (1^{ère} partie), *Pôle Sud*, 2011, 34, p45-60 ; « *High risk activism* » : essai sur le processus de radicalisation violente (2^e partie), *Pôle Sud*, 35, p97-112

Curbet, J. 2006 *La glocalización de la (in)seguridad*, Barcelona: Plural Editores.

Donzelot, J. and Wyvekens, A. 2001 *Souci du territoire et production collective de la sécurité urbaine*. Paris: Recherche IHESI.

Dubet, F. 2011 « Diversité des styles et unité de la sociologie », *Sociologies* [En ligne], Débats, La situation actuelle de la sociologie, mis en ligne le 06 juillet 2011. URL: <http://sociologies.revues.org/3580>

Dupont, B. 2012 “Skills and trust: a tour inside the hard drives of computer hackers” in Morselli, C. *Illicits Networks*, Routledge: Oxford.

Edelman, M. 1985 *The Symbolic Use of Politics*, Chicago: University of Illinois Press.

Elias, N. 2003 *La dynamique de l'Occident*, Paris : Pocket.

Elias, N. 1991 *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris : Agora

Ericson R.V, 1994 “The division of expert knowledge in policing and security”, *British Journal of Sociology*, 45, 2, pp. 149-175.

Ericson R.V, Haggerty K.D., 1997 *Policing the Risk Society*, Oxford: Clarendon Press.

Ericson, R.V., Shearing, C.D. 1986 "The scientification of police work", in Böhme, G., Stehr, N. (Eds), *The Knowledge Society: The Growing Impact of Scientific Knowledge on Social Relations*, D. Reidl, Dordrecht, pp.129-59.

Favre, P. 2003 « Qui gouverne quand personne ne gouverne ? », in : Pierre Favre, Jack Hayward, Yves Schemel (dir.), *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 377 pages, p. 259-271.

Feeley, M., Simon, J. 1994 "Actuarial Justice: the emerging new criminal law", in Nelken D., ed., *The futures of criminology*, London: Sage, pp. 173-201.

Forst, B. and Manning, P.K. 1999 *The Privatization of Policing, Two Views*. Washington: Georgetown University Press.

Foucault, M. 1975 *Surveiller et punir*, Paris: Gallimard.

Foucault, M. 1978 « Introduction au cours Sécurité, territoire, population », du 11/1/1978, Seuil/La Licorne ; « La gouvernementalité », cours du 1/2/1978, *Dits et écrits*, T. III, p. 635-657.

Foucault, M. 2008 *Le Gouvernement de soi et des autres*. Cours au Collège de France 1982-1983, Paris, Gallimard/Seuil.

Foucault, M. 2009 *Le Courage de la vérité. Le Gouvernement de soi et des autres II*. Cours au Collège de France 1984, Paris, Gallimard/Seuil.

Friedberg, E. 1993 *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée*. Paris : Seuil.

Garfinkel, H. 1967 *Studies in ethnomethodology*, Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall.

Garland, D. 2001 *The Culture of Control*, Chicago: Chicago University Press.

Gerbier, L. 2008 Editorial, Dossier Raisons d'Empire, Revue en ligne *Erythéis*, 3, septembre : http://idt.uab.es/erytheis/numero3/numero3_erytheis.html

Grignon, C., Passeron, J.C. 1989 *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris : Seuil.

Gusfield, J.R, 1975 "The (F)Utility of Knowledge?: The Relation of Social Science to Public Policy toward Drugs", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 417, 1, 1-15.

Guston, D. H. 2000 *Between politics and science: assuring the integrity and productivity of research*, Cambridge: Cambridge University Press.

Innes, M. 2006 « Policing Uncertainty: Countering Terror through Community Intelligence and Democratic Policing », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 605, No. 1, 222-241.

Jobard, F. 2006 « Sociologie politique de la « racaille » » in H. Lagrange et M. Oberti (dir.) *Emeutes urbaines et protestations, une singularité française*, Paris: Presses de sciences po, 59-80.

L'Heuillet, H. 2001 *Basse politique, Haute Police* Paris: Fayard.

Lamo de Espinosa, E. 2003 « ¿Para qué la ciencia social? », *Teoría sociológica moderna*, coord. por Salvador Giner San Julián, Madrid: Alianza, pp. 25-42.

Lapeyronnie, D. 2004 « L'académisme radical ou le monologue sociologique », *Revue française de sociologie*, 4, 45, pp. 621-651.

Lindblom, C. E. 1992 *Inquiry and change. The troubled attempt to understand and shape society*, New Haven and New York: Yale University press, and Russel Sage Foundation.

Loader, I., Walker, N. 2006 "Necessary virtues: the legitimate place of state in the production of security", in Wood, J., Dupont, B., eds., *Democracy, Society and the Governance of Security*, Cambridge: Cambridge University Press, pp. 165-195.

Lyon, D. 2003 *Surveillance after September 11*, London: Polity Press.

Manning P. K. 1977 (1997) *Police Work. The Social Organization of Policing*, Waveland Press.

Manning, P. K. 1991 « Community Policing As a Drama of Control », in Greene J.R., Mastrofski, S.D. *Community Policing, Rhetoric or reality?* New York : Praeger, pp. 27-47.

Manning, P. K. 1992a "Information Technology and the Police" in Tonry and N. Morris, *Modern Policing*, Chicago, Chicago University Press.

- Manning, P. K. 1992b "Technological Dramas and the Police: Statement and Counterstatement in Organizational Analysis", *Criminology*, 30, pp. 327-346.
- Manning, P. K., 2004 « La «*sécurité intérieure*» aux Etats-Unis au lendemain du 11 septembre », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 55, pp. 9-36.
- March, J.G. 1991 *Décision et Organisation*, Paris: Ed. de l'Organisation.
- Martucelli, D. 1999 *Sociologies de la modernité*, Paris: Gallimard, chapitre 8 sur Michel Foucault.
- Marx, G.T 1988 "La société de sécurité maximale", *Déviance et Société*, 12/2: 147-166.
- Merton, R. K., Wolfe, A. 1995 "The cultural and social incorporation of sociological knowledge", *The American sociologist*, vol. 26, 3, pp. 15-39.
- Monjardet, D. 2003 « De la cage d'escalier au terrorisme international », Communication au Colloque international En quête de Sécurité, Montréal.
- Monjardet, D. 1996 *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris: La Découverte.
- Monjardet, D. 1998 « Professionnalisme et médiation de l'action policière », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 33 (3), pp. 21-50.
- Monjardet, D. 2008 *Notes inédites sur les choses policières*, Paris : La Découverte.
- Ocqueteau, F. 2004 *Polices entre Etat et Marché*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Ocqueteau, F. 2000 "Les nouveaux besoins de protection", in *Qu'est-ce que la société?*, Paris : Odile Jacob.
- Ocqueteau, F. 2007 « Les émeutes urbaines de 2005 », *Sociologie du travail*, 4, pp. 531-543.
- Pavel, T. 2008 "Lettre à Vincent Descombes", *Philosophie du jugement politique*, Paris: Seuil, Point, pp. 49-57.
- Perrot, M. 1980 *Recherches sur le système pénitentiaire au XIXème siècle: débat avec Michel Foucault*, Paris : Seuil.
- Ratcliffe, J.H. 2008 *Intelligence-Led Policing*, Cullompton: Willan Publishing.

Rose, N. 2000 "Government and Control", *The British Journal of Criminology*, 40, 2, pp. 321-339.

Schmitt, C. 1999 *La notion de politique, théorie du partisan*, Flammarion, Champs.

Shearing, C. D. 1996 "Public and Private Policing" in Saulsbury, W., Newburn, T. and Mott, J. (eds.) *Themes in Contemporary Policing*, Plymouth: Latiner Trend and co, pp. 83-95.

Shearing, C. D. and Stenning, P. C., 1987 "Reframing Policing" in Shearing, C. D. and Stenning, P. C. *Private Policing*, London: Sage Publications, pp. 9-18.

Sherman, L. 1997 « Policing in crime prevention », in Sherman, *alii* (dir.), *Preventing crime: what works, what doesn't, what's promising*, Washington DC, US Department of Justice, Office of Justice programs, *chapter 8*.

Spencehauer, V. 2004 « Pour une déconstruction des légendes sur les rapports État/Sciences sociales » dans Zimmermann B. Dir., *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Paris: Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

Stenning, P.C. 2001 *Review of Forst, B. and Manning, P.K. 1999 The Privatization of Policing, Two Views*. Washington: Georgetown University Press in *Policing and Society*, 11 (1), pp. 108-115.

Tilly, C. 1990 *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe*, Paris: Aubier.

Wacquant, L. 2004 *Punir les pauvres*, Agone, Marseille.

Wagner, P. 1992 « La fin de la grande illusion. Les sciences sociales, la modernité et l'État », article mis en ligne dans *Multitudes Web*.

Weber, M. 1971 *Economie et Société*, Paris : Plon, tome 1.

Wieviorka, M. 2008 *Neuf leçons de sociologie*, Paris : Balland.

Wieviorka, M. 2001 *La différence*, Paris : Balland.

Wieviorka, M. 1988 *Sociétés et terrorisme*, Paris : Fayard.

Wilson J., Kelling G., 1994 (1982) « Vitres cassées », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 15, p. 163-180.

Publications (1998-2014) -

Articles sélectionnés par des comités de lecture -

2014. Con José Luis Raigada, *Construcción de la reputación online y su vulnerabilidad*, *Comunicación Social*, forthcoming, septembre 2014.

2014 – « La violence refusée des « indignados » espagnols », *Socio*, 3.

2014. « Young radical nationalists, prisoners of their myth? The case of the street violence, *Kale Borroka*, in the Basque Country (Spain), *Current Sociology*, November, 62: 1017-1035, first published on September 29.

2013. « Des devenirs minoritaires. Retour sur l'expérience politique des « indignés » espagnols », *Mouvements*, 75, 2013/3.

2012. « Crise sociale, question nationale et violence urbaine. Retour sur la mystérieuse Kale Borroka en Espagne/Crisis social, cuestión nacional y violencia urbana. La misteriosa Kale Borroka en España? », *Papeles del CEIC* (journal ranked 7th if 70 social science journals in Spanish according to the index in-recs)

2012. Working Paper, “Think little. For a Sociology of Local Regimes of Surveillance”, The State of Surveillance: LiSS Conference, Universitat Oberta de Catalunya, Barcelona, Spain, 29 May - 1 June.

2011. Working Paper, *Crise sociale, question nationale et reconfiguration des violences urbaines. Le cas de l'Espagne contemporaine*, Universidad País Vasco, CEIC, janvier: http://www.identidadcolectiva.es/index.php?option=com_content&view=article&id=261:jerome-ferret-presento-la-conferencia-qcrise-sociale-question-nationale-et-reconfiguration-des-violences-urbaines-le-cas-de-lespagne-contemporaineq&catid=41:noticias&Itemid=68

2010 ¿Quién gobierna cuando nadie gobierna?, *Metropolis*, Revista de información y pensamiento urbanos, 77: 74-80. <http://www.barcelonametropolis.cat/es/page.asp?id=23&ui=343>

2009 “La violence politique totale: quatre vertus sociologiques paradoxales”, *International Review of Sociology: Revue Internationale de Sociologie*, Volume 19, Issue 3, pp. 379 – 386.

2009 avec Vincent Spenlehauer, “Does “Policing the Risk Society” hold the road risk?”, *British Journal of Criminology*, 49: 150-164.

2006 - avec Purenne Anaik, « A propos de l’ouvrage de Sébastien Roché, *Police de proximité. Nos politiques de sécurité* », *Politiques et Management public*, vol. 24, n°1, mars 2006, p. 111-122.

2005 - avec Gallardo Frédéric, Purenne Anaik, « Sécurité routière : ce que font les polices municipales », *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n°58, 3^{ème} trimestre, 2005, pp. 101-120.

2005 – avec Mouhanna C., « Ulysse et les sirènes », in *Peurs sur les villes*, Ferret J., Mouhanna C. (dir.), PUF, 2005, *introduction*.

2005 - avec Mouhanna C., « Vers un nouveau populisme punitif? », in *Peurs sur les villes*, Ferret J., Mouhanna C. (dir.), PUF, 2005, *conclusion*.

2004 - « Polices municipales et risques urbains » (Police forces and urban risk government), *Annales de la recherche urbaine*, p.95, 149-151.

2004 – avec Wuillemier Anne, « La France et le terrorisme international. Les racines historiques et organisationnelles du savoir policier », *Cahiers de la Sécurité Intérieure (Les)*, 55, pp. 147-179.

2004 – “The State, Policing and ‘Old Continental Europe’: Managing the Local/National Tension”, *Policing and Society*, 14, 1, March, pp. 49-65.

2004 - “ “I Order You to Adapt”: Evaluating the Community Policing, French-Style”, *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, Volume 12, Number 3, 2, pp. 192-211.

2004 - « Avaluar la policia anomenada de proximitat? Certeses i incerteses obtingudes de les experiències franceses », *Revista Catalana de Seguretat Publica*, 14, juliol, pp. 173-192.

2004 - “Community Policing, French fashion” in Van der Vijver Kees and Terpstra Jan (eds), *Urban Safety: problems, governance and strategies*, University of Twente, Netherlands, pp. 167-182.

2004 - In collaboration with Clifford Shearing, Benoît Dupont (dir.) (2004), *On the governance of security: A dialogue*, Numéro spécial de la revue *Policing and Society*, vol. 14, no 1.

2003 - « Évaluer la police de proximité ? Certitudes et incertitudes tirées des expériences françaises », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 53, 3^e trimestre, p. 83-110.

2003 - « Un nou pragmatisme confortador. Com i per què els professionals de la seguretat es deixen convèncer per el discurs del risc ? » *Revista Catalana de Seguretat Pública*, 13, desembre, pp. 111-120.

2003 - « Des élites politiques décomplexées ? Le virage « sécuritaire » des politiques des drogues en Hongrie et Pologne », in *Criminalité, police et Gouvernement : trajectoires post-communistes*, Gilles Favarel Garrigues (dir.), Paris, L'Harmattan, pp. 109-134.

2002 - « Politiques et polices des drogues en Pologne, Hongrie et Bulgarie », Actes du Colloque *Criminalité, Police et Gouvernement en Europe post-communiste*, CERI, mars 2002 sous la dir. de G. Favarel-Garrigues, L'Harmattan, octobre 2002.

2001 - « Changements politiques, changements de politiques des drogues en Europe du sud et de l'Est », in *Qu'est-ce qu'une drogue ?*, Becker Howard S. (dir.), Paris, Atlantica, 2001, pp. 186-201.

2000 - « Las nuevas tendencias de la políticas de seguridad urbana en Francia. Una visión crítica de la gobernación local de la delincuencia », *Revista Catalana de Seguretat Pública*, 6-7, Barcelone, 2000, pp. 121-131.

2000 - « L'usage de la notion de police de proximité en Espagne comme indice de la mutation inachevée de l'appareil policier », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, Paris, 1, 39, juin 2000, pp. 77-101.

1999 – « La construction par le bas de la lutte anti-terroriste. Une analyse micro-sociologique de la coopération policière franco-espagnole au Pays basque », in Ferret J., Crettiez X. *Le silence des armes ? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, Paris, la documentation Française, pp. 115-140.

1999 – note bibliographique sur Beck U., *World Risk Society*, London, SAGE, 1999, in *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, 38, 1999, pp. 239-246.

1998 - note bibliographique sur Crawford A.: *The local Governance of crime*, London, Clarendon Press, 1998, *CSI*, 33, 1998, pp. 256-262.

1998 - « Les polices municipales en France, une perspective socio-politique », *Déviance et Société*, 3, septembre 1998, pp. 263-289.

Communications à des colloques (sélection) :

2013. GT45 Groupe de travail « Sociologie des conflits », « Dominations complexes et espace de reconflitualisation.

Premières hypothèses tirées d'une étude de cas sur les « indignés » espagnols », Nantes, Septembre, Congrès de l'AFS.

2013. October 13-15, Paper, "Policing the New Frontier", *World Social Science Forum*, Montréal, "Social Transformations and Digital Age".

2013. Colloque international, comité de sélection, Association Catalane de Sociologie, 25-27 avril 2013, Perpignan : « Crisi social, la qüestió nacional i la violència urbana. Terrassa, Catalunya i el retorn de les lleis de la frontera ».

2012. « Ultra-violence sociale et émancipation non violente: le cas des « indignés » en Espagne », Théories, pratiques et conflits autour de l'émancipation humaine
Theories, practices and conflicts about human emancipation 1789-2012, Colloque international, Université de Lausanne, 25-27 octobre: <http://www3.unil.ch/wpmu/ple/2012/08/ultra-violence-sociale-et-émancipation-non-violente-le-cas-des-indignes-en-espagne-2/>

2012 - « Ultra violence sociale et politique de la non-violence: le paradoxe des indignés », *Paper*, Universitat Pompeu Fabra, Barcelone, Centro de Estudios de los movimientos sociales, CEMS, 30 mai.

2012 - « *Cyber activismes, anti-institutionnalismes et policing: éléments pour une nouvelle sociologie de l'« État »* », Communication sélectionnée au Congrès de l'Association Internationale des Criminologues de langue française, Montréal, 13-15 mai.

2011 - « *Rester entre soi dans la mondialisation: monde diplomatique, formations transnationales d'excellence des grandes écoles et nouvelles stratégies élitaires sur le « marché » franco-espagnol* », Communication au Congrès de l'Association Française de Sociologie, Réseau Thématique « Sociologie des élites », Grenoble, Juillet.

2011 - « *Crise sociale, question nationale et reconfiguration des violences urbaines. Le cas de l'Espagne contemporaine* », Paper, [Centro de Estudios sobre la Identidad Colectiva](#), Universidad Pais Vasco, Bilbao, janvier.

2009 - avec Vincent Spenlehauer, « Policing del riesgo terrorista », Conferencia, Jornadas sobre Políticas y Seguridad Internacional "Radicalización y terrorismo yihadista en Europa", 21-23 de octubre de 2009, Facultad de Ciencias Políticas y Sociología de la Universidad de

Granada

en

podcast:

<http://www.seguridadinternacional.es/?q=en/node/69>

2007 - « Polices et Etat d'exception en Europe », Communication sélectionnée, Journée d'études Elites et Etat d'exception, Université Paris Est, Institut Hannah Arendt, Marne la Vallée, 14 Décembre.

2007 -In collaboration with Vincent Spenehauer, Titre : « « *Publicness* » et société du risque. Le cas exemplaire du policing de la route », 16^{ème} International Symposium of *Politiques et Management Public Review*, Florence, Mars.

2006 - « La violence politique terrorisante. Idéologies et moyens de mobilisation », Communication au colloque international *Expertise collective sur les terrorismes en Europe*, Paris, 24 février.

2005- « Risques, Complexité et gouvernement des systèmes territoriaux », *Res-Systemica*, 5, Numéro Spécial Actes du Vième Congrès Européen de Systémique, Septembre.

2003 - *What's Up, Doc? The Local Redistribution of Roles between Security Actors In a "Strong State": France's example*, IN SEARCH OF SECURITY: An International Conference on Policing & Security, February 19-22, 2003 Montréal, Quebec Canada/ T3 - Security And Governance: New Partnerships.

2002 - Reconfiguration du policing en France et production d'un nouveau régime de connaissances, Organisation et communication, Atelier 24: *La construction des enjeux locaux de sécurité*, Congrès de l'AFSP, IEP de Lille, 18-21 septembre.

Livres -

1998 - avec Frédéric Ocqueteau, *Evaluer la police de proximité? Problèmes, concepts, méthode*, Paris, La documentation Française.

1999 – avec Xavier Crettiez, *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, Paris, la documentation Française, 1999.

2000 – *L'autre Europe des Drogues*, Paris, La documentation Française.

2005 - avec Christian Mouhanna, *Peurs sur les villes*, Paris, PUF, 2005.

2014/2015 - En préparation (français, espagnol) : *Crise sociale, question nationale et violence : le cas de l'Espagne*.

Rapports -

2006 - Expertise collective des terrorismes en Europe, Rapport de Recherche, Inhes/Commission Européenne AGIS, Actes et Synthèses, 129 pages.

2006 - avec Aust Jérôme et Purenne Anaïk, *La police au bord des routes. La pénétration d'une nouvelle priorité politique au sein des organisations policières. L'exemple de Paris, Lyon, Montréal et Barcelone*, Rapport de recherche pour l'action concertée incitative Sécurité routière et société. Société des usagers de la route et régulation du risque routier, 361 pages.

2007 - avec Perez-diaz, C., Spenlehauer, V., *Les déterminants endogènes et exogènes d'une politique policière de la route. Analyse comparée de forces policières en Europe*, Ministère de l'Équipement, Programme Predit 3 - Nouvelles Connaissances pour la Sécurité-/ MTETM-DSCR.

2010 - *Tierras Incognitas, Aux sources de la mobilisation*. Trajectoires et types de mobilisations socio-politiques de jeunes issus de l'immigration nord-africaine dans les quartiers de Ca N' Anglada à Terrassa (Catalogne). Mémoire BECA AGAUR PIV, *Generalitat de Catalunya*, janvier.

Présentation du Tome 2.

Nos enquêtes ont toujours suivi les traces d'énigmes sociologiques classiques. Dès 1991, nous nous sommes demandés pourquoi et comment des phénomènes d'hérédité et de reproduction sociale d'élites politiques pouvaient perdurer dans un contexte moderne de compétition électorale dans une région méridionale marquée par une histoire politique anti-centraliste¹¹³.

Quelques années plus tard, à partir de 1996, assistant à la montée de tensions dans certains quartiers populaires de la ville de Toulouse et surgir des affrontements continuels entre jeunes issus des quartiers défavorisés de l'ouest de la ville et forces de police ou, en passant la frontière espagnole, se transformer le *conflit basque* espagnol en une violence de rue structurée, nous nous sommes interrogés sur les conditions sociales générant de telles violences dans des démocraties pacifiées, sur la politisation de ces dernières et leurs traitements publics. C'est dans le droit fil de cette dernière énigme que nous avons travaillé sur le policing, la violence terroriste/violence de rue en Espagne et sur les cycles de « violences urbaines » françaises.

Faire de la sociologie en passant par les institutions

Nous avons emprunté une voie sociologique nouvelle en portant une attention particulière à l'étude de la mise en mots et en actes de la force publique par l'institution policière et ses réseaux d'action publique (le *policing*) qui stabilise la connaissance, définit et tente de gérer, avec d'autres, de telles violences dans une perspective dynamique de « sociologisation » et d'actualisation du monopole de la coercition physique théorisé par Max Weber¹¹⁴.

Nous avons ainsi étudié le fonctionnement concret de bureaucraties policières confrontées à des épreuves violentes, en nous interrogeant, d'abord sur les fabrications de connaissances et de labellisations des violences et, ensuite, sur les conditions pratiques de stabilisation de cet équilibre précaire, entre force publique et violence, dans les quartiers de villes françaises et espagnoles.

En résumé, nous avons essayé de travailler l'énigme que constitue la persistance d'une certaine forme de violence dans un contexte moderne en interrogeant directement le travail d'une institution, *policrière*, qui, placée au cœur des choses, analyse et cadre cette violence (la violence urbaine est, au départ, un concept policier), la co-produit parfois par son action et tente de la prévenir, de la réduire, pour l'ensemble de la société, mandatée par le pouvoir

¹¹³ Ferret, J. *Paroles d'élus. Le travail politique au quotidien*, Toulouse : Erès, 1996

¹¹⁴ Weber, M. *Economie et Société*, *op. cit.*

politique, en changeant difficilement, en interne, son projet organisationnel.

Cependant, au fil du temps, nous ressentions le danger de nous enfermer dans une *sociologie technique* qui nous instituerait en « spécialiste » de la chose policière. Il convenait de prendre garde, à force d'investissements et de sollicitations par les administrations ou les journalistes, de ne pas essentialiser des notions comme celle de « violence urbaine », de « police de proximité » et d'en devenir un expert.

En se pérennisant et en s'instituant en France, ce champ d'études pouvait prendre une tournure quelque peu autoréférentielle. Pour l'anecdote, un des déclics eût lieu lors d'une conférence donnée par l'anthropologue américain Alejandro Portes, en octobre 2008 à Madrid. Ce dernier tint une conférence sur les phénomènes migratoires et l'intégration. Il s'interrogea publiquement sur l'« exception française » au regard des cycles récurrents d'émeutes survenant dans ce pays.

Revenir aux acteurs sociaux, aux Sujets

Nous étions systématiquement interpellés sur le « cas français » et nous avons estimé que nous pouvions contribuer par nos recherches à créer une fiction en analysant le traitement d'un problème social réel par un programme public policier mais en oubliant de relier ce problème social à un véritable problème sociologique.

Cela revenait, également, à rechercher chaque fois davantage dans un fait social¹¹⁵ comme celui de la « violence urbaine », une violence pure, prise pour elle-même, construite par des administrations et des médias, en omettant de la *mettre en relation*, d'abord, avec des situations historique et institutionnelle précises et, surtout, avec des questions anthropologiques plus générales.

Le présent essai reprend cette inquiétude et ouvre des pistes de recherches sur ces thèmes. Il présente les résultats de trois études de cas élargies, trois enquêtes originales, menées entre février 2009 et 2013 dans une configuration sociale et historique singulière, celle de deux régions politiques de l'Espagne contemporaine. Ces enquêtes poursuivent un objectif monographique mais, aussi, résolument théorique.

¹¹⁵ Durkheim, E. *Les règles de la méthode sociologique*, Paris : PUF, 1967

Ce travail de trois années en Espagne a, certes, été guidé par la volonté de réaliser des monographies aussi fines que possible, sans toutefois perdre de vue la matrice théorique contenue dans nos travaux précédents : creuser dans une approche cumulative mais renouvelée les questions de violence et de leur *policing* dans les sociétés modernes en revenant vers les acteurs sociaux.

**Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
(EHESS, Paris)**

2014

***Crise sociale, question nationale et violence
dans les sociétés contemporaines occidentales***

Mémoire pour l'obtention d'une Habilitation à Diriger des
Recherches en sociologie
soutenue le 24 septembre 2014 à l'EHESS, Paris

Jérôme FERRET
Maître de conférences en Sociologie
(Ut1 Capitole)

Garant : Michel WIEVIORKA, Directeur d'études, EHESS, Paris

Tome 2 (essai original)

***Crise sociale, questions nationale et culturelle et
gestion de la violence: le cas de l'Espagne***

Tome 2 (essai original)

***Crise sociale, questions nationale et culturelle
et gestion de la violence : le cas de l'Espagne***

Sommaire.

Introduction générale.....	9
1. Pourquoi la violence ?.....	12
1.1 Violence et conflit	13
1.2 Violence et mouvements sociaux	15
2. L'Espagne.....	18
2.1 Le Social, le Culturel	18
2.2 La violence change aussi.....	24
3. Trois configurations ouvertes.....	26
3.1 Le Pays Basque	26
3.2 La Catalogne	27
3.3 Les « indignés »	28
Chapitre 1. Quand la violence tue le social : Le cas du Pays Basque espagnol.....	31

Introduction	32
I. Le Social et le Culturel.....	34
A. La transformation des demandes des « jeunes » basques	36
1. Les jeunes basques soumis à deux types de vulnérabilités.....	36
1.1 Une angoisse politique qui se perpétue.....	38
1.2 Une vulnérabilité sociale nouvelle	39
2. Les voies de la « dissidence »	41
B. L'impossible conflit : le face à face mortel en l'Etat et ETA.....	44
1. Le travail historique d' <i>orchestration symbolique</i> par le radicalisme basque.....	45
2. La <i>guerre des mots</i> : les contre-stratégies communicationnelles des médias et de la police	50
II. La nouvelle violence identitaire radicale	52
A. La <i>production sociale</i> de la violence de rue	54
1. Prolétarianisation et activisme nationaliste radical ne sont pas liés.....	54
2. Des jeunes nationalistes prisonniers d'un mythe ?	57
B. Une socialisation par les pratiques d'affrontements : une violence auto-référentielle	61

1. Un espace confrontationnel seulement virtuel ? 62
2. Une *interaction raisonnée*: les mises à l'épreuve contre-étatiques
64

Conclusion **69**

Chapitre 2. Quand le social contient la violence : Le cas de la Catalogne **71**

Introduction **72**

- I. Le Social, le Culturel et les nouveaux projets critiques des jeunes catalans 72
 - A. Le Social 72
 - B. La Culture 76
- II. Des violences nouvelles 83
 - A. Des violences infra-politiques 83
 1. Criminalités ordinaires et organisées 83
 2. Des violences xénophobes 85
 3. De nouvelles violences anti-institutionnelles ? La violence des « anti-systèmes » à la frontière du nationalisme 88
 - B. Des violences méta-politiques 91
- III. Quelle violence de quartier ? L'exemple de Terrassa 95
 1. Un ghetto ? 96
 2. Quelle violence urbaine ? 100
 3. Des violences qui ne se structurent pas en affrontements récurrents
101
 - 3.1 Une police co-productrice de la violence par aveuglement 101
 - 3.2 Une violence refusée par les jeunes immigrés 104
 - 3.3 La menace construite d'un islam violent 108

Conclusion **112**

Chapitre 3. Quand le social tue la violence ou la violence refusée des « indignés » **113**

Pourquoi les « indignés » ? **115**

1. Premier jeu d'hypothèses : asymétrie d'information et renonciation momentanée à la violence 124
 - 1.1 Les parties en présence 125

1.2	Information et anticipation de la mobilisation : ceux qui savent et ceux qui ne savent pas.....	126
1.3	La trajectoire de la mobilisation.....	131
2.	Un deuxième jeu d'hypothèses : internet, nouveau terrain d'affrontement. Vers une violence urbaine virtuelle ?.....	137
	<i>La repolarisation après les « indignés »</i>	145
	Conclusion générale	149
1.	Ce que le cadre national espagnol a fait à la violence et ne fait plus à la violence	150
1.1	Une affinité élective	150
1.2	Violence et politique en Espagne post-franquiste	151
1.3	Violence et mouvements sociaux aujourd'hui en Espagne.....	158
2.	Ce que nous dit l'Espagne : le détour	159
2.1	Des violences toujours impures.....	159
2.2	Violence et conflit : une relation ouverte et dynamique	162
3.	<i>En obras</i> : éléments pour de futurs chantiers.....	164
	Annexes	169
	Annexe 1. Méthodologie et récit de l'enquête	170
	<i>La politique du terrain</i>	171
	<i>Les effets de lieux</i>	173
	<i>Un élément méthodologique essentiel : la langue, les langues</i>	174
	<i>Les terrains catalan et basque</i>	177
	<i>Le terrain des "indignés" à Barcelone et Terrassa : mai 2011 – avril 2013</i>	209
	Annexe 2. Note de contexte sur la Kale Borroka	223
	Annexe 3. Discussions théoriques laissées en suspens	229
	<i>Le contexte et l'action : autopsies de moments violents</i>	230
	<i>L'incubation de l'idéologie</i>	238
	Annexe 4. Bibliographies	245

1. Bibliographie mobilisée dans l'essai 2	246
2. Littérature grise et autres sources : terrains catalan, basque et « indignés »	258
3. La Presse espagnole et les violences urbaines françaises de l'automne 2005.....	261
Table des matières	267

Introduction générale

Ce second essai a pour objet l'étude de la violence et de sa gestion, toutes deux appréhendées dans le cadre d'une relation dynamique avec le Social et le Culturel. Dans la continuité de nos travaux précédents, il cherche à comprendre comment leurs relations ont muté depuis les années 1980 et comment elles fonctionnent aujourd'hui dans un moment historique que nous considérons comme nouveau.

Il se centrera non pas sur la France mais sur l'Espagne, un pays qui a connu de nombreux épisodes violents dans son histoire sans qu'il ne soit bien sûr question de parler d'un pays culturellement « violent ». Cette formule n'aurait d'ailleurs strictement aucun sens. De la même façon, notre projet ne consiste pas à faire un tableau statistique de la violence en Espagne mais de la penser à l'aune de profonds changements historiques, sociaux et culturels intervenus dans ce pays depuis quarante ans pour finalement esquisser des pistes de comparaison raisonnable avec d'autres configurations intérieures puis extérieures.

Les composantes de ce travail que nous avons mené entre 2009 et 2013 ont une visée locale mais aussi une visée théorique. Nous voulons éclairer la mutation de la violence dans sa représentation dans un contexte historique singulier mais aussi entreprendre une reformulation plus générale de la relation entre les transformations socio-culturelles des sociétés modernes, leur lestage par des projets collectifs et la production violente saisie dans cette dynamique en prenant soin d'y intégrer *systématiquement* l'analyse de la riposte étatique mais plus largement du *policing* (cf. Tome 1).¹

L'articulation entre ces trois phénomènes, la violence, son lestage et son *policing*, sera pensée en fonction d'un cadre d'analyse précis. Pourquoi la violence ? Pourquoi la comprendre en la reliant au conflit ? Comment enfin la relier au social, au culturel et aux mouvements sociaux et à l'Etat dans sa capacité à contenir certes mais également à définir pratiquement et symboliquement ce qu'est la violence ?

¹ Tilly, C. « La violence collective dans une perspective européenne », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 19, 2010, pp. 183-214 ; Tilly, C. et Tarrow, S. *Politiques(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris, Presses de SciencesPo, 2008 mais aussi Della Porta, D., Diani, M. *Social Movements. An introduction*, Blackwell Publishing, 2006 (plus spécifiquement le chapitre 8, pp193-221) et Combes, H., Fillieule O. 2011 "De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire", *Revue Française de science politique*, 6, 61, pp. 1047-1072

Une thèse est proposée : la violence est le produit de l'incapacité d'un système politique dominant, physiquement et symboliquement, central ou périphérique, pris dans des conditions historiques spécifiques, à instaurer les conditions d'un rapport conflictuel. Dans ses expressions les plus pérennes, la violence signifie qu'une société ne peut offrir un cadre d'expression approprié à une violence sociale ou symbolique qui, faute de « *médiations institutionnelles ou organisationnelles* »² efficaces ou reconnues comme telles, pourront être investies et lestées par des mouvements, pleinement constitués, sur le déclin ou au contraire en gestation, qui proposeront une culturalisation de ces violences sociale ou symbolique, selon des formes différentes, *dont la violence*. Cependant, l'analyse des conditions d'une telle *prise en charge* doit être renouvelée car le Social et le Culturel changent. En effet, si on entend la politique comme la rationalisation de ce Social, de ce Culturel et la capacité d'un pouvoir institué d'avoir toujours raison de tout usage ou de tout projet de violence qui veut imposer telle ou telle valeur, alors les changements actuels sont si profonds, les effets de la montée du Sujet et les forces de la Globalisation sont tels qu'il faut chercher de nouveaux types de relations entre Politique et Violence.

Cette problématique est le point de départ de cette enquête. Elle a été menée sur trois terrains répartis dans deux régions politiques espagnoles distinctes. Les résultats récoltés sur ces trois terrains seront présentés dans trois chapitres mais précisons qu'aucun d'eux n'est clos sur lui-même. Ces trois chapitres sont simplement destinés à offrir au lecteur une *configuration lisible*, ce qui n'empêche pas que les situations observées soient impures et que la violence puisse naviguer d'une configuration à une autre ou à l'intérieur d'une même configuration³.

Ces dernières peuvent être rapprochées de *types idéaux* de Weber⁴ : elles ne visent pas à décrire la Réalité de la Violence dans sa Totalité, à chercher à tout prix une Grande Explication. Elles cherchent plutôt à isoler certaines variables déterminantes corrélées et à accentuer unilatéralement certains aspects de cette Réalité afin de formuler des relations causales et des interprétations heuristiques en fonction des données recueillies sur les terrains proposés.

² Touraine, A. *Production de la société*, Paris : Seuil, 1993 [1973], p307 et suivantes

³ J'emprunte ce concept à Norbert Elias in *Qu'est-ce que la sociologie ?*. Elias la définit de manière relativement ouverte comme une *formation de taille variable* (les joueurs d'une partie de cartes, la société d'un café, une classe scolaire, un village, une ville, une nation), où les individus sont liés les uns aux autres par un mode spécifique de dépendances réciproques et dont la reproduction suppose un *équilibre mobile de tensions*. Cf. Annexe la Politique du terrain.

⁴ Weber, M. *Economie et Société*, Paris : Plon, 1971, tome 1

1. Pourquoi la violence ?

La violence est la fille et la mère du changement social⁵. Fondamentalement, nous considérons qu'elle constitue un *problème* pour une communauté politique, un Etat et ses polices et en ce sens elle nous permet de saisir la modernité politique, de comprendre comment cette dernière se définit, comment elle se représente. Elle le permet, à condition toutefois de ne pas céder à un discours moral cherchant en vain à l'expliquer sans la définir précisément (il y a des violences qui sont de simples actes de violence pour la violence ou de simples conséquences d'interactions momentanées) ou à montrer une violence omniprésente, symptôme maladif de sociétés toujours plus violentes ou à l'opposé de moins en moins ensauvagées. *Si l'on étudie la violence, c'est parce qu'elle permet de décrire ce qui dans nos sociétés favorise ou pas la formulation de nouveaux projets politiques collectifs*. Or, on sait que des projets peuvent aujourd'hui se déclarer en partie libérés des idéologies qui ont organisé les rapports sociaux, politiques et culturels de la société industrielle.

En disant cela, nous ne renonçons pas à isoler des conditions macro-sociales et culturelles (la « Nation », le « Système », la « Religion ») qui expliquent la violence. Nous pensons toutefois que leurs relations ont changé et que ces cadrages ne fonctionnent plus comme avant, même si la violence ne peut être uniquement définie comme le résidu d'une violence anormale dans des sociétés globalement pacifiées.

Rien ne permet à l'inverse, en dramatisant la portée des violences, d'invalider le *processus de civilisation* tel que l'a théorisé Norbert Elias⁶ en prétendant qu'une telle théorie nous aurait interdit de penser la barbarie tapie au cœur de la modernité.

Rien ne nous autorise non plus à remettre en cause le programme de monopolisation de la violence légitime par l'Etat⁷, et ce même si ce dernier se trouve en grande difficulté sous les effets conjugués de la mondialisation et des multiples failles qui existent désormais dans le contrôle social institutionnel.

Enfin, si des « poches de violence » perdurent dans des territoires souvent marqués par des processus d'exclusion sociale et culturelle, les nouvelles prolétarisations, précarisations, ne peuvent, à elles-seules, expliquer une telle violence. Des acteurs exclus peuvent

⁵ Wieviorka, M. (dir.), *Violence en France*, Paris : Seuil, 1999

⁶ Elias, N. *La dynamique de l'Occident*, Paris : Pocket Agora, 2003 [1939]

⁷ Weber, M. *Economie et Société*, Paris : Plon, 1971, tome 1

s'interdire de pratiquer la violence et, inversement, des acteurs, objectivement protégés, peuvent pratiquer une certaine violence.

1.1 Violence et conflit

Ce sont ces raisons qui nous poussent à privilégier la sociologie des mouvements sociaux, du Sujet, de la violence forgées par Touraine puis par Wieviorka et d'autres. En nous inscrivant dans ce réseau sémantique, nous n'excluons bien évidemment pas d'en mobiliser d'autres, notamment une « autre » sociologie des mouvements sociaux⁸ même critiquée⁹ ou une sociologie des formes symboliques ou de l'Etat¹⁰.

Nous disons toutefois qu'il est intéressant d'étudier la violence, non pas par fascination pour elle, en cherchant à l'expliquer coûte que coûte par une mystérieuse intériorité¹¹ qui expliquerait le passage à l'acte d'un individu isolé mais parce qu'elle est une expérience, une épreuve que les communautés politiques ont à affronter et à gérer. Mais en même temps, elle nous donne paradoxalement à voir les tentatives de formulation de nouveaux rapports politiques, sociaux et culturels élaborées par des individus qui, dans une configuration donnée, luttent à différents niveaux, avec plus ou moins de force et de réussite, pour contrôler son orientation, sa destinée et ses valeurs. Et *in fine* c'est toujours à l'Etat qu'il revient d'anticiper puis de gérer ces projets dans une perspective démocratique.

Le problème est que les violences que nous cherchons à cerner, dans leurs formes éclatées, sont parfois déroutantes. Elles bousculent en tous les cas les définitions classiques héritées de la société industrielle car elles expriment de nouvelles conduites individuelles et collectives qui doivent être réinterprétées et appeler des réponses publiques renouvelées.

Malgré cette difficulté inédite, il est entendu que la violence doit toujours être reliée à des rapports sociaux d'exclusion sociale ou culturelle, *objectifs ou subjectifs*, « l'urbain » comme territoire privilégié de cette violence n'étant que le lieu de la « *projection*

⁸ Della Porta, D., Diani, M. *Social Movements. An introduction*, op. cit.

⁹ Lapeyronnie, D. « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue Française de sociologie*, 1988, 29, pp. 593-619

¹⁰ Bourdieu, P. *Sur l'Etat, Cours au Collège de France*, Paris : Raisons d'agir, Seuil, 2012

¹¹ Ehrenberg, A. « Le cerveau social. Chimère épistémologique et vérité sociologique », *Esprit*, janvier 2008, pp. 79-103

spatiale de ces mêmes conflits liés à ces mêmes rapports ». ¹² Pour le dire autrement, « *la dimension essentiellement urbaine de la violence n'est ni une cause, ni une caractéristique: cette dernière doit être intégrée à un espace conflictuel actif opposant et associant dans un même dynamique des acteurs sociaux, culturels et politiques* ». ¹³ Cette violence peut ainsi être une violence sociale invisible moins spectaculaire que les faits ultra-médiatisés, cette dernière s'inscrivant souvent dans des transformations sociales silencieuses inscrites dans la longue durée. ¹⁴

La tâche d'une sociologie de la violence consiste alors à révéler ce qui a pu fragiliser peu à peu des médiations, des systèmes de relations dont le manque ou l'affaiblissement crée l'espace de la violence dans un cadre urbanisé. ¹⁵ Dès lors, « *si ces déficits sont avérés, s'il est empiriquement établi qu'il y a un manque d'acteurs, de médiations, de systèmes de relations alors la violence est certainement une forte réalité objective. Si, au contraire, ces médiations, ces systèmes de relation sont plus cachés, incompris ou ignorés que réellement carents ou absents c'est parce que la société concernée, ses élites politiques, ses intellectuels, son opinion se refusent à les connaître et à en débattre. Alors, la violence doit être analysée avant tout comme une représentation, comme la subjectivité de groupes voire d'une société tout entière incapable de se comprendre et de comprendre son environnement* » ¹⁶.

Cependant, quel que soit l'état des médiations, le principe même d'une politique démocratique doit être entendu, selon les mots de Touraine, « *par sa capacité durable, négociée ou acceptée, à transformer la violence des rapports sociaux en conflits politiques au sein d'un cadre commun aux acteurs* ». ¹⁷ Et c'est justement la capacité de ces différentes demandes et de la politique démocratique à se conflictualiser, à s'ajuster en somme, qui expliquera qu'une possible violence puisse s'exprimer ou soit contenue *dans un rapport inversé*. C'est pour cela que, non seulement le conflit ne se confond pas avec la violence mais il s'y oppose. ¹⁸

¹² Macé, E. « Les violences dites « urbaines » et la ville », *Annales de la Recherche Urbaine*, 1999, 83-84, p61 et Castells, M. *La question urbaine*, Paris : Maspero, 1972

¹³ Macé, E. *ibid*, p61 et Dubet, F. Lapeyronnie, D., *Les quartiers d'exil*, Paris : Seuil, 1992 ; Wieviorka, M. (dir.), *Violence en France*, *op. cit.*

¹⁴ Beaud S., Pialoux M. *Violences urbaines, violence sociale*, Paris : Fayard, 2003

¹⁵ Wieviorka, M. « Le nouveau paradigme de la violence (Parties 1, 2 et 3) », *Cultures & Conflits*, 29-30, 1998, [En ligne], mis en ligne le 16 mars 2006. URL : <http://conflits.revues.org/724>

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Touraine, A. *Production de la société*, *op. cit.*

¹⁸ Wieviorka, M. *La violence*, Paris : Hachette, 2005, p25

Ainsi, en partant de ce cadre théorique que nous prenons le temps de relire ici car il nous semble primordial, on peut penser que la reproduction de *conduites collectives*¹⁹ de violence dans une société donnée ne doit pas seulement être pensée comme une réaction ou une adaptation à une situation anomique au sens fonctionnaliste du terme²⁰. Dynamisée, elle doit plutôt être considérée comme le produit de l'incapacité du politique à instaurer les conditions d'un rapport conflictuel laissant ainsi le champ libre à d'autres projets politiques porteurs de rupture.

1.2 Violence et mouvements sociaux

Rappelons en relisant Touraine dans le texte, principalement *Production de la société*, que quel que soit leur niveau de projet, des mouvements sociaux ou culturels ne sont identifiables que s'ils se manifestent par une action collective durable, coordonnée²¹ qui ne puisse pas être réduite à des réactions à « *une crise ou à des tensions sociales particulières, et par une production idéologique ou utopique qui propose, de manière fragmentaire, une vision de la société* »²².

En partant de cette définition très exigeante, il faut voir la violence comme une relation particulière entre un mouvement social et une *action critique*, comme « *une manifestation indirecte mais centrale de mouvements sociaux, un lieu dans lequel se confondent mouvement social et action critique, niant le conflit et la contradiction institutionnalisés* »²³.

La violence ne constitue pas pour autant un indice prouvant l'existence d'un mouvement social. Une grève qui dégénère, une mobilisation qui finit en affrontements avec la police, une poussée de colère qui tourne à l'émeute, « *peuvent indiquer la présence d'un mouvement mais ne sauraient lui être identifiées. Il n'est prudent de reconnaître la présence d'un tel mouvement que lorsqu'on voit apparaître celui-ci dans plusieurs situations organisationnelles et institutionnelles différentes* »²⁴ selon le principe tourainien de l'Identité/Opposition/Totalité.

¹⁹ Touraine, A. *Production de la société*, op. cit.

²⁰ Boudon, R. « Anomie », *Encyclopedia Universalis*, 2012 : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/anomie/>

²¹ Della Porta, D., Diani, M. *Social Movements. An introduction*, op. cit. p20 et suivantes: les acteurs mobilisés sont engagés “*are involved in conflictual relations with clearly identified opponents; are linked by dense informal networks; share a distinct collective identity*”.

²² Touraine, A. *Production de la société*, op. cit. p368

²³ Touraine, A. *Production de la société*, op. cit. p423

²⁴ Touraine, A. *Production de la société*, op. cit. p368

Ces frontières théoriques peuvent cependant, dans certaines situations que nous aurons à traiter (les « indignés », la violence de rue au Pays Basque) apparaître trop fermées et il faut sûrement élargir ce cadre théorique à des situations émergentes et inédites.²⁵ Le cadre théorique de Touraine nous y invite d'ailleurs. En effet, « *il est fréquent qu'une simple revendication ne pouvant être reconnue comme une preuve suffisante d'existence d'un mouvement social échappe pourtant au cadre d'une analyse simplement fonctionnaliste* »²⁶. En atteste nous dit toujours Touraine l'expression de la violence qu'il entend comme un appel à un *mouvement social absent (disparu ou en gestation)* d'un « acteur » qui refuse de limiter « raisonnablement » son projet dans le cadre de conduites collectives institutionnalisées organisant une relation d'échange et de contestation du pouvoir (cette hypothèse fonctionnant particulièrement bien dans le cas du Pays Basque, comme nous le verrons). Pour ce dernier, la « *violence peut alors être contrôlée par le mouvement social mais elle ne l'est plus quand la formation est empêchée par la répression, l'aliénation ou l'hétérogénéité du groupe. Le terrorisme, par exemple, est la violence organisée destinée à déchirer le conflit entendu comme un consensus momentané, à forcer à prendre conscience puis à prendre parti* »²⁷.

Mais cette violence et la forme radicale qu'elle peut prendre peuvent aussi appeler à un « *mouvement social absent ou dont les termes changent avec l'apparition de nouvelles conditions historiques* ». Il s'agit ici d'un *mouvement social impossible* (soit dépassé, soit attendu) dont les conditions historiques n'existent plus ou n'existent pas encore. Il se transforme en un projet doctrinaire qui se propose de faire apparaître un conflit mais par la force, alors même que l'objectif poursuivi peut apparaître comme anachronique pour la société concernée²⁸.

Cependant, le champ d'analyse des mouvements sociaux serait trop restreint s'il ne devait comprendre que *les mouvements de niveaux de conscience le plus élevé* (le mouvement ouvrier étant le plus classique). Il faut donc, le plus souvent, faire l'hypothèse de l'existence d'un mouvement social « *pour expliquer des conduites collectives objectives ou en-dehors de conduites organisées qui, considérées en elles-mêmes, relèvent a priori d'autres catégories d'analyse (déviances, violences aveugles, simples réactions collectives...)* mais dont le sens n'est pas épuisé par elles et qui ne

²⁵ Touraine, A. *Production de la société*, op. cit. p368

²⁶ Touraine, A. *Production de la société*, op. cit. p368

²⁷Ibid p368, p423

²⁸ Ibid p423

peuvent être entièrement comprises que si on les relie à d'autres avec lesquelles elles n'ont pas d'affinité reconnue »²⁹.

C'est justement une violence renouvelée dans ses termes et ses expressions, peut-être moins aisément définissable, que nous cherchons à décrire et à comprendre avec ce cadre théorique ainsi précisé. Pour ce faire, il est sûrement arbitraire d'inclure toutes les manifestations, oppositions, violences destructrices ... dans un projet de mouvement social mais il est tout aussi arbitraire de n'y voir que des adaptations ou des réactions à une *désorganisation sociale urbaine*.³⁰

C'est une hypothèse forte et surtout ouverte aux processus proposée par Touraine que nous reprendrons dans l'étude de nos configurations et qui permet également de complexifier la relation entre conflit et violence d'ailleurs: des conduites collectives nouvelles (c'est le cas dans tous nos terrains) pourront (ou pas) aussi être entendues comme *des formes décollectivisées d'idéologies ou en voie de collectivisation*, c'est selon, à condition d'y chercher la structure identité-organisation-totalité sous des formes variées comme par exemple la perte d'identité, les blessures provoquées par une victimisation et une dépréciation, l'opposition à un système injuste et la recherche d'une nouvelle utopie conciliant individu et collectif³¹.

Il nous revient alors dans ce livre d'explorer la « *pénombre* » de mouvements sociaux ou d'« *anti-mouvements* » sociaux selon l'expression de Wieviorka.³² C'est dans cet esprit que nous rechercherons les formes indirectes de mouvements sociaux, *affaiblies ou en gestation*, inscrites dans les problèmes sociaux et culturels énoncés avec un vocabulaire renouvelé.

Ces mouvements sociaux historiques, « *forts* », qui luttent pour ne pas périr ou ces mouvements *en creux* qui tentent de se structurer contre ou dans la société, remettent en cause l'ordre social tel qu'il tente de s'imposer. Quel que soit le répertoire utilisé, ils identifient tous un adversaire sans que l'on puisse savoir à l'avance s'ils peuvent agir, et quand ils agissent, si leur adversaire est en mesure de construire en retour un *espace de conflit*. On peut en effet lutter contre les « Dominants », le « Système », l'« Occident » sans que les termes de cette lutte ne puissent structurer un espace de discussion institutionnalisé. Mais ce problème n'en devient pas moins potentiellement un problème social ou culturel et il n'est en tous les

²⁹ Ibid p368

³⁰ Ibid p369

³¹ Ibid p369

³² Touraine, *Ibid.* p369, Wieviorka M 2008 *Neufs leçons de sociologie*, p138

cas plus traité comme « *un problème naturel co-substantiel de l'ordre normal des choses* »³³.

Pour l'instant, en laissant cette hypothèse ouverte, on peut dire que plus des institutions politiques ignorent des demandes sociales et culturelles d'une partie de la population, plus la violence sociale objective ou subjective a une chance de s'enfermer dans des conduites de crise, sujettes à une instrumentalisation ou une radicalisation identitaire (religieuse, ethnique) de groupes soit stigmatisés par le racisme et l'ethnisation soit investis d'une « *mission de maintien d'une forme de suprématie identitaire* ».³⁴

2. L'Espagne

Ces considérations théoriques que nous avons volontairement pris le temps de développer prennent un relief singulier et même disons-le parfois radicalisé quand on prend l'Espagne actuelle comme terrain d'enquête. En effet, ce pays est brusquement entré dans une *époque globale* dont les traits saillants sont les changements technologiques considérables qui permettent notamment aux plus jeunes de contourner les inter-médiations politiques classiques, la globalisation financière (la moitié de la dette publique de l'Espagne consiste en des actifs financiers détenus par des investisseurs privés et publics étrangers) et l'érosion profonde de la confiance dans la puissance publique assez inédite dans une histoire post-autoritaire, phénomènes auxquels il faut adjoindre le poids de l'économie criminelle trans-nationale et des corruptions dans ce pays.

Les crises sociale et économique que vit ce dernier, féroces, sont puissamment arrimées aux soubresauts du capitalisme financier globalisé. Sous les effets de la mondialisation et notamment de la forte immigration de travail dans les régions catalane et madrilène, les passions nationalistes se décomposent et se recomposent en périphéries politiques. Et ces décompositions-recompositions sociales ainsi que culturelles sont telles qu'elles font de ce pays un « terrain » privilégié que nous voulions explorer pour interroger plus généralement la crise de la modernité occidentale.

2.1 Le Social, le Culturel

³³ Touraine, Ibid. p

³⁴ Wiewiorka, M. "Plaidoyer pour un concept" in. *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*. Colloque de Cerisy (1993) sous la direction de François Dubet et Michel Wiewiorka, Paris : Librairie Arthème Fayard, 1995, pp. 209-220

Toutes les recompositions sociales et culturelles que ce pays a connues depuis les années de transition politique doivent d'abord être situées dans un double mouvement social et culturel. Le premier d'entre eux est la transformation de la société industrielle espagnole, dans les régions autonomes historiquement les plus industrialisées (Catalogne, Pays Basque) et la montée de grandes difficultés économiques plus ou moins aiguës selon ces régions. Comme nous le verrons plus en détails, ceux qui subissent cette *violence sociale* aujourd'hui sont avant tout les plus jeunes qui sortent du système scolaire sans qualification ou les diplômés plus âgés qui ne trouvent pas d'emploi, l'un des facteurs remarquables de l'histoire récente étant la massification scolaire et universitaire et l'élévation du capital scolaire au-delà des disparités régionales. L'autre grand mouvement, lié au premier, est le renouveau d'inquiétudes culturelles, des nationalismes périphériques et du centre castillan. Ce double mouvement procède à son tour de *trois processus*.

2.1.1. Individualisations

Le premier processus que l'on peut repérer est l'individualisme ou, plus être plus précis, l'individualisation qui signifie, dans une première acception, que les espagnols ont connu depuis la fin du franquisme une élévation considérable de leur niveau de vie. A bien des égards, ils sont entrés dans une société de consommation de masse voire de sur-consommation attesté par la progression des taux d'équipements des ménages en biens matériels comme les automobiles ou les logements.

Ce sur-équipement est d'ailleurs une des sources principales de la crise financière de 2008, la bulle spéculative du logement explosant et laissant démunis des jeunes adultes ou des retraités dans des situations d'endettement ingérables. Après l'effervescence des premières années post-franquistes, cette individuation s'accompagne d'un désenchantement politique marqué par la dépolitisation voire la rupture avec la démocratie espagnole telle qu'elle est devenue, accompagné par le sentiment que les élites politiques n'ont pas le pouvoir de gouverner ce pays.³⁵

Mais ce processus d'individualisation revêt une autre signification bien différente de la première. Il ne s'agit pas de parler uniquement de sur-consommation, d'enrichissement, de jouissance à court terme même si ces tendances sont bien présentes dans les comportements économiques des espagnols. Ce sentiment de libération a d'ailleurs alimenté nombre de mouvements artistiques comme la *movida* dans

³⁵ Subirats, J. "La no identidad como identidad", *El Pais*, 10 juillet 2011: http://elpais.com/diario/2011/07/10/catalunya/1310260042_850215.html

les années 1980 à Madrid quitte à masquer la face sombre de consommations critiques destructrices de drogues.³⁶

Ce dont il faut prendre la mesure relève de la capacité pour un individu de se construire, de vivre pleinement sa condition et d'en retirer une reconnaissance. Cette définition de l'individualisation est relative aux conditions d'accès des plus jeunes aux espaces de pouvoirs économique et politique dans un contexte de crise économique et d'élévation de leur capacité réflexive et critique.³⁷ C'est un fait social dont la force nous paraît déterminante : les effets des différentes crises économiques et sociales causées par la transformation du système productif européen sous les coups de la mondialisation ont provoqué une incertitude structurelle chez les jeunes alimentant un sentiment collectif d'inquiétude qui finit par définir la condition essentielle de ces individus pris dans une société du risque.³⁸

La massification du système scolaire et universitaire a accentué cette crise en se structurant aujourd'hui autour d'une obligation nouvelle, celle de produire institutionnellement des individus employables, et d'une crise plus globale de l'investissement instructif des plus jeunes avec la concurrence des moyens de communication. Ainsi, ces différentes crises des institutions du savoir officiel, autrefois source incontestée de reproduction sociale, génèrent des inquiétudes mais fabriquent en même temps des individus en alerte.

2.1.2. La fin des rapports sociaux de la société industrielle

En Espagne, la nouvelle question sociale a aussi beaucoup à voir avec des phénomènes de désorganisation dans les quartiers urbains qui connaissent le déclassé économique et l'arrivée de nouvelles populations étrangères. Sur ce point précis, certains quartiers de la banlieue de Barcelone ou de Madrid ont une architecture au moins aussi déshumanisée que des quartiers français même s'ils ne souffrent pas de la même stigmatisation qu'en France.

Dans les régions les plus industrialisées qui ont été au cœur de l'histoire du développement économique et culturel de l'Espagne, la disparition rapide des emplois industriels à partir des années 1980 a entraîné le déclin des rapports sociaux propres aux sociétés industrielles. Ces banlieues rouges situées aux périphéries de

³⁶ Cercas, J. *Las leyes de la frontera*, Madrid : Mondadori, 2012

³⁷ Serracant i Melendres, P. "Changing youth? Continuities and ruptures in transitions into adulthood among Catalan young people", *A Journal of Youth Studies*, 15, 2, 2012, pp. 161-176

³⁸ Beck, U. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris: Flammarion, Champs, 2003 [1986]

Barcelone ou de Bilbao assuraient un fort contrôle social des populations à travers l'action d'associations, de syndicats ouvriers. La décomposition du tissu industriel à partir des années 1980 a signifié la disparition de ces différentes politiques d'enveloppement social et, plus profondément, une crise du politique et des institutions.

Cette décomposition des systèmes de relations traditionnels s'accompagne, à partir du milieu des années 1990, de politiques d'aménagement urbain anarchiques, de la construction massive de logements dans des banlieues désertées sans, la plupart du temps, de programmation des besoins réels. Ces politiques urbaines ont été la source de nombreuses affaires de corruption locale, qui ont contribué à la désaffection politique ainsi qu'à la méfiance des citoyens dans les partis espagnols qui gèrent ces territoires depuis le post-franquisme.

Ces politiques de construction sont aussi le signe de la transformation de la figure de l'Etat en Espagne. En effet, le cas de ce pays est emblématique d'une tendance lourde amorcée à partir de 1996 sous le gouvernement Aznar de privatisation de nombreux secteurs sociaux et, plus généralement, de la conception de l'action publique doublée des politiques de décentralisation politico-administrative impliquant l'idée d'une territorialisation ou d'une redéfinition des territoires comme cadre pertinent de cette action publique.

2.1.3. De nouveaux Sujets

2.1.3.1. Le « jeune » issu d'une immigration musulmane

Dans ces quartiers traditionnellement ouvriers, un nouvel acteur fait son apparition dans la société espagnole: le « jeune » issu de l'immigration nord-africaine et musulmane. Les formes que prend la construction de cette nouvelle figure dépendent bien évidemment des histoires sociales et politiques. Dans un cas comme la France, le passé colonial et la difficile gestion de cette mémoire alliés à la dégradation des conditions de vie ont fabriqué les *conditions d'une culturalisation de la question sociale* propre à ce pays.

Dans les régions travaillées par un nationalisme fort comme la Catalogne, le Pays Basque ou la Castille, la montée de ce nouveau Sujet correspond à une autre histoire plus récente et entraîne des transformations importantes.

Dans un premier mouvement, par son inscription dans le monde économique, ce nouveau Sujet entre en compétition avec des jeunes

espagnols précarisés. Il participe maintenant à la définition de la question sociale en ce qu'il subit également les précarités et les indignités. Dans un second mouvement, il contribue à déplacer la question sociale sur le terrain culturel parce que son intégration pose un problème à la culture dominante qui pourra, dans certaines conditions :

- soit être en mesure de trouver les moyens d'adapter son discours nationaliste et de le préserver d'un possible écart dangereux entre projet et expérience du réel des jeunes immigrés ;
- soit être tentée d'attribuer à ces derniers la responsabilité de l'exclusion des jeunes du pays d'accueil ;
- soit, en retour, parce que pris dans les filets de l'exclusion et de la dépréciation, ils peuvent entrer dans un projet de culturalisation de leur propre condition sociale. C'est ici qu'un projet religieux peut jouer un rôle dans un sens de pacification et de mise à distance ou de radicalisation des expériences.

Nouvelles politiques urbaines

Toutes ces évolutions sont la source d'une redéfinition de la question sociale et des politiques publiques de régulation des inégalités, ainsi que de la différence culturelle qui en résulte. On assiste, en effet, depuis le milieu des années 2000 en Espagne, à la mise en place de ce que l'on pourrait appeler dans le sillage du cas français des politiques de la ville, qui poursuivent un double objectif. D'abord résorber les inégalités sociales intra-régionales, d'accès à l'emploi ou au logement des jeunes, du taux d'échec scolaire... Elles ont, ensuite, pour objectif d'intégrer de nouvelles populations arrivées massivement d'Afrique du Nord pour soutenir l'explosion du secteur de la construction immobilière, notamment.

Ainsi, se posent avec une grande acuité des questions inédites relatives aux solidarités inter-régionales, entre régions pauvres et régions riches, à la privatisation des services publics, à la gestion sociale de zones et de quartiers difficiles. Ces dernières ne manquent pas de raviver des inquiétudes culturelles, identitaires et notamment la tension entre régions périphériques comme la Catalogne, dotée d'un projet national fort, et le centre politique, Madrid, soupçonné de remettre en cause le contrat de solidarité mis en place lors de la transition démocratique. En interne, dans les régions, les tensions naissent entre les « autochtones » et cette fois les immigrés sur fond de déclassements et de souffrances sociales.

2.1.3 2. De nouveaux projets critiques

De nouvelles demandes sociales et culturelles (qui ne sont pas les mêmes) sont portées par des individus plutôt jeunes qui peuvent exprimer des angoisses qui leurs sont propres ou bien relayer des peurs exprimées par d'autres classes d'âge. Ces demandes sociales et culturelles participent à la construction de nouvelles actions critiques, démocratiques ou rupturistes.

En effet, les individus vivent des changements brutaux et rapides de la société espagnole et les interprètent dans un travail réflexif. Ces lectures de soi consistant à définir son identité dans une modernité bouleversée peuvent d'abord les dissuader de s'investir dans des projets collectifs. En même temps, de façon ambivalente, des jeunes affirment leur indépendance, tout en réclamant des politiques les protégeant des aléas de la vie. Ils apparaissent moins sensibles aux inégalités qu'à leur caractère irréversible et ils ont un souci de plus en plus fort de se réaliser, de réparer les torts et les injustices sociales, culturelles, subjectives ou objectives, dont ils s'estiment victimes.

Pour ces jeunes, un premier choix peut consister à accepter leur condition sans forcément penser à se mobiliser et s'engager. C'est une position attentiste pour ne pas dire résignée. On joue le jeu du « système » faute de mieux en espérant s'en sortir.

Il faut toutefois s'efforcer de préciser que les demandes sociales composées de revendications liées à des conditions économiques précaires, dégradées, d'accès impossible au logement ou de reconnaissance symbolique dans le monde économique ne recouvrent pas complètement les demandes culturelles. Ces dernières sont plutôt liées au sentiment d'être un Sujet ou à celui d'appartenir à une communauté symbolique solidaire, ancrée dans une mémoire collective nationale ou religieuse. Nous dirions même que le nœud du problème se situe précisément dans *la possible prise en charge culturelle de ces demandes sociales* par des projets proposés à des individus pour penser le collectif, les éléments constitutifs de la vie en commun et organiser un rapport d'autonomie au monde social.

Distinguons deux cas de figure.

Dans un premier, l'individu, le « jeune », veut s'engager sans toutefois sacrifier son individualité au collectif et son indépendance à des définitions totalisantes d'essence politique (anti-capitaliste), nationaliste ou religieuse (ces formes pouvant très bien se mêler dans le feu des mouvements sociaux). Le principe ne consiste pas à affronter radicalement des structures totalisantes comme le Marché, l'Etat, la Finance, la Mondialisation, le Système ou à élaborer un

projet violent qui vise une transformation de ces entités mais à penser, individuellement, les conditions d'un collectif qui ne soit pas prisonnier des anciennes définitions et qui rende possible un nouveau principe de conflictualité. Dans un autre cas de figure, ces demandes culturelles peuvent être investies par de nouveaux projets d'essence nationaliste ou religieuse.

L'arbitrage entre cette capacité collective à organiser un rapport de force institutionnalisé dans des termes différents de la politique traditionnelle et une possible *culturalisation radicale* de ces demandes est une question essentielle : on y trouvera la possible violence car cet arbitrage ouvre ou ferme, c'est selon, l'espace de définition et de relation possible ou impossible avec les institutions. En effet, ces demandes sociales peuvent servir un projet d'intégration : on cherche à trouver un emploi, à ne pas être rejeté du système. Ce type de critique n'engendre pas de critique radicale.

Dans un cas de figure inverse, la critique peut enclencher l'élaboration de projets collectifs qui peuvent prendre deux voies. Ils peuvent emprunter une voie plutôt démocratique et permettre à l'acteur, au sujet constitué, de réfléchir à partir d'un principe de conflictualité renouvelé. L'autre direction est plutôt contestataire, voire potentiellement violente. Dans ce deuxième cas de figure, deux lestages peuvent intervenir, qui sont, en réalité, des processus de *culturalisation* de ces sentiments objectifs ou subjectifs de vulnérabilité.

2.2 La violence change aussi

Si les questions sociale et culturelle changent alors la violence change aussi par effet logique. En Espagne, on vit par exemple la fin du terrorisme basque dans sa forme classique héritée du franquisme et de la société industrielle. Le nationalisme basque radical était alors soutenu par un mouvement social historique qui assurait les ressorts sociaux de son adhésion. Mais les conditions sociales ont changé depuis les années 1980. La violence ressurgit mais sous une forme moins indentifiable, une violence de rue structurée qui se nourrit à la fois d'une identité blessée mais aussi des effets de la crise.

Dans un mouvement inverse, on voit émerger de nouveaux radicalismes qui portent en eux un projet anti-globalisation financière tout en étant traversés par des tentations nationalistes. C'est le cas en Catalogne.

Du côté du champ religieux, ce pays dominé par le catholicisme traditionnaliste qui forma et forme encore ses élites vit l'irruption de

l'Islam dans l'espace public. Cette religion ne prétend pas remplacer la religion historique mais peut revendiquer la reconnaissance de droits pour ses adeptes et vouloir peser sur la définition des problèmes culturels de ce pays, sur les imaginaires et ainsi provoquer des tensions.

En Espagne, la violence contemporaine se situe donc au carrefour du Social et du Culturel dont elle exprime puissamment les transformations. Elle sera toujours le produit de ces derniers mais elle pourra circuler d'un registre à un autre, être plus sociale que culturelle, ou non sociale, non culturelle, non politique... La gamme des combinaisons est plurielle et c'est ce que nous étudierons dans trois configurations ouvertes.

2.3 Un nouveau type de relation entre violence et politique

C'est à partir de ces données très générales que nous voulons explorer l'hypothèse d'un nouveau type de relation entre violence et politique en Espagne. Dans ce pays travaillé par des nationalismes historiques puissants, bousculé par des enjeux culturels nouveaux liés à la religion musulmane et par la dégradation brutale des conditions économiques des jeunes, nous avons l'intuition que les formes de violence ne correspondent plus exactement aux cadres classiques du politique.

Toujours de façon intuitive, cette violence nous semble plus ambivalente et vouloir glisser selon les moments vers une violence soit infra-politique ou à l'opposé méta-politique. Contentons-nous de dire pour l'instant que l'on ne sait pas très bien de quelle catégorie politique relève les violences en milieu urbain (ouverte ou cachée et intériorisée par ceux qui la subissent) dont l'interprétation peut être entreprise par un combat à visée identitaire, national ou, désormais, religieux sans toutefois qu'aucuns d'eux ne se soient véritablement en mesure de se constituer en mouvement social pouvant structurer cette violence au-delà de la simple colère ou à l'inverse de l'intériorisation de l'indignité par les jeunes immigrés.

Même si elle ne s'est pas autonomisée, elle n'en reste pas moins située au carrefour de changements sociaux et culturels profonds survenus dans la société espagnole qu'il convient de prendre en compte, la précarisation et l'inquiétude identitaire car ils ont donné naissance à une nouvelle relation entre la politique et la violence qu'il s'agit d'explorer maintenant sur trois terrains.

3. Trois configurations ouvertes

Nous allons étudier trois combinatoires de la relation entre crise sociale, culture et politiques de la violence. Pour ce faire, nous avons retenu deux régions comme terrains principaux de comparaison.³⁹ La Catalogne et le Pays Basque sont des unités géographiques observables qui correspondent à la définition de la configuration donnée par Elias. Pour le dire autrement, ce sont des sociétés fortement liées par une chaîne d'interdépendance marquée par une affirmation identitaire et un passé industriel. Les deux régions au sens géographiques, les deux configurations au sens sociologique correspondent en outre à des « sociétés en miniature » mais aussi à des formes d'Etats-nations fortement intégrés. Elles sont marquées par les transformations socio-économiques profondes des espaces urbains depuis la fin des années 1970 et la fin du régime franquiste. En outre, les variables nationale et religieuse y sont très puissantes (Cf. annexes).

3.1 Le Pays Basque

Le premier terrain que nous explorerons est le Pays Basque. Cette région politique est travaillée par un nationalisme historiquement fort et un mouvement social identitaire qui n'ont cessé de constituer le centre de gravité de la politique espagnole depuis les années 1960. Sur un plan économique, c'est une région plutôt protégée. Les jeunes y sont mieux formés que dans le reste du pays, la situation de l'emploi y est moins précaire que dans d'autres régions espagnoles et le taux de criminalité ordinaire est parmi les plus bas du pays.

Depuis les années 1960, cette région est le creuset d'une violence ethno-identitaire radicale mise en œuvre par l'organisation ETA. Cette violence semble se renouveler depuis les années 1990 sous la forme de la *Kale Borroka*, une violence de rue organisée perpétrée par des jeunes qui brûlent et détériorent des bâtiments, des biens publics, ou, dans des cas plus rares, s'affrontent directement aux forces de police espagnole ou basque. Cette violence a très souvent été présentée comme une violence gouvernée par l'univers nationaliste radical et l'organisation terroriste ETA.

Nous montrerons que cette violence est complexe, bricolée, en partie identitaire mais pas seulement. Elle concentre nombre d'attributs du nouveau paradigme que nous cherchons et elle est le produit de

³⁹ Durkheim, E. *Les règles de la méthode sociologique*, Paris : PUF, 1990 [1967]

transformations sociales profondes vécues par les jeunes basques mais elle n'a pas réussi à se démarquer du paradigme explicatif terroriste. Ce dernier a toujours réussi à monopoliser les imaginaires et les réalités coincés dans un face à face mortel entre l'Etat espagnol et ETA. Cette violence sociale, sous toutes ses formes, n'a pu échapper à cette vampirisation alors même qu'elle pouvait prendre, dans certaines phases historiques et sur des questions sociales précises, une forme plus proche des mobilisations alter-mondialistes par exemple.

3.2 La Catalogne

La Catalogne constitue notre deuxième terrain. Dans cette région, le nationalisme est aussi combatif qu'au Pays Basque mais se présente comme plus bienveillant dans sa philosophie. Dans son histoire moderne, le discours politique catalaniste se veut globalement tolérant et accueillant, en s'inscrivant dans une perspective de développement économique et de modernisme politique. La violence sociale n'est pas, tout du moins jusqu'à ces dernières années, investie par un nationalisme agressif.

Si violence il y a, elle est exercée par une minorité de jeunes radicaux issus des rangs de l'extrême droite convertis, depuis les années 1990, à la cause catalaniste. A l'autre extrême, la violence est pratiquée par de jeunes « anarchistes » et radicaux violents regroupés sous le vocable d'« anti-sistemas » qui organisent des opérations coup de poing lors de rassemblements populaires.

Mais une autre violence semble apparaître sous nos yeux même si elle n'est pas portée par un mouvement social fort. Elle n'en demeure pas moins constituée par des conduites collectives irréductibles à de simples conduites de crise. Cette nouvelle forme de violence doit être comprise en passant en revue des changements récents liés à l'arrivée massive d'immigrés d'Afrique du Nord notamment depuis les années 1980, et 1990 de manière plus intense. Ces immigrés seront accueillis, pris en charge symboliquement par le discours nationaliste intégrateur. Mais les expériences des "indignités" vécues à la fois par de jeunes adultes immigrés ou de jeunes espagnols en voie de déclassement vont créer les conditions d'une autre réalité sociale, celle d'une *violence sociale inédite* qui ne sera pas aussi facilement intégrée par le nationalisme catalan et le projet de société qu'il porte.

Si la langue catalane et sa diffusion, son caractère intégrateur et facilitateur de promotion sociale, ont pu fonctionner pour l'immigration intra-espagnole depuis les années 1960, cela n'est pas aussi évident pour les immigrations, notamment nord-africaines,

plus récentes. Dans ce contexte, la question religieuse a fait son entrée dans les débats publics et vient relayer de nouvelles fragilités éco-sociales que le discours moderniste catalan ne peut complètement compenser, alors que c'était sa force. Cette société se fragmente, s'urbanise, se densifie et se transforme aux marges des anciennes banlieues ouvrières.

Le secteur industriel catalan, porteur de progrès, souffre, comme ailleurs, des délocalisations et des fermetures successives. Cette violence sociale nouvelle faite d'exclusions, d'espairs déçus de la société catalane voire de violences dépréciatives produites par la violence de nouveaux discours ethno-nationalistes, pourra se retourner, dans certains cas, contre la propre société locale sous forme de défiance, voire de rejet, pris en charge dans de rares cas, par un discours religieux radical installé et diffusé dans certains quartiers urbains.

3.3 Les « indignés »

Les « indignés » constituent une troisième et dernière configuration. Ce n'est pas une unité géographique repérable mais plutôt une *émergence insolite* des deux autres configurations dont il faudra essayer de tracer les frontières. Elle est en tous les cas une énigme située au cœur de l'énigme générale qui sert de point de départ à cette enquête car les « indignés » semblent proposer un troisième projet de construction d'une nouvelle figure sociale, pénombre ou anti-chambre d'un mouvement social. C'est en ce sens que ce mouvement est intéressant à mettre en contraste avec les deux cas de figure précédents car il opère, au moins dans ses mots, un double changement dans les rapports de sens et les rapports de force entre question sociale, sentiment national et violence.

Rapports de sens

Nous essayerons tout d'abord de rendre compte des débats qui ont animés les campements (*acampadas*) de Barcelone, de Terrassa en banlieue de Barcelone et dans une moindre mesure de Madrid, pour saisir ce qui relèverait d'une nouvelle politique de l'émancipation au regard des formes de vulnérabilités subies par les jeunes rejoints par d'autres segments de la population espagnole. Il nous semble que ces débats ont fait resurgir au premier plan les questions de domination, et ont ensuite généré de nouveaux positionnements éthiques, de nouvelles cultures de la contestation.

Rapports de force

Nous nous attarderons sur ce mouvement en cherchant à savoir pourquoi, à l'opposé des deux autres cas de figure étudiés, ces mobilisations collectives n'utilisent pas la violence voire la condamnent, tout du moins en apparence. En effet, au regard de l'histoire de la question sociale en Espagne, le mouvement des « indignados » né au cœur de l'hiver 2010 (débouchant sur des rassemblements et des campements dans les principales villes espagnoles en mai 2011) constitue un paradoxe : l'Espagne peut apparaître comme un pays dont l'histoire sociale et politique, depuis la fin du XIX^{ème} siècle, a connu de nombreux épisodes de violence.

Or, ici, nulle violence. La dégradation des conditions sociales et la vitalité de certains groupes déterminés qui pratiquent délibérément la déstabilisation de rue pouvaient laisser augurer des épisodes de tension et d'affrontements urbains. Cela a été le cas, lors de la grève générale de septembre 2010, dans les centres urbains comme Barcelone ou, plus récemment, en septembre 2012 à Madrid devant la chambre des députés, les *Cortes*. Cependant, dans l'ensemble, et selon des mécanismes qui restent à élucider, la violence a été contenue, condamnée par le mouvement, cette dénonciation finissant par devenir une identité revendiquée.

Et l'énigme s'épaissit lorsqu'on se rend compte que la violence n'est pas, pour autant, absente du décor : elle est bien présente sans qu'elle ne puisse s'exprimer, elle rôde, mais elle est canalisée. Cette configuration inédite est de nature à contrarier les dispositifs classiques de forclusion et de maintien de l'ordre public. Elle interroge, également, les mouvements de la gauche radicale, dans leur appréhension de la violence comme moyen traditionnel de pression.

C'est pourquoi, ce mouvement présente un intérêt évident dans sa revendication d'une non-violence absolue. Du point de vue sociologique, il focalise notre attention à deux égards :

- le premier est l'impact de ce présupposé non-violent sur les débats de la gauche radicale (« obligée » de réfléchir à nouveau sur la signification de la non-violence, sur la différence entre non-violence et pacifisme et de redéfinir ou réaffirmer son positionnement envers l'action directe violente ou non-violente).
- Le second est lié aux difficultés que rencontrent les forces de police pour faire face à un tel mouvement sans user elles-mêmes de la violence.

Chapitre 1.
Quand la violence tue le social :
Le cas du Pays Basque espagnol

Introduction

Dans ce premier chapitre, nous ne traiterons pas directement du terrorisme ethno-identitaire de l'organisation ETA et de ses différents réseaux de soutien dans la société basque.⁴⁰ Nous analyserons plutôt une violence organisée dans la rue pratiquée dans les centres urbains de cette région autonome depuis la fin des années 1980 et nous posons l'hypothèse première selon laquelle cette violence urbaine spécifique exprime un possible désajustement entre violence et politique dans l'Espagne actuelle. En effet, elle peut très bien être expliquée par la volonté de certains jeunes de défendre une identité traditionnelle héritée du passé anti-franquiste mais elle doit aussi être envisagée comme pouvant être le produit d'une nouvelle modernité et ce même si sa représentation reste prisonnière d'un affrontement aveugle que se livrent deux entités elles aussi débordées par les temps nouveaux: un nationalisme radical et un Etat central qui met en œuvre une politique anti-terroriste.

Surcharge de sens

Il faut d'abord préciser que la *Kale Borroka* (littéralement violence de rue ou violence dans la rue en langue basque) a fait l'objet d'une grande médiatisation en Espagne et en Europe (cf. annexe 2 pour une présentation statistique et descriptive complète). Le mouvement indépendantiste basque radical (dit *abertzale* en langue basque) et l'organisation séparatiste terroriste ETA l'auraient fabriquée en poursuivant le double objectif d'entretenir un climat de tension dans les rues des villes, des villages, où des commandos de jeunes détériorent des biens publics ou privés, et de remobiliser les « masses » (la population basque) considérées comme « endormies ».⁴¹ La *Kale Borroka* aurait été envisagée comme une stratégie alternative destinée à introduire, dans la société basque, un potentiel de déstabilisation permanente utilisant des logiques insurrectionnelles, créant ainsi un sentiment d'un affrontement ouvert.⁴²

Cette stratégie aurait été formalisée et planifiée dès la fin des années 1980, comme le prouverait la découverte des écrits d'un des leaders historiques d'ETA, à la suite d'une opération policière menée à

⁴⁰ Ferret, J., Crettiez, X. *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, Paris : la documentation Française, 1999

⁴¹ Moreno Bustillo, J. "El fenómeno terrorista y su incidencia en España", *CiPol*, 43, julio-agosto 1998

⁴² *Ibid.*

Bidart (Pays Basque français) en 1992, qui faisaient explicitement référence à une énigmatique stratégie dite *X Y Z*.⁴³

Le choix de ce nouveau mode opératoire s'expliquerait par la volonté des dirigeants de l'organisation terroriste basque et de ses appuis de compenser la perte de soutien populaire, la rupture de mécanismes sociaux qui assuraient l'adhésion à ce combat (scission entre raison et sentiment selon les termes de Pérez Agote⁴⁴) et l'engagement de militants à la lutte nationaliste.

Cette violence de rue constituerait même le creuset humain où les acteurs de la violence politique seraient recrutés dans des milieux sociaux défavorisés, aux périphéries des grandes villes industrielles comme Bilbao. Selon certains travaux consacrés au terrorisme basque⁴⁵, cette pratique de violence de rue aurait même fini par devenir la forme la plus aboutie de la violence politique en Espagne et constituerait une preuve que le registre du terrorisme politique se serait profondément modifié au Pays Basque au début des années 1990. En résumé, cette violence de rue, y compris dans ses expressions spontanées, sans même être revendiquée par ETA ou des groupes politiques de jeunes radicaux, a principalement voire exclusivement été pensée comme une violence instrumentalisée par l'organisation terroriste et ses réseaux.

Nous voulons rompre avec cette thèse et montrer que cette violence déborde le cadre classique d'une violence ethno-nationaliste et qu'elle n'épouse pas complètement la catégorie du terrorisme tel qu'on a pu l'entendre par le passé. Elle ne peut pas être pensée comme une simple violence aveugle, gratuite, « dégénérative », fille de la marginalisation économique, ni même une violence rituelle exercée au nom de tel ou tel mythe nationaliste à bout de souffle. Enfin, elle n'est pas davantage une violence stratégique alternative, totalement contrôlée par une organisation, qui poursuit un projet de terrorisation de la société.

⁴³ Chaque lettre correspond à un niveau de lutte du mouvement radical : le premier dans l'espace institutionnel et politique conventionnels, le dernier, la violence terroriste et, entre les deux, la *Kale Borroka* (Ferret, J « La construction par le bas de la lutte anti-terroriste. Une analyse micro-sociologique de la coopération policière franco-espagnole au Pays basque » in Ferret, J., Crettiez, X. *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, op. cit.)

⁴⁴ Pérez Agote, A. *Las Raíces Sociales Del Nacionalismo Vasco*, CIS: Madrid., 2008 ; Pérez Agote, A. « Prophétie auto-réalisée et deuil non résolu. La violence politique basque au XXIème siècle », in Crettiez X., Muchielli L. *Violences Politiques en Europe*, Paris: La Découverte, 2010

⁴⁵ Reinares, F. "Rasgos sociodemograficos de los integrantes de ETA", *Ciencia Policial*, 43, 1998, pp. 103-116 ; Reinares, F. *Patriotas de la Muerte*, Madrid : Taurus, 2001

Selon nous, elle est une violence bricolée dans notre nouvelle modernité car elle peut être l'expression d'une angoisse, celle de voir disparaître une identité menacée tout en se nourrissant des effets de la crise actuelle objectivée ou subjectivée en se situant à la croisée d'inquiétudes sociales et économiques nouvelles.

I. Le Social et le Culturel

Commençons par préciser que la société basque a beaucoup évolué à partir des années 1980. Les jeunes basques nés dans ces années changent de repères et de modes de sociabilité, dans les mondes intimes, du travail et de la politique. Ces changements profonds donnent naissance à ce que nous avons appelé des *projets d'individualisations* qui sont la source de nouvelles victimisations, sociales et culturelles.

Les nouvelles questions sociale et culturelle enfantées dans le sillage du post-franquisme ont tracé les contours de ces individualisations qui vont davantage décrédibiliser le nationalisme radical que le consacrer. Et c'est toute la difficulté de l'exercice : il faut parvenir à penser la naissance et la pérennisation de cette *Kale Borroka* non pas en la considérant comme une *violence explicative* mais comme *une violence qui reste à expliquer* à l'aune de ces données nouvelles. La question qui se pose est de comprendre comment un nationalisme radical vieillissant réussit tout de même à lester ces nouvelles demandes sociales et culturelles ? Comment un projet collectif qui peut apparaître anachronique parvient-il à prendre en charge des aspirations sociales et culturelles de plus en plus individuées ?

Précisons qu'il ne s'agit pas de nier que la *Kale Borroka* soit une violence mise en œuvre par le monde radical basque. Il est bien évident que l'on ne peut pas aller à l'encontre de l'idée selon laquelle cette violence est *en partie* activée par de jeunes militants radicaux basques. On ne peut pas contester non plus le fait qu'il existe une liaison entre de jeunes activistes nationalistes et un projet d'instrumentalisation de cette violence par une organisation ouvertement violente. Très prosaïquement, cette violence de rue "*intéresse*" les membres d'une organisation terroriste historique comme ETA et, plus largement, le mouvement de la gauche nationaliste radicale dite *abertzale*. Une telle organisation terrorisante n'existerait sans doute pas sans un climat et un espace de polarisation politique dans lesquels elle constitue une sorte d'extrémité. Les signes de respect, d'identification, d'adhésion voire de connexion philosophique (ou simplement esthétique) de jeunes basques à la lutte terroriste sont bien réels. Tous ces facteurs contribuent également à faire exister une *communauté symbolique*

de souffrance⁴⁶ à laquelle la gauche *abertzale* et l'organisation terroriste vont adresser leurs discours.

Mais ce projet des nationalistes radicaux est loin d'épuiser toutes les formes et les significations de cette nouvelle violence urbaine. Cette dernière reste en partie autonome dans sa dynamique : elle se situe à la croisée de plusieurs projets critiques, de différents *activismes de rue* autres que nationalistes. En cela, elle ne peut guère être réduite à une créature de l'organisation terroriste ETA car ces groupes de jeunes adolescents, plus ou moins formels, surgissent de la propre jeunesse basque dans son hétérogénéité. Cette double incertitude questionne par ricochet la nature du lien que l'on peut établir entre cette violence de rue et la violence terrorisante telle qu'elle a pu être définie jusqu'à présent.⁴⁷

C'est pourquoi, nous posons l'hypothèse selon laquelle la *Kale Borroka* n'est pas une création de la gauche radicale indépendantiste même si elle en revendique la paternité. Il est certain qu'une telle assertion demanderait un travail historique spécifique qui se concentrerait en particulier sur la période charnière des années 1985-1992 durant laquelle de nombreux changements fondamentaux se sont produits.

Mais le matériau que nous avons récolté (Cf. annexe 2) nous permet de montrer que cette violence a constamment été récupérée par le mouvement nationaliste radical, qui se l'est réapproprié, l'a même vampirisé. Il convient néanmoins de chercher ses racines ailleurs, bien en amont, dans la mutation de la conflictivité sociale des mondes industriels et ouvriers du temps de la reconversion industrielle des années 1980⁴⁸ consubstantielle de l'émergence de différentes cultures de contestation institutionnelle. Et il existe une probable corrélation entre le déclin de la conflictivité propre à la société industrielle basque, l'apparition d'une nouvelle question sociale, le travail de lestage par un nationalisme radical et l'expression de cette nouvelle forme de violence urbaine.

On est toutefois bien obligé de constater que la question sociale se dissout systématiquement dans la question nationaliste à un degré tel que les luttes sociales autres que nationalistes ont du mal à exister en tant que telles. Cette hégémonie de la question nationale est également renforcée par les stratégies policières et médiatiques qui

⁴⁶ Letamendia, F. *Juego de espero: conflictos nacionales centro-periferia*, Madrid : Trotta, 1997

⁴⁷ Wiewiorka, M. *Sociétés et terrorisme*, Paris : Fayard, 1988

⁴⁸ On peut renvoyer le lecteur au documentaire *Los astilleros Euskalduna: una guerra contra el Estado* décryptant les affrontements de rue à Bilbao en 1984 : <http://www.youtube.com/watch?v=txeCkWhQuNA>

participent à la confusion et à la construction d'un paradigme totalisant, la lutte antiterroriste, accaparant tout l'espace de la compréhension. La *Kale Borroka* n'a donc été interprétée que dans un sens, celui d'une stratégie terroriste renouvelée, mais elle n'a jamais vraiment été envisagée comme une violence qui se situerait à la croisée de différents activismes, politiques et nationalistes mais également sociaux.

A. La transformation des demandes des « jeunes » basques

Cernons pour commencer le nouveau moment anthropologique dans lequel s'expriment les nouvelles demandes sociales et culturelles des jeunes basques depuis les années 1980. Posons-nous la question de savoir en quoi certaines demandes peuvent être spécifiques au contexte basque, d'autres non et comment ces dernières peuvent, mêmes transformées, assurer un terrain de plausibilité à une violence de rue qui affole les sociétés basque et espagnole depuis 25 ans ? Quelles sont ces demandes et pourquoi les jeunes basques vont-ils être plus disposés que d'autres à légitimer la violence au regard de situations sociales et politiques singulières ?

1. Les jeunes basques soumis à deux types de vulnérabilités

Tableau de la jeunesse basque en 2011⁴⁹

En dépit du fait qu'il s'agit de la génération la plus instruite de l'histoire, la crise économique a conduit la jeunesse basque à envisager son avenir de façon de plus en plus pessimiste. Les attentes des jeunes basques sont visiblement réduites au court terme, les moyens et long termes étant également en cause. En effet, si en 2009 64% des garçons et des filles pensaient que leur avenir serait meilleur, ce pourcentage chute de 21 points en 2011 : seulement 43% sont optimistes quant à leurs perspectives d'emploi, le pourcentage de garçons et de filles qui sont satisfaits de leur situation personnelle baissant de 75 à 63%.

L'âge influe aussi sur le degré d'optimisme. Ainsi, 84% des adolescents âgés entre 15 et 17 ans se déclarent satisfaits de leur situation mais le pourcentage diminue à mesure que les jeunes interrogés progressent en âge : le taux de satisfaction tombe ainsi à 51% parmi les 25/29 ans.

⁴⁹ Les données suivantes sont traduites des rapports intitulés *Portraits des jeunes*, réalisés par le service de recherche sociologique de l'Observatoire de la jeunesse basque, dépendant du gouvernement basque. Les chercheurs de cette équipe ont réalisé, en septembre 2010, 3626 interviews et les résultats ont été comparés avec le rapport de 2010.

Le mécontentement de la jeunesse basque se reflète également dans son niveau de politisation qui a fortement augmenté quand on le mesure à la faveur du niveau de participation à des grèves ou des manifestations autorisées : en 2011, 42% des jeunes se sont mis en grève au moins une journée. Concernant les valeurs sociales, les positions sont majoritairement plus ouvertes sur le mariage homosexuel ou l'avortement libre et volontaire.

La méfiance politique

La politique institutionnelle est elle-même très critiquée. Si les sentiments d'indifférence à l'égard de la politique diminuent depuis l'enquête de 2010, le sentiment de colère et d'irritation passe, lui, de 21 à 30% et la méfiance de 50 à 58% des enquêtés.

La tolérance à la violence terroriste

“ETA laisse derrière elle l'impression d'une terre brûlée dans la société basque et la situation est toujours aussi préoccupante, notamment chez les plus jeunes basques”. C'est la conclusion du sociologue Víctor Urrutia, directeur de ce *Gabinete de Prospección Sociológica del Gobierno vasco*, lors de la présentation des conclusions de ce même rapport.

Par ailleurs, cette enquête note l'existence d'une « minorité récalcitrante » chez les jeunes basques qui justifient encore le terrorisme. A la question, *“dis-moi si cela te gênerait ou non d'avoir comme voisin certaines de ces personnes”*, les 3626 jeunes interrogés répondent ceci: les néonazis/extrémistes de droite est le collectif le plus rejeté (62% ne les accepteraient pas comme voisins), suivis des membres de l'ETA (55%) mais un autre bloc (51%) ne supporterait pas d'avoir pour voisins ou amis des personnes menacées par l'organisation terroriste. Il faut noter que la violence d'ETA est rejetée par une majorité des jeunes. 60% d'entre eux s'y opposent nettement mais en 2011 9% sont encore clairement en accord avec les objectifs de cette organisation. Ce pourcentage faible mais significatif regroupe une “minorité récalcitrante” qui “comprend” l'action de l'organisation.

Sur environ 325 000 jeunes âgés entre 15 et 30 ans, ces sociologues calculent que 30 000 jeunes sont encore en accord avec les objectifs terroristes, alors qu'une enquête de 2009 estimait, déjà, que 15% des adolescents de 12 à 16 ans (sur 762 jeunes interrogés) ne rejetaient pas voire légitimaient l'action terroriste. Il faut également ajouter que de nombreux jeunes ne se prononcent pas, cette attitude évasive pouvant signifier un conflit éthique et une volonté de ne pas s'affirmer officiellement en accord avec ETA. Quoi

qu'il en soit, les résultats de cette enquête révèlent que la disparition d'ETA n'entraîne pas la fin de la culture de la violence alors même que cette enquête a été réalisée après la trêve décrétée par ETA en octobre 2011.

1.1 Une angoisse politique qui se perpétue

Une première vulnérabilité *politique* est très spécifique à la jeunesse basque. Elle est le produit d'une histoire singulière et semble être encore très active aujourd'hui chez les jeunes, notamment les adolescents et ce malgré la naissance de nouvelles générations qui vivent globalement un « franquisme dédramatisé » selon l'expression de Pérez Agote⁵⁰. La question politique ne consiste plus à se situer dans une confrontation directe avec l'héritage de la dictature, tout simplement parce que ces jeunes ont été et sont socialisés dans une société où la sphère politique s'est différenciée puis consolidée démocratiquement. Et ces deux facteurs historiques majeurs ont paradoxalement contribué à produire un désintérêt de cette génération pour la logique politique institutionnelle. Toujours selon les termes de Pérez Agote⁵¹, c'est une génération pluraliste et tolérante dans le sens où la formation de son identité, notamment dans les groupes de pairs, n'est plus déterminée par les options politiques. La privatisation de cette génération s'accompagne de l'émergence de nouvelles formes de participation sociale et politique qui dépolitisent la question basque.

Mais à l'inverse, cette sécularisation peut inquiéter une frange minoritaire mais importante de la jeunesse basque, dont près de 10% adhère encore en 2011 aux objectifs d'ETA. Cette inquiétude politique pourrait correspondre à ce que Pérez Agote définit comme une *ré-ethnisation de la question basque* par des acteurs qui ne sont d'ailleurs pas tous issus de cette région.⁵² Nous parlons ici notamment de « non-basques » installés récemment et dont les enfants vont embrasser la cause nationaliste pour accélérer leur intégration sociale.

Cette ré-ethnisation de la question nationaliste basque est ainsi rendue socialement plausible dans un monde social où le basque est garanti et dont la vigueur est *taken for granted*. L'apparition de ces deux dernières générations de jeunes basques signifie pour la majorité d'entre eux l'adaptation aux conditions de stabilité politique

⁵⁰ Pérez Agote A. *Las Raíces Sociales Del Nacionalismo Vasco*, op. cit. ; Pérez Agote, A. *Social roots of Basque Nationalism*, Reno : University of Nevada Press, 2006

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

mais aussi aux conditions d'instabilité économique qui se développent. Une frange activiste plus minoritaire refuse les termes de ce nouvel espace où la politique impose une privatisation des engagements, le pluralisme et la tolérance mais aussi le renoncement à la violence comme un moyen d'expression légitime. La majorité ne ressent plus le besoin de lutter mais cela n'empêche pas d'autres jeunes de s'inquiéter de la disparition de cette lutte jugée encore nécessaire pour préserver une identité en danger.

Cette violence légitimée par des jeunes basques pourrait alors être comprise comme un mécanisme d'auto-défense renouvelé, alimenté par le sentiment d'une dégénérescence de la politique, de l'Etat et de sa légitimité, ce que nous appelons un vigilantisme. Ce vigilantisme est ainsi légitimé socialement non pas par ses moyens de sortie mais bien par le désespoir produit par l'aporie d'une situation vécue. L'auto-justice prétend ici remplacer le mécanisme étatique par un nouvel ordre civique pouvant utiliser la violence comme un mécanisme civil de protection d'un groupe social confronté à la violence étatique institutionnelle. Dans cet esprit, il règne chez ces Sujets l'idée que les dés sont pipés et qu'il est nécessaire d'installer les conditions d'une auto-justice.

1.2 Une vulnérabilité sociale nouvelle

Il existe une seconde *vulnérabilité* cette fois sociale qui ne semble pas spécifique aux jeunes basques. Celle-ci agrège des inquiétudes qui sont liées aux conditions de vie dégradées, objectivement ou subjectivement. Mais il faut également l'entendre comme un processus d'individuation contrarié, une expérience de contraintes qui interdisent le développement de la condition sociale individuelle qui traverse, d'ailleurs, toutes les jeunesses basques dans leur diversité sociale.⁵³ Le passage de la jeunesse à l'âge adulte est devenu un processus complexe, long et douloureux, pour des individus qui souhaitent accéder à une stabilité matérielle, à un logement, à une vie de couple, un travail stable et valorisant.⁵⁴ Cette vulnérabilité trace une nouvelle frontière non plus entre des jeunes issus du monde ouvrier et des jeunes issus du monde protégé comme jadis, mais aujourd'hui entre des jeunes qui se sentent inclus et d'autres qui se sentent exclus du « système ».

⁵³ Cavia, B., Gatti, G. Gómez, A., Martínez de Albeniz, I., Rodríguez, S., Pérez-Agote, A., Santamaría E., Tejerina, B. *Hacia una nueva cultura de la identidad y la política. Tendencias en la juventud vasca*, Gobierno Vasco : Vitoria Gasteiz, 2005, p42-43

⁵⁴ Ruiz Olabuenaga, J.L. *Kale Borroka. Violencia Juvenil Vasca*, Roneo : San Sebastian, 2005

Des données plus générales sur le Pays Basque peuvent cependant intriguer l'observateur : si l'on regarde en particulier le taux de chômage des jeunes en Espagne, celui des jeunes basques est le plus faible de toute la péninsule⁵⁵. Si l'on prend en compte le taux d'échec scolaire, c'est-à-dire le pourcentage d'élèves qui terminent l'*E.S.O.* (le niveau « secondaire » en Espagne) sans le valider, le taux est (en 2007) en Andalousie de 34,2 % contre 15,7 % au Pays Basque. Ce taux a d'ailleurs chuté de 18,2 % entre 2002 et 2007 dans cette communauté autonome alors qu'il a augmenté sur la même période de près de 6% en Espagne pour une moyenne nationale de 28,6 %.⁵⁶ Si l'on analyse le taux de criminalité, on note qu'il est relativement bas au Pays Basque en comparaison par exemple avec la Catalogne qui présente les chiffres les plus hauts de tout le pays en termes de délinquance générale.

Les données d'enquêtes macro-sociologiques récentes le montrent bien: les jeunes diplômés voire sur-diplômés dont la proportion est très forte dans la population générale basque comparée à l'Espagne, sont inquiets et cette inquiétude s'avère, à bien des égards, très subjective. En effet, le niveau de précarité des jeunes basques est bien inférieur à son niveau réel mesuré au moyen de divers indicateurs de chômage, revenus, exclusions... Ces indicateurs montrent que l'on peut parler de situation relativement normale quand on observe les ressources économiques.⁵⁷

Un déclassement subjectif

Il existe ce que nous appelons une *précarisation subjective*. Elle peut se définir par la difficulté pour un jeune de se projeter dans l'avenir proche comme si celui-ci se considérait en "liberté conditionnelle". La société basque assure un confort matériel, plus que dans aucune autre partie de l'Espagne voire de l'Europe, mais cette liberté économique segmente et divise les jeunes. En même temps, cette liberté conditionnelle dépolitise et désolidarise les individus soumis aux risques de la société post-industrielle : « *on est ni libre, ni esclave, en quelque sorte* ». Ceux qui défendent la cause basque sont aussi concernés par cette violence sociale qui limite la réalisation de

⁵⁵ <http://www.fepsu.es/adolescencia-y-juventud/informe-sobre-empleo-trabajo-y-juventud-en-espana.html>

⁵⁶ Ministerio de Educación. Estadísticas educativas, 2008. Disponible en Web : <http://www.educacion.es/mecd/estadisticas/educativas/cee/Edicion2011/H1.pdf>

⁵⁷ Tejerina, B., Cavia, B, Santamaria, E., Carbajo, D. *Precariedad vital y juventud vasca. Condiciones sociales y estrategias biográficas para llevar una vida normal*, Administracion de la comunidad autónoma vasca, Departamento de Cultura, 2012, p148

soi, chacun étant réduit à un simple agent économique soumis à la pression du marché, à la société de consommation et à l'apathie politique.

Quelle que soit la réalité de ces déclassements sociaux, l'ordre symbolique qui perdure depuis le début des années 1990 en Espagne est désormais celui d'une culture de la crise sociale. Au Pays Basque, cette culture est en partie subjective. Dans cette région, on trouve des individus plutôt jeunes en situation de fragilité sociale ou qui, sans être objectivement enfoncés dans une précarité endémique, estiment qu'ils sont relégués sur les terrains sociaux et économiques et ils attribuent la paternité de leur situation à une société, à un « système » injuste et oppressant qui les empêche de se réaliser.

Dans un cas, ces individus peuvent se tourner vers la passion nationaliste. Dans un autre, ils s'en détournent et se réfugient dans leur vie privée. Mais ce contexte continue à entretenir la plausibilité de la prophétie nationaliste tout en laissant vivante l'option inverse, celle d'un discours nationaliste rejeté ou contourné par des individus qui n'y croient pas ou plus. Dans les deux cas de figure cependant, c'est le discours nationaliste qui se propose immédiatement comme cadrage de la situation avec une force inégalable. Des jeunes le revendiquent, se dirigent vers lui ou s'en détournent mais dans un cas comme dans l'autre, la question sociale est enfermée dans la question nationale, l'interprétation de la fragilité sociale alimentant perpétuellement le projet culturel de ré-ethnisation.

Ces deux cadrages cognitifs de la souffrance (« le Système », l'« Etat espagnol ») peuvent avoir une destination identique : la fermeture communautaire. L'incompréhension fait son chemin, les eaux se séparent, les logiques de rupture et de violence progressent. Et, la radicalité, la fermeture communautaire constituent l'horizon pendant que les promesses non tenues d'autonomie sociale et de respect de la singularité culturelle nourrissent la prophétie nationaliste.

2. Les voies de la « dissidence »

On peut repérer deux formes possibles d'action critique dans les espaces juvéniles contemporains, en Espagne : une forme constructive et une forme antisociale potentiellement destructive.⁵⁸ Ces deux voies dessinent deux figures sociales virtuelles : l'une est formée par des réseaux civiques de confiance élargie, travaillant pour

⁵⁸ Gil Calvo, E. « La deslocalización de la protesta juvenil », *Revista de Estudios de juventud*, Madrid: Instituto de la Juventud, 2007, pp. 147-161

un bien public et l'autre est plutôt négative, possiblement « anti », formée par des réseaux incivils et clandestins. Aussi pervers que puissent être leurs effets, ces réseaux incivils constituent aussi une forme de mouvement social puisqu'ils sont basés sur une confiance réciproque, une complicité fraternelle et une aide mutuelle entre leurs membres. Mais il s'agit d'une figure négative de la mesure où elle génère un sentiment d'insécurité, transgresse des droits, contribue à éroder et à détruire les réserves de confiance publique qui constituent le fondement de la démocratie civique.

Ces deux formes peuvent d'ailleurs très bien cohabiter dans un même mouvement social. A l'intérieur du mouvement anti-globalisation, par exemple, on trouve, d'un côté des jeunes qui participent à des forums sociaux civiques et, de l'autre, des jeunes qui prennent part à des actes de violence « anti-système » (“anti-sistemas”).

Une double option se présente aux jeunes qui sont pris dans les effets de cette double victimisation politique et sociale : soit ils élèvent la voix et ils protestent, soit ils optent pour la loyauté civique. En optant pour la protestation, l'acteur prend le risque de tomber dans la violence gratuite qui peut détruire la confiance publique et générer un message d'alarme, mais également une phobie sociale.

Si cette voix s'exprime au contraire dans la loyauté, apparaît, alors, un engagement authentique civique et solidaire, responsable et altruiste, capable de générer une confiance publique qui sert de fondement à la société civile.

Ces dissidences constructives ou destructives s'expriment dans la société basque à partir des années 1990 dans de nouveaux mouvements de jeunes. Ces derniers ne correspondent plus exactement aux mouvements sociaux historiquement forts comme le fut le mouvement ouvrier fondé sur l'appartenance de classe et une *conscience douloureuse* : ils se sont construits sur des expériences nouvelles et portent des revendications singulières. Le mouvement juvénile de la décennie 1990 possède ainsi des propriétés spécifiques, une identité particulière, dans les contenus, les formes de lutte, les expressions culturelles et les valeurs qu'il défend.⁵⁹

On peut extraire trois dynamiques fondamentales de cette période, ce qui n'interdit pas d'en repérer d'autres : une première est anti-militariste et agrège différentes formes d'activismes en faveur de

⁵⁹ Elzo J., Arrieta F. “Historia y sociología de los movimientos juveniles encuadrados en el MLNV”, *Ayer*, 59 (3), 2005, p173-197

l'insoumission au service militaire et plus généralement en opposition à la militarisation de la société.

La seconde est une dynamique plutôt auto-gestionnaire alors qu'une dernière est composée de collectifs engagés contre l'exclusion et la précarité dans le monde du travail et le monde éducatif.⁶⁰

Dans ces trois sensibilités, deux ont joué un rôle très important dans les années 1990 au rang desquelles figurent les mobilisations universitaires des années 2000 dans les universités publiques espagnoles et basques et, ensuite, le mouvement dit des *okupas*.

En premier lieu, des mobilisations universitaires se sont organisées pour lutter contre différentes réformes qui ont touché les étudiants espagnols, et basques. Ces réformes engagées à partir de la fin des années 1990 dans le sillage du processus dit de Bologne ont fait émerger des mouvements particulièrement actifs au Pays Basque contestant la "marchandisation" ou la "libéralisation" du secteur de l'Enseignement Supérieur.

Le second secteur de lutte, tout aussi actif, est celui des *okupas*. Cette famille activiste est composée de collectifs investissant et "squattant" pour un temps des immeubles, des sièges sociaux vides ou des immeubles d'habitation collectifs, inoccupés. Ces mouvements prônent une culture auto-gestionnaire. Ils luttent pour l'accès à la propriété des plus vulnérables contre la spéculation immobilière et, plus récemment, pour une consommation critique et le développement de circuits courts de distribution alimentaire alternatifs à la grande consommation.

Souligner la force de ces nouveaux courants critiques qui traversent le monde des jeunes basques depuis les années 1990 nous invite à affiner notre hypothèse et actualiser par la même occasion celle proposée par Wieviorka dans les années 1980⁶¹ : à partir des années 1980, le monde radical basque et l'organisation clandestine terroriste vont essayer d' enrôler ces nouvelles dissidences dans une période historique où le mouvement nationaliste radical perd sa base sociale en raison, notamment, de la disparition du mouvement ouvrier liée aux changements économiques. Le mouvement radical basque va devoir aller chercher ses soutiens ailleurs, renouveler son message et ses modes d'action à la faveur de ces changements sociaux. C'est cette micro-histoire qu'il nous faut maintenant retracer.

⁶⁰ Aitzol, Loyola Idiaquez, *El movimiento juvenil vasco: sujeto activo en los procesos de transformación popular, 1990-2000*, Universidad País Vasco, Centro de lectura : Facultad de ciencias sociales y de la comunicación, 2005

⁶¹ Wieviorka, M. *Sociétés et terrorisme*, op. cit.

B. L'impossible conflit : le face à face mortel en l'Etat et ETA

La majeure partie des interprétations de la *Kale Borroka* focalisent leur attention sur le nationalisme radical violent en lui attribuant un seul moteur : le soutien à un projet terroriste. Les autres dissidences y compris celles qui s'inscrivent dans une dynamique anti-capitaliste démocratique sont totalement passées sous silence. Elles restent prisonnières de l'affrontement sans merci que se livrent l'Etat espagnol et une organisation terroriste pour le monopole de la distribution de la domination physique et symbolique dans la société basque.

Pourtant, les stratégies de vandalisme ou d'intimidation mises en œuvre depuis le début des années 1990, n'ont pas été inventées par les militants basques radicaux proches de l'ETA. Une plongée historique dans la période du début des années 1980 montre que de tels moyens d'action ont toujours été relativement légitimes dans les villes espagnoles et notamment dans les milieux de jeunes politisés de la gauche anti-institutionnelle. On retrouve de telles dissidences à l'œuvre, par exemple, au sein de collectifs appartenant à une génération socialisée aux cultures musicales de négation (comme le mouvement "no future punk") qui, par certains aspects, relèvent des contre-cultures⁶², synthétisées et actualisées, de nos jours, par la famille hétérogène des "anti-sistemas".

Les années 1980 constituent bien une période historique charnière durant laquelle ont coexisté différents courants de contestation de l'ordre politique dans une modernité naissante mêlant crise industrielle, crise urbaine et expérimentations potentiellement autodestructrices (usages problématiques de drogues par exemple). Au début de ces années, on retrouve dans ces mouvements culturels contestataires ou anti-politiques des influences culturelles extérieures comme le *punk* très en vogue dans les groupes de rock radicaux basques (*Kortatu* par exemple). Mais ces activismes n'ont pas droit au chapitre de l'histoire sociale basque. Ils sont éclipsés par deux cadrages très puissants : le premier est celui de la gauche radicale indépendantiste et le second celui des institutions médiatiques et policières de l'Etat espagnol.

On peut d'ailleurs s'étonner d'un tel monopole quand on voit comment le nationalisme radical s'est marginalisé avec l'affaiblissement de la capacité de lutte de l'organisation violente ETA, la condamnation sociale de cette violence et la difficulté des institutions policières à qualifier cette violence. Ces acteurs politiques, policiers et judiciaires éprouvent toutes les peines du

⁶² Huan Porrah, *B. Negacion Punk en Euskal Herria*, Bilbao : Txalaparta, 2006

monde à tracer une frontière entre violence sociale de droit commun et violence politique : il n’y a qu’à consulter, pour s’en convaincre, tous les débats relatifs à la nature juridique des faits de *Kale Borroka*.⁶³

1. Le travail historique d’orchestration symbolique par le radicalisme basque

Jusque dans les années 1990, un lien étroit a existé entre les différents mouvements sociaux et le *MLNV* (*Movimiento de Liberación Nacional Vasco*). Ce dernier a toujours mené une politique sectorielle dans l’objectif de contrôler ces différents mouvements écologistes, syndicaux, féministes...⁶⁴ Pourtant, progressivement, avec l’entrée dans les années 1990, il est devenu beaucoup plus difficile de discerner ce qui est effectivement contrôlé par le monde nationaliste indépendantiste radical de ce qui relève d’autres conduites collectives non-nationalistes.

A la fin des années 1980, la gauche radicale nationaliste connaît une période difficile en voyant disparaître les ressorts de l’adhésion de la base sociale au combat nationaliste historique porté depuis le franquisme.⁶⁵ Certains leaders nationalistes ont alors engagé une réflexion sur l’avenir du mouvement et entrepris de rénover le projet indépendantiste en se fondant sur ces cultures de résistance et de rébellion de rue qui, elles, prenaient leur essor. Ces leaders ont pu réfléchir à ce que nous appelons une politique d’instrumentalisation, d’orchestration et de planification des *activismes de rue* qui avaient déjà leur propre dynamique.

Pris dans l’incertitude de cette situation nouvelle, les discours nationalistes radicaux joueront toujours sur cette ambiguïté. Ces derniers feront en sorte de toujours interpréter ces violences de rue

⁶³ “¿Kale borroka o gamberrismo radical?”, *El País*, Bilbao, 22/08/2010.

⁶⁴ Wieviorka, M. “Milítantes del PNV analizan la lucha armada”, *Ayer*, 13, 1994, pp. 211-236; Tejerina, B. “Protest cycle, political violence and social movements in the Basque Country”, *Nations and Nationalism*, 7, 1, 2001, pp. 39-57; Tejerina, B. *La sociedad imaginada*, Madrid: Trotta, 2010; Fernández González, J. “Las movilizaciones del 15-M han sido exitosas. Le alcanzaran las fuerzas para sostener el proceso?”, *Censenmoviment.wordpress.net*, 1 Julio 2011 : <http://censenmoviment.com/category/entrevistas/> ; Fernández González, J. “Movimiento estudiantil en Euskal Herria : hegemonías y subjetividades en disputa.”, Ponencia, Jornadas : los movimientos sociales, el reconocimiento político de euskal herria como sujeto político y el derecho de autodeterminación, Universidad Pompeu Fabra, 13-14 octubre 2011

⁶⁵ Pour une synthèse récente cf. Quintana Sánchez, D. *La contienda política vasca: análisis de trayectoria*, Universidad País Vasco, Master en Gobernanza y Estudios Políticos: Bilbao, 2011; Funès Rivas, M. J. *La salida del silencio. Movilizaciones por la paz en Euskadi 1986-1998*, Madrid : Akal, 1998

comme des violences identitaires nationalistes. Ils tenteront soit de conférer à ces actes une signification politique explicite soit, au contraire, de nier toute connexion en proposant un raisonnement du type : « *la jeunesse basque n'a pas besoin des radicaux pour se soulever contre l'oppression objective, politique et sociale* ». Mais, quelles que soient les conditions réelles, l'objectif consistera à créer les conditions d'adhésion à distance par un travail proprement symbolique.

Le changement de paradigme "abertzale" : de l'accumulation de forces à la socialisation par la souffrance

De nouvelles contraintes internes et externes sont apparues qui expliquent le changement de stratégie des leaders nationalistes radicaux entre 1988 et 1994 et le passage d'un modèle d'action défini comme une « accumulation de forces » à celui d'une « socialisation par la souffrance ».⁶⁶

Sur un plan externe, la transformation de la politique policière et le changement de paradigme répressif ont fortement réduit la capacité opérationnelle d'une organisation comme ETA. Et la volonté du gouvernement français d'abandonner la philosophie de la sanctuarisation, l'adoption de la loi de 1986 et du nouvel arsenal antiterroriste, débouchent sur l'extradition massive d'*etarras* vers l'Espagne.

Une autre série de contraintes institutionnelles a joué. Au Pays Basque, dans la seconde moitié des années 1980, il semble que la violence politique perde peu à peu son appui populaire. La génération des fondateurs d'ETA vieillit et les jeunes recrues potentielles issues du monde universitaire ou traditionnel catholique se détournent de l'organisation terroriste. L'économie du schéma idéologique et tactique, la structuration du système nationaliste radical avec son agencement d'organisations (*KAS*) ont pu s'en trouver modifiées: c'est, du moins ce souci qui s'exprime explicitement dans les écrits d'anciens leaders radicaux⁶⁷.

⁶⁶ Quintana Sánchez, D. *La contending política vasca: análisis de trayectoria*, op. cit, p65-66 & 95-96

⁶⁷ Cette inquiétude peut se lire dans les témoignages d'anciens *etarras*. A la fin des années 1980, un des leaders d'ETA reconnaît avoir considéré ce type de "terrorisme juvénile" comme très intéressant : il aurait un coût opérationnel moindre pour ETA. En effet, la plupart des jeunes participant à ces violences étant des mineurs, ils ne seraient exposés qu'à des peines relativement basses. De même, ces actions violentes serviraient de formation à ceux qui désireraient devenir des membres de l'organisation. Cette technique de lutte de rue a pu devenir un référentiel pour les organisations radicales, *ibid.*

De nouvelles pratiques inspirées des activismes sociaux non-nationalistes

Plusieurs questions fondamentales ont guidé notre entretien avec un acteur qui a vécu cette époque⁶⁸ lorsqu'il était membre d'un mouvement de jeunes radicaux : comment et surtout dans quel espace a été pensée puis configurée cette *Kale Borroka* organisée et offensive ? De quelles techniques ont pu s'inspirer ces jeunes militants et comment ont-ils été formés ? Plusieurs pistes ont été évoquées lors de ce même entretien (cf. annexe 2).

Le premier est une série d'actes de rébellion et de contestation, d'attaques contre des intérêts français (voitures brûlées, cabines téléphoniques détruites) en réponse aux extraditions de militants basques et *etarras* dans la foulée des lois dites "Pasqua" adoptées en France en 1986. Voitures brûlées, actions de rue, détériorations sont autant de techniques urbaines qui seront reprises et systématisées par la suite dans les actes de *Kale Borroka*.

D'autres évènements ont joué un rôle déterminant: des mobilisations sociales se sont fomentées pour s'opposer à des projets d'infrastructure sur le territoire basque et notamment ce qu'il est convenu d'appeler les mouvements de *Leizáran* (1985-1992) du nom d'une contestation populaire contre un projet de construction autoroutière.⁶⁹ La campagne réussie de sabotages pendant laquelle des groupes de combat de rue ont joué un grand rôle a ouvertement conduit la gauche *abertzale* à réfléchir à l'opportunité de donner une *structure continue et ordonnée* à ce type de violence organisée.⁷⁰

Enfin, l'occupation de maisons communales, la création, en suivant, de centres sociaux auto-gérés dans la mouvance des groupes *okupas* (comme, celle de la *Gaxtexe* -maison communale- de Bilbao en 1988)

⁶⁸ Pour essayer de reconstruire cette histoire, nous avons choisi de nous appuyer sur l'exploitation de deux longs entretiens réalisés avec un ancien leader des organisations de jeunes radicaux *Jarrai* (cf. annexes). Le récit de son activisme pendant cette période (1988-1994) soulève de nombreuses questions de recherche, principalement historiques. Durant ces entretiens, l'acteur interrogé utilisa souvent des expressions telles que « ils ont pu penser », « ils ont pu interpréter que » comme si persistaient de nombreuses zones d'ombre sur cette époque charnière de la fin des années 1980. Pour le dire vite, une micro-histoire des transformations des cadres d'objectivation des conditions de la violence devrait nécessairement intégrer l'étude de la réception de ces discours nationalistes par les acteurs qui peuvent agir ou qui sont en condition de le faire.

⁶⁹ Lizarralde, I. *La autovía del Leizarán y el problema del TAV*, 2009: <http://www.goizargi.com/2009/rtf/laautoviadeleizaranyelproblemadeltav.rtf> ; Fernández, J. *La Autovía en el Espejo*, Bilbao : Txalaparta, 1989

⁷⁰ Letamendia, F. *Juego de espero: conflictos nacionales centro-periferia*, Madrid : Trotta, 1997

a également constitué un terrain expérimental de ces techniques de déstabilisation de rue.

Toutes ces mobilisations, manifestations, déstabilisations ont donné lieu à des intimidations, blocages, sabotages, destructions de biens et des actes de vandalisme dirigés contre des institutions ou des biens symbolisant, pour les agresseurs, des intérêts officiels ou capitalistes (les deux étant liés pour ces derniers). Ils ont constitué une source d'inspiration pour les organisations radicales comme en attestent les écrits d'un des leaders d'ETA, Txelis, en 1991.⁷¹ Le mouvement radical en lien avec ETA a pu trouver dans ce type de techniques une nouvelle stratégie de lutte. A partir des années 1986-1987, l'objectif des organisations radicales est de capter des jeunes et ces nouveaux activistes de rue. C'est la naissance d'un nouveau projet d'orchestration et de monopolisation de la contestation radicale juvénile qui, par certains aspects, peut apparaître comme un travail de contre-Etatique.⁷²

Le travail de production d'un discours à l'attention d'une communauté de souffrance

A partir de cette époque, la gauche nationaliste radicale va réaliser un travail symbolique pour justifier les actes de sabotage et d'intimidation commis dans les rues par les jeunes basques. Comme le montre Van den Broek dans la seule recherche réalisée sur cette question⁷³, ce discours de légitimation de la violence intervient *ex ante* ou *ex post*. Dans cette division, les messages de légitimation sont destinés à deux types de récepteurs : aux activistes, aux sympathisants du mouvement nationaliste radical d'une part, et à la société basque, en général, d'autre part.

La légitimation *ex ante* s'adresse d'abord au monde non nationaliste. Elle centre son message sur la nécessité d'intensifier la lutte pour l'indépendance et de socialiser le peuple et les jeunes par la souffrance. La ligne d'argumentation est la suivante : le Pays Basque est privé de structures réellement démocratiques et subit l'oppression des états espagnols et français. La lutte des basques est une lutte défensive, censée préserver une culture et une langue. Elle doit

⁷¹ Gurruchaga, C. *Los jefes de ETA*, Madrid : La Esfera, 2001, p288-289

⁷² Bourdieu, P. « Sur le pouvoir symbolique », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 32, 3, 1977, pp. 405-411 ; Bourdieu, P. *Sur l'Etat, Cours au Collège de France*, op. cit. ; Letamendia, F. *Juego de espejo : conflictos nacionales centro-periferia*, op. cit.

⁷³ La plus grande partie du discours de légitimation de la violence politique, dans les années 1990 peut être trouvée dans les documents Oldartzen et Karramarro I et II in Van den Broek, H. P. « The legitimation of Street Violence in the Political Discourse of Radical Basque Nationalists », *Terrorism and Political Violence*, 16, 4, 2004, 714-736

impérativement regagner la liberté et des droits démocratiques. Dans cette perspective, les options non violentes apparaissent inefficaces.

Dans les discours, la lutte de rue devient un outil privilégié pour forcer l'Etat à négocier avec ETA quand ce dernier l'estime possible tout en contrôlant l'agenda et le calendrier des négociations. L'idée principale est que la radicalisation de la *Kale Borroka* et les formes semblables de lutte produisent une atmosphère de tension continue : le sentiment d'insécurité dans la rue fait accepter n'importe quelle solution aux populations ce qui les inciterait à exiger de leurs leaders politiques de tout mettre en œuvre pour atteindre une solution politique. D'autres facteurs peuvent expliquer pourquoi le mouvement nationaliste *abertzale* a cherché à installer cette atmosphère de confrontation permanente ; aux yeux de ses concepteurs, cela peut constituer la seule voie pratique pour que le *MLNV* obtienne une couverture médiatique de ses actions.

La légitimation *ex post* destinée au monde extérieur consiste pour sa part à mettre la pression sur la société basque en variant quelque peu le discours de légitimation. Si le premier registre se veut intimidant, le second se veut plutôt didactique. Ce discours peut d'ailleurs varier du tout au tout en fonction des cycles politiques. Il existe, par exemple, une différence notable de discours dans les documents produits par le *MLNV*, les porte-parole du mouvement des jeunes *Jarrai*, dans la première moitié des années 1990, et les discours de légitimation des nationalistes interviewés en 1998 et 1999 par Van den Broek⁷⁴.

Les légitimations *ex ante* et *ex post* à vocation interne visent quant à elles à recruter de jeunes susceptibles de passer à l'acte ou à maintenir la foi de ceux qui sont déjà convaincus. Ces opérations passent par l'alimentation permanente du sentiment de victimisation de ces derniers, soit, *ex ante*, par l'explication et la justification du choix des cibles potentielles (la police basque, les partis modérés, les banques) soit, *ex post*, par l'apprentissage et l'accélération de la maturation idéologique. Il s'agit non seulement d'éveiller la conscience politique mais également de motiver la participation dans la lutte. L'implication directe d'un jeune adolescent dans une action de rue augmente sa maturité idéologique et assure la pérennité de son identification au mouvement.

Quant aux objectifs potentiels de lutte populaire, les institutions de l'état espagnol (polices et pouvoir judiciaire, banques, presse) sont clairement identifiées comme les ennemis principaux. En effet, pour les membres de ce mouvement nationaliste radical, c'est une source de frustration constante de voir que beaucoup de leurs déclarations, de

⁷⁴ *Ibid.*

leurs démonstrations, manifestations ou grèves de la faim en faveur de prisonniers basques sont presque systématiquement ignorées, non seulement par les médias espagnols mais aussi par les médias basques.

2. La *guerre des mots* : les contre-stratégies communicationnelles des médias et de la police

Ce travail symbolique a pour objectif de créer puis de consolider ce que nous appelons une *communauté de souffrance* qui fait écho à l'assignation de sens opérée par les médias et les agences de contrôle social. Cet espace de confrontation discursif est d'ailleurs tellement sous tension qu'il tourne à la surenchère lexicale et sonne comme signal d'une détérioration profonde du langage, les mots finissant par ne plus rien signifier.

Dans cette guerre ouverte entre monde radical et Etat, les institutions de la société et ses sujets ne sont pas les seuls à pâtir de la tension permanente : le langage dégénère aussi. Les mots eux-mêmes finissent par changer de sens comme si cette *hystérisation* des définitions dévoilait à son insu une perte de contrôle de tous les acteurs pris de panique.

On peut pourtant douter que ce soient simplement une perte de contrôle et un emballement discursif. Ces discours constituent bien une violence symbolique en ce qu'ils détériorent consciemment le langage qui devient un espace de lutte sans merci. La connaissance de cet espace juvénile ne progresse pas d'un pouce voire régresse sous les coups de telles charges stigmatisantes. Cet espace de sens actif se propose, outre de mettre en récit ces phénomènes, d'en donner une grammaire, une lecture qui, agrégés, débouchent sur une guerre culturelle opposant nationalistes et Etat espagnol en délinéant une frontière morale qui dessine des enjeux de dénonciation. La médiatisation à outrance de cette violence urbaine, outre sa surreprésentation comparée à la sous-exposition d'autres violences totalement passées sous silence (violence criminelle, économies souterraines, violences intrafamiliales), crée un faisceau de causes et de catégorisations implicites.⁷⁵

Pourtant, ici aussi, il s'agit de traquer autre chose qu'une dimension purement discursive en précisant en quoi ces discours performatifs produisent leurs effets. Dans une perspective classique de sociologie de la connaissance, on peut dire que les analyses médiatiques de

⁷⁵ Oiarzabal, P. J. "Kale Borroka: discursos de los Medios de Comunicación", *Hermes: pentsamendu eta historia aldizkaria, revista de pensamiento e historia*, 7, 2002, pp. 34-47

cette violence de rue sont des prismes déformants voire inversés des profondes mutations que connaît cette société. Ne disant rien sur la complexité et la profondeur de l'espace social juvénile basque, elles en disent beaucoup plus sur cette société, sur les ressorts de l'appropriation et l'interprétation de cette violence de jeunes. C'est en cela que les médiatisations sont intéressantes : non pas pour ce qu'elles apportent à la définition du phénomène, mais pour ce qu'elles dévoilent des mutations sociales profondes et des effets pratiques.⁷⁶

Ainsi, si on lit les différentes labellisations de cette violence, et elles sont fort nombreuses dans la presse espagnole, on peut remarquer qu'elles alternent entre une définition criminelle de droit commun (le "borrokiste" est un voyou) et une définition sur-politisée (c'est un "terroriste de rue").⁷⁷ Cette variation n'est pas le fruit du hasard. Elle traduit une préoccupation : celle de figer la définition juridique de cette violence et permettre à une stratégie policière de la contrer coûte que coûte.

Dans ce travail en miroir, les mots ne sont plus des expressions innocentes. Ils ont une grande charge émotive et entraînent des conséquences sociales lourdes en se muant en mots d'ordre destinés à frapper les esprits. Ils circulent dans les opinions publiques comme autant de registres sémantiques puissants : telle ou telle image utilisée par un responsable dans les médias pour satisfaire un style communicatif peut très bien se convertir en raisonnement pénal justifiant des peines privatives de liberté.⁷⁸

Plus subtilement, en ne limitant pas l'analyse de la violence aux seules interactions physiques effectives, on s'aperçoit que ces logiques discursives sont ainsi des *incapacitations sélectives symboliques*,⁷⁹ aussi puissantes que les répressions effectives

⁷⁶ Peralva, A., Macé E. *Médias et violences urbaines*, Paris : la documentation Française, 2002

⁷⁷ On peut donner des exemples de définition saisis dans la presse : "guérilla urbana, lucha callejera, herri borroka, acción directa, enfrentamientos entre manifestantes y policías, jóvenes proetarras, radicales, grupos «Y» de apoyo a ETA, terrorismo de baja intensidad, los chicos de la gasolina, alborotadores, vandalismo, gamberrismo juvenil, disturbios, tumultos, algaradas, sabotajes, noches de cuchillos largos, terrorismo periférico, la cantera, el vivero, los cachorros de ETA, los alevines de la serpiente, pistoleros de Jarrai, encapuchados de *Haika*, terroristas de *Segi*."

⁷⁸ Pour prendre un exemple récent, la « cantera de ETA » est une formule utilisée par un juge de l'*Audiencia Nacional* : <http://www.elmundo.es/elmundo/2009/11/28/espana/1259438221.html>

⁷⁹ Oliver, P. « Repression and Crime Control : Why Social Movement Scholars Should Pay Attention to Mass Incarceration as a Form of Repression », *Mobilization : The International Quarterly*, 13, 1, 2008, pp. 1-24 ;

(arrestations préventives, infiltrations, renseignement anti-terroriste dirigé contre la violence de rue).

Mais au final, ces catégorisations créent un faisceau d'obscurité et masquent les subjectivités qui sont à l'œuvre. L'évènement est, en quelque sorte, soit sorti de toute motivation, soit plongé dans une surcharge de sens.⁸⁰ Dans les deux cas, l'acteur disparaît; il est écrasé sous le poids de ses convictions ou par l'absence de ces dernières. Il n'existe pas.

II. La nouvelle violence identitaire radicale

Tableau : Les activismes violents au Pays Basque (années 2000)

Décrivons plus précisément l'ensemble des activismes avant de nous focaliser sur l'activisme nationaliste radical⁸¹. Pour cela, nous nous appuyons sur des données inédites, peu exploitées jusqu'à présent, tirées d'une grande enquête réalisée en 2002-2003 par le sociologue Ruiz de Olabuenaga (dont une partie des résultats a été publiée en 2005 dans un rapport non diffusé).

Sur un plan statistique,⁸² cette étude montre, en premier lieu, que **8,1% des jeunes basques âgés entre 15 et 30 ans, c'est-à-dire 39 878 personnes au total, reconnaissent être disposés à pratiquer la violence contre des personnes et des biens.**

Parmi eux, 2,9 % disent poursuivre des objectifs uniquement sociaux, alors que 5,2 % poursuivent des objectifs politiques. Cette étude chiffre à 14 277 le nombre de jeunes basques (2,9 % du total) qui se disent être disposés à s'attaquer aux personnes et aux biens pour des motifs sociaux (contrats de travail précaires, chômage, prix du logement, spéculation financière, accidents dus aux mauvaises conditions de travail, etc...).

Combes, H., Fillieule O. "De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire", *Revue Française de science politique*, 6, 61, 2011, pp. 1047-1072

⁸⁰ Wieviorka, M. *La violence*, *op. cit.*

⁸¹ Il faut entendre par activiste, le jeune qui participe à des campagnes sociales, assiste à des manifestations autorisées ou non, ou collabore à des boycotts ou des grèves salariales : autant de formes activistes que nous pourrions nommer "rébellion sans violence". Cet activisme est défini comme violent quand cette attitude (ou conduite) est accompagnée de la prédisposition et de la participation réelle à des violences de rue (vandalisme et malveillances de rue, désordres et menaces dans la rue comme jets de pierre, conteneurs voire voitures ou bus brûlés, ou attaques organisées contre des sièges sociaux de banques ou de concessions commerciales). Il est entendu comme politique quand la motivation et l'objectif de ce comportement répondent à une consigne ou une stratégie politique qui n'est pas forcément lestée par le nationalisme. Ce dernier activisme violent politisé peut inclure ou marginaliser le projet nationaliste de son programme. Ces activistes violents, politiques ou non, constituent un agrégat social hétérogène. Chacun de ces activismes peut d'ailleurs entretenir une relation de sympathie pour, ou utiliser à un moment donné, la violence de rue.

⁸² Ruiz Olabuenaga, J.L *Kale Borroka. Violencia Juvenil Vasca*, *op. cit.* p79

Parmi les 5,2% qui se définissent comme des activistes “politiques”, il est important de noter qu’une partie de ces jeunes justifient les agressions violentes comme un moyen d’atteindre un objectif politique sans poursuivre un objectif nationaliste (1,4%). Ils sont disposés à user de la violence, mais ils justifient leur choix par des considérations sociales ou politiques mais non-nationalistes.

Les autres **3,8% (18 215 jeunes basques) sont disposés à participer à des actions de violence de rue pour obtenir l’indépendance et le socialisme pour le Pays Basque**. Cependant, et malgré une sympathie plus affirmée que les autres “politiques” pour la gauche nationaliste basque radicale, ils attachent globalement plus d’importance à la violence sociale qu’à la violence directement politique.

Il n’est donc pas aussi simple que cela d’établir une distinction nette entre violences sociale, politique, nationaliste. Ces trois violences sont fortement imbriquées et participent parfois aux mêmes actions violentes (rythmes, espaces, temps).

Dans un univers où la violence est largement légitimée par des jeunes (8,1% des jeunes basques), l’activisme violent proprement nationaliste semble être plus structuré et plus organisé que les autres activismes. C’est pourquoi, en pratique, ses caractéristiques amèneraient d’autres activistes, les « sociaux violents », à mettre cette organisation à profit en bénéficiant d’une organisation logistique le temps d’une action de rue.

Ainsi, il existe, dans la population des jeunes basques, un substrat d’attitudes et une adhésion plus que symbolique à la pratique de la violence, pouvant créer un climat social favorable aux opinions et aux attitudes personnelles légitimant cette même violence. En revanche, historiquement, cette adhésion symbolique à la violence n’a jamais dépassé le seuil des 7% en moyenne chez les jeunes basques même s’il ne s’est jamais situé en dessous des 3%. Cette oscillation, presque invariable dans les 25 dernières années,⁸³ démontre que la violence de rue a des racines profondes et une capacité d’auto-régénération mais non d’expansion.

Les activistes violents sociaux, politiques et nationalistes

Si l’on prend la population des “jeunes violents” (répartie en trois familles, “sociaux”, “politiques”, “nationalistes”) dans son ensemble (8,1% des jeunes basques en 2005) et qu’on la compare à la population “pacifique” (celle qui ne considère pas l’usage de la violence comme légitime), on observe, selon les données d’Olabuena⁸⁴, que ces activistes violents forment un groupe au sein duquel les “nationalistes” ne constituent que la moitié de cette population (50 %). L’ensemble de ces activistes sont éduqués loin des *ikastolas* (écoles basques) et plus de la moitié ne parlent pas couramment l’euskera, la langue basque (53,8%). Seule une minorité parle le basque, outre ceux qui ne sont pas originaires du Pays Basque (43%).

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Ibid.* p81

C'est un groupe en forte cohésion, plus diplômé que la moyenne, avec un statut social plutôt de classe moyenne, voire issu de la bourgeoisie (21% appartiennent à la classe supérieure, moyenne-supérieure, "alto/medio-alto"⁸⁵). Ces jeunes se disent assez éloignés des partis nationalistes comme *Herri Batasuna* (aujourd'hui *Bildu*), le parti politique de la gauche radicale indépendantiste à l'époque de l'enquête.

Cependant, une variable semble très structurante dans cette population: la peur d'une violence sociale ou politique, proche ou imminente, produisant une victimisation légitimant la violence. Cette peur peut être décrite comme une expérience nourrie d'angoisses liées à l'idée de la disparition d'une culture linguistique singulière, l'*euskera* (la langue basque), les violences policières de l'*Ertzaintza* (la police autonome basque) ou l'impossible indépendance économique, source d'autonomie et d'émancipation.

Cette victimisation constitue la différence la plus discriminante entre cette population et la population générale : elle génère une réaction émotionnelle éminemment subjective. Dans cette enquête, 17,7 % de ces activistes répondent qu'ils ont été punis pour leurs idées et ont subi des violences policières (contre 10,2% de l'ensemble des jeunes basques), alors que 16,5% d'entre eux, déclarent avoir été détenus (contre 6,8 % de la population totale).⁸⁶

A. La production sociale de la violence de rue

L'activisme que nous avons appelé *violent nationaliste* concernait, au Pays Basque, 18 à 19 000 jeunes basques sur un total d'environ 40000 individus qui reconnaissent avoir participé à cette violence ou se reconnaissant en elle (30 000 en 2011). Dans ce groupe d'activistes "nationalistes" radicaux, les variables mesurant le sentiment de vulnérabilités, sociale et politique (que nous considérons comme essentielles), se radicalisent⁸⁷ : ces acteurs insistent, davantage que les autres jeunes pratiquant ou s'identifiant à la violence, sur des mauvais traitements policiers qu'ils auraient subis (23,4% contre 17,7% chez les activistes violents non nationalistes) et sur la légitimité de la *Kale Borroka*.⁸⁸

1. Prolétarianisation et activisme nationaliste radical ne sont pas liés.

D'où viennent ces nouveaux activistes nationalistes radicaux ? Selon Reinales,⁸⁹ spécialiste du terrorisme basque, la *Kale Borroka* serait la marque d'un processus général de *prolétarianisation* des jeunes

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ *Ibid.* p83

⁸⁷ Ruiz Olabuenaga, J.L *Kale Borroka. Violencia Juvenil Vasca, op. cit.* p95

⁸⁸ *Ibid.* p96

⁸⁹ Reinales, F. *Patriotas de la Muerte, op. cit.*

militants radicaux, approche qui affaiblirait au passage la thèse dominante dans les années 1970 et 1980 selon laquelle les terroristes basques auraient été, essentiellement, issus de zones rurales, soumises au choc de la modernisation. En somme, le profil de ceux qui rentrent à ETA à partir des années 1990 serait très semblable au profil sociologique d'un radicalisme juvénile urbain observé dans des pays distincts, d'Europe occidentale, bien que dans ces situations, l'orientation politique soit plutôt celle de la droite extrême.

Toujours selon cet auteur, dans les années 1970 le profil du militant, membre de l'ETA, serait celui d'un jeune homme issu des zones rurales qui a rejoint l'organisation terroriste entre 22 et 23 ans, en moyenne, originaire principalement de la région Guipúzcoa composée de petites localités de l'intérieur montagneux du Pays Basque, là où plus de 40 % de la population s'exprime quotidiennement en basque. Il s'agirait aussi de jeunes travaillant dans l'industrie comme ouvriers spécialisés après avoir suivi des cursus d'études professionnelles plutôt que généralistes.

Pendant les années 1990, le profil sociologique du militantisme se serait transformé : nous ne parlerions plus de jeunes hommes (âgés en moyenne de 22 à 23 ans) mais d'adolescents âgés d'à peine 18 ans, issus des grandes zones urbaines et métropolitaines du Pays Basque, des banlieues post-ouvrières de Saint-Sébastien et du grand Bilbao. Nombre de ces militants seraient également des étudiants en situation d'échec, sortis prématurément de l'enseignement secondaire. Enfin, ils proviendraient de zones où l'on parle le moins la langue basque.

Afin de mettre à l'épreuve ce tableau général, il faut revenir sur des questions laissées ouvertes par Pérez Agote. Ce dernier nous dit qu'on sait peu de choses sur la *Kale Borroka* et sur les propriétés sociales des protagonistes, comme de leur processus de socialisation à la violence.⁹⁰ Toujours selon cet auteur, on ne sait pas, par exemple, comment se répercutent des situations comme le chômage ou l'échec scolaire dans la décision de se rallier à une organisation qui utilise la violence d'une haute intensité (comme celle d'ETA) ou de basse intensité (comme celle de *Kale Borroka*), même s'il est logique de supposer qu'elle participe à une auto-estime positive de soi. Cette question est importante car elle est de nature à éclairer le lien organique qui existerait entre une prolétarisation des conditions socio-économiques et l'émergence d'un mouvement social qui assure le soutien à une organisation violente.

⁹⁰ Pérez Agote, A. *Social roots of Basque Nationalism*, op. cit., conclusion

Les données originales récoltées par Olabuenaga contredisent la thèse de la prolétarianisation proposée par Reinares. En effet, près de 60% des jeunes activistes nationalistes interrogés dans cette enquête ont terminé leurs études. 20% d'entre eux appartiennent aux classes moyennes hautes ou aux classes sociales aisées de la société basque et seulement 18% sont issus du monde ouvrier et de la classe moyenne basse.⁹¹

La seule variable discriminante est celle de l'âge. On trouve, effectivement, une proportion bien plus élevée d'adolescents chez les *nationalistes violents* : près de 40% d'entre eux ont entre 15 et 19 ans, contre 23% chez les jeunes *activistes violents, non nationalistes*. Toujours selon les données d'Olabuenaga⁹², ces jeunes sont plutôt plus diplômés que la moyenne et sont issus de classes moyennes, voire dans certains cas, de classes "pijos" (jeunes bourgeois issus des classes supérieures et des beaux quartiers). Il y a donc, très certainement, une impasse à chercher les traces d'une prolétarianisation de cette population socialement hétérogène.

La comparaison entre les jeunes violents nationalistes et non nationalistes

La comparaison des deux groupes de jeunes affirmant recourir à la violence ou n'y étant pas opposé par principe laisse apparaître des spécificités : on retrouve plus de jeunes appartenant à la classe d'âge 15-19 ans chez les nationalistes mais proportionnellement plus de jeunes issus des classes favorisées.⁹³ Ils sont plus jeunes, plus indépendantistes (plus proches notamment de partis indépendantistes de l'époque comme *Herri Batasuna* au moment des enquêtes), davantage originaires de la région de *Guipúzcoa* mais ils ne sont en rien plus prolétaires ou moins dotés en capital scolaire et culturel.

Cette comparaison permet également de réfuter l'hypothèse d'une monopolisation de la formation intellectuelle de ces jeunes activistes violents nationalistes et non nationalistes dans des lieux de socialisation bien identifiés : une grande majorité des activistes violents, y compris les nationalistes violents de la *Kale Borroka* (près de 70%, au total), ne sont pas passés par des écoles basques. Le faible pourcentage d'activistes violents qui sortent de ces lieux de

⁹¹ Ruiz Olabuenaga, J.L. *Kale Borroka. Violencia Juvenil Vasca, op. cit.*, tableau comparatif p92

⁹² *Ibid.*

⁹³ Les « *kale borrokistes pijos* » selon l'expression d'un policier évoquant plusieurs cas de jeunes appartenant aux quartiers riches de Bilbao ou le fils d'un dirigeant politique important de Vitoria, pris dans une opération policière.

formation est suffisant pour démontrer que ce ne sont pas des lieux de socialisation à la violence. Ces données inédites montrent clairement qu'il n'existe pas des mondes ou des environnements sociaux spécifiques qui déterminent mécaniquement la trajectoire de ces acteurs.

On sera bien en mal de trouver des gisements exclusifs de fabrication de jeunes dans le cosmos de l'activisme violent. Il existe plutôt des mondes sociaux (les familles nationalistes, les *iskatolas*, les bandes de jeunes) au sein desquels la fréquence d'activistes est légèrement supérieure à d'autres univers sociaux.⁹⁴ Mais l'appartenance à ces structures ne détermine pas obligatoirement le comportement activiste violent. Et, inversement, la proximité de ces acteurs avec d'autres milieux sociaux n'est pas un facteur qui interdit le développement de tels comportements.

2. Des jeunes nationalistes prisonniers d'un mythe ?

Les catégorisations existantes sur la *Kale Borroka* mettent toujours en scène des individus, des agents soit désocialisés, portés par un rituel viril ou des motivations moins avouables comme l'ivresse de la violence provoquée par l'alcool, la musique ou les drogues, soit sur-socialisés, pris dans les filets d'organisations et de schémas tactiques imposés.

Quel que soit le vocabulaire mobilisé, nous parlons d'un individu, d'un acteur qui n'existe pas. Pris comme Sujets, ces individus revendiquent pourtant une autonomie de raisonnement et d'action. Ils réfutent l'idée selon laquelle ils seraient prisonniers de leurs mythes. Il n'y a qu'à lire, ci-dessous, la réponse d'un ancien membre de *Segi* à notre question sur le sens de son engagement. Nous avons essayé de le pousser dans ses retranchements en lui demandant très directement ce qui l'avait conduit à brûler ou à casser dans la rue :

«Tel ou tel réductionnisme de la spirale d'éléments externes, philosophico-idéologiques, émotionnels, vitaux qui mènent un jeune à la violence de rue consiste à prétendre observer le monde dans un flacon. De même, prétendre qu'ils sont prisonniers de mythes, de leurs aspirations, utopies... interdit d'étudier en profondeur leurs motivations. Dès lors, qui est le plus esclave des mythes, un jeune qui lance une pierre pour une cause plus ou moins intériorisée ou un sociologue qui juge de l'extérieur sans savoir ?... »

J1., entretien par questionnaire, courrier électronique, 24 mars 2011.

⁹⁴ Ruiz Olabuenaga, J.L *Kale Borroka. Violencia Juvenil Vasca, op. cit.* p86

Comme nous y invite Wieviorka⁹⁵, le Sujet peut devenir une catégorie centrale d'analyse, en se tenant à distance des approches personalistes ou, à l'inverse, purement situationnelles, expliquant la violence par le seul contexte. Les entretiens que nous avons menés avec G. et J2 à Durango⁹⁶ en mai 2011 nous permettent de suivre cette direction. Le premier acteur que nous avons interviewé est J2. Il a 30 ans en 2011 et sort tout juste de prison où il a purgé 5 ans pour des faits supposés de *Kale Borroka*. Quand je lui pose des questions sur sa trajectoire, il préfère parler de "recorrido" voire de parcours chaotique plutôt que d'une carrière bien tracée. Il commence par m'expliquer qu'il a toujours été un garçon actif et ceux qu'il a croisés dans la "Kale" sont tous des jeunes actifs, investis dans les sorties en montagne, les débats dans les *Ikastolas* (écoles basques), les vestiaires de clubs de sport...

Concernant les institutions qui seraient des espaces de socialisation, il m'interrompt tout de suite quand j'évoque ses années scolaires. Pour lui, les *Ikastolas* ne sont pas des centres d'endoctrinement : "c'est insultant de le croire" me dit-il. Il reconnaît, tout de même, que certains professeurs en particulier ont pu jouer un rôle et prendre des positions marquées.

G. est, lui, issu d'une famille dans laquelle on est partagé entre un soutien au *PNV* (Parti nationaliste basque modéré) pour la mère, et la gauche *abertzale* pour le père. Quand je lui demande comment il en est venu à l'idée de lutter, de lancer des cocktails Molotov, de brûler des voitures, de prendre des risques, il souligne l'importance des "cuadrillas", des amitiés et des solidarités fortes nouées depuis tout jeune dans les fêtes de village et les moments de commémoration ou les marches en montagne.

Le sport, la forme physique, le soin de soi sont d'ailleurs des signes de distinction qui éveillent notre attention. Habillés en tenue de montagne, épris de longues marches en randonnées, les codes vestimentaires et physiques dénotent un culte de la nature : ce sont des acteurs qui ont une vie saine. Cette stratégie de distinction⁹⁷ réveille d'autres jugements de valeur chez J2 pour qui la jeunesse espagnole est dépravée, dépolitisée, tout juste bonne à organiser des « *botellones géants* » (rassemblements festifs et alcoolisés organisés dans la rue). Ces signes distinctifs sont aussi des marques de contrôle de soi qui correspondent certes à une culture de la clandestinité, mais également à un engagement personnel.

⁹⁵ Wieviorka, M. *La violence, op. cit.* p288

⁹⁶ Durango, 3 mai 2011, 2 heures 30.

⁹⁷ Bourdieu, P. *La Distinction*, Paris : Minuit, 1979

Quand on lui demande de nous décrire une séquence de *Kale Borroka*, il sourit et puis nous dit : *“on ne fait pas n’importe quoi, on ne boit pas comme un trou, on ne parle pas à n’importe qui, on fait gaffe, nous les fêtes on contrôle... On dit qu’aujourd’hui certains borrachos (« bourrés ») se revendiquent de la Kale Borroka mais c’est 3 ou 4 connards qui vont brûler des cajeros (distributeurs de billets) à la fin d’une fête ou se battre entre eux”*.

J2 exprime une réelle inquiétude, une peur de la dégradation de la lutte et met en avant l’enjeu de la discipline interne, dans les cas où des néophytes participent aux actes de sabotage, comme s’il fallait toujours être conscients du risque qu’on prend. C’est pourquoi, selon eux, on ne peut participer à des actes de violence de rue pour le simple amusement.

Sur le sujet de l’idéologie nationaliste, J2 considère qu’il est un peu insultant de le traiter comme un simple exécutant de basses œuvres, de le considérer comme une simple marionnette à la solde de telle ou telle organisation : *“je ne suis pas un automate et personne ne vient te dicter quelque chose d’en haut, il n’existe pas d’idéologie en manuel qu’il s’agit d’appliquer, pas d’engagement circonstancié, on est convaincu...”*.

Il exprime tout de même ses préoccupations sociales : *“on est formé mais on ne trouve pas de jobs alors que le Pays Basque était jusque-là protégé...”* Il se sent assez proche des “anti-systèmes” : il est “anti partis politiques” et nous explique qu’il est urgent de trouver de nouvelles voies politiques. Il se moque au passage de la qualité des hommes politiques espagnols et des débats publics qu’il considère comme « vulgaires ». Ses jugements de valeur expriment un sentiment de supériorité, une affirmation de sa singularité.

Concernant la technique de la *Kale Borroka*, l’apprentissage se fait grâce aux plus anciens qui leur ont appris les techniques de base. J2 nous dit, après un long silence : *“d’autres l’ont fait avant nous.”* La *Kale Borroka* est une action préparée mais elle dépend aussi du contexte et de l’analyse des forces en présence.

Les expériences de l’arrestation et de l’enfermement ont été structurantes. J2 nous parle notamment de ses blessures profondes et des traumatismes causés par ses passages devant les psychiatres durant la procédure d’instruction. Il a vécu comme une violence incroyable tous les stéréotypes qui lui ont été imposés : un père violent, l’usage des drogues, l’échec scolaire, autant de caricatures dépréciatives, sorties de la bouche de son interlocuteur alors qu’il était en prison.

Cette violence résonne d'autant plus que J2 est diplômé d'une école d'ingénieur et qu'il se destine, si son casier judiciaire le lui permet, à un métier lié à l'écologie et au développement durable.

Le récit de tortures policières durant son interrogatoire, à la suite de son arrestation, est un moment pesant. Nous le laissons parler et beaucoup d'anecdotes surgissent comme le récit du procès durant lequel le grand juge antiterroriste, Baltazar Garzon, lit un prospectus touristique à l'*Audiencia Nacional* pendant qu'on énonce l'accusation d'un jeune camarade à plusieurs années de prison. A travers ce témoignage, on mesure les coûts exorbitants d'un tel engagement, quand ces actes ont été perpétrés à l'âge de 18 ans (il y a 12 ans). J2 nous avoue d'ailleurs qu'il n'avait pas conscience du risque encouru au moment des faits imputés mais c'est en prison que l'on entraîne les autres dans une logique dangereuse. Sur la baisse de la *Kale Borroka* lors des derniers mois de 2011, l'explication proposée par cet acteur est que : *“les jeunes de 20 ans ont peur aujourd'hui, les lignes ont bougé, c'est encore plus risqué, il y a un climat de peur généralisé...”*

Concernant le lien organique avec ETA, beaucoup de réserves sont exprimées dans le cours des entretiens. Ces acteurs prennent bien soin de souligner la séparation entre leurs activités et celle d'une organisation terroriste sur un plan organisationnel. Cette dernière n'est pas directement condamnée mais dans le même temps ils affirment l'irréductible singularité de la violence de rue. L'idée selon laquelle cette violence urbaine serait l'antichambre de la violence terroriste suscite des doutes fondés sur des considérations logiques.

Ainsi, si des anciens de la “Kale” ont pu rejoindre les rangs de l'organisation ETA, ils sont minoritaires. Beaucoup d'acteurs de cellules opérationnelles de l'organisation terroriste ne viendraient pas de la *Kale Borroka* car cette forme d'engagement est fort différente et suppose des contraintes bien spécifiques. Ce n'est pas la même chose et être passé par la violence de rue, avoir été surveillé, repéré, infiltré constituerait, même pour nos interlocuteurs, des risques peu compatibles avec la logique de clandestinité absolue que demande la lutte terroriste : *« en quoi une organisation si clandestine aurait intérêt à recruter un jeune condamné avec des antécédents pénaux? »*

Les subjectivités dans le groupe : discipline et autonomie

De manière générale, les explications données à cette violence masquent ainsi trop souvent les subjectivités. Les questions du sujet et du sens sont comme écrasées par les différents cadrages cognitifs de cette violence de rue. C'est pourquoi, nous considérons qu'il faut

en revenir à une phénoménologie des protagonistes en rompant avec le seul raisonnement stratégique ou rationaliste⁹⁸ ou à l'inverse ludique⁹⁹ ou essentiellement rituel.¹⁰⁰

Une sociologie de la violence s'efforce d'abord d'étudier les ressorts concrets de la connexion idéologique, se déclinant sur plusieurs registres de sens. C'est dans cet espace que ce projet doit se déployer, dans la virtualité et la pluralité de sens attribuées aux situations par les acteurs. La violence de rue est circonscrite et encadrée par des règles pouvant relever d'un contrôle social interne, ceci contredisant la thèse d'une violence dégénérative apolitique ou antipolitique qui serait pratiquée par des individus issus de classes défavorisées et enclins à détruire gratuitement.

Une sociologie de la violence se situe dans un espace singulier qui prend à bras le corps ces luttes de sens. Simplement, au lieu de les contester, elle s'intéresse au processus par lequel ces discours deviennent réalité, ou au travail par lequel les acteurs, impliqués dans l'action, les rendent tacites et créent des situations de violence. Faute de quoi, on en reste aux représentations. Cette élucidation implique le dévoilement de la structure des *interactions raisonnantes* entre jeunes nationalistes radicaux et les forces de police dans deux espaces de confrontation.¹⁰¹

B. Une socialisation par les pratiques d'affrontements : une violence auto-référentielle

La dynamique de la *Kale Borroka* peut se centrer sur elle-même et s'auto-socialiser en s'alimentant de sa répression qui elle aussi change de visage à partir du début des années 1990. De nouvelles politiques policières ont participé à la constitution d'un espace de confrontation, virtuel ou réel, et c'est dans cet espace d'*interactions raisonnantes* que le renouvellement de cette violence identitaire peut être situé.

⁹⁸ Reinares, F. *Patriotas de la Muerte*, op. cit. ; De La Calle, L. "Fighting for Local Control : Street Violence in the Basque Country", *International Studies Quarterly*, 51, 2, 2007, pp. 431-455

⁹⁹ Elzo, J. *Plan de actuación del Gobierno para el desarrollo de los valores democráticos y fomento de actitudes de solidaridad, tolerancia y responsabilidad en los adolescentes y jóvenes vascos*, Vitoria-Gasteiz : Eusko Jaurlaritza, 1996, internal document

¹⁰⁰ Douglass, W., Zulaika, J. "On the Interpretation of Terrorist Violence: ETA and the Basque Political Process", *Comparative Studies of Society and History*, 32/2, 1990 pp. 238-257

¹⁰¹ Brandom, R. *Rendre explicite, Raisonnement, représentation et engagement discursif*, Paris : Cerf, 2011

1. Un espace confrontationnel seulement virtuel ?

La question est à présent de savoir comment fonctionne cet espace de confrontation et ce qu'il produit en pratique. Pour creuser cette piste, les travaux d'Aretxaga¹⁰² sont d'un grand secours. Dans l'un de ses travaux, elle se propose de décrire la *Kale Borroka* comme un espace de confrontation fantasmatique (au sens précis de Lacan) entre les jeunes radicaux et la police autonome basque. Pour elle, la violence est engendrée, matérialisée, reproduite par les rumeurs sur la répression policière. Elle s'infiltré dans le dense monde nationaliste au travers de discussions dans les bars ou dans la rue. C'est en ce sens qu'Aretxaga entrevoit cette violence comme une réalité fantastique et non pas comme un produit idéologique. Précisons que selon cet auteur parler de violence comme une réalité fantastique ne signifie pas qu'elle soit illusoire ou qu'elle relève d'un quelconque délire de persécution. Cela signifie plutôt que dans le cas basque les expériences de la violence correspondent à des réalités différentes dont la force est aussi assurée par son caractère invisible et construit.

En partant de la thèse de cette anthropologue, nous disons que la victimisation des deux camps n'est pas une déformation de la réalité, pas plus qu'une illusion ou une construction délirante. Elle fonctionne plutôt comme une réalité structurant la subjectivité des acteurs qui finit par devenir une réalité envahissante, monopolisant les représentations. La violence finit par devenir l'horizon quotidien, obsédant et produit ses propres effets, sa propre violence vigilante nourrie de la répression policière.

La même chose peut être dite pour les agents de l'*Ertzaintza*, la police autonome basque. Les policiers ressentent le même sentiment de harcèlement de la part de jeunes pratiquant cette violence de rue, s'estimant êtres prisonniers d'une guerre fratricide. Ce sentiment peut même renforcer la légitimité de la violence institutionnelle y compris dans des dimensions qui débordent ce cadre. Les institutions policières sont alors prises dans une injonction contradictoire : elles peuvent en effet être tentées de sur-jouer leur rôle en sur-affirmant leur capacité à avoir raison, quelles que soient les circonstances des usages privés de la force ; la fonction de protection ne doit laisser aucun signe de faiblesse.

¹⁰² Aretxaga, B. « A Hall of Mirrors: On the Spectral Character of Basque Violence » in William Douglass, eds., *Basque Politics and Nationalism on the Eve of the Millennium*, Reno : Nevada University Press, 2000 pp. 115-126

Ces approches dramaturgiques ne doivent pourtant pas laisser sous-entendre que les représentations de jeunes radicaux et de jeunes policiers basques sont en partie fantasmées ou instrumentalisées pour de justifier une stratégie de lutte. Il y a évidemment un danger à vouloir scénariser ces discours en les rendant simplement tactiques. La confrontation est bien réelle : il n'y a qu'à analyser les statistiques d'arrestations et de condamnations pénales pour comprendre qu'il est ici question de bien autre chose qu'une confrontation inventée.

Cette violence de rue est aussi un apprentissage et un corpus pratique qui, par des expériences concrètes, entretiennent et rénovent la *structure de plausibilité sociale* de la prophétie nationaliste. Cette structure est d'abord le résultat d'une trame complexe de relations et d'activités sociales qui impliquent différents degrés de formalisation institutionnelle. Il existe ainsi des lieux, des quartiers ou des villages dans lesquels se noue une relation intergénérationnelle.

Une autre famille d'activités de protestation publique remplit cette fonction d'entretien.¹⁰³ Ce sont les manifestations de soutien aux activistes prisonniers, les campagnes pour leur retour au Pays Basque voire pour leur amnistie ou, enfin, les voyages organisés pour les rencontrer dans leur prison. Toutes ces activités constituent ce que Pérez Agote définit comme un champ de la vie sociale rythmé par des moments intenses, de forte émotion collective, qui peuvent parfois prendre la forme de rituels funéraires à la mémoire de héros disparus du nationalisme radical ou de l'organisation armée ETA.¹⁰⁴ Ces derniers ont été tués par la police dans une opération de contrôle ou, dans les années 1980, par les G.A.L., une organisation armée para policière et paragouvernementale.¹⁰⁵

La *Kale Borroka* peut être incluse dans ce cosmos d'activités qui entretiennent la structure de plausibilité de la prophétie nationaliste pour des jeunes basques. A la longue, elle est même devenue un espace autonome, virtuel et physique et elle permet à certains jeunes de se constituer en sujet par la confrontation avec la "répression" que

¹⁰³ Ces activités ont été analysées par Casquete, en particulier dans une étude consacrée à la vampirisation des symboles par le nationalisme radical in Casquete, J. *En el nombre de Euskal Herria. La religión política del nacionalismo vasco radical*, Madrid : Tecno, 2009 ou par Aretxaga dans une perspective, cette fois, plus ritualiste in Aretxaga, B. *Los funerales en el nacionalismo vasco radical*. San Sebastian : la primitiva casa Baroja, 1988

¹⁰⁴ Pérez Agote, A. « Prophétie auto-réalisée et deuil non résolu. La violence politique basque au XXIème siècle », *art. cit.*

¹⁰⁵ Ferret, J., Crettiez, X. *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, *op. cit.*

nous considérons comme un des moteurs de la subjectivation débouchant sur une capacité à agir au nom de cette cause.¹⁰⁶

2. Une *interaction raisonnante*: les mises à l'épreuve contre-étatiques

Un fait majeur s'est produit à la fin des années 1980 : la police autonome basque est peu à peu entrée dans le cœur du conflit basque et s'est trouvée de plus en plus impliquée dans la répression des actions violentes commises par des nationalistes radicaux. En entrant dans le jeu, en s'institutionnalisant comme police souveraine, elle est devenue, au même titre que les autres forces de police espagnole, (*Guardia Civil, Cuerpo Nacional de Policia*), un agent actif de la victimisation de ces jeunes et sûrement l'un des moteurs permettant la redynamisation de cette violence de rue.

Ce processus est d'abord le résultat d'un changement de discours du mouvement *abertzale* au début des années 1990.¹⁰⁷ Dans le raisonnement nationaliste radical, l'*Ertzaintza*, une police souveraine du peuple basque créée et dirigée par le *PNV* (Parti Nationaliste Basque, conservateur, institutionnel) s'est métamorphosée en un instrument politique et répressif aux mains de l'Etat espagnol. Dans le discours de la gauche nationaliste, les policiers basques sont qualifiés de *zipaioak* et sont comparés à la police indienne natale (*sepoys*) qui travaillait naguère sous domination coloniale britannique.

Parallèlement, les discours des nationalistes radicaux à l'encontre du *Partido Nacionalista Vasco* et de la police basque se sont fortement radicalisés au milieu des années 1990. On l'a vu, dans le Pays Basque de ces années, la légitimation de la violence politique par la gauche radicale passait par une intensification et un durcissement de la lutte, avec comme nécessité impérieuse de pousser à la participation progressive de membres du mouvement (particulièrement la jeunesse) pour assurer la défense des idées basques. Le "*peuple basque*" est alors dépeint comme victime de la police espagnole (violant les droits individuels et collectifs) mais aussi, fait nouveau, victime de la trahison du *PNV*, le parti nationaliste au pouvoir qui utiliserait la police basque contre son peuple.

Mais ce processus est aussi le résultat d'un changement de paradigme policier et d'une transformation des politiques policières. Dans une première période s'écoulant des années 1970 à la fin des années 1980, la politique policière peut être caractérisée comme une politique étatique, à caractère répressif (empreinte de culture autoritaire, par

¹⁰⁶ Wieviorka, M. *La violence, op. cit.* p301

¹⁰⁷ Van den Broek, H. P. « The legitimation of Street Violence in the Political Discourse of Radical Basque Nationalists », *art. cit.*

exemple, avec la *Guardia civil*), diffuse (les groupes à réprimer ne sont pas distingués), dure (fort degré de violence dans le cadre de manifestations de masse) voire sale, l'Etat espagnol n'ayant pas hésité à constituer une police parallèle, avec les groupes antiterroristes illégaux (*GAL*).¹⁰⁸ L'entrée de la police basque dans la politique répressive, la collaboration antiterroriste avec la France, les changements profonds de culture policière, le consensus politique et la médiatisation de la question antiterroriste ont modifié en profondeur la politique policière. Elle sera désormais une politique ciblée, chirurgicale, centrée sur la communauté de la gauche radicale.¹⁰⁹

Les effets structurants du ciblage policier

Les entretiens que nous avons menés avec un ancien dirigeant de *Jarraï* (ancienne organisation de jeunes radicaux, cf. annexe 1) et un agent de la police basque¹¹⁰ permettent d'affiner l'hypothèse selon laquelle la *politique policière* a consisté à partir de 1992 à cibler les cadres dirigeants et les formateurs des jeunesses radicales de *Jarraï*, *Haika* puis *Segi* (noms successifs des organisations militantes basques radicales agissant dans l'orbite du mouvement nationaliste). Et ce changement de style policier a eu des effets pratiques à la fois sur la structuration de ces organisations mais aussi sur la violence perpétrée et la police elle-même. Les agents de la police autonome deviennent des cibles. Cette violence fondatrice est née lors d'une séquence qui nous a été racontée très précisément lors d'un entretien avec I1¹¹¹ qui l'a vécue *in situ*. En août 1993, un policier de l'*Ertzaintza* s'est infiltré dans la foule des manifestants en "paisano" (agent infiltré en civil). Il est alors repéré par un jeune radical puis tabassé en public par un groupe de militants. Cet événement marque une rupture et transgresse un interdit : la confrontation directe avec les forces de l'ordre est possible.

La police antiterroriste et les nouvelles pratiques d'infiltration *undercover* ont donc eu des effets, car les structures d'encadrement de quartiers mises en place par les organisations de jeunes radicaux vont peu à peu être décapitées avec les arrestations et la neutralisation des cadres formateurs, de telle façon que les jeunes adolescents se

¹⁰⁸ Ferret, J., Crettiez, X. *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, op. cit.

¹⁰⁹ Jaime Jimenez, O. J. "Orden público y cambio político en España", *Revista Internacional de Sociología*, 15, 1996 pp. 143-167 ; Jaime Jimenez, O. J. *Policia Terrorismo y cambio político en España, 1976-1996*, Valencia, 2001

¹¹⁰ Bilbao, 5 mars 2011, 3 heures.

¹¹¹http://www.elpais.com/articulo/espana/PAIS_VASCO/ESPANA/PAIS_VASCO/JARRAI/ETA/HERRI_BATASUNA/HB/Ertzaintza/detiene/otros/jovenes/paliza/agente/elpepiesp/19931110elpepinac_7/Tes

sont retrouvés livrés à eux-mêmes et contraints de s'organiser par eux-mêmes, de s'auto-socialiser. Auparavant, ces jeunes adolescents étaient formés par de plus anciens qui jouaient le rôle de référent transmettant un savoir pratique et des codes moraux¹¹².

Ces séances de formation étaient informelles et s'organisaient autour de discussions dans les bars, les fêtes, les rencontres privées. Ces interdictions traçaient une frontière morale et prenaient la forme d'un contrôle social des pairs. Ce travail était à la fois pratique, dicté par la surveillance policière infiltrée (on ne peut pas faire n'importe quoi sous peine de mettre en danger l'organisation et ses membres), et symbolique (on s'inscrit dans une communauté de sens).

Ce contrôle social disparaît avec l'enfermement et la répression des plus anciens à partir des années 1990. Cette disparition des « anciens » entraîne une rupture de la chaîne de socialisation et une perte de multiples savoirs techniques, organisationnels mais aussi d'un code moral. Les experts *movimentistas*, ceux qui apprenaient comment on fabrique un *cocktail Molotov*, comment on organise une campagne d'intimidation verbale dans le quartier ne sont plus là. Les plus jeunes vont alors devoir se socialiser « dans le vide », par eux-mêmes, en construisant leurs propres savoirs et leurs propres règles. La relation d'autorité symbolique qui existait entre les plus jeunes et les plus anciens disparaît également de telle sorte que la violence se centre sur elle-même, se pratique pour elle-même, sans que personne ne soit là pour éventuellement rappeler les objectifs et les limites de cette dernière. Mais c'est uniquement dans ce cas de figure que l'on peut dire que cette violence est *potentiellement dégénérative* : un nouvel espace des possibles s'ouvre pour un instant faute de contrôle moral tandis que les plus jeunes se sentent pousser des ailes et autorisés à faire ce que bon leur semble. Mais cette dégénération n'est en rien liée à l'origine sociale des borrokistes.

Notre interlocuteur, un ancien de *Jarraï*, évoque par exemple le sentiment qu'il a éprouvé lors de la célèbre arrestation de la direction (*cupula*) d'ETA à Bidart en 1992. Selon lui, toutes ces arrestations ont pu créer un vide dans l'organisation et produire chez certains, notamment les plus jeunes, le sentiment que tout devenait possible et que l'on pouvait s'attaquer, à tout le monde, par tous les moyens. Tout

¹¹² Pour donner un exemple, on peut restituer ce que nous a raconté notre interlocuteur. Dans une discussion de *cuadrilla* entre adolescents, l'un des jeunes présents évoque l'assassinat d'un policier par un membre de l'ETA et se rit de la mort de ce dernier. Il est aussitôt repris sèchement par un cadre plus âgé le sommant de respecter sa mémoire. Or, ce cadre dirigeant n'était autre que le responsable de cette opération. Cet épisode peut contenir un enseignement important : la volonté de ces jeunes référents de contenir, encadrer et socialiser les plus jeunes futurs "borrokistes".

ce qui avait été mis en place dans le passé qui participait à une codification et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, à une civilisation interne de la violence, est momentanément suspendu.

Ces questions sont essentielles à nos yeux. On les retrouve dans les témoignages de la génération suivante, chez J. et G. Comme nous l'expliquent ces deux jeunes, l'organisation d'une action de *Kale Borroka* dépend d'un savoir acquis par l'expérience, respectant des codes. Une action de rue ne s'improvise pas. Elle se met en œuvre, en fonction des circonstances et nécessite une capacité d'appréciation de l'opportunité d'agir, de prendre en compte l'environnement, de s'adapter à la stratégie policière *in situ*. Le plus souvent d'ailleurs on évite la *confrontation directe* : on met le feu à un hall de métro, au petit matin, ou à un local de distributeur bancaire en étant cagoulé et en profitant de l'absence de témoins. Ces acteurs nous expliquent qu'on ne fait pas cela pour répondre à un quelconque rituel macabre :

“ (...) sinon à quoi cela servirait-il de se masquer et de se cagouler pour agir quand les rues sont désertes et que les cameras ne sont pas là ? Le prestige ? A 6 heures du matin, quand personne ne sait que tu es là, que tu vas venir, tu es dans l'anonymat et que tu prends la fuite dès que tu as agi, on ne voit pas en quoi cela est prestigieux et vertigineux ? ” –

I., 3 mai 2011, Durango, salle de réunion de la maison communale

A un niveau plus théorique, le raisonnement de ces activistes ne relève pas du registre du fantasme ou du délire de persécution. C'est sans doute une erreur de chercher les traces d'un simple complexe de persécution enfoui dans tel ou tel récit de lutte, alimentant une passion nationaliste. Ces récits ont une vocation rhétorique évidente mais la victimisation ne saurait se nourrir simplement de mythologies. Elle a besoin d'expériences pratiques pour fonctionner et se renforcer de telle sorte que cet espace confrontationnel entre police et jeunes radicaux est aussi un travail pratique de critique de l'action de l'Etat dans sa mise en œuvre de la force.

L'incohérence des chiffres et le montage policier de la “réalité borrokiste”

Ce travail que nous appelons *contre-étatique* est une opération critique pratique. Une de ces dimensions principales est la déconstruction des discours d'Etat (l'Etat espagnol) mais aussi de la communauté autonome basque et sa police.¹¹³ Il consiste principalement à interroger le bien-fondé des statistiques policières à

¹¹³ Arzuaga, J. *La maza y la cantera. Juventud vasca, represión y solidaridad*, Bilbao : Txalaparta, 2010

partir d'une analyse fouillée des mémoires publiés par le Ministère de l'Intérieur espagnol et sa comptabilisation des actions de *Kale Borroka*. Mais au-delà du simple recensement des faits, c'est l'imputation logique et la construction du raisonnement d'Etat qui est contesté à la racine. Cette critique peut être entendue comme un travail de politisation incessant, consistant à saper les fondements de la compétence légitime de l'Etat.¹¹⁴

Ce contre-raisonnement¹¹⁵ propose des explications alternatives à la violence urbaine. Un exemple peut être donné par un extrait de l'un de nos entretiens : si l'on observe les courbes agrégeant des faits de *Kale Borroka*, dans les années 2000, on voit qu'elles subissent des variations parfois fortes d'une année à l'autre. L'explication officielle sera que le degré de conflictivité dépend des événements politiques (interdiction de l'organisation *Segi*) et des stratégies, plus ou moins offensives, du monde *abertzale*. L'argument adverse sera tout autre : cette forte instabilité des faits comptabilisés s'explique plus simplement par le caractère purement spontané des actions de *Kale Borroka*.

¹¹⁴ Si l'on analyse le travail de recension effectué par l'association *Gurasoak*, les actions de *Kale Borroka* constatées en 2008 sont moins nombreuses qu'en 2007 mais ont doublé par rapport à 2003. "Devons-nous à conclure qu'en 2000, avec 630 sabotages, les forces de sécurité de l'État étaient en vacances ?" nous demande un père de famille engagé dans l'association. Voir Jobard, F. "Sociologie politique de la racaille. Les formes de passage au politique des "jeunes bien connus des services de police", in Lagrange, H., Oberti M., (dir.), *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris: Presses de Sciences-Po, 6, 2006 pp. 59-79 ; Ferret, J. "¿Quién gobierna cuando nadie gobierna?", *Metropolis, Revista de información y pensamiento urbanos*, 77, 2010 pp74-80 : <http://www.barcelonametropolis.cat/es/page.asp?id=23&ui=343>

¹¹⁵ Arzuaga, J. *La maza y la cantera. Juventud vasca, represión y solidaridad*, op. cit.

Conclusion

Nous venons de voir comment une violence identitaire, nationaliste et radicale, pouvait se renouveler et se recomposer avec la disparition d'un mouvement social puissant qui en assurait l'adhésion historique. Nous avons essayé de montrer qu'à partir de la fin des années 1980, cette violence identitaire exprimée dans la rue se nourrit d'autres projets, notant par la même occasion la porosité de la frontière entre ces différents activistes nés de la nouvelle question sociale globalisée, tous n'étant pas forcément nationalistes.

Pourtant, la *Kale Borroka* n'est jamais entendue dans cette complexité historique et son cadrage rend le *possible conflit impossible*, qui se dissout inexorablement dans un face à face mortel opposant l'Etat espagnol et une organisation terroriste.

La complexité originelle de cette violence semble réapparaître aujourd'hui, certains n'hésitant pas à parler en 2011 puis en 2012 de « tournant social » de la *Kale Borroka*.¹¹⁶ L'instabilité d'une telle violence située à la croisée du social et du politique peut également être démontrée par des ruptures et des bifurcations de carrières militantes.

Un premier exemple peut être donné par la trajectoire récente prise par l'un de nos interlocuteurs, ancien membre de *Jarrai* : il est aujourd'hui investi dans un mouvement *okupa* du quartier populaire de *Rekalde* et le combat dit de *Kukutza* du nom d'un centre social autogéré (évacué avec violence par la police basque au mois de septembre 2011¹¹⁷).

Un nouvel espace de conflit peut être également repéré dans les luttes sociales organisées contre les réformes universitaires qui ont suscité nombre de résistances dans les universités basques à partir du milieu des années 2000. Les travaux de Fernández Gonzales¹¹⁸ sur ce thème montrent bien que certains jeunes activistes radicaux ont pu se reconvertir dans la lutte alter-globalisation par un investissement militant dans la question universitaire, même si la critique de la privatisation de l'Enseignement supérieur est traversée par la question basque.

¹¹⁶ « Le tournant social de la Kale Borroka », *El Pais*, 31 mars 2012 : http://ccaa.elpais.com/ccaa/2012/03/30/paisvasco/1333138144_722230.html

¹¹⁷ Kukutza Gaztetxea, *Ellos por el dinero. Nosotros por el placer*, Bilbao : Txalaparta, 2011

¹¹⁸ Fernández González, J. "Movimiento estudiantil en Euskal Herria: hegemonías y subjetividades en disputa.", Ponencia, Jornadas : los movimientos sociales, el reconocimiento político de euskal herria como sujeto político y el derecho de autodeterminación, Universidad Pompeu Fabra, 13-14 octubre 2011

Enfin, il est permis de lancer une hypothèse de travail concernant la reconversion institutionnelle, plus classique, d'anciens « borrokistes » qui entrent en politique selon des modalités conventionnelles. Des anciens leaders de la *Kale* figurent, par exemple, en bonne place sur des listes de la coalition radicale, *Bildu*, aux élections municipales basques de mai 2011 puis aux élections générales d'octobre 2012. Nous ne l'avons pas commenté dans ce chapitre mais il sera intéressant de suivre le récent processus politico-institutionnel après la légalisation de la plateforme indépendantiste *Bildu* par le Tribunal Constitutionnel Espagnol et l'incorporation d'anciens radicaux sur les listes de la plateforme électorale indépendantiste. La participation à la gestion d'institutions locales peut aussi signifier une canalisation des intérêts qui trouvaient auparavant leur unique expression dans la réaction violente, signe que l'idée selon laquelle il faut changer la forme de la confrontation avec l'Etat gagne du terrain.

Chapitre 2.
Quand le social contient la violence:
Le cas de la Catalogne

Introduction

En Catalogne, la violence présente un visage assez différent de celui du Pays Basque, tout du moins en apparence. En tous les cas, sa représentation et ses expressions ne sont pas monopolisées par une forme unique qui crève les yeux comme le fait la violence de rue au Pays Basque, la *Kale Borroka*. Dans cette région tout aussi travaillée par un nationalisme historique, nous trouvons une situation plus hétérogène qui, selon les moments, peut glisser vers une violence *infra-politique*, ou à l'inverse *méta-politique* parfois mêlée d'un sentiment identitaire désormais religieux. Cette violence peut également apparaître plus sociale et alors tirer vers une autre radicalité dans le sillage d'une violence qualifiée de manière tout aussi imprécise par les forces de police et l'Etat, d'"anti-système". Mais on le verra, la violence qui s'exprime en Catalogne est toute aussi difficile à saisir selon les catégories classiques tant elle située au carrefour de violences identitaires, infra et méta-politiques qui doivent d'abord être analysées à l'aune d'un double mouvement socio-culturel propre à l'histoire récente de cette région.

I. Le Social, le Culturel et les nouveaux projets critiques des jeunes catalans

Avant de montrer comment la violence s'est transformée dans cette région centrale pour comprendre l'histoire politique, sociale et économique espagnole, il faut d'abord expliquer comment le *cadre de référence* de cette violence s'est profondément modifié. Il s'est transformé d'une part sous les effets conjugués de la désintégration de la société industrielle catalane, poumon historique, avec le Pays Basque, de l'économie espagnole et, d'autre part, de la montée concomitante de grandes difficultés économiques, particulièrement aiguës dans cette région. L'autre grande transformation, plus récente, fortement liée à la première, est le renouveau d'inquiétudes culturelles proportionnelles à la puissance historique du sentiment d'appartenance à la nation catalane.

A. Le Social

La grande transformation de la violence en Catalogne doit être reliée à la fin des rapports sociaux propres à cette société industrialisée. En Catalogne, plus qu'ailleurs en Espagne, une nouvelle violence a beaucoup à voir depuis la fin des années 1980 avec des phénomènes de *désorganisation sociale* dans des quartiers fortement urbanisés de la banlieue de Barcelone et des grandes villes industrielles de plus de 100 000 habitants comme l'Hospitalet de Llobregat, Badalone ou

Terrassa. Dans ces quartiers vivent d'anciens immigrants espagnols arrivés de l'intérieur du pays dans les années 1960 qui se heurtent, depuis les années 1990-2000, à l'arrivée de nouvelles populations immigrées d'Amérique latine et d'Afrique du Nord, principalement d'un Maroc rural et pauvre comme nous le verrons plus loin. Sur ce point précisément, certains quartiers de Barcelone et des centres urbains de sa banlieue proche qui concentrent près de la moitié des habitants de la Catalogne (4,7 millions) sont au moins aussi déshumanisés que des quartiers français, même s'ils ne souffrent pas de la même stigmatisation dans les discours publics.

Dans cette région, la plus industrialisée d'Espagne (près de 20% du PIB espagnol en 2012), l'extinction progressive mais rapide de l'emploi industriel participe au déclin des rapports sociaux propres aux sociétés industrielles. Les « banlieues rouges » situées aux périphéries ouvrières de la capitale catalane assuraient un fort contrôle social des populations à travers l'action d'associations de voisins, de syndicats ouvriers, des partis politiques de la gauche socialiste catalane ou des groupes anarcho-syndicalistes. La décomposition du secteur industriel, la disparition de nombre d'emplois dans ce dernier à partir des années 1980 a provoqué une crise de ces institutions d'enveloppement social et, plus profondément, une crise du politique dans ces quartiers.

Cette décomposition des systèmes de relations traditionnels s'accompagne historiquement du lancement, dans ces quartiers historiques, de politiques d'aménagement urbains anarchiques, de la construction massive de logements dans des banlieues désertées ou dans les quartiers à forte charge historique (le *Raval* à Barcelone) en l'absence la plupart du temps de programmation politique des besoins réels. Ces politiques urbaines ont été d'ailleurs la source de nombreuses affaires de corruption locale qui ont contribué à la désaffection politique ainsi qu'à la méfiance des citoyens envers les partis espagnols qui gèrent ces territoires depuis la fin du franquisme.

Individualisations

Le second processus influant sur la compréhension de la violence est la montée de l'individualisme ou, plus être plus précis, l'individualisation des parcours de vie surtout des plus jeunes catalans. Dans une première acception, cette individualisation signifie que les catalans ont connu depuis la fin du franquisme une élévation considérable de leur niveau de vie et ont profité d'un essor économique sans précédent. Cela peut être mesuré par l'analyse des revenus par habitant en Catalogne et à Barcelone qui, au-delà de leurs disparités très prononcées, se situent parmi les plus élevés

d'Europe notamment dans des quartiers de Barcelone comme *Pedralbes, Les Corts* ou *San Cugat*.¹¹⁹

Mais l'individualisation revêt une signification toute autre. Il ne s'agit pas de parler uniquement de revenus par habitant, de consommation, d'endettement économique à court terme des foyers catalans. Ce dont il faut prendre la mesure relève dans un sens différent de la capacité pour un individu de se construire, de vivre pleinement sa condition. Elle se nourrit d'inquiétudes nouvelles que sont, par exemple, les conditions d'accès des jeunes à l'âge adulte, aux espaces de pouvoirs économique et politique dans la société catalane et ce, dans un contexte de crise économique et d'élévation de leur capacité réflexive et critique.¹²⁰

Et c'est un fait social dont la force nous paraît déterminante : les effets des différentes crises économique et sociale, de la transformation du système productif en Europe et dans cette région ont placé ces jeunes dans une situation d'incertitude structurelle, dans un état d'inquiétude permanent qui finit par définir la condition sociale de ces derniers pris qu'ils sont dans une société du risque.¹²¹ La massification du système scolaire et universitaire catalan, sa profonde transformation, ont accentué ce sentiment en se structurant aujourd'hui autour d'une obligation nouvelle : celle de produire des individus employables.

En ce sens, les jeunesses de cette région politique autonome puissante vivent actuellement bien plus intensément que dans le cas basque, des déclassements et des précarités qui peuvent se télescoper avec ceux que subissent des jeunes issus de l'immigration arrivés nombreux dans cette région depuis la fin des années 1990.

La grande précarisation des jeunes catalans

Les victimes de cette violence sociale sont avant tout les plus jeunes qui sortent du système scolaire sans qualification ou les jeunes diplômés, plus âgés, qui ne trouvent pas leur place. En effet, l'un des facteurs remarquables de l'histoire catalane récente réside dans l'écart particulièrement marqué, dans cette région, entre l'élévation du capital scolaire des jeunes catalans et la fermeture du marché de l'emploi.

¹¹⁹ Madariaga, R., Martori J. C. y Oller R. "Distribución espacial y desigualdad de la renta salarial en el Área Metropolitana de Barcelona", *Scripta Nova. Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales* : [En línea], Barcelona: Universidad de Barcelona, vol. XVI, 405, 2012 : <http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-405.htm>

¹²⁰ Serracant i Melendres, P. "Changing youth? Continuities and ruptures in transitions into adulthood among Catalan young people", *art. cit.*

¹²¹ Beck, U. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, *op. cit.*

Ainsi, quand on analyse les indicateurs de précarité les plus récents dans la population des jeunes espagnols, on observe que les jeunes basques sont plutôt plus protégés que les autres jeunes espagnols. Leurs inquiétudes peuvent alors être définies comme plutôt subjectives car elles ne correspondent pas à la réalité des statistiques du chômage et de l'échec scolaire.

A l'inverse, la situation des jeunes catalans est objectivement une des plus critiques d'Espagne et d'Europe, depuis le début des années 2000.¹²² En effet, si l'on se réfère aux indicateurs de la situation économique et aux types de parcours éducatifs des jeunes catalans dans ces années, on observe que la structure de cette classe d'âge est très polarisée entre, d'un côté, une minorité sur-éduquée et de l'autre, une frange non-éduquée très dense statistiquement et bien plus importante que la première.¹²³

Si l'on compare cette fois les taux de chômage des jeunes espagnols et le niveau de formation général de cette population dans les différentes régions du pays en 2009, on observe que la situation des jeunes espagnols se distribue en *clusters* clairement opposés avec des régions dans lesquelles les jeunes sont fortement précarisés. C'est le cas de la Catalogne qui se caractérise par un taux élevé voire très élevé de chômage chez les jeunes pour des niveaux de formation plus bas que les moyennes espagnole et européenne.¹²⁴

De même, les conséquences de la pénétration des logiques de marché, surtout dans les champs de l'éducation, du travail et du logement, n'ont pas été régulées par les différentes politiques de la jeunesse menées en Catalogne depuis les années 1990. Ainsi, les manifestations de la fragilisation chronique de cette classe d'âge sont multiples et sont marquées, plus que dans les autres régions espagnoles, par la reproduction des inégalités.

¹²² Miró i Ortiz, *Treball, valors i canvi. Les ruptures de la precarietat*, Generalitat de Catalunya, Secretaria de Joventut, Barcelona : Observatori Català de la Joventut, 2001

¹²³ Serracant i Melendres, P. "*Generació ni-ni*", *estigmatització i exclusió social. Gènesi i evolució d'un concepte problemàtic i proposta d'un nou indicador*, Barcelona : Generalitat de Catalunya, Observatori de la Joventut, 2012 p17-18

¹²⁴ D'autre part, une Espagne plus "protégée" est composée de l'Aragón, Asturias, Cantabria, Castilla y León, Galicia, Madrid, Navarra y País Vasco. Dans cette Espagne, les taux de chômage des jeunes sont « plutôt » moins élevés que dans le premier groupe et les niveaux d'éducation « globalement » plus élevés (Hernandez Peinado, M., Montero Gonzales, B. "Un análisis de la situación laboral de los jóvenes: una perspectiva regional", *Revista de Estudios Regionales*, 3, 2011 p195).

Il existe bel et bien ce que d'aucuns ont pu appeler un *régime catalan de la condition juvénile*¹²⁵ qui semble adopter chaque fois davantage les traits d'un modèle libéral marqué par le poids croissant du secteur privé dans l'éducation et l'accès précoce de jeunes, moins formés qu'ailleurs, à un marché du travail très précaire.

B. La Culture

Sur le plan culturel, la Catalogne du début des années 2010 est sensiblement différente de celle des années de transition démocratique de la fin des années 1960 et des années 1970. Des changements profonds ont altéré les conditions de vie de certaines couches de la société catalane, notamment les plus jeunes, mais selon un rythme et une intensité spécifiques à cette partie de l'Espagne.

Certaines de ces transformations sont le produit direct du changement du régime politique et de l'adoption d'une organisation administrative particulière forcée par l'histoire, transformations encouragées, directement ou non, par le nationalisme politique catalan. Mais d'autres encore ont surgi à rebours des récits et projets politiques. La post-industrialisation de la Catalogne a ainsi accouché d'une nouvelle question sociale mais aussi culturelle avec l'arrivée d'une immigration d'Afrique du Nord, principalement du Maroc, porteuse d'une redéfinition de ces demandes.

Une première industrialisation de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle avait déjà posé de nombreux défis à la société catalane et à son pouvoir politique. Mais cette arrivée massive de gens venus des régions pauvres du reste de l'Espagne avait permis un développement sans équivalent de la métropole et permis sa modernisation.

Le monde industriel catalan a ensuite subi de profonds changements, dans les années 1950/1960 sous le choc d'une vague d'immigration des hommes du sud, immigration encouragée par les autorités locales des provinces d'origine. Des facilités furent accordées à ceux qui partaient, afin d'enrayer l'épouvantable misère des régions soumises à leur juridiction, et ces nouveaux arrivants originaires pour la plupart d'Andalousie sont venus grossir les rangs des ouvriers non spécialisés dans une région à forte tradition de lutte ouvrière organisée.

¹²⁵ Hernandez Peinado, M., Montero Gonzales, B. "Un análisis de la situación laboral de los jóvenes: una perspectiva regional", *art. cit.*

Une immigration extra-européenne dans les années 1990/2000

La Catalogne a été et reste une terre d'immigration depuis la fin du XIX^{ème} siècle et tout au long du XX^e siècle, et ce phénomène migratoire a de nouveau beaucoup évolué à partir des années 1990 et plus intensément encore entre les années 2000 et 2010. Cette région autonome est, en effet, passée de 6 à presque 7,5 millions d'habitants et a accueilli, chaque année, environ 100 000 personnes, regroupant, aujourd'hui 170 nationalités différentes. Ces immigrés les plus récemment arrivés en Catalogne ont été attirés par les offres d'emploi des secteurs de la restauration, des services à la personne, du bâtiment et de l'agriculture.

Dans les années 2000, le regroupement familial a été une composante très importante de la migration nord-africaine, essentiellement marocaine, en Catalogne. Ainsi, entre 2001 et 2008, le nombre d'étrangers âgés entre 0 et 14 ans est passé de 42 831 à 186 107 et, durant la même période, la part de jeunes étrangers âgés entre 15 et 29 ans est passée de 151 488 à 375 122 (soit 22% des jeunes catalans).

Le cycle de la crise économique enclenché en 2008 a fortement contribué à la dégradation des conditions économiques de ces jeunes immigrés récemment arrivés: 30% d'entre eux, dont un grand nombre d'Africains subsahariens et de Marocains, sont aujourd'hui au chômage et, pour ceux qui travaillent, leurs salaires sont de 12% inférieurs à ceux des espagnols du même âge. Parmi ces derniers, 73% occupent des emplois précaires (59% pour les jeunes espagnols) au milieu des années 2000.¹²⁶ De même, un tiers, seulement, de ces adolescents étrangers suivent l'enseignement post-obligatoire à partir de 16 ans.¹²⁷ Ces jeunes sont donc plus vulnérables face à la crise économique actuelle et il leur est difficile de pouvoir compter

¹²⁶ Cachón, L. *Inmigrantes jóvenes en España sistema educativo y mercado de trabajo*. Madrid, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales. Instituto de la Juventud (INJUVE), 2003 ; Cachón, L. "Desafíos de la "juventud inmigrante" en la nueva "España inmigrante", a Estudios de Juventud, núm. 60/03, 2003, pp.9-32. ; Cachón, L. "Parte IV. Inmigrantes jóvenes en Espanya", a Informe Joventut en Espanya 2004, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE). 239 Joves d'origen immigrant a Catalunya. Necessitats i demandes. Una aproximació sociològica, 2004 ; Cachón, L. (coord.) "Inclusión de la juventud inmigrante", a Revista Juventud, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE). núm. 60, març 2003 ; Cachón, L. et al. Juventud e inmigración. Desafíos para la Participación y la Integración. Dirección General de Juventud de la Consejería de Empleo y Asuntos Sociales del Gobierno de Canarias, 2007. En línia : http://www.juventudcanaria.com/multimedia/0001/0001/dir_lz4/Libro.pdf

¹²⁷ PISA, Programa para la Evaluación Internacional de Alumnos, de la OCDE, 2006 INFORME ESPAÑOL en <http://www.mecd.gob.es/dctm/ievaluacion/internacional/pisainforme2006.pdf?documentId=0901e72b8010c472>

sur le soutien financier de leurs parents étant donné l'expansion de la dette hypothécaire très élevée aggravant les situations de précarité.

Un discours nationaliste d'intégration culturelle

Cette société et cette autonomie politique se sont toujours définies, pensées comme singulières face aux autres communautés historiques espagnoles définies parfois comme superficielles¹²⁸. Comme la France, la Catalogne est sans cesse travaillée par un débat sur l'identité nationale et quand la Catalogne pense à l'immigrant et à l'immigration, elle se pense elle-même. Parler d'immigration revient alors à retracer des frontières relativement invisibles entre le "national" et le "non-national".

En se référant à d'autres "Etats-Nations" (dont la France), le cas catalan permet d'établir une relation étroite entre l'idée d'intégration et les formes de réinvention d'une « nation » catalane en l'espèce, et ce même si en tenant en compte du cas de la Catalogne il semble plus approprié de parler de *philosophies* ou de *théories publiques d'intégration*¹²⁹ et d'explorer d'autres espaces, différents de celui de l'État-Nation, au moment d'analyser les pratiques déployées depuis les administrations publiques autour de la question de l'intégration des immigrants.

La Catalogne apparaît donc comme une communauté culturelle consolidée dotée de traits spécifiques antérieurs à l'arrivée d'immigrants. Cette lecture communautaire semble renforcer une division entre les membres de la communauté et les non-membres, cette identité potentielle dessinant également un paysage différentiel entre des "intégrables" et des "non intégrables", les deux groupes étant toujours distincts.

L'intégration suppose alors d'imaginer les formes et les structures « nationales » qui peuvent unifier les diverses populations. Cela implique qu'un gouvernement puisse activer certains mécanismes pour nationaliser de nouveaux immigrants et reconstruire la « nation » sous la pression d'une diversité culturelle croissante. Ainsi, la région catalane a besoin de ces étrangers, non seulement pour travailler mais aussi pour garantir le fonctionnement de son système de reproduction. Pour se reproduire, pour assurer la

¹²⁸ Larroque, J. 2010 *Des stratégies d'appropriation des modèles d'intégration par les Communautés autonomes en Espagne : une étude comparative des politiques d'intégration des étrangers en Catalogne et au Pays Basque (2000-2009)*, Thèse de Science Politique, CEPEL, Université Montpellier 1.

¹²⁹ Favell, A. *Philosophies of Integration : Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*, Houndmills Basingstoke, Macmillan, 2000

survivance de la Catalogne, la condition *sine qua non* est d'intégrer ces immigrants en les faisant catalans avec la langue comme outil principal de conversion.

Une nouvelle "catalinité"

Les nouveaux immigrants extra-européens venus d'Afrique du Nord introduisent de nouvelles préférences culturelles, religieuses, notamment musulmanes, dans la société catalane. Elles mettent ainsi à l'épreuve le processus de "*catalanización*" et poussent des partis politiques nationalistes, comme *Convergència i Unió* (démocratie chrétienne, centre droit), *Partido Socialista Catalan* ou *Esquerra Republicana de Catalunya* (gauche radicale indépendantiste), à renouveler leur discours nationaliste tout en engageant une réflexion sur ce que doit être la « nation catalane » à l'aune de ces changements culturels.

À partir de ces considérations générales propres à la situation récente, il est possible de suivre à la trace l'existence de discours divergents sur l'immigration qui se connectent avec diverses conceptions de la « nation catalane » et des différences qui traversent cette société. Ainsi, la réflexion sur « *ce que doit être un catalan* » est aujourd'hui travaillée par une tension inhérente à cette philosophie politique nationaliste : jusqu'à quel point s'applique l'idée selon laquelle "*un immigrant est un catalan*" alors que ces mêmes néo-catalans ont des références culturelles qui les renvoient à une condition non-européenne ?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord écarter une grande partie des positionnements des années 1960, 1970 et les débuts des années 1980 selon les termes de l'historien Santamaría.¹³⁰ Aujourd'hui, presque plus personne ne parle d'immigrants en termes de prolétariat, d'exploitants et d'exploités, d'intérêts ou conscience de classe. A partir des années 1990, l'intégration, en Catalogne, s'est mise à être pensée presque exclusivement comme une question culturelle, comme un défi pour assurer la continuité de la cohésion de la communauté nationale face à des groupes plus ou moins "intégrables".

De nouvelles inquiétudes culturelles : le jeune issu de l'immigration

Ce glissement d'une définition économique et sociale à une définition culturelle de l'immigration n'est pas sans conséquences. Il redéfinit la cartographie des frontières intérieures de la nation, débat qui

¹³⁰ Santamaría, A. "La juventud catalana se polariza", *El viejo topo*, 251, décembre 2008, chapitre 3

prendra une intensité particulière encore plus récemment dans les années 2000 avec l'apparition sur la scène publique d'un nouveau sujet: le « musulman » et plus particulièrement le « jeune musulman ».

Dans un premier mouvement, par leur inscription dans le monde économique, ces jeunes musulmans entrent directement en compétition avec les jeunes catalans, notamment les plus précarisés. Ils participent ainsi à la redéfinition de la question sociale en ce qu'ils subissent, au même titre que leurs « concurrents » voire davantage que ces derniers, les précarités et les indignités.

Dans un second mouvement, par sa culture, notamment religieuse, le « jeune musulman » pose un problème à la culture dominante qui pourra, dans certaines conditions :

- soit être en mesure de trouver les moyens d'adapter son discours, nationaliste, conquérant, et combler le possible écart, dangereux, qui se crée entre le discours officiel d'intégration et les *expériences quotidiennes* de ces jeunes immigrés ;
- soit être tentée d'attribuer à ces derniers la responsabilité de l'exclusion des jeunes catalans et, en retour, pris dans les filets de l'exclusion et de la dépréciation, ces jeunes immigrés peuvent avoir comme projet d'accuser et se détourner de la société d'accueil ;

C'est ici qu'un projet religieux peut jouer un rôle dans un sens de pacification de cette haine, silencieuse, et de mise à distance ou, à l'extrême, de radicalisation de ces expériences dépréciatives.

De nouvelles politiques urbaines

Toutes ces nouvelles questions ont poussé le gouvernement catalan et les différents gouvernements des grandes villes à mettre en œuvre des politiques publiques de régulation des inégalités et de gestion de la différence culturelle. On assiste ainsi depuis le mitan des années 2000, à la mise en place de ce que l'on pourrait appeler dans le sillage du cas français des « politiques de la ville » qui poursuivent un double objectif¹³¹. Il s'agit d'abord de résorber les inégalités sociales intra-régionales d'accès à l'emploi et au logement des jeunes, ainsi que du taux d'échec scolaire. Ces politiques ont ensuite pour objectif d'intégrer de nouvelles populations arrivées massivement d'Afrique du Nord pour soutenir l'explosion du secteur de la

¹³¹ Martí-Costa, M. i Parés, M. *Llei de barris: cap a una política de regeneració urbana participativa i integral*, Generalitat de Catalunya (EAPC i DG de Participació Ciutadana), 2009, Barcelona

construction immobilière et du secteur des services. C'est ainsi que ces problèmes de ségrégation urbaine ont été récemment officialisés dans de nouvelles politiques publiques urbaines.¹³²

Le "modèle français"

La Catalogne entretient avec la France frontalière des relations historiques, culturelles et intellectuelles anciennes. Nombre d'intellectuels catalans se sont formés en France et la presse, aujourd'hui encore, se fait l'écho régulièrement de la situation politique française. C'est la raison pour laquelle, les violences urbaines françaises et les émeutes de l'automne 2005 ont eu une répercussion importante en Espagne et tout particulièrement en Catalogne. Sociologues, politologues et éditorialistes de journaux comme *El País, édition catalane* ou *La Vanguardia* (cf. annexes) ont largement commenté ces violences dans la presse en alertant les pouvoirs politiques espagnols et catalans du danger possible de voir surgir à l'avenir de telles violences dans les quartiers catalans.

Le traitement médiatique des émeutes urbaines survenues en France en novembre 2005 a contribué à installer durablement la question des "jeunes immigrés" dans le champ politique catalan, à la définir sous un angle spécifique tout en officialisant de nouvelles inquiétudes sociales et politiques. Cette sur-médiatisation des émeutes françaises a permis de repérer des matrices intellectuelles, des référentiels qui peuvent peser sur la définition de priorités politiques affichées par les autorités catalanes dans le domaine de l'intégration des immigrés.

Les intellectuels catalans particulièrement sensibilisés à la politique française ont joué le rôle de lanceurs d'alerte en soulignant que leur société pouvait éviter de telles dérives, érigeant de la sorte un *contre-modèle français*. Et, en se saisissant du problème des émeutes françaises, ils ont permis d'évoquer la question de la grande détresse de ces jeunes de quartiers, leur inquiétude sociale et politique comme le sens de leur révolte.

¹³² La définition de telles politiques permet de repérer de nouvelles trajectoires d'élites politiques catalanes. Une personnalité comme Oriol Nello (secrétaire de Planificació Territorial de la *Generalitat de Catalunya* et concepteur de la *Ley de Barrios* lancée en Catalogne, en 2004) en est un exemple. Cet acteur est ce que l'on pourrait appeler un passeur de politiques publiques. Il est professeur de géographie de l'Universitat de Barcelona. Il connaît parfaitement les problématiques de ségrégation urbaine ainsi que les débats qui traversent la communauté scientifique, notamment française. On peut, légitimement, penser que cet acteur central de la "*politique de la ville catalane*", pour le dire ainsi, s'est inspiré de la situation française et, notamment, des violences qui y sont survenues.

On peut également évoquer un autre secteur de la société catalane dans lequel le « modèle français » a pu cette fois constituer une source d'influence : c'est la gestion policière des émeutes. On peut montrer comment s'est progressivement déployé un imaginaire des "violences urbaines à la française" dans les institutions policières et notamment au sein de la police autonome catalane, les *Mossos d'Esquadra*.¹³³ Ainsi, la police catalane, par l'intermédiaire des programmes de formation de ses cadres dirigeants, a participé à ce que nous appellerons une construction bureaucratique du problème des "banlieues catalanes". Au milieu des années 1990, il s'est constitué des espaces de discussion, organisé des séminaires internes et financé des programmes d'échanges et de formation en partie soutenus par l'Union Européenne. Tous ces lieux d'échanges ont participé à la constitution d'un référentiel de politique publique au rang desquels le *community policing* (police de proximité ou police communautaire) figure en bonne place.

Ces espaces intermédiaires transnationaux ont joué un rôle d'incubation de modèles et de *design* des politiques policières. Il faudrait bien évidemment creuser davantage cette piste en s'appuyant sur la littérature consacrée à ce que l'on peut appeler les transferts de politiques publiques mais ce n'est pas ici le propos. On peut simplement dire que la question des "violences urbaines françaises" a constitué un levier pour les *Mossos d'Esquadra*. De nombreux échanges ont été l'occasion de socialiser les hauts fonctionnaires de cette police catalane à cette problématique. Il n'y a qu'à se référer aux contenus des formations proposées par l'*Escola de Policia de Catalunya* de Mollet del Vallès près de Barcelone ou ceux des séminaires de recherche appliquée pour s'en convaincre, se convaincre que des idées sont passées d'un côté et de l'autre de la frontière, et que cette question des violences collectives dans les quartiers a pu être un moyen de pression pour les *Mossos d'Esquadra* sur le pouvoir politique catalan afin de réclamer davantage de moyens financiers et légaux.

Nous n'avons pas le temps d'aller plus loin sur ce thème de la construction bureaucratique des problèmes publics et du succès conceptuel de notions comme la tolérance zéro ou le *community policing* mais on peut toutefois dire que ces questions peuvent être instrumentalisées par les administrations policières dans le but d'imposer au pouvoir politique un cadre de négociation tout en contribuant à créer un « problème de quartiers » en Catalogne.

¹³³ Nous avons piloté un projet européen *Oisin 2* avec Frédéric Ocqueteau en 2004 en partenariat, notamment, avec l'Ecole de Police de Catalogne, à Mollet del Vallès, près de Barcelone cf. tome 1

Au final, les changements socio-économiques très rapides, l'arrivée de nouvelles populations immigrées, l'apparition de la question de l'Islam dans l'espace social catalan, la circulation des imaginaires de violences urbaines françaises dans les médias, les administrations policières ou les discours radicaux d'imams dans certaines mosquées catalanes (Reus, Lleida, Terrassa, en 2012) ont mis sous tension le projet politique historique porté par les différentes familles du nationalisme catalan. Cette nouvelle réflexion sur l'identité catalane désormais happée par la question culturelle n'a certes pas engendré que des réactions de rejet et de fermeture mais elle constitue bel et bien le terrain de nouvelles représentations et expressions de la violence dans cette région, que ce soit au niveau infra ou méta-politique.

II. Des violences nouvelles

A. Des violences infra-politiques

1. Criminalités ordinaires et organisées

Dans cette région plus qu'ailleurs, on assiste à la montée de formes de violence que nous qualifierons d'infra-politiques au sens où leur projet n'est pas de combattre directement la politique de l'Etat espagnol ou du gouvernement autonome catalan mais de contrôler, à titre privé, de façon plus ou moins informelle, des ressources économiques sur un territoire urbain.

Nous parlons d'abord de violences criminelles qui sont la conséquence de la globalisation de l'économie catalane. Les trafics de drogues transnationaux et la prostitution, dont l'économie est très structurée à la frontière franco-espagnole et gouvernée par des groupes criminels organisés issus d'Amérique Latine ou de l'aire post-communiste, sont une réalité importante dans cette région politique. La mondialisation par le bas étudiée par Tarrius¹³⁴ trouve dans cette région un terrain d'expression particulièrement privilégié. En effet, par sa géographie, la Catalogne est située au carrefour de la circulation de tous les trafics entre l'Afrique du Nord, le sud de la France et vers l'Europe balkanique de telle sorte que tous ces trafics transnationaux à petite échelle, de fourmis, alimentés par des réseaux informels, ou plus organisés, participent à une privatisation

¹³⁴ Tarrius, A. *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*, Paris : Balland, 2002

illicite de l'économie catalane et à la constitution de contre-sociétés contrôlées par certains groupes mafieux.

Les violences qui y sont associées sont liées aux migrations globalisées, venues du nord de l'Afrique, de l'Europe post-communiste ou d'Amérique Latine, introduisant dans la société catalane des débats anxiogènes. De même, la criminalité de droit commun, vols, cambriolages, agressions, liés notamment au tourisme massif à Barcelone, a fortement augmenté et constitue une forme de violence qui alimente les discours publics depuis le début des années 1990, notamment lors des élections municipales.

Mais les catalans sont aussi entrés dans une société de consommation de masse voire de sur-consommation comme en atteste la progression vertigineuse des taux d'équipements des ménages en biens matériels comme les automobiles ou les logements ou d'endettement des ménages jusqu'en 2008.¹³⁵ Et comme on le sait, cette massification de la consommation entraîne l'apparition puis la pérennisation d'une criminalité acquisitive dans les espaces urbains. Celle-ci est particulièrement forte en Catalogne, cette région étant celle qui connaît les taux de criminalité les plus élevés d'Espagne. Quand on l'analyse, on observe qu'il est en moyenne bien plus élevé que celui du Pays Basque, une région pourtant considérée comme « violente » au motif qu'une violence urbaine endémique s'y exprime. Pourtant, la Catalogne, avec 60,3 faits de délinquance pour 1000 habitants se maintient en 2011 bien au dessus de la moyenne nationale (48,4), le Pays Basque se situant à 40,1.¹³⁶ Ce sont des violences criminelles, qui relèvent de la famille des délinquances ordinaires¹³⁷, surtout acquisitives (vols, agressions) ou de violences

¹³⁵ *Informe sobre el consumo y la economía familiar*, Núm. 60, Abril de 2011, elaborado por el Servicio de Estudios de CatalunyaCaixa, con la colaboración del equipo de investigación del Departamento de Economía Aplicada de la UAB, dirigido por el catedrático de Economía Aplicada Josep Oliver Alonso: http://www.catalunyacaixa.com/docsdlv/Portal/Ficheros/Pdf/es/Consum_abril.pdf

¹³⁶ Anuario Estadístico del Ministerio del Interior, 2012 disponible : <http://www.interior.gob.es/file/63/63661/63661.pdf>

¹³⁷ ¹³⁷ Selon les données recensées par le Ministère de l'Intérieur espagnol, l'Espagne est le pays européen qui possède le taux le plus élevé de population pénitentiaire, en Europe. Toutefois, son niveau de criminalité, rapporté à la population globale, n'est pas le plus élevé, en Europe. Le taux d'homicides, en Espagne, serait inférieur à la moitié de la moyenne européenne, et le taux d'infractions, quatre fois moins important qu'en Grande-Bretagne, 3,5 fois inférieur à celui de la France et près de trois fois inférieur aux Pays-Bas. C'est la violence acquisitive et le vol, en particulier, qui se situent au dessus des moyennes européennes, depuis les années 1980. Chronologiquement, la criminalité en Espagne a augmenté rapidement depuis 1975. En 2002, elle a atteint un niveau cinq fois plus élevé qu'en 1980, connaissant, toutefois, des hausses et une tendance à la baisse, depuis le mitan des années 2000. En Espagne, si on étudie

plus graves qui sont, elles, la conséquence de la globalisation de l'économie espagnole. Les trafics de drogues transnationaux, la constitution de groupes criminels organisés, issus d'Amérique Latine ou de l'aire post-communiste sont, par exemple, une réalité importante, en Espagne.

Un nouveau vocabulaire apparaît alors, très différent de celui du passé, articulé autour de notions comme les insécurités urbaines, les incivilités infra-pénales, le sentiment d'insécurité ou la peur du crime. Cette nouvelle représentation de la violence urbaine privée, faite d'atteintes réelles ou ressenties aux biens, de vols, de dégradations oblige le pouvoir politique catalan, aux niveaux régional et municipal, à inventer de nouvelles réponses à ces préoccupations qui contiennent, comme en France d'ailleurs, une forte charge émotionnelle.

Et c'est bien dans cette perspective que doit être entendue la création au cœur des années 1980 d'un système institutionnel policier original en Catalogne.¹³⁸ Cette région se dote d'une police autonome puissante, compétente sur tout le territoire dont l'activité centrale consiste à gérer directement et sous la pression sociale tous les problèmes de criminalité ordinaire. Depuis le début des années 1990, le gouvernement catalan, la *Generalitat de Catalunya*, réalise des enquêtes de victimisation et de mesure du sentiment d'insécurité des catalans et se dote d'outils de formation policière spécialisés dans ces domaines.¹³⁹

2. Des violences xénophobes

Dans un tout autre registre, une autre famille de violence infra-politiques est composée cette fois de petites violences xénophobes, racistes, pouvant exceptionnellement déboucher sur des émeutes. Elle fait son apparition dans le champ social et politique catalan au cœur des années 1990. Elle se déploie dans les discours mais prend parfois la forme de colères physiques, éruptives, d'habitants de quartiers populaires, notamment d'anciens ouvriers espagnols, ou

les seuls vols, on note qu'ils diminuent de 3,3 % depuis 2010 (- 20 688 faits), retrouvant un niveau comparable à celui de 2007. Les vols avec violences sont en hausse en un an (+ 3,9 %), ainsi que la catégorie des *hurtos*, autres vols simples, sans violence (+ 7,3 %), les autres types de vols reculant, depuis 2010 (Observatoire Nationale de la Délinquance, chiffres de 2012).

¹³⁸ Ferret, J., Maffre, P. « L'usage de la notion de police de proximité en Espagne comme indice de la mutation inachevée de l'appareil policier », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, Paris, 1, 39, juin 2000, pp. 77/101

¹³⁹ Recasens, A. *La seguridad y sus políticas*, Barcelona : Atelier Libros Jurídicos, 2007

des fils d'ouvriers qui vivent mal l'installation dans leur quartier de populations étrangères.

Cette violence verbale, qui peut déboucher sur des poussées colériques, participe d'abord d'une lutte pour le contrôle symbolique d'un territoire que l'on a investi et même construit patiemment et, dans une direction quelque peu différente, d'un rejet de la petite délinquance, de petits trafics de drogues qui « pourrissent » la vie des gens dans ces quartiers déjà dégradés par les effets de la crise économique. C'est ainsi que la Catalogne a connu le scénario à partir de la fin des années 1990 de violences collectives xénophobes dirigées contre les populations immigrées, principalement marocaines, comme ce fut le cas à Manlleu en juin 1999, à Terrassa dans le quartier historique de *Ca n'Anglada* en juillet 1999 et à Premià de Mar en 2001 et 2002.

Ces cas de violences collectives peuvent être interprétés comme les indices de l'émergence d'un nouveau problème public dans cette région car ces événements sont en partie liés à l'ouverture de mosquées dont le nombre s'est multiplié depuis la fin des années 1990 dans certaines villes catalanes. En Catalogne, tous les quartiers n'ont certes pas été le centre de conflits ouverts, soit au moment où les communautés musulmanes ont manifesté la volonté d'édifier un lieu de culte, soit au moment où les autorités municipales ont imposé l'emplacement d'un lieu de culte pour des raisons légales liées à l'urbanisme.¹⁴⁰

Toutefois, l'inscription d'un projet d'espace de culte dans l'agenda public a souvent été vécue par certains comme un moment de rupture de l'indivisibilité sociale. La réaction du voisinage à ces lieux d'implantation, organisée par des collectifs d'opposition à la pratique culturelle souvent masquée par la défense d'intérêts immobiliers, a généré un niveau de tension sociale alertant les administrations locales et nécessitant, par la force des choses, de nouvelles réponses.

Quelle que soit leur interprétation plus ou moins dramatisante, de tels conflits ont constitué un saut qualitatif, un changement de paradigme. Ils ont signifié non seulement une escalade dans l'usage effectif de la violence dépréciative (des graffitis xénophobes aux incendies volontaires) mais ils ont également permis à certains collectifs de s'organiser en petits groupes radicaux adoptant de nouveaux moyens de pression contre les pouvoirs locaux. Le succès de telles mobilisations de citoyens contre la construction ou l'officialisation de lieux publics de culte musulman a permis non

¹⁴⁰ Moreras, J. *Una mezquita al barri, Conflicte, Espai Públic i inserció urbana dels oratoris musulmans a catalunya*, 2009, Migracat, Barcelone

seulement de freiner l'ouverture de tels lieux mais aussi d'installer la thématique de l'immigration comme problème dans l'opinion publique. Dans toutes ses sensibilités nationalistes, la classe politique catalane est désormais interpellée car elle est porteuse de la garantie d'une identité et des conflits potentiels générés par des problèmes culturels nouveaux.¹⁴¹

L'argumentaire de ces défenseurs de l'identité catalane consiste à dire que s'il y a racisme, c'est aussi parce qu'il y a des immigrés qui inquiètent donc co-produisent ce sentiment d'inquiétude. Si ces gens disparaissent ou se rendent invisibles, le racisme disparaît mécaniquement. Le problème se situe probablement dans la forme et le contenu de ces mobilisations, dans leurs arguments et leurs exigences sans conditions, avec des moyens de pression utilisant parfois la force.

Néanmoins, cette série d'évènements ne consacre pas un projet nationaliste capable de tirer la violence sociale vers une violence structurelle identitaire même si elle montre assurément un premier dysfonctionnement du modèle d'intégration catalan. En effet, pour la première fois en Catalogne, elle officialise l'éclosion d'un *contre-mouvement social* dont le projet s'appuie sur la promotion d'une intégration basée sur la discrétion et l'invisibilité sociale des immigrés. Et rétrospectivement, ces cas mettent à jour une nouvelle perception sociale et une croyance politique défensive pour lesquelles la présence d'immigrés est en soi problématique.

D'un "nous ne pouvons nous entendre" à un "nous devons nous protéger"

Les conflits nés de la coexistence multiculturelle dans les quartiers populaires de ces villes provoquent une double préoccupation : d'abord pour les troubles sociaux et les fractures qui surviennent mais ensuite pour les éventuelles conséquences politiques qui peuvent en découler. C'est pour cela que les évènements de Manlleu, Terrassa, Premia de Mar ont constitué un tournant sur la façon de penser ce problème, de le politiser¹⁴² et ils constituent un virage dans les référentiels proposés, dans la manière de penser et d'intervenir en matière d'immigration. Un nouveau paradigme semble être proposé à travers le champ de la « gestion de la diversité », fondé sur

¹⁴¹ Moreras, J. *Els imams de Catalunya*, Barcelona: Biblioteca Universal Empúries, 2004

¹⁴² Moreras, J. "Conflictos en Catalunya", *Atlas de la inmigración marroquí en España*, 2004, p444-445: http://www.uam.es/otroscentros/TEIM/Observainmigra/Atlas%202004/09%20Ante%20la%20inmigracion/JMoreras_conflictos.pdf

une vision préventive et réglementaire de la coexistence interculturelle.

Ces nouvelles propositions sont en grande partie fondées sur la perception d'un *conflit latent* et souligne avec force la faiblesse des réponses politiques classiques. Ces violences sont des miroirs dans lesquels se reflète cette société car, depuis cette date, elles font partie de l'imaginaire collectif et du champ des politiques publiques. Elles ne peuvent plus être niées. Ainsi, l'idée de l'impossible intégration de certains groupes d'immigrants par rapport aux autres (en raison de problèmes d'incompatibilité et/ou de distance culturelle) est assez largement acceptée et le facteur religieux apparaît comme déterminant dans cette difficulté jugée insurmontable.

3. De nouvelles violences anti-institutionnelles ? La violence des « anti-systèmes » à la frontière du nationalisme

Une dernière forme renouvelée de violence a poussé sur le terreau de ces transformations sociales et culturelles majeures. Nous venons de voir que les questions sociale et culturelle se sont profondément renouvelées avec la montée des difficultés économiques, l'apparition de la figure du jeune immigré et, plus généralement, d'inquiétudes générées par le multiculturalisme dans les quartiers populaires. Fille de ces inquiétudes, la violence prend alors la forme (quand elle se montre) d'une violence xénophobe dirigée contre les immigrés. Elle peut aussi se situer à un niveau méta-politique et prendre la forme bien plus rare mais anxiogène d'une violence radicale religieuse qui se retourne contre la société d'accueil.

Ces deux types de violences participent à la reformulation d'une violence identitaire qui se réfère à un sentiment d'appartenance nationale ou religieuse, pouvant rejeter la communauté culturelle d'accueil. Mais une autre recombinaison de cette violence identitaire est à l'œuvre. Expliquons-nous.

Se révolter, individuellement ou collectivement

En Catalogne, la brutalité des changements économiques et sociaux a fait naître des inquiétudes, des demandes sociales et culturelles nouvelles qui ne sont pas les mêmes. Elles sont portées par de jeunes catalans qui expriment des angoisses qui leurs sont propres : les changements rapides qu'a vécus cette société ont modifié ce que l'on peut appeler la subjectivité de ces jeunes à savoir les lectures de soi, de leur place et de leur identité dans la modernité et dans une économie globalisée. Selon les lectures qu'ils feront de leur place et de leur rôle dans ce système économique incertain, étant donné la

précarisation endémique qu'il génère, ils pourront d'abord refuser de s'investir dans des projets politiques collectifs.

De façon ambivalente d'ailleurs, ils affirment leur indépendance tout en réclamant des politiques les protégeant des aléas de la vie. Ils apparaissent alors moins sensibles aux inégalités qu'à leur caractère irréversible : ils ont pour souci de réparer les torts et les injustices sociales, culturelles, subjectives ou objectives dont ils ont le sentiment d'être les victimes.

Pour ces jeunes catalans, un premier choix peut consister à accepter leur condition sans forcément penser à se mobiliser et s'engager. C'est une position attentiste pour ne pas dire résignée. On joue le jeu du « système », faute de mieux, en espérant s'en sortir. Dans ce premier cas de figure, on veut s'engager sans toutefois sacrifier l'individu au collectif et son indépendance à des définitions totalisantes d'essence politique (anti-capitaliste), nationaliste ou religieuse (ces formes pouvant très bien se mêler dans le feu des mouvements sociaux).

Toujours dans ce premier cas de figure, le principe ne consiste pas à affronter radicalement le Marché, l'Etat, la Finance, la Mondialisation, le Système ou à élaborer un projet violent de transformation de ces entités mais à penser, individuellement, les conditions d'un collectif qui ne soit pas prisonnier des anciennes définitions et qui rende possible un nouveau principe de conflictualité.

La critique sociale portée par un projet politique collectif

Dans un autre cas de figure, ces demandes culturelles peuvent être lestées par des projets politiques. Les jeunes catalans subissent la précarité de façon plus intense encore que le reste de l'Espagne. Pris dans cet étau, ces acteurs peuvent choisir de se réfugier dans leur vie privée et de cantonner leur critique du système à l'espace individuel.

Mais les jeunes catalans nés dans les années 1980 et 1990 peuvent aussi choisir de s'investir dans des combats collectifs. Dans une telle situation, l'acteur pourra s'engager dans des mouvements sociaux tels que le féminisme, l'écologie, la consommation critique, courants très puissants en Catalogne. Dans le sillage des luttes altermondialistes,¹⁴³ tous ces mouvements, ont mis en œuvre ces

¹⁴³ Juris, J. "Reinventing the Rose of Fire: Anarchism and the Movements against Corporate Globalization in Barcelona", *Historia Actual Online* (Cádiz) 21, 2010 pp. 143-155 (Dossier: Anarquismo y Movimientos Sociales. Entre la Tradición y el Cambio, Juan Ceballos Reyes, José Luis Gutiérrez Molina, and Beltrán Roca Martínez, eds.)

dernières années, à petite échelle, différentes expérimentations témoignant de nouvelles *cultures de la crise*¹⁴⁴ auxquelles s'agrègent désormais la nouvelle culture collaborative des réseaux sociaux.¹⁴⁵

Parmi tous ces courants, outre les organisations institutionnalisées de la gauche non socialiste (ICV, verts nationalistes, ERC, gauche nationaliste), on trouve des individus qui sont issus de la culture dite libre, de tradition communaliste, des militants a priori non politisés très présents sur les réseaux sociaux et les plateformes collaboratives. On sait peu de choses sur eux, si ce n'est bien évidemment les définitions médiatiques des pirates, cyber-activistes et *Anonymous* qui ont joué un rôle dans le mouvement des « indignés » que nous étudierons dans le chapitre suivant.

Pour trouver un terrain d'expression de la violence sous différentes formes (discours critiques et rupturistes contre les institutions, dissidences, occupations illégales et affrontements lors d'opérations de police, violences destructrices lors de grandes manifestations), il faut se tourner vers le monde de la critique sociale radicale, à la gauche de la gauche le plus souvent.

Dans cette famille, cohabitent de multiples sensibilités plus ou moins organisées que les médias ou les institutions de contrôle social ont l'habitude de définir comme les « anti-sistemas ». Cette labellisation est plutôt péjorative et efface pour le moins les réelles différences entre ces groupes appartenant à la gauche post-fordiste (*RG-IA, communistes internationalistes, Comunistas, Revolta Global*) qui ne se reconnaissent pas dans le système socio-démocratique hérité du post-franquisme : les anarcho-libertaires luttant contre toute forme de domination étatique (*CNT*), les *Autonomos* (Black Blocs), les *Okupas* que l'on pourrait qualifier de squatteurs politisés.

Mais il est très important de noter que ce monde de la critique sociale radicale est toujours traversé par la question nationale catalane. En atteste l'existence de groupes radicaux que l'on peut qualifier de nationalistes tels que *CUP* et ses structures de jeunes nationalistes radicaux *Endavant, Arran i Maulets* ou *SEPC* auxquels on pourrait ajouter des partis politiques de la droite radicale « espagnoliste » comme *UPyD, Phalange* ou *España2000*.

<http://www.historia-actual.org/Publicaciones/index.php/haol/issue/view/28>

¹⁴⁴ Wieviorka, M. "Financial Crisis or Societal Mutation?" in *Aftermath. The Cultures of the Economic Crisis*, Edited by Castells, M., Caraça, J., and Cardos, G., Oxford : Oxford University Press, 2012

¹⁴⁵ Castells, M. *The Rise of Network Society* Oxford, Malden, MA : Blackwell, 1996

Tous ces courants que l'on dissout dans la nébuleuse « *anti-sistemas* », poursuivent, à l'instar de groupes de jeunes radicaux nationalistes basques, des objectifs indépendantistes qui sont adossés à une critique de l'économie libérale. Pourtant, cette violence n'est jamais appréhendée comme une violence identitaire, nationaliste, endémique. Comme la *Kale Borroka*, elle est qualifiée de violence aveugle, gratuite mais cette fois anti-capitaliste alors qu'elle peut aussi être l'œuvre de groupes nationalistes. Cette violence identitaire lestée par le projet de défense d'une communauté symbolique menacée, la Catalogne, existe bel et bien mais elle n'est pas identifiée comme telle par les médias et les pouvoirs publics et ne constitue par un facteur d'affrontement structurel entre jeunes radicaux et Etat espagnol, contrairement au Pays Basque. Mais nous reviendrons sur cette question dans le chapitre 3 consacré aux « indignés » car nous y retrouverons tous ces courants à l'œuvre.

B. Des violences méta-politiques

Le 11 mars 2004 reste une date importante pour la mémoire collective espagnole. Les attentats islamistes de la gare d'Atocha à Madrid ont bouleversé le champ des représentations de la violence et cette violence identitaire, *méta-politique*, sans concession, fabriquée localement dans un quartier communautaire de Madrid mais dictée par des considérations religieuses extérieures a changé radicalement le cours de l'histoire politique de ce pays. La Catalogne n'a pas connu d'attentats terroristes islamistes mais de nombreux articles publiés dans la presse à partir de sources policières soulignent la présence de groupes radicaux en Catalogne et à Barcelone.¹⁴⁶ Le thème de l'islam violent s'est installé dans le débat politique catalan participant sans nul doute à créer une violence dépréciative contre les musulmans déclinée par en haut selon plusieurs registres.

¹⁴⁶ <http://www.alertadigital.com/2012/06/11/el-salafismo-sigue-creciendo-en-espana/>

*Interview d'un juge espagnol membre d'Eurojust, janvier 2009¹⁴⁷
« Barcelone a un sérieux problème avec la terreur islamique »*

« Le procureur Juan Antonio García Jabaloy connaît la pègre, la criminalité internationale organisée, et donc n'aime pas l'avenir qui se profile. Le terrorisme islamique s'ajoute maintenant à la criminalité venue des Balkans, au trafic illégal de personnes et de drogues. L'Espagne semble être un carrefour pour les gangs et les réseaux terroristes internationaux. Aucun pays en Europe n'a autant de cas de dossiers judiciaires ouverts, liés à la criminalité transnationale.

Quelle place l'Espagne a-t-elle dans le paysage pénal européen?

L'Espagne est le pays qui a le plus de besoins d'assistance judiciaire. Et, presque tous les pays européens ont besoin de l'aide des autorités judiciaires espagnoles, parce qu'ils ont de nombreuses affaires qui ont des connexions avec et en Espagne. Le deuxième pays, en nombre d'affaires, est l'Allemagne qui a moitié moins de cas que l'Espagne.

Comment interprétez-vous cela?

Eh bien, l'Espagne est le pays de l'UE qui connaît la plupart des cas de criminalité transnationale organisée. C'est en Espagne que nous avons des gens en provenance du reste de l'UE, liés à certains types de crimes, le crime organisé transnational.

Le terrorisme islamique semble très fort en Espagne, dans la région métropolitaine de Barcelone, où il y a eu plusieurs opérations policières. C'est pourquoi nous avons choisi Barcelone pour célébrer ce séminaire.

Pourquoi Barcelone est sujette à des réseaux islamistes?

C'est une grande ville, avec un grand mouvement de personnes et des quartiers, comme le Raval, avec une forte concentration d'immigrés islamiques qui souffrent aussi économiquement. C'est un terreau fertile pour les gens qui veulent se radicaliser. Barcelone a un sérieux problème avec le terrorisme islamiste.

Est-il plus facile de lutter contre l'ETA?

En effet. La façon de traiter ETA est une façon totalement différente que de traiter le terrorisme international. ETA a une structure hiérarchique, nous savons qui donne les ordres et qui dirige. Dans le terrorisme islamique, non. Ben Laden publie une fatwa et ailleurs quelqu'un endosse et fait fonctionner une cellule. »

¹⁴⁷

Cette violence qui ébranle les repères identitaires des immigrés musulmans en les assignant à une identité dangereuse, est le prolongement particulier, à certains égards, d'un mouvement qui traverse la société espagnole dans son ensemble qui ne pourrait être réduit au produit de l'actualisation d'un vieux conflit cosmologique entre l'Occident chrétien espagnol et un Orient musulman, lequel a dominé la péninsule pendant sept siècles. De la même façon, elle ne saurait être comprise comme une manifestation post-moderne d'un racisme populaire endémique mais, par certains côtés, comme un phénomène intellectuel et médiatique. Car il faut dire que cette violence dépréciative a principalement prospéré dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001 (11-S) et ceux de Madrid en 2004 (11-M) en ouvrant les portes à l'exploitation de stéréotypes enfouis dans la mémoire collective espagnole¹⁴⁸ et, plus particulièrement, en Catalogne dans trois espaces distincts.

D'abord, *les droites et les gauches catalanes* jouent à différents niveaux un rôle dans la construction de ces représentations anxigènes voire négatives. Les élections municipales de mai 2011 ont été le théâtre d'une surenchère politique sur ce thème. Une ville aussi symbolique du passé ouvrieriste que Badalone, en banlieue de Barcelone, est tombée aux mains du *Partido Popular*. Durant la campagne électorale, le maire a tenu des propos islamophobes condamnés par la justice espagnole. De l'autre côté de l'échiquier politique, *Esquerra Republicana Catalana*, *ERC* (le parti indépendantiste au pouvoir dans la coalition tripartite, jusqu'en 2010), a également entretenu des rapports ambigus avec cette question, tout comme le *Partido Socialista Catalan*, *PSC*, à la mairie de Barcelone, sans parler des scores électoraux de *Plataforma Per Catalunya*, *PxC*, le « FN catalan » qui s'institutionnalise dans le champ politique catalan.¹⁴⁹

Au-delà de ces histoires politiques spécifiques, ce qui se dessine est un rapprochement entre forces politiques rivales sur des valeurs de progressisme et libérales (la laïcité, la social-démocratie, les droits des femmes et des minorités...) et contre de supposées valeurs islamiques, parfois réduites à l'intégrisme et l'incapacité à entrer dans la modernité occidentale.

¹⁴⁸ Gomez Garcia, L. 2009 *El discreto encanto de la islamofobia*, *El País*, 19 septembre : http://elpais.com/diario/2009/09/19/opinion/1253311204_850215.html

¹⁴⁹ Hernandez Carr, A. *El largo ciclo electoral de Plataforma per Catalunya: del ámbito local a la implantación nacional (2003-2011)*, Working Paper, 300, ICPS: Barcelona, 2011

Ces rapprochements de partis catalans, catalanistes, se font sur le terrain de l'amalgame entre culture musulmane et religion musulmane. Ces croisements peuvent même, pour ainsi dire, s'intellectualiser : les élites catalanes s'inquiétant de plus en plus dans les colonnes des éditoriaux de journaux, comme *El País* ou *La Vanguardia*.

Un discours nationaliste radical (exprimé dans les déclarations des élites politiques catalanistes ou dans les échanges ordinaires) trouve ensuite dans cette inquiétude un point d'appui pour évoquer plus librement la peur de voir naître une seconde génération de jeunes immigrés qui viendrait concurrencer, dans l'espace symbolique, le nationalisme dit périphérique déjà en lutte contre le *néo-espagnolisme* porté par la droite du *Partido Popular* notamment.

Enfin, les experts sécuritaires sont aussi des catalyseurs de cette violence dépréciative. Récemment, en 2011, les révélations de *Wikileaks* ont permis de publier des télégrammes diplomatiques de l'Ambassadeur des USA à Madrid, présentant l'Espagne et la Catalogne comme un foyer important de l'islamisme radical en Europe. Nombre de discours évoquent la « menace islamiste » entendue comme violence terroriste ou comme violence potentielle de la pénétration de valeurs étrangères dans le corps social espagnol ou catalan.

En retour, ce débat sur l'identité catalane, la montée du radicalisme religieux et les possibles stéréotypes qu'ils génèrent provoquent des réactions chez les jeunes immigrés. En effet, plus le discours de l'intégration peut sembler artificiel à une partie de ces derniers, plus ils se distancient de l'identité virtuelle que ce discours semble assurer à tous, plus ils peuvent envisager de s'en détourner voire se retourner contre lui.

Le catalanisme peut alors *éventuellement* susciter des réticences et son projet peut être perçu comme fermé sur lui-même et favorable uniquement aux mieux placés dans la hiérarchie sociale de la population et, ensuite, comme véhiculant une violence dépréciative vécue au quotidien. Ainsi, des difficultés sociales comparables à d'autres régions espagnoles peuvent participer au rejet d'un nationalisme jusqu'ici plutôt ouvert et accueillant, et qui lui-même peut alors être tenté de se raidir et se fermer.

III. *Quelle violence de quartier ? L'exemple de Terrassa*

Approfondissons maintenant les principales tendances générales observées plus avant et concentrons-nous sur le cas particulier de Terrassa, une ville ouvrière de 212 000 habitants dans laquelle nous avons enquêté en 2009 et 2010 (cf. Annexes, *la politique du terrain*)¹⁵⁰. Cette ville au long passé industriel est située à 23 kilomètres de Barcelone et a connu des émeutes, très précisément dans le quartier de *Ca n'Anglada*, en juillet 1999¹⁵¹.

En Espagne et en Catalogne, il a pu arriver que l'on utilise le terme de «banlieue» (en évoquant justement Terrassa avec le contexte français en tête comme nous l'avons vu plus haut, cf. annexes) pour invoquer le spectre de troubles urbains qui surviennent sporadiquement depuis la fin des années 1990, et plus généralement pour faire allusion à la détérioration de la situation sociale et à la violence qui s'installe dans les quartiers pauvres à forte

¹⁵⁰ Le choix du terrain s'était d'abord porté sur le quartier de *Ciudad Meridiana* dans la zone urbaine de *Nous Barris* à Barcelone *intra muros*. Un doctorant en anthropologie urbaine de l'Universitat de Barcelona, Jaime Palomera, collaborant avec l'équipe de l'IGOP réalisait en 2009 une thèse sur l'économie informelle du quartier. Nous avons envisagé pendant un temps de choisir ce site mais nous avons dû abandonner cette piste faute de contacts solides. Ce doctorant est parti peu après en séjour scientifique aux USA et nous nous sommes retrouvés isolés sans réelle porte d'entrée auprès des acteurs du quartier. Nous avons ensuite repris contact avec Jaime Palomera en 2012 et les lignes qui suivent s'inspirent des échanges que nous avons eus avec lui sur la question des quartiers populaires en Catalogne et en Espagne.

¹⁵¹ Avant de nous lancer à proprement parler sur le terrain, nous avons réalisé deux longs entretiens exploratoires avec Jordi Alfonso, responsable en 2009 du service Participació, Ajuntament (mairie) de Terrassa, les 29 septembre 2009 et 22 avril 2010. Selon cet acteur, l'histoire de cette ville ouvrière et de ce quartier de *Ca n'Anglada* sont marqués par l'arrivée d'immigrants dans les années 1960 venus de l'Andalousie pauvre, du Sud de l'Espagne qui viennent s'installer et construire leurs propres habitations, investissant cet espace pour en faire le leur. Dans les années 1980, cette primo immigration intérieure va être confrontée à l'arrivée de nouvelles populations originaires d'Afrique du Nord, principalement de régions pauvres et rurale du Maroc. Ainsi, le nombre de marocains résidant aujourd'hui à Terrassa, s'élève en 2009-2010 à environ 13 000 personnes environ (soit près de 43% de la population étrangère locale). Cette immigration marocaine était initialement une immigration composée d'hommes seuls, dont l'âge oscillait entre 25 et 40 ans. Mais avec le temps, une partie du groupe le plus ancien, à savoir les espagnols d'origine andalouse arrivés dans les années 1960 dans ce quartier, a réussi à accéder à la propriété dans d'autres quartiers de la ville. Ces départs des classes les plus aisées ont ouvert la possibilité pour les familles marocaines de procéder au regroupement familial et ont enclenché mécaniquement un mouvement de concentration scolaire des enfants de ces premiers immigrés.

concentration étrangère¹⁵². En invoquant le spectre d'un « modèle français », on suppose que les phénomènes d'appauvrissement « ethnique » et socio-économique peuvent ou plutôt pourraient générer un processus de « ghettoïsation » (ou de « banlieuziación » selon le terme « hispanisé ») dans le sens précis à la fois d'une très grande ségrégation, d'une concentration de minorités ethniques, du chômage et de l'extension de l'économie informelle des drogues et *in fine* de violences urbaines entendues comme des violences émeutières.

1. Un ghetto ?

Sans présager des résultats d'une comparaison systématique qui reste à engager comme cela a pu être fait entre la France et l'Angleterre¹⁵³, il nous paraît toutefois encore inapproprié de parler de ghetto et ce quel que soit le modèle invoqué, américain¹⁵⁴ ou français¹⁵⁵ pris, dans cette dernière acception, dans sa profondeur historique et subjective. En effet, lorsque l'on observe le quartier de Ca'n Anglada à Terrassa, on note que les situations historiques, politiques et générationnelles de l'immigration sont très différentes de celles des quartiers français :

- d'abord sur les questions de l'ancienneté et du type de processus migratoires: on parle de troisième voire quatrième génération en France et d'une première voire une seconde en formation dans le cas catalan (une « génération 1,5 ») ;

- nous parlons ensuite d'une immigration post-coloniale en France et d'une immigration essentiellement économique à Terrassa, de jeunes adultes venant s'installer seuls dans un premier temps ;

- nous parlons d'une structure collective de logements sociaux en location (HLM) en France et d'une culture de la propriété privée ou de reprise de maisons auto-construites dans le quartier populaire de Ca'n Anglada à Terrassa ;

¹⁵² Palomera, J. "How Did Finance Capital Infiltrate the World of the Urban Poor? Homeownership and Social Fragmentation in a Spanish Neighborhood". *International Journal of Urban and Regional Research*, 2013 : <http://periferiesurbanas.org/wp-content/uploads/2013/10/PALOMERA-2013-Finance-Capital-the-Urban-Poor.pdf>

¹⁵³ Joly, D. *L'émeute. Ce que la France peut apprendre du Royaume-Uni*, Paris, Denoël, 2007

¹⁵⁴ Wacquant, L. *Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat*, Paris, La Découverte, 2007

¹⁵⁵ Lapeyronnie, D. *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Editions Robert Laffont, 2008

- on observe des processus de relégation urbaine stigmatisant en France, des ghettos visibles, identifiés et producteurs de sens chez les sujets qui y vivent¹⁵⁶ alors que de tels processus d'identification sont manifestement absents à Terrassa;

- les affrontements sont structurés entre “jeunes” et “polices” dans les quartiers français et ils ne le sont pas à Terrassa même si les émeutes de juillet 1999 ont profondément marqué la mémoire collective;

- les trajectoires socio-historiques et les mémoires sont très différenciées dans ces deux sociétés d'accueil. Nous avons des représentations plutôt longues et construites dans le cas français et une découverte plutôt récente de la question immigrée dans le champ social catalan même s'il faudra à l'avenir se poser la question de la gestion mémorielle de l'immigration interne andalouse des années 1960-1970 ;

- les arrangements politico-administratifs sont orientés pour la France vers le culte d'un Etat central tout puissant conditionnant une tension structurelle dans la relation entre un ordre étatique et un citoyen alors que cet arrangement est très décentralisé, tout du moins en apparence, dans le cas catalan. Ces considérations prennent d'ailleurs un relief particulier quand il s'agit d'étudier la question des relations entre polices et jeunes dans les quartiers. A une police d'Etat stigmatisée en France considérée comme un instrument de violence sociale, on trouve plutôt dans le cas catalan des polices locales ou autonomiques qui ne sont pas prises pour cibles. De manière générale et de façon assez paradoxale, dans les quartiers ouvriers français, la présence de l'Etat et de ses administrations est beaucoup plus prononcée qu'en Espagne, les ménages pouvant survivre grâce à l'aide publique sans recourir au salaire. Au lieu de cela, un quartier comme Ca n'Anglada est intégré dans la ville et répond aux traits d'un modèle de réciprocité familiale intense.¹⁵⁷

¹⁵⁶ Lapeyronnie, D. *ibid.*

¹⁵⁷ Toutes les données travaillées ici sont tirées de rapports internes aux services sociaux de Terrassa:

Estudio diagnóstico sobre exclusión social:
http://www.terrassa.cat/Front/final/_YJxQFCkYh8wnNxx4vm5jbUczdfX1SPZ2JP5gSDRV-LH2biUJf4FMQ

Memoria de gestión del área de acción social.

http://www.terrassa.cat/Front/final/_YJxQFCkYh8wnNxx4vm5jbXdZjoG_Pp-5CoEin5vKUjQkUegBfJqCrQ

Indicadores mensuales de gestión del área.

http://www.terrassa.cat/Front/final/_YJxQFCkYh8wnNxx4vm5jbZSkuvrPKRmLlbZerquFCqu4CC1EMJn_JA

Le quartier ouvrier de Ca 'N Anglada est en effet fortement vertébré par des réseaux d'entraide familiale, d'institutions religieuses et des associations de quartier tenues soit par des immigrés andalous, souvent militants politiques (« veïns » en catalan) ou bien gérées par des collectifs d'immigrés, réseaux qui fonctionnent comme des compensations à des services étatiques faibles. Car les attentes des individus de ces quartiers et leurs conceptions de ce que doit être l'Etat sont bien moins fortes qu'en France et sont la plupart du temps prises en charge par une conception familialiste de l'entraide sociale.

Un autre élément de distinction entre la situation de ce quartier et les cas français est la concentration des inégalités sociales et la répartition du chômage. En Espagne, et à Ca n' Anglada spécifiquement, le taux de chômage n'est pas plus outrageusement élevé que dans d'autres zones urbaines de la ville ou d'autres quartiers de villes catalanes alors qu'en France, les quartiers sensibles sont d'anciens bastions ouvriers où le chômage dépasse les 40% de la population.

Cela a beaucoup à voir avec, d'une part, la ségrégation sociale phénoménale de ces quartiers au regard du reste du tissu urbain, et d'autre part, le fait que le marché du travail (mais aussi scolaire) français reste très dualisé, les fractions précaires de la classe ouvrière

Peralta Serrano, A. 2008, *La adaptació al àmbit escolar de fills de immigrants marroquins. Estudi local en un institut de ensenya secundària de Terrassa*, Departament de Psicologia de l'Educació, UAB, <http://www.tesisenxarxa.net/TDX-0331108-121637/>

Estudi sobre l'exclusió social a la ciutat de Terrassa, Mapes de vulnerabilitat i d'actuacions, Informe elaborat per: Projectes socials, Fundació Pere Tarrés Per a: Àrea d'Acció Social i Drets Civils, Ajuntament de Terrassa, Novembre 2008.

Diagnosi de la convivència a Ca N'Anglada, Creu Roja, Terrassa, 2009.

Marketing Research, *Estudi Noves Oportunitats*, Terrassa, Ajuntament, Novembre 2008.

Pla estratègic de ciutadania de terrassa 2009-2011 (document de treball 10), Ajutament de terrassa.

Michelutti, E. 2007, "Repensar la fragmentació urbana y la cohesió social : dinàmiques de exclusió y procesos de inclusió en Terrassa, Catalunya" in *Les Perifèries Urbanes i l'Expansió del Urbanisme Dispers*, Jornades de Debat i Perspectives, Càtedra UNESCO de Sostenibilitat, Universitat Politècnica de Catalunya.

PISA, Programa para la Evaluación Internacional de Alumnos, de la OCDE, 2006 INFORME ESPAÑOL en <http://www.mecd.gob.es/dctm/ievaluacion/internacional/pisainforme2006.pdf?documentId=0901e72b8010c472>

Anuario Estadístico del Ministerio del Interior, 2012 disponible : <http://www.interior.gob.es/file/63/63661/63661.pdf>

A: VVAA, Les condicions de vida de la població immigrada a Catalunya. Barcelona, Fundació Bofill/Institut d'Estudis Regionals i Metropolitans de Barcelona (pp. 163-193).

pouvant avoir des salaires beaucoup plus bas que les classes moyennes diplômées, par exemple.

A l'inverse, le quartier de Ca n'Anglada n'est pas coupé du reste de la ville. Il n'existe pas de ségrégation urbaine des lieux de travail, ou un double marché de l'emploi. Si ségrégation il y a, elle a plutôt à voir cette fois avec ce que le sociologue Polavieja¹⁵⁸ appelle la «ségrégation par type de contrat», c'est-à-dire entre un marché d'emplois beaucoup plus qualifiés (signifiant de bonnes conditions de travail) et un marché d'emplois bien moins qualifiés, plus instables, de telle sorte que ces marchés peuvent être indépendants du capital culturel et davantage déterminés par le type de contrat. Ainsi, un jeune catalan de Terrassa peut être aussi précarisé qu'une employée de maison ou qu'un travailleur immigré. La précarité est répartie sur l'ensemble du marché du travail.

En outre, même si le taux de chômage peut varier fortement en fonction de la classe d'âge et de l'appartenance sociale, ce sont avant tout les jeunes espagnols et catalans qui sont concernés. Cette donnée peut avoir des effets négatifs en particulier pour la deuxième génération d'immigrants étrangers, qui se retrouvent en concurrence sur le marché du travail, avec les jeunes espagnols et catalans âgés de 16 à 30 ans.

Pourtant, on entend parfois dire en Espagne que l'arrivée de nouveaux immigrants sur le marché du travail a modifiée l'ancienne composition de la main-d'œuvre active urbaine, notamment dans la bouche de partis nationalistes comme PxC. Cela serait vrai si l'Espagne avait connu un fordisme/keynésianisme aussi puissant que les pays du Nord de l'Europe. Mais à Terrassa, ce qui a joué est plutôt la reproduction d'un modèle forgé par l'histoire dans les années 1950-1970, où les immigrants espagnols, andalous principalement, ont été incorporés dans le champ d'une économie informelle très dense.

Or, malgré le poids de l'industrie en catalogne, beaucoup d'hommes ont été intégrés dans le secteur de la construction immobilière et d'autres secteurs économiques très mal réglementés, alors que de nombreuses femmes allaient travailler elles comme femmes de ménage dans les domiciles. L'embauche d'immigrants dans les années 2000 a principalement servi à raviver ces réseaux économiques informels qui avaient pratiquement disparu dans les années 1980, comme le service domestique.¹⁵⁹

¹⁵⁸ Polavieja, J. G. «¿Por qué es tan alta la tasa de empleo temporal? España en perspectiva comparada», *REIS*, 113, 2006, pp. 77-108

¹⁵⁹ Entretiens longs avec Jordi Alfonso, *op. cit.*

Le quartier de Ca n'Anglada se caractérise donc par une grande diversité culturelle, non seulement en termes d'origine nationale/ethnique, mais aussi en termes de situations juridiques. Couplée avec un chômage généralisé réparti sur une grande partie du territoire, cette diversité empêche les processus de concentration ethnique et d'homogénéisation/stigmatisation de catégories sociales pauvres. Et de fait, cette diversité est étendue à tous les quartiers populaires, et pas seulement dans les quartiers les plus pauvres. Comme nous l'avons observé à Terrassa, si dans certaines zones urbaines on peut trouver des expressions racistes horizontales entre groupes ethniques ou entre jeunes espagnols et immigrés (qui ont débouché sur les violences de juillet 1999), *cette violence potentielle reste relativement contenue.*

2. Quelle violence urbaine ?

De toutes ces données, il s'ensuit que la *violence urbaine* à Terrassa est essentiellement composée de problèmes d'insécurité et d'appauvrissement. Nous parlons ici d'une violence *infra-politique*, le plus souvent délinquante. De jeunes garçons en échec scolaire se joignent à de petits groupes de petits criminels (gangs d'adolescents latinos, *pandillas*), mais ils sont très minoritaires dans le champ de la violence. En effet, aucune donnée statistique n'autorise à penser que cette violence infra-politique criminelle a augmenté avec la crise, un certain contrôle familial ou de réseaux de voisinage opérant encore. De la même façon, l'augmentation du nombre de trafiquants et de l'usage de drogues ou d'alcool dans le quartier n'a pas grand-chose à voir avec la vague de l'héroïne que l'Espagne a connu dans les années 1980-1990 et les réseaux de trafic dans certains quartiers français.¹⁶⁰

Au final, la violence dans ce quartier pauvre est évidemment indéniable *mais elle est contenue dans le social*. Elle se décompose en des formes privées liées principalement aux difficultés économiques et domestiques, et des formes publiques qui, culturalisées, prennent la forme de des violences inter-ethniques entre groupes sociaux recherchant une *distinction horizontale*.

¹⁶⁰ Ces données proviennent de la police municipale de Terrassa et ont été discutées dans le cadre d'un séminaire fermé de deux jours avec 15 cadres de la police municipale de Terrassa, les 28 mai 2010 et 1er juin 2010, 10 heures, salle principale, Ajuntament Terrassa.

3. Des violences qui ne se structurent pas en affrontements récurrents

Pourtant, en juillet 1999, des violences graves ont opposé des jeunes espagnols du quartier aux populations marocaines installées dans le quartier historique de Ca n'Anglada¹⁶¹. Cette violence a marqué les imaginaires mais elle ne s'est pas structurée en affrontements directs et récurrents entre forces de police et jeunes immigrés, ce qui semble montrer que ces violences relèvent d'une autre logique.

3.1 Une police co-productrice de violence par aveuglement

Contrairement à d'autres situations émeutières directement provoquées par une intervention policière, comme c'est le cas au Pays Basque ou en France, la police de Terrassa n'a pas joué un rôle direct dans les affrontements de 1999 et elle n'a pas été non plus la cible de la violence, ni pendant, ni après. Elle est restée cantonnée à son rôle d'agent de maintien de l'ordre et de pacification des espaces locaux, après une éruption de violence. Toutefois, quand on envisage le temps long, on prend conscience que la police locale peut être involontairement un co-producteur de la violence. En effet, elle peut, en niant une réalité potentiellement violente, en ne servant pas de

¹⁶¹ La structure clinique des événements de juillet 1999 à Terrassa : il est toujours difficile de savoir ce qui s'est précisément produit ce mois de juillet 1999 entre jeunes immigrés et jeunes espagnols ou, plus largement, entre une population locale de jeunes immigrés et les forces de police. Quelque chose hante la mémoire collective, la structure, la travaille voire la déforme. Ceux qui étaient là, ceux qui n'y étaient pas. Mais *in fine* il est presque impossible de savoir tout simplement ce qui s'est réellement passé : de la version « bagarre générale entre jeunes » à la version « émeute raciste », il y a une différence qu'on peine à justifier par des faits précis. En lisant la presse et les différents récits, il est difficile d'identifier l'élément spécifique ayant servi de déclencheur à ces incidents. Plusieurs causes semblent imbriquées: conjoncturelles (contexte régional, national) et structurelles, liées aux spécificités de ce quartier (contexte local). On sait que dans la nuit du dimanche 11 juillet 1999 éclate une bagarre entre deux garçons (l'un d'eux est d'origine marocaine), autour de la place centrale de Ca n'Anglada où la plus grande fête du quartier était célébrée. Le phénomène s'envenimant, d'autres jeunes se joignent à la rixe (une trentaine). Cet acte de violence finit sur un bilan de deux blessés légers. La nuit suivante, le 12 juillet, un nouvel affrontement oppose environ cinquante jeunes : on compte trois blessés, au final. Par la suite, des jeunes non marocains extérieurs au quartier cassent le buffet du bar de la place centrale, détruisent une boucherie halal, saccagent la façade d'un commerce. Des symboles nazis et des messages racistes sont peints sur le mur de la mosquée. Le mardi 13 juillet, un groupe de 300 habitants du quartier initie une manifestation et une marche vers la mosquée. Au total, ce furent environ 1300 personnes qui défilèrent dans les rues en causant des dégâts dans les bars, exigeant l'expulsion des immigrés, au cri de « *puto Moro* » et « *Moros, No !* ». Un jeune marocain est même tabassé par des manifestants (cf. Annexes pour une description minutieuse des événements).

médiateur dans le possible conflit, se couper de la société et se trouver dépassée quand des violences se font jour.

Ainsi, les tensions accumulées à Ca n'Anglada avant ce mois de juillet 1999 n'ont pas été analysées par le corps policier ou encore, le maire n'ayant pas voulu reconnaître une réalité criante. Mais une fois la plaie ouverte, les institutions locales ont le plus grand mal à gérer les violences et à maîtriser l'encadrement, même technique des ces dernières. Cette négation du problème peut se révéler tragique le jour où les malentendus entre communautés sont la source de violences collectives. Ainsi, si l'on se concentre sur les conditions, les contraintes et les incitations qui rythment le cours de l'action collective¹⁶², les rationalités déployées ne sont pas aussi bien comprises et donc régulées qu'elles auraient pu l'être.

Le cadrage cognitif et l'aveuglement organisationnel : "une simple bagarre de jeunes"

Cette erreur de diagnostic de la hiérarchie policière de Terrassa en 1999 peut d'abord découler d'une sous-estimation des risques de violence sur le moment, d'une simple erreur d'analyse ou bien d'un enfermement dans des présupposés idéologiques, d'adhésion aux valeurs sociales des habitants débouchant sur un laisser-faire.

A Terrassa, cette erreur d'appréciation au moment des faits explique que la fête en question sur la Place Rouge du quartier n'ait pas été suffisamment encadrée tandis que de l'aveu même du directeur de la police municipale de l'époque cette fête était manifestement excluante et provocante¹⁶³. Ce n'est qu'après-coup, en *debriefing*, dans le sillage des événements que surgit une série d'indices : des trafics de drogues, des luttes entre groupes de jeunes, des menaces et des tensions durables... De la même façon, un autre élément technique a pu jouer un rôle dans le contrôle de ces affrontements cette fois : le système de maintien de l'ordre espagnol fait que les polices locales dépendent institutionnellement des *Mossos d'Esquadra* (la police autonome centralisée à l'image de la Police Nationale en France).

Selon les entretiens que nous avons réalisés (cf. annexes 1, terrain de Terrassa), ces forces de maintien de l'ordre sont arrivées tardivement sur les lieux et sont intervenues brutalement selon un scénario qu'ils ne maîtrisaient pas, les effectifs étant trop faibles pour contrôler la situation. Très concrètement, les unités de maintien de l'ordre sont

¹⁶² Río Ruiz, M. A. "Dilemas Políticos y de Orden Público. Alcaldías y Fuerzas de Seguridad en Disturbios Etnicistas", *Política y Sociedad*, 42, 3, 2005 pp. 63-85

¹⁶³ Entretien avec Carles Sanchez Ruiz, chef de la police municipale de Terrassa en juillet 1999, Barcelone, 26 février 2010, 2 heures

arrivées sur les lieux en retard et en ayant déjà construit leur scénario d'intervention qui, en l'espèce, ne correspondait pas à la gravité des faits.

Mais nos deux réunions collectives fermées (28 mai et 1^{er} juin 2010) réalisées avec des policiers municipaux de Terrassa nous ont appris que ces erreurs d'analyse conjoncturelle ont souvent des racines plus enfouies. Expliquons-nous. Les agents de police travaillant dans la rue, au jour le jour, en relation directe avec les populations peuvent avoir une vision restrictive de leur fonction et appliquer des consignes très limitées émanant de leur hiérarchie. Les agents les plus expérimentés nous l'ont clairement expliqué en cours d'entretien collectif : on leur demandait faire le minimum et la hiérarchie était peu sensible aux questions de médiation et de diversité culturelle. Plus généralement, le cas de Ca n'Anglada démontre que certaines difficultés rencontrées dans la vie des organisations policières résultent de mauvaises définitions d'une situation donnée, variant nécessairement d'un individu à l'autre et surtout d'un groupe à l'autre.

Les agents de police locale peuvent s'approprier des priorités selon le schéma classique de l'inversion hiérarchique de Monjardet¹⁶⁴ et oublier, ne pas connaître, ou ne pas être assez expérimentés pour qualifier tel ou tel acte. Dans leur représentation, il ne peut s'agir par exemple d'un signe précurseur de violence collective. Ce malentendu résulte du cumul d'anomalies : un encadrement opérationnel trop hiérarchisé, des décisions cloisonnées donc freinées dans leur transmission, un déficit en moyens matériels. On y ajoutera un climat émotionnel, des faits perturbants agissant sur le *self control* comme activateurs ou inhibiteurs qui handicapent la psychologie du policier c'est-à-dire sa capacité à comprendre et réguler les comportements d'autrui. A ce déficit de formation professionnelle se greffent des soucis propres à l'institution policière, ceux du management interne (techniques de direction, d'organisation et de gestion). Le malaise policier peut ainsi porter sur l'ancienneté, le rapport anciens/jeunes, l'avancement, la rotation (taux de *turn over*).

Cette suite de malentendus produit ce que Broussard, Mercier et Tripiet appellent des « *feuilletages organisationnels* »¹⁶⁵, soit la superposition, au sein d'une même organisation, de définitions et interprétations différentes de la même situation. Pour ces auteurs, « *ces visions du monde varient selon les groupes qui constituent*

¹⁶⁴ Monjardet, D. *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris : La Découverte, 1996

¹⁶⁵ Boussard, V., Mercier D., Tripiet, P. *L'aveuglement organisationnel*, Paris : CNRS Editions, Collection CNRS sociologie, 2004

l'organisation, c'est à dire des ensembles à géométrie variable, mobilisant des principes de justice variés dont la mise en pratique est au cœur des différends qui les traversent ».

Résultat : faute de formation technique, de préparation psychologique des policiers, du management et des choix politiques, les maires, les leaders policiers subiront, plus qu'ils ne maîtriseront, ces moments critiques de tensions des relations ethniques locales. En outre, on ne soulignera jamais assez l'importance des contraintes dans lesquelles opère le pouvoir local et qui limitent leur liberté d'action lorsque l'ethnicité de certains est violentée par des foules hostiles.

C'est la raison pour laquelle à Terrassa, les événements de juillet 1999 et leurs conséquences trouvent aussi leurs racines dans l'incapacité du maire de l'époque à les anticiper et au manque d'efficacité de la police locale à maîtriser les débordements. Vus leur statut et leur rôle social, ces agents publics sont, malgré eux, impliqués dans l'histoire d'un tel conflit entre deux communautés de la ville. Faute de politique, ces garants de la paix sociale ont été incapables d'user de leur autorité face à un événement critique comme celui d'un conflit ouvert entre deux groupes sociaux.

3.2 Une violence refusée par les jeunes immigrés

L'idée est la suivante : la violence se dissout dans une distance critique, des *agendas cachés* de jeunes immigrés musulmans. Ainsi, si cette violence ne s'est pas structurée autour d'un affrontement structurant, c'est aussi parce qu'elle est surtout une *violence refusée* par les jeunes immigrés qui se sont généralement tournés vers un travail de mise à distance critique de leurs indignités. Dans certains cas, ce travail peut générer une violence qui se détourne du projet de la société catalane voire se retourne contre cette société d'accueil. Cette dernière peut même, chez certains, produire du rejet, de la méfiance, parfois de la haine.

Pourtant, par-delà ces différents scénarios, il convient de souligner la capacité des jeunes immigrés musulmans à se forger une attitude souvent de mise à distance des épreuves de la domination. Les effets d'un projet de culturalisation entrepris par une religion particulière, l'islam en l'occurrence¹⁶⁶, sont incertains et ne vont pas forcément dans la direction à laquelle on s'attend.

¹⁶⁶ Sur un plan statistique, il est difficile d'établir une cartographie des pratiques de la religion musulmane, à Terrassa. On compte officiellement environ 15 000 musulmans dans cette ville, mais en réalité le nombre de pratiquant s'élèverait à 29 000 personnes environ. La mosquée de Terrassa accueille 250 pratiquants

Parmi tous les choix possibles qui s'offrent à un jeune, il y a celui qui consiste à investir ou réinvestir un projet religieux dans la société d'accueil. Pour saisir ce cas de figure, il faut s'efforcer de repérer trois attitudes religieuses différentes chez les jeunes pratiquant l'islam, à Terrassa.

Le retrait...

Dans le premier cas de figure qui semble être celui de la majorité de jeunes nouveaux croyants, la foi favorise une distanciation avec les hommes et leurs défauts et canalise les mauvais sentiments, comme la violence. On parvient à relativiser le point de vue d'autrui, en valorisant une recherche personnelle, une éthique de vie, en tentant de trouver un pont avec son prochain (par définition, un non-croyant ou un non-musulman). Par le truchement du religieux, « *on s'assume dans une attitude plus détendue et moins émotive vis-à-vis des « préjugés » sociaux que l'on subit* » selon les propres termes de Khosrokhavar dans le contexte français.¹⁶⁷

« Moi, j'ai fini par ne plus faire attention. Simplement, quand les jeunes espagnols me traitaient ou me traitent de « moro », je réponds en leur demandant qu'ils me donnent simplement une définition du terme. Pourquoi vous utilisez ce mot ? Et tu vois que personne ne sait. Ils me disent que leurs parents parlaient ainsi et qu'eux répètent sans savoir. Ce n'est pas grave, au fond. Moi, je suis ici, j'ai mon activité dans l'association, je suis ma vie et je ne me braque plus pour cela. J'ai appris à me concentrer sur l'essentiel ».
Ahmed, 20 décembre 2009, El Prat de Llobregat.

quotidiens, elle peut recevoir de 7 à 8000 personnes, lors des fêtes comme le Ramadan ou la fête du Cordero. Si l'on se réfère à un travail récent sur la carte confessionnelle de Terrassa, on peut estimer le *nombre d'assistants als cultes per la confessió Islam* à 3200. Il s'agit d'un oratorio ouvert à tout le monde (musulmans, non musulmans, athées...). Le profil doctrinal majoritaire est pourtant sunnite et malikita. Quelques personnes Chiites, du dawat et du tabligh, y participent. La seule condition requise, pour entrer à la mosquée, est de respecter les normes implicites de base. La région d'origine, ou la nationalité de la plupart des pratiquants, est marocaine. Les chefs religieux affirment ne pas tenir compte de ce critère, au moment d'intégrer la communauté. La plupart des membres parle le dialecte, une version marocaine de l'arabe. Beaucoup savent parler castillan, et même catalan pour quelques-uns. Sources : *La diversitat religiosa a Terrassa*. Informe introductorí sobre els llocs de culte, les entitats i les iniciatives socials a la ciutat de Terrassa. Ajuntament Terrassa, Setembre 2009, Grupo ISOR, Investigacions en Sociologia de la Religió, Universitat Autònoma de Barcelona.

¹⁶⁷ Khosrokhavar, F. *L'islam des jeunes*, Paris : Flammarion, 1997 ; Khosrokhavar, F. « L'islam des jeunes musulmans. Sur l'exclusion dans la société française contemporaine », *Comprendre*, vol. 1, 2000, consulté in <http://www.inegalites.fr/spip.php?article252>

On peut repérer dans ce choix les traces d'un apprentissage de la distanciation, d'un travail de réflexivité dans une situation vécue comme injuste ou intolérable par des jeunes stigmatisés. Par ce biais, ces derniers prennent conscience de l'impossibilité à résoudre leurs problèmes par la surenchère en jouant la carte de la haine ou la violence. Cette nouvelle mentalité religieuse au sens toujours de Khosrokhavar « *permet de concilier des tensions antagoniques dans des situations difficiles comme celles de ces jeunes* »¹⁶⁸ pris d'un côté par leur responsabilité vis-à-vis d'autres « jeunes », et de l'autre par la haine provoquée par des conditions sociales vécues (ici dans la société catalane).

« Tu sais Jérôme, moi, je ne suis pas content du comportement des jeunes marocains ici. Beaucoup ne font rien, ne respectent pas leur identité et leurs origines. Ce n'est pas bien. Alors on doit dire que oui l'Islam peut être une chose positive pour les jeunes et leurs façons de vivre. Mais la société catalane ne nous aide pas toujours. C'est un discours un peu ambigu. Je me suis entendu dire par un élu de la mairie qu'il y avait plus de femmes voilées ici qu'au Maroc. Car c'est fou tous les stéréotypes qu'il y a. Personne ne connaît cette religion. Tu vois, moi, je suis chercheur dans un laboratoire mais je ne dis pas au patron que je suis secrétaire dans une association religieuse. Et puis, quand tu entends dans les médias que trois jeunes ont tenté de lapider une jeune fille dernièrement à Tarragona, c'est n'importe quoi. Tu connais toi le texte du Coran sur la justice islamique. Il faut des conditions très précises qui font que cela est impossible en réalité, c'est juste un interdit ».

Mohammed, Terrassa, 27 novembre 2009.

... ou le néo-prosélytisme

Mais il ne s'agit pas seulement d'une question d'égoïsme. Cet engagement religieux peut tout aussi bien être une action tournée vers les autres, surtout vers les jeunes musulmans, dont on estime qu'ils s'écartent du bon chemin, qu'ils ne se comportent pas bien, le comportement déviant aggravant la situation et la stigmatisation de l'ensemble de la communauté musulmane. Cette tendance à encadrer moralement les comportements pourrait être qualifiée de *travail islamique social* mis en œuvre notamment par les jeunes responsables d'associations musulmanes (comme celle de Terrassa) et, plus largement, dans les « *unión de comunidades musulmanas* ». Ainsi, un jeune secrétaire d'association musulmane nous explique que :

¹⁶⁸ Ibid. Khosrokhavar, F. « L'islam des jeunes musulmans. Sur l'exclusion dans la société française contemporaine », *Comprendre*, vol. 1, 2000, consulté in <http://www.inegalites.fr/spip.php?article252>

« Les jeunes musulmans et nous autres les quelques jeunes qui sont arrivés à se faire une place dans les associations religieuses, nous avons un rôle politique. On doit dire aux autres jeunes musulmans occidentalisés : « n'attends pas tout des autres et des institutions publiques. Demande toi plutôt ce que tu fais pour la communauté de tes frères ». Nous devons être les ponts entre les générations, nous intégrer dans la société locale tout en gardant notre foi. Personne ne va venir te chercher, tu dois te bouger. Il faut rechercher une nouvelle voie pour le travail social islamique, changer nos pratiques, nos chefs. Car notre identité est religieuse mais elle est aussi politique et juridique. Nous sommes une génération décisive et c'est pour cela qu'il faut trouver un nouveau style ».

Un responsable de communauté musulmane rencontré par l'intermédiaire de l'UCIDE, 20 décembre 2009, El Prat de Llobregat.

Il est intéressant de noter qu'à la source de ce nouveau prosélytisme, on trouve aussi une préoccupation politique identitaire : dans les pays occidentaux et en particulier en Espagne, les institutions sociales religieuses joueraient un rôle de médiation entre les sociétés locales et les institutions politiques. Ainsi, dans un contexte globalisé et mondialisé, les plus faibles pourraient devenir les plus forts, seulement si des institutions les aidaient. Dans les discours et représentations de jeunes adultes responsables de communautés religieuses, on retrouve une préoccupation pour le devenir identitaire de leur religion et pour le rôle que celle-ci peut jouer pour les jeunes immigrés de Terrassa notamment envers ceux qui s'écartent, volontairement ou non, de la voie religieuse.

L'enjeu stratégique est alors de « coller » aux nouvelles cultures et de limiter l'acculturation, jugée trop poussée, des futures générations occidentalisées. Ainsi, loin de prôner une coupure, ces acteurs veulent promouvoir des actions tournées vers le monde extérieur, ce qui constitue une forme nouvelle de *prosélytisme*. Ce projet personnel est, aussi, un projet institutionnel consistant, pour ces nouvelles élites religieuses, à rénover le discours islamique traditionnel. Ceci implique un travail institutionnel de spécialisation, de professionnalisation des responsables religieux afin que ces derniers soient plus en adéquation avec les espérances et les attentes des jeunes immigrés, de plus en plus, occidentalisés. C'est une réalité toute différente qui se présente dévoilant une tension au sein même de ces communautés. On les considérerait plus monolithiques qu'elles ne le sont. En réalité, elles constituent un espace organisationnel bien plus complexe et conflictuel qu'on ne le pense.

« Le jeune volontaire musulman ne doit pas être dépendant de telle ou telle structure. Son travail social islamique doit être ouvert au dialogue, à la connaissance du monde qui l'entoure, à une nouvelle pensée pour lutter contre les effets de la globalisation ».
Noureddine, El Prat de Llobregat, 19 décembre 2009.

Une seconde attitude : le néo-communautarisme

Le second cas de figure est celui du croyant qui part du *« constat de n'avoir aucun avenir dans la société, que son exclusion est une donnée permanente de sa conscience »*.¹⁶⁹ Dès lors, prévaut la *solution néo-communautaire* qui consiste à lier son devenir avec celui des ses autres "hermanos" se trouvant dans la même situation. La situation de Terrassa correspond ici aussi à ce que Khosrokhavar a pu observer dans les quartiers français : *« on va vivre ensemble mais à l'écart de la société au sein d'une communauté close. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de rompre avec la société, mais de se retirer ou d'afficher des signes ostensibles de retrait, vestimentaires notamment »*¹⁷⁰.

A un monde qui vous rejette, on riposte en l'ignorant et en refusant d'y participer. L'attitude essentielle du croyant est, dès lors, le *quiétisme et non l'activisme* : *« on adopte un mode de vie ascétique qui vous rend autonome, non seulement par rapport aux besoins économiques, mais aussi vis-à-vis du consumérisme qui rend mentalement alléchante et frustrante la subjectivité du monde des inclus et des intégrés »*¹⁷¹. C'est cette attitude que l'on retrouve chez une partie importante des membres de l'association *« Tabligh (Foi et Pratique) qui prônent le puritanisme, l'ascétisme et le prosélytisme, comme panacée aux maux que l'on endure ici-bas »*¹⁷²¹⁷³.

3.3 La construction d'un islam violent

Un troisième cas de figure peut émerger. Prenons le temps d'en décrire les contours. Nous avons vu que la violence de Terrassa

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ Nous avons eu l'occasion de rencontrer trois jeunes issus de cette famille de pensée par l'intermédiaire de l'UCIDE, lors de son congrès annuel auquel nous avons participé (19 et 20 décembre 2009). Ce fut d'ailleurs une expérience un peu déroutante : nous sommes intervenus, en public juste après El Bachir El Younossi, un des responsables les plus importants de ce mouvement. Les propos de ce dignitaire consistaient à souligner cette ascèse et cette recherche de la pureté entre *hermanos* et *hermanas*.

naviguait entre les niveaux infra et méta politiques sans qu'il soit possible de la fixer une fois pour toute dans l'un de ces espaces.

Il nous semble maintenant important de préciser que le politique, peut, dans un projet de dramatisation, être tenté de fixer lui-même les termes de cette violence en la définissant, par exemple, comme une violence religieuse radicale, potentiellement terroriste, alors qu'elle pourrait dans les faits relever d'une simple question d'ordre public local et être gérée par une *politique silencieuse*. Pour démontrer cela, nous prendrons l'exemple d'un fait d'actualité que nous voulons monter en généralité pour montrer comment, dans le registre de cette nouvelle violence, un fait sur-médiatisé est en mesure de changer radicalement la définition de la violence et la faire passer des registres de l'infra au méta-politique.

En raison de sa forte composante nord-africaine et musulmane, *Ca n'Anglada* fait l'objet de nombreuses stigmatisations dans la presse espagnole. Si l'on en croit certaines analyses, Terrassa serait même devenu un foyer de l'islamisme radical, avec Madrid et Grenade, comme le prouveraient les conclusions d'une enquête diligentée par les services secrets espagnols après la surveillance de la communauté musulmane de Terrassa.¹⁷⁴ Cette question très sensible, surtout depuis les événements de mars 2004 et les révélations de *Wikileaks* en 2011¹⁷⁵, a pris une tournure nouvelle en mars 2012. L'imam de la mosquée de Terrassa que nous avons rencontré lors de notre enquête, s'est trouvé plongé au cœur d'une affaire très médiatisée en Catalogne et plus largement en Espagne.¹⁷⁶

Pour résumer les faits, la mosquée de Terrassa faisait l'objet d'une surveillance policière et d'une infiltration des services de renseignement de la police autonome catalane, quelques semaines avant la médiatisation des faits en mars 2012. Les services de renseignement ont transmis au juge les résultats de cette enquête mettant en cause l'imam qui aurait tenu des propos d'incitation à la violence contre les femmes et la société catalane. Cette affaire a été largement commentée dans les journaux nationaux et régionaux et a entraîné l'expulsion de cet imam du territoire espagnol.

¹⁷⁴ <http://terrassaenlamira.wordpress.com/2009/04/20/negocios-musulmanes-en-terrassa-podrian-estar-recaudando-fondos-para-la-yihad-islamica/>
<http://www.lukor.com/not-esp/terrorismo/portada/07050823.htm>

¹⁷⁵ <http://www.ennaharonline.com/en/international/5354.html>

¹⁷⁶ <http://www.lavanguardia.com/vida/20120321/54275003211/iman-terrassa-metodo-solucion-a-conflicto-acude-golpes.html>
<http://www.lavanguardia.com/opinion/20120322/54275924372/jose-antich-el-iman-de-terrassa.html>

Au-delà des faits bruts et de leurs interprétations, cet épisode démontre à l'évidence que ce champ religieux est travaillé par des discours radicaux. Mais l'analyse sociologique¹⁷⁷ appelle une mise à distance et un regard différent. Elle se doit de prendre pour focale une question décisive à savoir la gestion publique de cette question religieuse dans l'espace social catalan et, plus théoriquement, la possibilité toujours ouverte de mise en conflit de la question religieuse.

Cet épisode a fait l'objet d'une forte politisation et le rapport des services judiciaires des *Mossos d'Esquadra* a très vite filtré dans la presse.¹⁷⁸ On peut d'abord expliquer que cette médiatisation ne peut être dissociée d'enjeux internes au champ politique catalan. En effet, il se trouve que le maire de Terrassa n'est autre que le nouveau président du Parti Socialiste Catalan (PSC) et fut le candidat à la présidence de la *Generalitat de Catalunya*, le gouvernement catalan, en 2012.

Sans entrer dans le débat sur l'interprétation sémantique des propos tenus par cet Imam dans la sourate incriminée, on peut se contenter de relever le poids du politique dans la construction de la réalité de cette controverse. Ce problème public¹⁷⁹ a été cadré dans une direction particulière : celle de parler d'une religion qui contiendrait un potentiel de violence. C'est donc bel et bien un choix politique qui a présidé à la gestion publique de ce problème social mais, pour connaître le contexte, il en existait un autre. En effet, on pourrait tout aussi bien considérer que ce problème de prêche reste une affaire locale qui pouvait être régulée localement comme ce fut le cas dans d'autres villes comme Reus ou Leida, en Catalogne, accueillant des imams qui ont tenu des propos ouvertement plus violents si l'on en croit les présentations médiatiques.¹⁸⁰

Nous avons également montré dans le cours du raisonnement que le chef de la police municipale de Terrassa avait mis en place un système de relations avec différents leaders de la communauté musulmane et les associations locales non religieuses dans les

¹⁷⁷ Nous avons réalisé une série d'entretiens complémentaires au mois d'avril 2012 auprès de deux acteurs. L'un est le chef de la police locale de Terrassa et l'autre est l'ancien secrétaire de la Mosquée de Terrassa avec lesquels nous avons désormais des rapports personnels.

¹⁷⁸ <http://www.europapress.cat/successos/noticia-ampl-els-mossos-presentaran-limam-terrassa-davant-jutge-imputat-per-delictes-contra-les-dones-20120306165755.html>

¹⁷⁹ Gusfield, J. *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Économica, 2009

¹⁸⁰ <http://www.elmundo.es/elmundo/2010/09/10/espana/1284150398.html>

années 2000 à la suite des violences de juillet 1999. On aurait pu faire appel à ce réseau local pour d'abord mesurer le problème et ensuite le gérer sans faire appel à l'émotion médiatique.

Nous en voulons pour preuve les échanges que nous avons pu avoir avec le chef de la police de Terrassa en juin 2012 (Cf. annexes). Ce dernier nous a expliqué comment, avec un de ces agents de contact avec la communauté musulmane, il a informellement conseillé cet Imam à la demande du maire. Pris dans la panique médiatique, il a assisté ce dernier en lui proposant notamment de rédiger un communiqué de presse et de contacter un avocat. Mais ces services de police locale n'ont pas été sollicités avant que la procédure de surveillance de la mosquée ne soit engagée. Ce choix politique a certainement engendré des répercussions sur la définition culturelle du problème. A l'évidence, il a participé à la stigmatisation d'une communauté et, dans le même temps, à la possible radicalisation de certains jeunes. Il a pu également signifier l'effondrement du système relationnel patiemment mis en place par le chef de la police locale depuis le début des années 2000. On le voit, le traitement médiatique et les luttes politico-institutionnelles jouent un rôle fondamental dans la qualification d'une violence qui se situe à la frontière des registres infra et méta-politique.

Conclusion

Dans cette région travaillée par de forts enjeux nationalistes, la violence crève moins les yeux qu'au Pays Basque. Elle semble être cantonnée au champ de la violence sociale mais il faut se méfier des évidences. Le projet d'une violence identitaire existe bel et bien en Catalogne. Premièrement, des groupes de nationalistes radicaux travaillent mais dans l'ombre alors qu'une violence identitaire peut prendre une autre forme, celle d'une réaction épidermique d'immigrés espagnols qui rejettent d'autres immigrés venus d'Afrique du Nord.

Cette violence navigue, à l'évidence, sans se fixer dans un registre définitif. Elle peut se situer à la fois en amont de la politique et de l'Etat, le gouvernement catalan, l'Etat espagnol, s'inscrivant alors dans un registre *infra-politique* (petites violences, petits trafics, insultes, dépréciations...) mais elle se positionne aussi en sur-plomb, dans un registre cette fois *méta-politique*. Considérée à ce niveau, elle peut alors glisser vers une violence *mise en religion* qui se nourrit d'une nouvelle modernité, excluante de l'intérieur, et globalisée de l'extérieur. De son côté, le discours nationaliste traditionnel cherche une nouvelle identité qui répondrait à ce nouveau défi. Mais une fois encore rien n'est stabilisé tant il est travaillé par des tendances contradictoires.

Plus récemment, les violences de rue perpétrées par des groupes "néo-anarchistes" dans les rues de Barcelone en septembre 2010 et mars 2012 affolent les opinions publiques et les partis politiques nationaliste modéré (CiU) arrivés à la tête des exécutifs. On évoque dans la presse la renaissance d'une menace pré-terroriste d'extrême gauche, trans-nationale puisque ces groupes anarchistes urbains catalans seraient infiltrés par des éléments italiens et grecs. Les frontières sont fermées et l'espace Schengen suspendu quelques jours avant le sommet de la BCE en avril 2012, décision qui n'avait pas été prise depuis les attentats du 11 mars 2004 à Madrid.¹⁸¹

Mais ici aussi, quelle que soit la réalité de cette nouvelle menace, ce qui nous intéresse, c'est la vitesse à laquelle les définitions de la violence peuvent passer d'un registre à un autre par effet de médiatisation. Une violence criminelle de rue devient identitaire puis méta-politique voire pré-terroriste.

¹⁸¹ <http://www.lavanguardia.com/politica/20120419/54284974225/gobierno-controles-fronterizos-cumbre-del-bce-barcelona-evitar-llegada-violentos.html>

Chapitre 3.
Quand le social tue la violence
ou la violence refusée des « indignés »

« Nous devons souligner que la plateforme « Démocratie réelle maintenant » n'organisera, ni de promouvra ou tolérera aucune forme de violence, de vandalisme, homophobe, raciste, xénophobe par des individus, des groupes ou des associations qui lui sont affiliées.

Pour cette même raison, nous ne pouvons pas accepter l'adhésion à notre plate-forme de tout groupe de tendance fasciste, raciste, xénophobe ou autoritaire, quel que soit le signe. Il s'agit d'un mouvement pacifique.

Nous considérons que l'utilisation de la violence et/ou du vandalisme ne conduit qu'à des troubles et des affrontements, et n'aide pas, en tout cas, les objectifs de cette proposition.

Nous soutenons que la façon d'atteindre ces objectifs passe par des actions pacifiques, et en tout cas, de désobéissance civile.

Par conséquent, cette plate-forme indique clairement son aversion pour ce type de violence. »

*Manifeste de Democracia Real Ya,
plateforme à l'origine du « 15-M »*

Pourquoi les « indignés » ?

Une remarque pour commencer : dans ce dernier chapitre, nous ne proposerons pas une étude à proprement parler de la mobilisation des « indignés » espagnols en nous référant par exemple à la très imposante littérature consacrée aux mouvements sociaux, qu'elle soit de tradition anglo-américaine ou plus française, pour tenter d'expliquer sa genèse puis sa dynamique. Nous faisons ce choix pour des raisons qui nous semblent assez fondamentales.

Rien ne dit tout d'abord que le moment, disons l'épisode « indignés », quelle que soit sa dimension, globale ou plus locale, constitue une rupture historique aussi nette que l'on pourrait s'aventurer à le croire (les effets de croyance et de nouveauté sont classiques en sociologie de la connaissance) entre un « ancien » cycle et un « nouveau » ou qu'il donne à voir dans une fiction dangereuse la mise en mouvement d'un réseau de consciences partageant les mêmes valeurs si tant est que ces dernières soient aisément objectivables.

Dire cela ne consiste pas à nier qu'il existe avec les « indignés » la possible amorce d'une action collective coordonnée, d'une critique démocratique qui se propose d'aller au-delà d'une simple conduite de crise en installant un nouveau rapport social. Notre retenue est plutôt synonyme d'une prise de conscience du danger qu'il y aurait à épouser un raisonnement évolutionniste qui nous pousserait dans une fiction difficile à soutenir sur un plan sociologique.

A l'instar de ce qui a pu être dit récemment sur les « printemps arabes »¹⁸², il faut bien commencer par admettre que l'objet « indignés » ou les « mouvements sur places » en général contiennent une part de *construit idéologique et politique* élaboré par les acteurs mobilisés eux-mêmes qui luttent pour définir ce qu'est ou n'est pas la mobilisation mais également par les médias, les élites politiques, les bureaucraties policières et accessoirement des chercheurs qui se sont engouffrés dans cette brèche malgré les réserves apportées par une littérature qui montre qu'une telle approche téléologique peut introduire une périodisation arbitraire, politiquement et idéologiquement biaisée.¹⁸³

¹⁸² Bayart, J.F. Mediapart, 24 janvier 2012 : <http://blogs.mediapart.fr/edition/revolutions-dans-le-monde-arabe/article/240112/printemps-arabes-mythe-et-fictions>

¹⁸³ Dobry, M. « Les causalités de l'improbable et du probable : notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *Cultures & Conflits*, 17, 1995 [En ligne] URL : <http://conflits.revues.org/322>

En effet, rien ne dit que les « indignés » espagnols soient un épisode foncièrement différent d'autres mobilisations politiques antérieures (que l'on aurait d'ailleurs pu tout autant retenir pour cette dernière étude). Pourquoi en effet ne pas focaliser son attention sur les mouvements clos de 2001 contre la guerre en Irak, de 2004, avant le second tour des élections générales à la suite de la communication officielle après les attentats de Madrid ou les mouvements universitaires anti-Bologne de 2009 qui sont tout aussi révélateurs et quelque peu oubliés des analyses ?

Ce que nous voulons dire c'est que sans le savoir, on peut aisément être amené réifier un « mouvement », à l'isoler, l'arracher de l'histoire quitte à le sur-interpréter voire le surestimer en considérant que les acteurs en présence savent exactement ce qu'ils font et ce qu'ils veulent à la faveur d'une prise de conscience consciente soudaine et maîtrisée du cours des choses. C'est malheureusement loin d'être évident quand on les interroge, y compris ceux qui ont été placés au centre de la coordination. Mais nous y reviendrons.

Nous souhaitons préciser cela car nous ne voulons pas nous enfermer dans la recherche effrénée d'une réalité, d'un « mouvement », en définissant sa nature, ses « origines » et ses « causes », en aplatissant son *historicité*, ses caractéristiques *locales* constitutives pour privilégier des catégories génériques anhistoriques et asociologiques, telles que la « jeunesse espagnole », la « crise », la « société civile », les « réseaux sociaux ».

Les pages de ce troisième chapitre ne constituent donc qu'une première approche volontairement très limitée, un *case study* ouvert sur des perspectives futures. Il considère d'abord les « indignés » espagnols comme un espace de mobilisation soudain et imprévisible et se contente ensuite de rendre compte d'une dynamique originale d'acteurs. Pour être très précis, nous voulons comprendre en quoi cette situation *émergente* qui est en train de muter près trois ans après son éclosion au cœur de l'automne 2010 nous donne à voir une configuration différente des deux précédentes (chapitres 1 et 2) étant entendu que la configuration « indignés » n'a pas la même profondeur historique que les deux autres.

Pour cerner cette situation émergente, nous utiliserons les résultats de l'étude empirique menée à Barcelone et à Terrassa en 2010 et 2011, deux villes dans lesquelles nous enquêtons sur les questions du nationalisme et de l'immigration (chapitre 2). Nous nous appuierons également sur une série d'entretiens biographiques menés ultérieurement en 2012 et 2013.

Cette étude se centre uniquement sur la gestion de la violence et les conflits qui surgissent entre ce que Diani nomme des *usual suspects*, des activistes potentiellement violents issus notamment de l'altermondialisme ou des partis anti-capitalistes, et des *unusual suspects*¹⁸⁴ issus d'autres mondes sociaux, moins connus mais qui possèdent une inclinaison à *agir*. Mais nous sommes bien conscients que nous devons aller beaucoup plus loin dans un avenir proche, et c'est là qu'un travail d'analyse de réseau peut être utile.¹⁸⁵ Ce projet consistera à recueillir des données et des modèles pour analyser les échanges entre les acteurs lors de la mobilisation pour identifier les «clusters» et les échanges entre les acteurs et la police pour essayer de penser à ces interactions plus généralement.

Les « indignés » dans la dynamique de la critique sociale post-transition en Espagne

Nous choisissons d'intégrer le cas des « indignés » dans cette analyse générale de la recomposition de la violence politique en Espagne car nous voulons élucider une énigme qui comporte deux niveaux.

A un premier niveau d'analyse, on veut savoir pourquoi les différents protagonistes du moment « indignés » n'utilisent pas la violence alors qu'elle peut constituer un répertoire d'action très fréquent dans l'histoire politique espagnole¹⁸⁶ et ce depuis le milieu du 19ème siècle.¹⁸⁷ En effet, depuis les guerres de succession (guerres carlistes), la société civile espagnole se trouve confrontée à des « cycles » de mobilisation/répression qui ont fait de l'armée et des polices des acteurs centraux du jeu politique. Le terrorisme est aussi un phénomène constant de même que l'anarchisme en milieu urbain, les *bandidos* en milieu rural ou les phénomènes d'insurrection armée (*pronunciamiento*) et la répression qu'ils induisent. Cette configuration politique particulière est d'ailleurs expliquée par la difficulté à construire un État doté d'une capacité d'action efficace, légitime et non répressive. Tout se passe comme si, d'un côté, on a assisté au développement d'un État qui voit dans l'autoritarisme un moyen politique pour s'institutionnaliser et, de l'autre côté, une société civile qui trouva comme unique moyen d'expression politique la violence dans sa forme la plus radicale.

¹⁸⁴ Selon l'expression de Mario Diani, in "The 'Unusual Suspects' : Radical Repertoires in Consensual Settings", in *Violent Protest, Contentious Politics, and the Neoliberal State*, Seraphim Sepheriades and Hank Johnston (eds.), London: Ashgate, 2011

¹⁸⁵ Diani M. "Networks and social movements" in: *Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Oxford: Blackwell, 2013, p. 835-840

¹⁸⁶ Arostégui, J. "Violencia, sociedad y política : la definición de la violencia", *Ayer*, 1994, 13, pp. 17-56

¹⁸⁷ Genieys, W. "De la violence politique aux violences urbaines : le cas espagnol", *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 2000, 40, pp. 195-215

Dans une perspective cette fois très récente, il faut préciser que ce moment intervient aussi après une période historique (post-franquiste) où les réactions aux profonds changements sociaux et culturels que vit ce pays depuis le mitan des années 1980 se sont résumées à deux représentations dominantes oscillant entre la sur-médiatisation de la violence juvénile et les lamentations devant la supposée apathie démocratique d'une jeunesse endormie par la démocratisation :

1. d'un côté, médias et mondes politiques n'ont eu de cesse de stigmatiser des violences de rue structurées (*Kale Borroka*) et des affrontements systématiques entre police et jeunes nationalistes radicaux au Pays Basque depuis les années 1990 (cf. chapitre 1), ou des conduites de crise racistes perpétrées par des collectifs dans certains quartiers ou zones rurales espagnols depuis 1999, ou encore de violents affrontements survenus lors des rassemblements alter-globaux au début des années 2000, ou lors d'occupations d'universités en mars 2009, d'immeubles ou de centres autogérés (Okupas) ou enfin à la fin des grèves générales en septembre 2010 (« anti-systèmes », cf. chapitre 2).

2. dans un mouvement inverse, d'aucuns ont pu déplorer une apathie malade des jeunes espagnols en mythifiant au passage les anciennes luttes et mobilisations anti-franquistes des années 1960 et 1970.¹⁸⁸

On peut d'abord dire qu'en écho à cette histoire longue ou plus immédiate, les « indignés » ont réussi à se faire labelliser comme un mouvement pacifique en réussissant à reléguer la violence à sa marge, tout du moins dans les représentations collectives. Car l'image de la mobilisation a été relativement contrôlée dans les discours officiels des porte-paroles. Elle est même catégoriquement *refusée*, cette dénonciation symbolique se muant en un projet incertain d'identité structurante. Mais nous reviendrons sur ce travail symbolique.

Car cette énigme s'épaissit encore lorsqu'on se rend compte par de simples observations *in situ*, la lecture de la presse et des blogs activistes ou des entretiens rétrospectifs que la violence est bien présente chez les « indignés » quelle que soit l'histoire officielle. Elle rôde mais elle ne s'exprime qu'à la marge. Quand elle se manifeste, elle est perçue comme relativement faible, au début, le 15 mai à Madrid et à la fin au mois de juin à Barcelone notamment. Elle peut

¹⁸⁸ Funès Rivas, M. J. « De lo visible, lo invisible, lo estigmatizado y lo prohibido », *Revista de Estudios de la Juventud*, 75, 2006, pp. 11-27

constituer un projet pour certains mais ce dernier est systématiquement neutralisé ou plutôt dissimulé dans la vie d'un campement ou entre les campements qui se répondent, se soutiennent dans une même *dynamique non-violente* dont il faut s'efforcer à la fois de souligner la rhétorique et de comprendre les ressorts.

A un niveau plus théorique, sans présager de la nature profonde d'une telle action collective pour les raisons de fond évoquées plus haut, on peut dire, à la simple lecture des entretiens que nous avons réalisés et des discours officiels décortiqués que cette *violence refusée* (quelle que soit la dimension performative qu'implique un tel positionnement) témoigne au moins d'une volonté de coordination entre les groupes présents ou plus précisément, sans exagérer le pouvoir de ces acteurs, de l'existence d'une coalition entre différents collectifs qui participent à cette action.

La violence refusée indique en creux qu'une définition sociale minimale de la situation est à l'œuvre (sans présager du niveau de calcul des acteurs) qui assure un temps une continuité entre différents *clusters*, qui ne se connaissent pas forcément, qui ne partagent pas les mêmes orientations mais dont les différents cadrages convergent dans une direction commune : ne pas utiliser une violence qui les condamnerait à une définition incapacitante.

En ce sens, la non-violence doit être entendue comme une violence suspendue et cachée. En ce sens, elle peut constituer un moment, même fragile et contesté, pendant lequel des participants essaient de donner une définition conflictuelle du politique, qui ne soit pas lestée par un enjeu nationaliste ou autre et remettent en scène les acteurs d'un *possible conflit* entendu précisément comme l'anti-thèse de la violence.¹⁸⁹

Les aveuglements possibles

Plusieurs pistes interprétatives peuvent alors être empruntées pour expliquer ce choix de la non-violence des « indignés ».

Sur ce chemin, un premier piège culturaliste doit être évité si l'on se réfère à cette histoire politique espagnole longue ou plus immédiate. Le moment « indignés » sonne comme un ré-enchantement, un réveil démocratique non-violent contrôlé de bout en bout par des leaders et des animateurs dotés d'un capital politique et de visibilité inédits (de « nouveaux » leaders cyber-activistes, « anonymes », « horizontaux »). Ces derniers agissent selon les principes d'une

¹⁸⁹ Wieviorka, M. *La violence, op. cit.*

intelligence collective, une stratégie claire, pacifiée, fondée sur une maîtrise des réseaux sociaux, animée par une conscience vraie alertée par un sentiment d'urgence.

Cette présentation officielle n'est pas sans poser problème sur un plan sociologique. Loin s'en faut. En effet, distinguer le cas des « indignés » peut revenir à le classer dans la famille de la « bonne action collective », originale, éclairée, pacifique, portée par des gens qui ont une culture, de la culture et tenir d'autres mouvements, pour violents en eux-mêmes, portés eux par une passion aveugle, nationaliste par exemple. Bref, et c'est un point crucial quand on situe l'analyse en Espagne, cela équivaut à tomber dans un jeu distinctif très puissant qui oppose « Madrid », l'origine de la mobilisation et les « périphéries », les « civilisés » et les « violents » nationalistes » au Pays Basque ou les « anti-systèmes » ou nationalistes radicaux, en Catalogne. Ce raisonnement est bien sûr faux et ce n'est pas un hasard s'il s'est constamment invité dans les discussions des campements de Barcelone et sa banlieue quand les nationalistes ont reproché aux gens de DRY, la plateforme de coordination, d'être à la solde des « espagnolistes ».

Mais au-delà de ces tensions, il nous semble que dans un cas, on voit trop de violence car on ne la regarde pas telle qu'elle est et, dans l'autre, chez les « indignés » de Madrid puis de Barcelone et ailleurs, on ne la voit pas assez. En effet, on a eu l'occasion de montrer qu'une violence de rue nationaliste structurée comme la *Kale Borroka* au Pays Basque, n'était pas simplement une violence convulsive, brutale et aveugle ou le fruit d'une quelconque manipulation par une organisation terroriste d'une jeunesse animée par une frustration sociale. Nous avons expliqué qu'elle était le produit de conditions historiques très nouvelles bien plus complexes que les labellisations médiatiques et politiques très polarisantes voire terrorisantes qui nous sont proposées. De même, dans le même ordre d'idées, cela serait oublier un peu vite que la répression et sa densité dans le cas basque depuis le début des années 1990 n'ont aucune commune mesure avec ce qui a pu être réprimé chez les « indignés ».

On s'aperçoit ensuite que la violence circule bien chez les « indignés ». Simplement, elle ne bénéficie pas du même régime médiatique et de traitement policier, bien plus clément. Et pour aller plus loin il faut voir dans cette dissimulation de la violence, certes la retenue policière mais surtout l'efficacité du travail symbolique de leaders « indignés » qui n'ont cessé de contenir médiatiquement les épisodes violents, d'alerter l'opinion publique, de dédramatiser, de désactiver les provocations policières, les qualifications médiatiques stigmatisantes (la *Kale Borroka* justement) et les dangers d'une possible polarisation comme la question nationale :

« Nous avons aussi pris conscience que ce qui nous unit est bien plus fort que ce qui nous sépare, que ces différences ne sont que des idées fausses qu'on nous a mises dans la tête. Quelques jours plus tard, alors qu'à Barcelone les forces de l'ordre tentaient d'évacuer la Place de la Catalogne, Madrid criait et tweettait : « Si Barcelone n'a pas peur, a Madrid No tenim por ! (A Madrid, nous n'avons pas peur, en catalan) » »¹⁹⁰

Cette philosophie a permis de cimenter la mobilisation dès sa gestation. A Madrid, aux premières heures, on peut considérer que le choix d'installer des campements statiques, *Puerta del Sol* et, un jour plus tard, *Plaza de Catalunya* à Barcelone, n'est nullement un choix prémédité de répertoire d'action. C'est une réponse improvisée dans l'instant par quelques dizaines de manifestants pour empêcher les tentatives d'expulsion policière et fixer en un lieu central l'attention médiatique.

La massification viendra plus tard. En effet, à la fin de la manifestation du 15 mai 2011, *Puerta del Sol*, un petit groupe de manifestants décide de monter la *Gran Via*, l'artère principale de Madrid, et de perturber la circulation routière. Des bagarres éclatent entre des groupes violents et des membres de *DRY* qui souhaitent éviter toute récupération. La police décide d'intervenir alors que plusieurs groupes organisés avaient déjà commencé à s'attaquer au mobilier urbain et aux boutiques de luxe. En réponse à ces charges policières une centaine de personnes décident de camper. Une seconde vague policière tente de les déloger mais après un appel lancé via les réseaux sociaux plusieurs centaines de personnes arrivent sur place dans les heures qui suivent.

La gestion policière plutôt pacifique de la première manifestation du « 15-M » a donc directement contribué à changer en un instant la nature de cette mobilisation. Le slogan « Démocratie Réelle Maintenant » cède la place à un « Occuper la place » (« *Toma la plaza* ») et à un rassemblement de milliers d'individus, ces occupations constituant officiellement, à partir de ce moment précis, un acte de désobéissance civile statique. Prisonnières de la participation élevée et de la présence massive de médias traditionnels, les forces de police adoptent une stratégie de retrait entérinée par les directives du ministre espagnol de l'Intérieur de l'époque, Alfredo Perez Rubalcaba, et, élément important dans cette configuration, candidat *PSOE* à la présidence du gouvernement à

¹⁹⁰ Álvarez, K., Gallego, P., Gándara, F., Rivas, O. 2011 *Nosotros, los indignados*. Barcelona: Ediciones Destino (Traduction française, 2012), p17

l'automne de l'année 2011 avec le secret espoir de mobiliser électoralement ces « indignés ».

L'ombre d'un mouvement négatif : le cas de Barcelone

On veut donner une autre preuve que ce mouvement aurait tout aussi bien pu tomber dans une autre définition : l'incertitude de la période post-électorale et l'arrivée au pouvoir de nouveaux gouvernements municipaux à la fin du mois de mai 2011 transforme pour un temps l'économie non-violente des « indignés » barcelonais. La victoire de la droite conservatrice *CiU* à la mairie de Barcelone et au gouvernement de la Catalogne, la *Generalitat de Catalunya*, dessinent une nouvelle configuration d'affrontement, ouvrent une fenêtre d'opportunité à d'autres scénarios possibles.

C'est ainsi que le pouvoir municipal décide le 27 mai 2011 de déloger à la première heure les campements de la *Place de Catalogne* en prenant comme argument de nettoyer cette place centrale afin d'éviter des éventuels problèmes d'ordre public en prévision de la célébration de la victoire du *Barça* en finale de la *Champion's league*. Les *Mossos d'Esquadra*, les unités de maintien de l'ordre de la police catalane, tentent de démanteler le camp et utilisent ouvertement la violence physique contre les personnes présentes. Ces dernières alertent immédiatement les médias via *Twitter*, ce qui génère un flux considérable de messages sur les réseaux et un afflux de personnes (plus de 3000) qui font immédiatement acte de résistance passive.

On peut estimer que le fait que de nouveaux publics non-politisés, de toute génération, y compris, chose importante, d'anciens militants anti-franquistes à la retraite et des nationalistes rejoignent ces « indignés ». Cette arrivée de femmes, d'enfants, de personnes âgées... donne à la mobilisation une configuration toute autre en limitant le champ de possibilité d'expression de la violence. Des photos du déploiement de force spectaculaire et de la résistance pacifique des « indignés » circulent sur les réseaux sociaux numériques et la présence d'unités anti-émeutes casquées, armées, chargeant des gens ordinaires peu habitués à participer à ce genre d'affrontements, provoque une grande émotion collective.

De la même façon, la présence avérée d'agents policiers infiltrés, provocateurs de la violence, est dénoncée et démontrée par des images diffusées en temps réel sur *You Tube*. Cette opération policière a pour effet de renforcer la cohésion du mouvement qui en un instant change de nature : il menace de devenir anti-institutionnel et permet aux groupes anarchistes de faire valoir leurs arguments, leur méthode d'action directe.

Un dernier exemple est l'épisode qui a eu lieu le 15 juin 2011 lorsque des affrontements opposent police et jeunes qui tentent de bloquer l'accès au Parlement catalan, le jour où des budgets d'austérité doivent être approuvés. Des députés catalans sont molestés et le nouveau Président de la *Generalitat de Catalunya* doit quitter le parlement catalan en hélicoptère. Mais à Madrid, le 16 mai, comme à Barcelone ces 27 mai et 15 juin¹⁹¹, le mot d'ordre est de rester (« *Toma la Plaza* »).

Un deuxième écueil, disons cognitif, peut également se révéler être un piège pour interpréter cette non-violence des « indignés ». On peut en effet estimer que le décollage de cette mobilisation et sa gestion pacifique seraient à la fois le fruit d'un mystérieux sentiment d'urgence qui a animé certains entrepreneurs de morale, leaders du mouvement, mais surtout de la mise en œuvre de nouveaux principes d'action collective originaux tels l'horizontalité, l'anonymat ou l'inclusivité. On est alors enclins à considérer les « indignés » comme un méta-réseau innovant¹⁹², souple, doté de qualités bien supérieures aux vieilles organisations dépassées. Des objections fondées sur des données d'observation doivent pourtant être formulées.

Tout d'abord, si l'on cherche une causalité explicative du décollage et de la bascule des individus dans ce type de mobilisations en *acampadas*, laquelle doit-on sélectionner in fine ? Et sur quels critères expliquant l'efficacité du cadrage ? Après tout on serait prêt à adhérer aux critiques de groupes anti-capitalistes qui ne voient dans les « indignés » qu'un mouvement très futile, dont la non-violence ne serait qu'esthétique¹⁹³. Doit-on alors considérer que c'est la prise de

¹⁹¹ Mir Calvo, J. « Breves reflexiones sobre la aparición de episodios violentos en un acto de desobediencia civil ante el parlament de Catalunya », Censenmoviment.wordpress.com, Universitat Pompeu Fabra, 18 junio 2011 : <http://censenmoviment.wordpress.com/2011/06/18/breves-reflexiones-sobre-la-aparicion-de-episodios-violentos-en-un-acto-de-desobediencia-civil-noviolenta-ante-el-parlament-de-catalunya/>

¹⁹² Boltanski, L, Chiapello, E. *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999

¹⁹³ Nega, “Cultura y estética del 15-M: de eslóganes y falsos profetas” in *Kaos en la red*, 2 July 2011. <http://old.kaosenlared.net/noticia/cultura-estetica-15-m-esloganes-falsos-profetas> (Accessed 2 July 2013) in Postill, J. “Spain’s indignados and the mediated aesthetics of nonviolence, July 14, 2013: <http://johnpostill.com/2013/07/14/spains-indignados-and-the-mediated-aesthetics-of-nonviolence/>. Pour résumer, trois critiques principales sont faites aux “indignés”. Premièrement, il attaque les “indignés” pour leur obsession pathologique de la non-violence ; non pas une non-violence comparable aux mouvements de civil rights dans les années 1960 aux USA mais plutôt une non-violence décaféinée. Pour ces radicaux et pour Nega, la notion de non-violence du “15M” correspond à une labellisation des grands médias espagnols. Dans cet esprit, “jeter de la peinture ou un oeuf devient une terrible violence anti-système”.

conscience magique d'une domination, un réveil brutal, un dégel cognitif, des émotions qui expliqueraient en sur-plomb une prise de conscience consciente et une coordination spontanée et pacifique de ces acteurs ? Les éventuelles propriétés sociales auto-déclarées des participants se distinguant par un tempérament, un style, une culture et le caractère anonyme, horizontal, inclusif autoproclamés de cette mobilisation par exemple ne sauraient expliquer sa *victoire médiatique* dans les opinions publiques espagnole et mondiale sauf à adhérer aux justifications des acteurs et à leurs modèles.

1. Premier jeu d'hypothèses: asymétrie d'information et renonciation momentanée à la violence

De manière moins spectaculaire, les « indignés » doivent aussi être considérés comme une coalition associant provisoirement, dans des mêmes lieux inédits (des places, des campements), différents collectifs critiques ou artistes (la dimension performative et « tragico-comique » à la « situationnistes » est importante), structurés ou éphémères (beaucoup ont complètement disparu aujourd'hui) travaillant le monde des jeunes espagnoles depuis le milieu des années 1990. Cette coopération conflictuelle mais non-violente est parvenue à créer un consensus normatif, une coordination expliquant la stabilisation de cette conjoncture improbable et finalement brève (deux mois).¹⁹⁴

C'est ce consensus qui neutralise la violence, un consensus entre d'un côté des acteurs potentiellement violents, qui ont fait, qui savent faire mais qui ne veulent pas ou plus faire et d'autres, apparemment nouveaux sur la scène politique, même s'ils sont en vérité dotés d'un capital militant et d'une histoire engagée secrète, qui ne veulent pas de la violence ou la déplacent sur un terrain nouveau, le digital notamment (naissance d'une digital critique ?). Et il faut analyser la structure de ce consensus de manière dynamique et ouverte en ne négligeant pas un facteur clé, celui de la surprise, de l'irruption imprévue et deuxièmement, de l'incertitude de la situation qui se nourrit d'une violence qui rôde mais que l'on parvient à dissimuler aux yeux de l'extérieur.

Deuxièmement, les "indignés" ne s'attaquent pas à la racine des problèmes en proposant des slogans naïfs comme "pour une justice juste". Les références intellectuelles des leaders "indignés" seraient davantage tournées vers des personnalités médiatiques plutôt que "Marx, Mao or Marcuse (or Debord, Foucault or Sartre". Enfin, le "15M" souffrirait d'une culture de l'immédiateté, esclave de l'éphémère, se contentant de publier de petits livres sans lendemain.

¹⁹⁴ *Ibid.*

Ainsi, si les militants qui pourraient agir violemment (même si nous répétons que cette violence n'est souvent que performative et rarement structurelle) n'agissent pas, c'est d'abord qu'ils ont été dépassés voire qu'ils ne savaient pas ce qui se tramait « en douce », et ensuite une fois que la mobilisation prend, qu'ils estiment que l'on ne puisse la contrôler car on ne sait même pas qui y participe, qui fait quoi.

En effet, c'est quand une mobilisation de ce type décolle que les coûts de la violence disparaissent ou apparaissent et non pas l'inverse, alors ces dynamiques peuvent en un instant tourner à l'affrontement ou devenir massives, s'installer, durer, s'organiser une fois ce mur dépassé.

“Je me pose la question. Le 15-M est peut-être né comme un mouvement apolitique, sans idéologie. Cela a pu être un point de rencontre de positionnements politiques a priori opposés. Des fascistes et des socialistes peuvent se retrouver pour condamner la corruption, demander plus de transparence, moins d'impunité politique (...) nous pensions nous à la nécessité d'être présents mais sans drapeaux, en occupant des endroits, des commissions stratégiques pour politiser le mouvement (il y avait beaucoup de gens sans aucune trajectoire militante et sans discours clairs) et pour éviter un agenda réformiste (comme celui de DRY)”.

A2, ancien militant nationaliste catalan, militant de *Revolta Global*.

1.1 Les parties en présence

On trouve d'abord au travail chez les « indignés » des individus issus de la culture dite libre, de tradition communaliste, des cyber-activistes très actifs sur les réseaux sociaux notamment lors du débat sur la loi SINDE pendant l'hiver 2010 visant à lutter contre le piratage sur internet mais également à simplifier les procédures permettant de faire fermer les sites proposant des œuvres contrefaites. Ces différents collectifs mais aussi des petits groupes constitués sur Facebook comme *Estado de Malestar*, *Juventud sin Futuro* rejoints par *Anonymous* s'allieront pour former le collectif *Democracia Real Ya* durant les mois de mars-avril 2011.

Pour trouver dans la jeunesse espagnole un terrain de légitimation d'une violence sous différentes formes (pratiques de désobéissance civile, occupations illégales et affrontements lors d'opérations de police de délogements de « squats », violences destructrices, vandalismes lors de grandes manifestations) il faut se tourner vers le

monde de la critique sociale radicale, celle des *Okupas*, squatteurs politisés, collectifs auto-gérés, ou du *néo-anarchisme*.¹⁹⁵

Dans cette dernière famille cohabitent d'autres sensibilités plus ou moins organisées que la police définit et stigmatise comme des « anti-sistemas », une catégorie sociale floue dont se sont emparés les médias dans les mois qui ont précédé la campagne des « indignés ». Il faut dire que cette étiquette est péjorative et gomme pour le moins les réelles différences, idéologique et opérationnelle, existant entre tous ces groupes parmi lesquels on trouve aussi des gens appartenant à la gauche *post-fordiste*, traversés, en Catalogne, par la question nationaliste.¹⁹⁶

On rencontre tous ces courants à la manœuvre chez les « indignés », de manière plus ou moins individualisée (on vient voir ce qui se passe) clandestine (on n'agit pas selon les codes habituels), ce qui semble démontrer que des frontières forgées par l'histoire récente entre ces différents collectifs n'ont pas été aussi clairement hermétiques dans le cours de cette conjoncture ou, en tous les cas, n'ont pas été envisagées par les acteurs comme des antagonismes insurmontables.

1.2 Information et anticipation de la mobilisation : ceux qui savent et ceux qui ne savent pas

L'information dont disposent les uns et les autres dans une action collective est un facteur clé pour comprendre comment s'enclenche puis se structure la dynamique de groupes. Or force est de constater que le projet d'un « 15-M » s'est forgé en silence à partir de l'automne 2010 et qu'une fois lancé, il a surpris par son ampleur d'abord les militants numériques eux-mêmes, ceux qui ont travaillé clandestinement mais surtout les militants traditionnels qui ignoraient ce qui se fomentait en silence dans le confinement des réseaux sociaux. Nombre d'acteurs n'ont pas prévu ou ne pensaient pas qu'une mobilisation aussi massive puisse être possible et tous les militants de la gauche radicale ont été débordés par l'ampleur de cette dernière sans qu'aucun ne puisse complètement la contrôler en interne par la suite.

¹⁹⁵ Juris, J. “Reinventing the Rose of Fire: Anarchism and the Movements against Corporate Globalization in Barcelona”, *art. cit.*

¹⁹⁶ *Revolta Global-IA* (micro-parti anti-capitaliste), *Comunistas* (communistes internationalistes), groupes anarcho-libertaires, *Autonomos* (communistes libertaires), Black Blocs, *Okupas* (collectifs auto-gérés), *CUP* (nationalistes catalans radicaux).

Un rendez-vous fomenté en secret par de « nouveaux » activistes

Des leaders « indignés » hyper-intellectualisés ont travaillé en secret¹⁹⁷ dès l'automne 2010 pour lancer ce qui deviendra le collectif DRY. Ces derniers sont issus de différents groupes, des collectifs très minoritaires inconnus jusqu'à la date du 15 mai 2011, nés sur des plateformes digitales formées via Facebook, qui se sont agrégés pour construire l'appel à la mobilisation du « 15-M ». Un mouvement d'une telle ampleur médiatique n'était sûrement pas prévisible mais les choses se préparent tout de même chez certains dans le secret de micro-histoires et de subjectivités croisées, à la fois globales et locales, qui s'agrègent dans l'instant. Pour démontrer cela, nous prendrons l'exemple du parcours de Klaudia Alvarez, en tentant de reconstruire le récit de la subjectivation de son expérience.

¹⁹⁷ Parmi les quatre « leaders » de la plateforme DRY, (*Democracia Real Ya*, fondée au printemps 2011, moteur du mouvement, au moins dans sa dimension la plus médiatisée), deux sont issus du secteur économique de la communication, des médias traditionnels et sociaux. Leur parcours nous donne à voir un capital militant articulé autour de la maîtrise des nouvelles technologies et des nouveaux médias. Klaudia est une des leaders médiatiques de DRY à Barcelone et en Espagne. Elle a 35 ans et est professeure de technique audio-visuelle (son, image) dans un centre éducatif de Terrassa en banlieue de Barcelone. Son père est au chômage et beaucoup de ses amis sont en contrats précaires. Elle se dit *a-politique* mais *a-système*. O. est lui un leader de DRY. Il a 38 ans et un passé de militant de gauche. Sa petite entreprise de post-production audio-visuelle a fait faillite dans les années 1990. Il a ensuite été employé par la Radio Nationale Espagnole (RNE), puis licencié. Dans les années 2000, il fonde une micro-entreprise, une école de communication indépendante engagée socialement. Il sera l'un des porte-parole du mouvement et animera la commission de communication. J. a 27 ans et est membre de *Juventud sin Futuro*. C'est un ancien militant nationaliste basque, doctorant en sociologie. Il appartient à une plateforme d'opposition au Plan Bologne et à l'ensemble des réformes universitaires et sociales menées en Espagne depuis les années 2000 (2 entretiens, décembre 2011, cf. annexe 2).

Trajectoire et subjectivation d'une « indignée »

Quand on interroge cette militante selon la méthode biographique, il apparaît que l'échelle trans-nationale, les événements du printemps arabe de 2011 ou les crises de l'Islande, de la Grèce, les mobilisations au Portugal quelques semaines plus tôt, ont nourri l'*ethnoscape* de cet acteur.¹⁹⁸ Pour ce leader du collectif DRY à Barcelone, rien n'aurait été possible sans ces événements.

Mais la densité de son parcours montre qu'à l'inverse les échelles locale, intime, sont primordiales dans la construction de soi et nulle mobilisation n'est possible sans la coalition, le moment venu, de ces expériences longues et secrètes sédimentées localement. Quelles que soient les représentations, le mieux est sans doute d'essayer de penser ces échelles mentales sans les opposer, dans une même dynamique, l'une trans-nationale, remplissant une fonction symbolique de prise de conscience par chacun d'une *communauté de souffrance globalisée*, l'autre locale permettant d'activer et d'agrèger par l'expérience des dynamiques concrètes qui se sont construites en silence avant le grand jour du 15 mai 2011.

En ce qui concerne cette échelle locale, le récit de son engagement montre que la responsable de la communication de DRY à Barcelone ne vient pas de nulle part.

Klaudia est née en 1976 à Cornellà, une ville de la banlieue ouvrière de Barcelone dont la population a fortement augmenté (comme à Terrassa) avec l'arrivée d'une immigration andalouse dans les années 1960 puis d'Afrique du nord dans les années 1990-2000. Elle est fille unique, issue d'une famille de classe moyenne. La mère est institutrice et le père est électricien, indépendant, propriétaire de son propre atelier jusqu'en 2008. Il n'y avait pas forcément d'ambiance politique dans la famille. Ses seuls souvenirs sont les années de la transition et les manifestations dans la rue au début des années 1980. Elle a toujours été observatrice sans forcément s'engager.

A 18 ans, elle entre en « communication à la UAB » (1994-1998) puis elle part en Erasmus à Lisbonne, ville dans

¹⁹⁸ Appadurai, A. *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 1996

laquelle elle repart pour travailler entre 2000 et 2002, petits jobs, traductions, classes d'espagnol, serveuse... Elle revient à Barcelone en 2002 et devient professeure contractuelle de la Generalitat de Catalunya à Terrassa, Sabadell... pendant 10 ans, de 2002-2012. Entre-temps, en 2008, elle reprend ses études en *Bellas Artes* à la UB puis s'inscrit en Post-Grado Gestion Cultural.

Entre 2002-2013, elle travaille pour diverses institutions éducatives de cycles professionnels non universitaires pour enseigner les techniques de communication audiovisuelles, photoshop, multimédia, photographie, sonorisation... Zona Franca de Barcelone, Ecole d'Arte, Sabadell, Terrassa.

Sur un plan politique, elle n'a jamais participé auparavant à un collectif politique mais elle a toujours été en contact avec des amis militants.

La rupture 2007-2008

« J'ai repris mes études et j'ai vu une université sans cantine, sans lieu pour simplement manger, des édifices dégradés, des budgets en chute, « Bellas artes, ultimo mono de la casa ». Le toit me tombait sur la tête, les bourses étaient toutes supprimées. La crise m'a affectée directement mais je travaillais pour des administrations, je pouvais vivre quand même mais j'ai pris conscience avec mes amis qui se précarisaient gravement, 10 h de travail pour un salaire de misère... et puis il y a eu mes parents. Mon père qui était à son compte a subi la crise de plein fouet, 5 ans avant la retraite.

Il y a eu également la réforme du Plan de Bologne. Cela a été une excuse pour couper les budgets, plus de travail pour les profs, dégradation de leurs conditions de travail. Moi, j'ai perdu la moitié des crédits que j'avais gagné dans mes études antérieures et les emplois du temps étaient incompatibles avec mon travail ; ceux qui doivent travailler ne peuvent plus étudier.

J'ai lutté avec d'autres contre cette réforme à la UB et en mars 2009, le 18, les Mossos (la police catalane) nous a délogé violemment du rectorat que nous occupions pacifiquement. Ils ont cassé le bras à une amie à moi. Ce fut un choc. Comment une police démocratique de la Catalogne pouvait faire cela et user de la violence contre

ses étudiants ? Ce fut aussi un désenchantement politique : un gouvernement de gauche tripartite a donné l'ordre d'entrer dans une université pour frapper des étudiants ! J'ai dû tout abandonner au final : c'était comme lutter contre un monstre ; je travaillais, je ne pouvais pas suivre les cours et les frais d'inscription avaient beaucoup augmenté.

L'année 2010-2011, j'étais inscrite en Master artes visuales. Je faisais des études culturelles, visuelles, et suivais des cours de critique sociale, gender studies... La perspective constructionniste m'a passionnée, avec l'idée que l'on pouvait lutter intelligemment contre les constructions culturelle et sociale des choses. Deux professeurs m'ont beaucoup marqué, notamment une femme, ma tutrice de Master qui a fini par avoir un contrat misérable à 300 euros par mois !

Je me dis que revenir à 30 ans passés à l'université a été une question vitale car j'avais une vie conventionnelle. J'ai rencontré des gens de 18 ans en lutte qui m'ont réveillé car j'avais la sensation que ma vie n'avancait pas, c'est un choix personnel ».

La période de l'Été-automne 2010 est une seconde rupture. Elle s'inscrit en Master puis abandonne en décembre. Pendant cette période, se produisent les révolutions arabes, la crise en Islande et Klaudia s'investit dans l'animation de comptes collectifs sur Twitter et Facebook pour chercher des informations, échanger des points de vue avec d'autres. Elle entre alors en connexion avec :

1. le groupe *No les votes* issu de la lutte contre la ley Sinde, un manifeste de jeunes avocats et activistes en faveur du boycott des partis politiques qui ont voté cette loi ;
2. avec d'autres collectifs créés via Facebook, le groupe *Estado de Malestar* notamment. C'est le début d'une coordination qui se forge durant l'automne 2010. 15 personnes se donnent rendez-vous pour faire de petites performances, ouvriers, infirmières, artistes, qui se réunissaient ensuite dans un bar pour échanger.

« D'ailleurs, les premiers groupes qui ont décidé de planter des tentes à Madrid et à Barcelone, ne fonctionnaient pas comme un seul et même groupe ; c'était des groupes d'artistes qui faisaient des

performances, des centres auto-gérés qui sont venus aussi... Les Acampadas n'étaient pas prévues...

DRY en fait n'a été qu'un niveau de coordination supplémentaire à tous ces collectifs qui existaient déjà. Nous, avec nos groupes Facebook, on avait fait grandir les groupes de discussion. Car les hackers, anonymous, plus tard Dry, tous ces réseaux sont utiles pour éveiller les consciences, mettre de l'agitation mais ils sont incapables de mettre des gens dans la rue, d'organiser des rassemblements.

Mais à aucun moment on n'avait prévu une mobilisation à une telle échelle. Le jour J, le 15 mai, ça a été un état de choc, on avait l'impression d'un moment historique. Moi, j'ai reçu 55 appels téléphoniques de journalistes. Stress, panique, je ne savais pas quoi dire. Ils m'ont appelé à moi car j'en connaissais personnellement un certain nombre et c'est comme cela que je suis devenue porte-parole officielle de DRY à Barcelone. Mais je le répète, rien de tout cela n'était prévu. Cela a été beaucoup de travail pour comprendre déjà ce qui s'est passé, qui était là, etc... Prise de panique, j'ai même pensé arrêter.

1.3 La trajectoire de la mobilisation

Une fois la dynamique enclenchée et stabilisée dans des campements statiques, et ce malgré les coups échangés ici et là entre la police et des *usual suspects*, à aucun moment on n'a assisté à une escalade contrairement à ce qui peut se passer dans d'autres mobilisations, et dans aucun des cas les processus d'escalade effectifs ne prennent la forme d'une intensification de la violence.

Ceci s'explique selon nous, pour une part, on l'a dit, par la réception du mouvement dans l'opinion publique, par la retenue de la répression mais aussi en termes d'attitudes et d'«*apprentissages historiques* ». D'une part, un système de contrôle social interne est mis en place au sein même des campements, système qui filtre la violence avec le concours de militants classiques. Et, d'autre part, ceux qui pourraient agir n'agissent pas.

1.3.1 Un système interne de gestion/médiation de la violence

La violence interne a d'abord été gérée par la mise en place dans les campements d'un système de médiation et de contrôle social interne. Des commissions de *Respeto* ont géré les éventuelles tensions

internes qui surviennent entre individus ainsi que les relations avec l'extérieur et notamment la police, dans les moments particulièrement sensibles. Deux exemples peuvent être donnés.

Le premier est la gestion d'une affaire d'agression sexuelle présumée. Début juin 2011, la commission « féministe » des « indignés », *feminismosol* annonce qu'elle quitte les campements sans abandonner la lutte afin de dénoncer des agressions sexuelles contre des femmes et au-delà des comportements sexistes et homophobes à l'intérieur des campements¹⁹⁹. La commission dénonce en outre l'attitude de la commission légale, *LegalSol*, et son refus de dénoncer publiquement ces actes²⁰⁰. Quand on prend le temps de lire les blogs et les échanges entre « indignés » sur cette affaire, on comprend que l'attitude des médiateurs des commissions *Respeto* et *Legal* a consisté à gérer cette affaire comme d'autres en interne, en évitant de médiatiser ce qui aurait contribué à affaiblir le mouvement dont le crédit était entamé par une campagne médiatique agressive en ce début du mois de juin 2011.

Un second exemple de ce travail de médiation peut être donné avec le débat que les « indignés » ont eu sur comment continuer la lutte après deux semaines de campements. Sur un plan matériel, ces mobilisations sont en effet très coûteuses en temps et en énergie pour leurs promoteurs. Dans les *acampadas*, les conditions de vie sont précaires et nécessitent une logistique lourde. Des bénévoles s'organisent pour assurer une présence minimale sur ces lieux. Les étudiants qui ont terminé leurs cours, au mois de mai, sont présents toute la journée et sont rejoints en fin d'après-midi par des salariés qui restent toute la nuit. Le système de gestion interne de la violence semble fonctionner mais les gens se lassent. Et des problèmes d'organisation se font jour, des tensions naissent. Elles se gèrent de moins en moins facilement et l'horizontalité du mouvement ainsi que le fait que les porte paroles changent rendent difficile à la longue la prise de décision.

D'un côté, il y a ceux qui, alertés par la dégradation des conditions de salubrité et l'insécurité dans la vie des campements pensent qu'il est temps de lever le camp deux semaines après, début juin 2011. De l'autre côté, les policiers admettent que même si la mobilisation a

¹⁹⁹ Ezquerria, S. "Feminist practice in the 15-M movement: progress and outstanding issues", 12 July 2012 : https://www.google.fr/url?sa=f&rct=j&url=http://www.opendemocracy.net/sandra-ezquerria/feminist-practice-in-15-m&q=&esrc=s&ei=x7GUUufsGPKa1AWL9YC4CA&usg=AFQjCNHhUe1Zh1f2G93lR-tge9_TFIoXdA

²⁰⁰ <http://www.publico.es/espana/380004/en-terminos-legales-no-hubo-agresion-sexual-en-la-acampada-en-sol>

baissé d'intensité, une intervention policière provoquerait un sursaut de mobilisation comme cela s'est passé à Barcelone. Dans ces moments d'incertitude, un dialogue s'installe entre porte-paroles et policiers. De son côté, la commission de *Respeto* travaille à maintenir une ambiance pacifiée et maintenir le calme. Quand un problème grave apparaît, les personnes suspectées sont accompagnées en dehors du périmètre du campement et livrées à la police.

Les militants traditionnels : entrer et agir en son nom

Trois militants de la gauche *post-fordiste* et de l'altermondialisme que nous avons interrogés nous ont confirmé dans le cours de l'entretien qu'ils n'avaient rien vu venir de cette mobilisation. Ils nous ont ensuite expliqué qu'ils ne pouvaient pas rester hors du coup et qu'ils ont été actifs au sein des différentes assemblées et commissions des campements de Barcelone. Mais ils agissent en leur nom même s'ils peuvent se retrouver entre eux à l'abri des regards pour élaborer des stratégies de contrôle de lieux de pouvoir comme les commissions de l'information, ou mettre en échec des projets de DRY jugés trop « réformistes ».

« À la fin des assemblées, nous décidions de faire une assemblée clandestine de RG pour traiter tout cela. Nous nous sommes rendu compte que nous étions tous sur la place, en participant, mais sans aucun objectif comme organisation politique. Peut-être les autres ont fait cela d'avance, nous peut-être trop tard. L'illusion du moment nous a empêchés d'agir avec le sang-froid des stratèges politiques... »

A1, militant de *Revolta Global*.

Ils gèrent les débats et forment les plus jeunes qui ne comprennent pas vraiment ce qu'ils font là.

« Dans les débats sur la Place de Catalogne, j'ai été frappée par le fait que beaucoup de gens ne connaissaient rien à la politique. Les anciens militants anti-franquistes, syndicalistes, oui. Mais les plus jeunes étaient complètement paumés. Les partis, les mouvements sociaux classiques ne les avaient pas « captés ». Pour une personne qui a aujourd'hui 20 ans, la dernière vague de mobilisation a eu lieu en 2003-2004, quand ils avaient 12 ans ».

G. militante altermondialiste.

Mais même si des tensions opposent parfois la police et ces jeunes en mai et juin 2011, les organisations de la gauche radicale, comme *Revolta Global* ou *IU*, ont essayé de gérer, avec d'autres, ces moments délicats, où tout pouvait basculer dans une direction

irréversible. Ils ont, également, joué le rôle de lanceurs d'alerte et socialisé des néophytes aux techniques et aux tentatives d'infiltrations des policiers et calmé ceux, parmi les plus motivés, qui ont pu envisager de se frotter à la police, dans l'affrontement direct.

« (...) une copine de mon organisation m'a expliqué que plusieurs fois pendant le mouvement, elle avait convaincu des jeunes de ne pas lancer de cocktails molotov sur les flics. De mon côté, j'ai bien vu les agents infiltrés et j'ai essayé d'alerter les uns et les autres ».
S., militante de *Revolta Global*

Ce positionnement fait que la violence perd en partie l'un de ses ressorts traditionnels quand les militants expérimentés décident de gérer les situations même si ces dernières ne sont pas aussi dangereuses que l'on pourrait le croire. Ils comprennent également, sûrement en considérant qu'ils ne sont pas là pour cela, qu'un mouvement d'une telle ampleur n'est pas contrôlable de l'intérieur et qu'il est impensable d'édicter des règles inadaptées par la force des choses. Rappelons que la composition sociale du mouvement est très hétérogène et intergénérationnelle et que des organisations sectorielles comme la plateforme des victimes des hypothèques bancaires (HAP) qui deviendra l'une des organisations les plus influentes deux ans plus tard fonctionnent selon des schémas conventionnels et rejettent toute forme de violence.

Le travail d'influence des « antimilitaristes »

Nous pensons enfin que le mouvement du « 15M » a permis à des groupes antimilitaristes ou féministes très présents en Catalogne comme au Pays Basque d'ailleurs de trouver dans cette mobilisation une caisse de résonance et un terrain de diffusion de leurs idées qui ont influencé la stratégie non-violente. L'extraordinaire capacité communicative du « 15-M » dans l'espace social globalisé s'est convertie en une opportunité pour que les messages des pacifistes infusent dans la société et se transforment en décisions politiques.

En pesant sur les élections générales et en imposant le débat des choix budgétaires dans un contexte de restriction de la dépense publique, non seulement l'État espagnol, mais en grande partie les démocraties occidentales, se voient contraintes d'étudier, au moins symboliquement, l'hypothèse d'une réduction drastique de la dépense militaire et, en conséquence, de la militarisation.

Mais pour l'obtenir, les « indignés » porteurs de ce message sont conscients que le mouvement pour la paix doit redoubler d'efforts pour incorporer la réduction des frais militaires comme l'une des demandes principales de la protestation, comme l'une des mesures

phare pour régler la crise économique et pour éviter le démantèlement de l'Etat-Providence.

Le pacifisme du « 15M » contribue à faire passer un message à la société dans son ensemble et, en même temps, les sensibilités pacifistes, à l'intérieur du mouvement et en dehors, participent à la redéfinition de la lutte sociale en proposant la réduction de la dépense militaire et en abandonnant les solutions violentes pour imposer ces choix de société. Lutter contre la militarisation, c'est aussi lutter pour une transformation sociale radicale et le « 15-M » doit incorporer les valeurs pacifistes et les faire siennes.

1.3.2 Des radicaux pas aussi radicaux que cela

Apprentissages du passé et retenue momentanée de la violence

Selon la situation et la configuration d'affrontement étudiée, on peut dire que deux choix de dissidence se présentent à des jeunes qui ont décidé d'agir. Une première dissidence peut être démocratique et, une autre, antisociale ou destructive, les deux correspondant à deux formes de réseaux : les premiers formés par des réseaux civiques de confiance élargie travaillant pour un bien public et les autres formés par des réseaux incivils et clandestins qui exploitent la méfiance publique qu'ils contribuent à créer. S'il opte seulement pour la protestation, l'acteur prend le risque de tomber dans la violence gratuite et destructive tendant à détruire la confiance publique et à générer non seulement un message d'alarme mais aussi une phobie sociale. Toutefois, si cette voix n'est pas rupturiste, alors apparaît un engagement authentique civique solidaire, responsable et altruiste, capable de générer une confiance publique qui sert de fondement à la société dénommée civile.

C'est la source du dilemme stratégique dans lequel se débattent les réseaux globaux du mouvement anti-globalisation, nés en partie comme réponse de protestation réactive devant la délocalisation de la jeunesse. Consistent-elles en des formes émergentes de mobilisation démocratique, capable de restaurer la confiance publique en déclin ? Ou impliquent-elles des formes nihilistes, destinées à aggraver la méfiance citoyenne ?

Ce dilemme s'est posé au courant néo-anarchiste très actif en Catalogne. Dans la situation des « indignés », ces activistes, dotés d'un capital militant de déstabilisation, choisissent de se retenir de verser dans la violence et ce pour d'autres raisons que les militants de la gauche anti-capitaliste. Ces différents groupes ont réfléchi et pu mesurer le coût qu'impliquait la violence dans ses conséquences

physiques et morales²⁰¹. Différentes expériences récentes en 2010 avaient généré de nombreux débats internes dans ces différents groupes activistes et ce, bien avant le « 15-M ». Ces mêmes activistes « anti-sistemas ») dotés d'un capital militant de déstabilisations (« on sait faire ») peuvent également mesurer les effets d'une politique répressive qui s'est durcie depuis 2009²⁰².

D'autre part, les conditions singulières du moment « indignés » et l'impossibilité pratique de contrôler une telle configuration statique, plurielle (ils ne sont plus seuls face à la police) contribuent à leur neutralisation. Les luttes concurrentielles qui peuvent traverser la vie de petits groupes d'activistes sont désactivées au sein d'un mouvement qui ne peut être ni représenté ni dominé. Et dans ces conditions, dans une situation aussi incontrôlable, vouloir être « le plus radical » n'a guère de sens²⁰³.

Okupas sans « K » : de l'affrontement à l'esquive

Une autre famille d'activistes a joué un rôle décisif dans la structuration du mouvement²⁰⁴. Ce sont les *Okupas*, des groupes autogérés investissant des logements vides ou des sièges sociaux inoccupés de banques ou de grandes entreprises espagnoles. On ne peut pas les réduire à des groupes violents même s'ils ont pu utiliser la violence lors de tentatives de délogement et d'expulsions de squats, par la police. Ce sont plutôt, aujourd'hui, des collectifs issus d'associations traditionnelles, les mouvements dits vicinaux, qui géraient, jadis, les quartiers populaires, structurés, la plupart du temps, autour de petites maisons auto-construites dans la périphérie des grandes villes, dans les années 1960 et 1970.

Sous leur forme moderne, les *Okupas*, des « squatteurs politisés »²⁰⁵ mettent en œuvre une politique d'occupation systématique et de

²⁰¹ Les manifestations qui ont eu lieu, par exemple, le 29 septembre 2010, lors d'une journée de grève générale en Espagne, se sont soldées par de graves affrontements entre polices et jeunes activistes : au total, 43 jeunes ont été arrêtés et 81 personnes ont été blessées dans les rangs policiers et chez les « anti-sistemas ».

²⁰² On peut prendre l'exemple des solutions préconisées par les Mossos d'Esquadra dans le rapport « syndrome de Sherwood » circulant sur les blogs des activistes :

<http://directa.cat/sites/default/files/la%20s%C3%ADndrome%20de%20sherwod.PDF>

²⁰³ Voir le site anarchiste très influent, *Kaos en la red* : <http://kaosenlared.net/>

²⁰⁴ Ce matériau a été recueilli auprès des acteurs du centre auto-géré *Candela Ateneu*, à Terrassa, en banlieue de Barcelone.

²⁰⁵ Martínez, M. « Del urbanismo a la autogestión: una historia posible del movimiento de okupación en España ». En Adell, Ramón Martínez, Miguel

résistance active aux programmes urbains de privatisation d'espaces publics détruisant l'identité d'un certain nombre de quartiers historiques. Ils se sont spécialisés, ces dernières années, dans l'animation de centres sociaux auto-gérés. Leur participation active aux campements des « indignés » officialise, au grand jour, l'évolution de leur stratégie davantage tournée, depuis la fin des années 2000, vers des actions plus localisées. Ce changement d'objectifs, antérieur, leur a permis de changer leur image et de rendre leurs actions moins exposées à la répression que les actions trans-nationales, délocalisées, auxquelles ils avaient pu se livrer, avec d'autres groupes altermondialistes, lors de grands sommets, notamment²⁰⁶.

2. Un deuxième jeu d'hypothèses : internet, nouveau terrain d'affrontement. Vers une *violence urbaine virtuelle* ?

Le second jeu d'hypothèses que nous proposons maintenant pour conclure consiste à proposer l'idée selon laquelle le terrain de confrontation de la possible violence entre manifestants et police, bien analysée par la tradition d'étude des mouvements sociaux²⁰⁷, se déplacerait, du réel, du spatial, la place, la rue, au virtuel, à savoir l'espace numérique.

Il faut en effet préciser que le mouvement des « indignés » a été précédé par différents épisodes de mobilisations, depuis le début des années 2000. L'un d'entre eux peut être considéré comme fondateur, dans sa dynamique de contestation singulière : les contre-mobilisations sociales à la communication gouvernementale sur les attentats terroristes du 11 mars 2004 à Madrid.²⁰⁸

(coords.). *¿Dónde están las llaves? El movimiento okupa: prácticas y contextos sociales*. 2004, Madrid: La Catarata. Du même auteur : "The Squatters' Movement: Urban Counterculture and Alter-Globalization Dynamics", *South European Society & Politics*, 12, 3, 2007 pp. 379-398 et "La especulación urbana: persistencias estructurales y resistencias sociales", *Intersticios*, 1, 1, 2007 pp. 37-47

²⁰⁶ Haeringer, N. "L'importance des mouvements Occupy comme forme politique et les défis que rencontrent leurs militants soucieux de construire des espaces internationaux de coordination », Communication, Théories, pratiques et conflits autour de l'émancipation humaine. Théories, practices and conflicts about human emancipation 1789-2012, Colloque international, Université de Lausanne, 25-27 octobre 2012 : <http://www3.unil.ch/wpmu/ple/2012/07/limportance-des-mouvements-occupy-comme-forme-politique-et-les-defis-que-rencontrent-leurs-militants-soucieux-de-construire-des-espaces-internationaux-de-coordination/>

²⁰⁷ Combes, H., Fillieule O. 2011 « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *Revue Française de science politique*, 6, 61, pp. 1047-1072

²⁰⁸ Castells, M. *Comunicación y poder*, Madrid : Alianza, 2009, p. 349

Rappelons que ces attentats ont provoqué 191 morts et 1857 blessés. Ces attaques ont eu lieu trois jours avant des élections générales du 14 mars 2004. Le pays était alors gouverné par le *Partido Popular* (PP) et José Maria Aznar a immédiatement attribué la responsabilité de ces derniers à l'organisation terroriste basque ETA. La perte de contrôle de l'information officielle par le *Partido Popular* doublée d'une tentative de pression sur les dirigeants de grands journaux nationaux, ainsi que l'affaiblissement de la thèse policière « ETA » dans les deux jours qui suivirent, le 12 et le 13 mars, ont favorisé l'élection du candidat adverse *PSOE*, José Luis Zapatero. Cependant, cette perte de contrôle de la situation politique ne fut pas simplement le fait d'une victoire de l'élite opposée dans un combat politique bi-polaire mais, bel et bien, l'effet direct d'une *contre-information de masse*²⁰⁹ produite, en temps réel, par une mobilisation initiée via les réseaux sociaux et les SMS échangés.

Un contre-cadrage de la situation surgit en temps réel de l'ensemble des messages échangés par téléphones portables. Il a permis de transformer la réalité politique en influençant directement l'information et en jetant la suspicion sur le gouvernement sortant. Il faut signaler ici que la « thèse ETA » bénéficiait au gouvernement PP sortant qui avait axé son argumentaire électoral sur une lutte sans merci contre cette organisation terroriste, alors qu'une responsabilité d'*Al Qaeda* aurait signifié un désaveu pour un gouvernement engagé en Irak aux côtés du gouvernement de Georges W. Bush.

Mais avant les « indignés », aucun mouvement n'avait autant utilisé les nouveaux moyens de communication. Ce mouvement met en œuvre, peut-être pour la première fois à une telle échelle, une expérimentation, un affrontement *communicationnel* entre des insurgés pacifiques et des institutions publiques étatiques qui assurent, seules, sur le terrain, le contrôle social de ces mobilisations globalisées.²¹⁰

Les « indignés » et la société connexionniste

Le contexte général des « indignés » est donc celui de sociétés hautement connectées qui, ces dernières années, ont connu un accroissement considérable du nombre des usagers d'internet, des blogs, des forums, des plates-formes collaboratives, des médias sociaux participant à une redéfinition des relations entre pouvoir et communication.²¹¹

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ Castells, M. *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, *op. cit.*

²¹¹ Castells, M. *Comunicación y poder*, *op. cit.*

Ces outils d'expression modernes ont envahi les différentes dimensions de notre société post-moderne à tel point que nous pouvons maintenant dire que le web 2.0, les médias sociaux ne peuvent plus être réduits à de simples outils de communication : ils sont devenus des canaux d'expression voire, dans des conditions qui restent à expliciter, des facteurs de socialisations qui construirait de nouvelles subjectivités en-dehors du champ des institutions classiques. Il faut ajouter à ce phénomène une transformation radicale des actions et des modalités temporelles de jugements liée, mécaniquement, à la vitesse de circulation des informations sur ces réseaux numériques.

Cette pénétration sans précédents du numérique dans les vies réelles favorise une nouvelle affirmation de soi. Dans ses travaux, Heinech a bien décrit comment ces nouveaux outils technologiques communautaires radicalisaient un fait social total : l'importance, pour les individus contemporains, de ce qu'elle appelle le *capital de visibilité*.²¹² Les expressions sociales de soi font désormais pleinement partie des expériences sociales quotidiennes et ces médias sociaux permettraient même, pour certains, la construction d'un « second moi ».²¹³

Ces évolutions constituent bel et bien un nouvel enjeu pour les institutions de contrôle social et, en particulier, les institutions policières. En effet, les réseaux sociaux facilitent les collaborations inter-individuelles dans l'instant et le développement de groupes d'intérêts virtuels coalisés autour de solidarités spontanées.

Par les réseaux sociaux, ces individus tentent de trouver des réponses communes et génèrent ensemble de nouvelles connaissances et des mécanismes d'action inédits. Ces nouveaux médias sont ainsi de plus en plus largement utilisés par les groupes sociaux pour critiquer la société et ses institutions. D'une certaine manière, ils sont devenus de véritables espaces critiques qui peuvent également être pensés comme des instruments contre ou anti-institutionnels. Mais ces nouvelles critiques sont inédites et apparaissent difficiles à qualifier. Elles ne portent pas exactement un projet de renversement de la société comme certaines idéologies classiques. Elles constituent plutôt un espace de *critiques anonymes, croisées*, qui se proposent de médiatiser les contradictions immanentes à l'ordre social et les projets de contrôle des identités.

²¹² Heinech, N. *De la visibilité. Excellence et singularité en régime démocratique*, Paris : Gallimard, 2012

²¹³ Turkle, S. *The Second Self. Computers and the Human Spirit*, Twentieth Anniversary Edition, Boston : MIT Press, 2005

Les individus se mobilisent, expriment des opinions, échangent des connaissances et construisent des projets que les institutions traditionnelles empêchaient de réaliser dans leur programme institutionnel aujourd'hui jugé anachronique.²¹⁴ Ces nouveaux espaces sociaux seraient devenus des zones de conflits, de controverses et de mobilisations potentielles difficiles à anticiper. Les acteurs sociaux y négocient non seulement leur égocentrisme, mais aussi, dans des projets plus collectifs situés à la frontière de la politique physique, la distribution des biens matériels et symboliques qui permettent de cadrer, stabiliser, par soi-même la réalité sociale.

Dans ce nouveau contexte, les institutions étatiques restent les premières cibles de ces critiques. Ces dernières peuvent prendre différentes formes et différents types de groupes anti-institutionnels peuvent être identifiés. Parmi eux, on trouve des groupes sociaux informels qui ont une langue commune, des perceptions vigilantes qui servent à alerter les opinions sur tel ou tel danger. Et, ces usages ne sont pas seulement des démarches égocentrées, ils constituent en même temps un processus d'apprentissage d'organisations collectives latentes qui permet à leurs acteurs de donner un sens à une réalité préexistante.

La police et les réseaux sociaux

Dans le sillage de ces données générales, le cas d'étude des « indignés » nous permet de poser l'hypothèse suivante : les expériences virtuelles sont désormais tellement ancrées dans nos pratiques quotidiennes qu'elles ont abolies, de fait, les frontières entre le réel et le « cyber ». Ces deux mondes sont imbriqués dans une même réalité co-évolutive et co-construite par les expériences physiques et virtuelles. En ce sens, les promoteurs du mouvement des « indignés » et les différents acteurs qui le composent appartiennent à une génération globalement socialisée par les nouveaux médias ; en tous les cas, ils sont pleinement conscients de leur grande potentialité de connectivité et ces acteurs ont totalement intégré ces possibilités dans leurs pratiques quotidiennes.

En passant à l'action, les cyber-activistes « indignés » ne se situent plus uniquement dans le cyber-espace : ils entrent dans le réel. Le virtuel, les échanges sociaux numérisés produisent des effets, des réactions sociales et institutionnelles et cette interaction entre les deux niveaux va co-produire une nouvelle réalité. Par les échanges collaboratifs, le virtuel peut aider l'acteur à cadrer sa situation personnelle mais en appelant à la mobilisation, il entraîne aussi des effets bien réels qui affectent, en retour, ce cadrage virtuel. Nous

²¹⁴ Dubet F. *Le déclin de l'institution*, Paris : Seuil, 2002

disposons certes d'une abondante littérature qui s'intéresse à la question des *identités numériques*, du *second self*.²¹⁵

Nous pensons néanmoins que l'existence d'identités entièrement numériques n'est pas démontrée ou en tous les cas qu'elle établit une coupure bien trop nette avec entre monde réel et virtuel, pouvant entraîner en ce sens une dérive fictionnelle. Selon nous, les thèses du *second self* centrent trop leur attention sur des *techniques de soi* numérisées et ignorent les socialisations pré-construites par les *habitus* antérieurs.²¹⁶ Il vaut mieux alors partir de l'hypothèse selon laquelle les techniques numériques constituent davantage des outils *d'expression de soi* que des *techniques de soi*. Leur compréhension nécessite donc de sortir d'une vision égocentrée de la socialisation numérique des individus et d'envisager une dimension fondamentalement co-construite de l'identité.

Un exemple tiré des recherches sur la criminalité informatique permet de confirmer cette hypothèse²¹⁷ : les spécialistes de cette question montrent que les pirates informatiques sont tous des cyber-criminels, des voleurs de codes bancaires par internet mais, dans la vie réelle, ce sont aussi des petits délinquants qui vivent chez leurs parents et trouvent dans la criminalité informatique une continuité de leur activité criminelle traditionnelle. Des identités au sens classique précèdent toujours des usages plus ou moins intensifs des réseaux numériques : c'est cette direction que nous prenons pour penser les interactions, les co-perceptions et les co-évolutions des pratiques réelles et virtuelles.

La criminalisation

Les fondateurs et les animateurs des différents blogs et plateformes qui composent le mouvement « indignés » sont des militants numériques. Ce sont des acteurs qui, en passant d'une critique privée à une critique publique, se frottent, souvent pour la première fois, à la réalité. En franchissant ce pas, en appelant à la critique ouverte des institutions, ils doivent apprendre à trouver un équilibre entre les deux mondes et à composer avec la densité et les contraintes de la vie réelle.

De leur côté, les institutions de contrôle social comme la police sont vite dépassées et continuent d'être étonnées par la capacité de ces cyber-militants à mettre autant de gens dans la rue. Les premières

²¹⁵ Turkle, S. *The Second Self. Computers and the Human Spirit*, op. cit.

²¹⁶ Coutant, A., Stenger, T. « Production et gestion d'attributs identitaires », *Les cahiers du numérique*, 1, 7, 2011 pp. 61-74

²¹⁷ Dupont, B. "Skills and trust : a tour inside the hard drives of computer hackers" in Morselli, C. *Illicits Networks*, Routledge : Oxford, 2012

réponses policières sont donc souvent dictées par la peur. Elles ont tendance à céder à la panique et à emprunter un langage classique, celui de la menace, en disqualifiant ces cyber-activismes, en les définissant au moyen d'un langage criminel classique alors que ces nouveaux militants poursuivent la plupart du temps un projet démocratique.

Le mouvement des « indignés » officialise ainsi un véritable terrain de confrontation entre des « cyber-acteurs » ou « cyber-groupes » et des institutions de contrôle social, la police principalement. En cela, le moment « indignés » est fondateur : un point de friction est créé entre les mondes réels et virtuels, instituant une nouvelle frontière du contrôle social et consacre de nouvelles interactions entre les individus/groupes et la police.

Sur ce point précis, la grande majorité des enquêtes sociologiques sur le contrôle social se sont intéressées au travail de la police, au *policing*, dans des espaces essentiellement physiques. Elles ont étudié la gestion de collectifs visibles, dans la rue ou dans des espaces géographiques concrets. Mais elles se sont pour l'instant peu intéressées à la gestion des mobilisations nées sur les réseaux collaboratifs numériques.

En prenant le cas des « indignés », force est de constater que les réponses institutionnelles se contentent pour le moment de cataloguer ces *critiques numériques* dans les rayons des violences classiques. Comme dans le cas des violences urbaines physiques, les institutions policières n'y voient que des projets marqués du sceau de la menace et de la déstabilisation. Les premières réponses contenues dans un projet de loi de septembre 2012 en attestent : les solutions préconisées relèvent des ripostes et des incapacitations traditionnelles et elles se contentent de criminaliser les nouvelles formes de résistance sociale par internet.

Sur un plan plus symbolique, les discours politiques se radicalisent et n'hésitent pas à parler de menace pré-terroriste. Par exemple, le nouveau président de la *Generalitat de Catalunya* depuis octobre 2010, Artur Mas n'a pas hésité à parler en juin 2011 de *Kale Borroka* pour stigmatiser des « indignados » violents qui avaient appelé au blocage de l'entrée du parlement catalan via les réseaux sociaux. La *Kale Borroka*, cette violence de rue, ce « terrorisme de basse intensité » propre au Pays Basque (chapitre 1), ressurgit dans les discours et glisse vers les « indignés ».

Tous ces activismes appartiennent pourtant à des galaxies différentes qui correspondent à trois projets critiques bien distincts : le premier relève d'un registre criminel classique ; le deuxième concerne des

menaces dirigées contre des intérêts étatiques jugés vitaux alors que le troisième englobe une réalité sociale complexe. Les deux premiers registres sont plutôt connus et étudiés tandis que le troisième reste encore inexploré alors qu'il concerne le plus grand nombre.

Il y a d'abord le monde de la cyber-sécurité qui comprend un ensemble hétérogène de pratiques sociales déviantes et criminelles comme la malveillance, la fraude ou la criminalité économique de masse.²¹⁸ Les acteurs sociaux peuvent ici être qualifiés de joueurs pris dans une collaboration compétitive, des prédateurs qui vont conquérir des écosystèmes. Le second monde est celui du cyber-espionnage qui concerne l'intelligence économique ou les guerres virtuelles du renseignement menées par des Etats entre eux, les uns et les autres se défendant contre des attaques potentielles menaçant le cœur de leurs systèmes économique ou militaire.

Les institutions étatiques et les polices des espaces numériques ont une tendance naturelle à plaquer les cadres réglementaires des deux premiers groupes sur le troisième, celui des cyber-activismes civils, des candidats à la mobilisation et/ou l'action violente même si dans les faits on peut trouver dans cet univers des acteurs interconnectés avec les deux premiers (on a vu par exemple un réseau comme *Anonymous* participer à la mobilisation des « indignés »).

Ne pas renverser le pouvoir mais nuire à sa réputation

Les « indignés » mettent à jour de nouveaux projets de contestation et de déstabilisation à distance de l'Etat et du politique en général. Ces cyber-activistes, issus de la société civile, inventent des conduites collectives critiques renouvelées. Cette violence urbaine digitale est d'une nature particulière. Pour ses concepteurs, elle consiste moins à s'opposer directement au pouvoir qu'à créer une crise de réputation des organisations politiques. Il ne s'agit pas des les renverser ou de s'y affronter directement mais plutôt de contribuer à changer la perception de ces institutions politiques en sortant du confinement des seuls réseaux sociaux. Ces activistes *online* ont une conception virale des médias sociaux, la diffusion de contre informations en un instant, par la propagande numérique, servant à saper en partie la confiance d'une société dans ses institutions publiques. Cette déstabilisation qui peut naître produit une perte d'équilibre, une rupture dans la continuité du fonctionnement normal des institutions qui peuvent être prises de panique à l'idée de voir enfler cette crise de leur réputation et de leur légitimité. Et, pour finir, c'est assurément un changement important qui ne doit pas être confondu

²¹⁸ Dupont, B. "Skills and trust: a tour inside the hard drives of computer hackers", *op. cit.*

avec des cyber-menaces criminelles ou méta-politiques comme la catégorie nouvelle du « cyber-terrorisme ».

La repolarisation après les « indignés »

On pourrait clore ce chapitre en soldant le compte des « indignés ». On déciderait alors de souligner la faible représentativité de tous ces collectifs et leur disparition au moment de rendre le mouvement véritablement politique, en tous les cas ceux qui semblaient dominer la communication comme DRY. On pourrait également constater voire déplorer leur incapacité à modifier le rapport de force institutionnel et politique. Les leaders « indignés » ont pour la plupart disparu et le « mouvement » s'est évanoui.

Mais prendre cette direction reviendrait inévitablement à retomber dans le travers pointé en introduction de ce chapitre à savoir chercher à définir les « indignés » comme une force politique déjà constituée et arrachée à l'histoire. Ce que nous cherchons est davantage l'expression d'une forme de coordination et de construction de répertoires nouveaux qui remettent du conflit dans la société espagnole, du consensus normatif. La question qui se pose alors est de savoir si ce consensus est structurant et si cette coalition est durable ?

Dans une version pessimiste, la description des réunions et plus globalement la logistique harassante de ces mobilisations de place montrent toutes les difficultés voire l'impossibilité de construire une institution sociale dépourvue de hiérarchie et de représentants incarnant et organisant les campements.²¹⁹ L'obsession de l'horizontalité provoque peut-être l'échec voire la paralysie de ce type de mouvement sur la longueur.

D'un autre côté, plus prometteur sur un plan sociologique, si l'on opère un petit déplacement, les « indignés » ont permis une sorte de diffraction d'organisations informelles, relativement permanentes, qui se sont constituées autour de thèmes abordés pendant les « indignés ». Ainsi, s'il s'est lentement dissipé à partir de l'automne 2011, il n'a pas pour autant disparu. Il semble se transformer et se diffuser.

La lutte contre les expulsions menée par le collectif *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH) [Plateforme pour les victimes de l'hypothèque], créée en novembre 2010, nous semble être l'exemple

²¹⁹ Une controverse a violemment opposé en mai 2012, d'une part, ceux qui préconisaient le maintien du système originel « une personne/un vote » et, d'autre part, les « rebelles », qualifiés de « dissidents » ou de « réformateurs », qui voulaient aller plus loin et transformer le mouvement en association : <http://rollingstone.es/specials/view/aniversario-del-15-m-ha-fracasado-la-revolucion>

le plus structurant sur un thème social, celui du droit au logement. Sur cette question, de nombreux réseaux de proximité se structurent depuis 2011 pour gérer les expulsions pacifiquement, ces actions contribuant à changer l'image de l'occupation, hier marginale, aujourd'hui émancipatrice. Cette dissidence, jadis violemment réprimée, se démocratise, devient légitime et est désormais considérée comme un droit avec l'appui de professionnels du droit.

De même, sur un plan institutionnel, les partis politiques classiques s'ouvrent à ces nouvelles formes d'actions, à ces sensibilités critiques, ignorées jusqu'alors. La preuve en est que ces contestations massives prennent aujourd'hui la forme de « *mareas* » du nom de vastes rassemblements ponctuels choisissant une couleur symbolisant un thème de lutte. Contrairement aux « indignés », ils intègrent plus facilement des syndicats officiels, des partis politiques (IU, ERC) et donnent naissance à des formes d'organisations politiques hybrides.

Les « indignés » : un épisode de reconflictualisation non polarisant

Avec le temps, le « 15-M » apparaît alors davantage comme un épisode de conflictualisation car il n'est pas apparu comme polarisant à la fois chez ses acteurs et dans la société. C'est d'ailleurs un élément clé pour comprendre sa réception dans l'opinion publique et par les autorités politiques.

Les « indignés » ont réussi à éclipser les *usual suspects* tout en valorisant et médiatisant les *unusual*. Trop assurément. La violence bien présente a été cachée, avant et pendant, de telle sorte que cette mobilisation apparaît comme une *trademark* assez hétérogène²²⁰ dont la vertu principale est de transcender les frontières. Elle ne se nourrit pas d'oppositions fortes qui marquent une politique de la différence exagérée entre l'économique et le culturel, entre la pratique et la reconnaissance symbolique, entre les vieux et les jeunes. Les problèmes abordés sont économiques mais ils ne sont pas uniquement « ouvriers ». Ils sont culturels mais ils ne sont pas exclusivement liés à la reconnaissance d'une identité particulière. Les valeurs défendues ne sont pas catégorielles. Tous ces problèmes appartiennent à une sphère qui mêle économique, associatif et caritatif.

Tous ces problèmes ne sont pas lestés par un référent culturel omnipotent (la « nation », la « révolution », la « religion », le « global ») comme cela a pu être le cas dans des situations passées tout simplement parce que les « séries » déjà installées s'efforcent de

²²⁰ Martinez, G. “La sombra del objeto”, *El País*, 2013 : http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/05/12/catalunya/1368384662_340389.html

produire des mots et un discours disponible. La définition d'un « mouvement » serait d'ailleurs trop restreinte si elle ne devait se mesurer qu'à l'aune des mouvements au niveau de conscience le plus élevé comme naguère le mouvement ouvrier. D'autres conduites collectives sont aussi des conduites organisées qui, considérées en elles-mêmes, relèvent d'autres catégories d'analyse sans que leur sens ne soit épuisé par elles.²²¹

Futur chantier

Mais rien ne dit que ce processus de conflictualisation soit inexorable. La crise peut dans un même mouvement redonner de la vitalité aux forces polarisantes, nationalistes en particulier. C'est le cas en Catalogne où la question nationale vient à nouveau relester la question sociale depuis la fin 2012.

Toutefois, au final, les « indignés » bousculent l'ordre normal des choses. Et, même s'ils ne renversent pas l'ordre institutionnel, ils le troublent car les problèmes qu'ils posent deviennent des problèmes communs à l'ensemble de la société. Néanmoins, cette construction d'un collectif libéré des macro-récits idéologiques ne doit pas être appréhendée dans une dimension conquérante et héroïque²²² mais bel et bien comme un travail douloureux, angoissé, d'individus se méfiant des disciplines et des mimétiques démocratiques ne cherchant pas pour autant à rompre avec le « Système ».

²²¹ Dobry, M. « Les causalités de l'improbable et du probable : Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *art. cit.*

²²² Touraine, A. *Critique de la modernité*, Paris : Fayard, 1992

Conclusion générale

1. Ce que le *cadre national espagnol* a fait à la violence et ne fait plus à la violence

1.1 Une affinité élective

Violence et politique sont intimement liées dans les imaginaires quand il s'agit de définir la trajectoire historique de l'Espagne. Pour un auteur comme Genieys²²³, cette *affinité élective* renvoie même à deux réalités socio-historiques fortement imbriquées qui permettent de la situer la violence à la frontière de luttes sociale et politique. La première de ces réalités/frontières est la forte *différenciation territoriale* de l'Espagne qui en induit logiquement une seconde, le recours à cette violence politique comme « *forme paradoxale de contestation du processus « d'achèvement » de l'État-nation espagnol, lui-même conditionné en retour par le travail de distinction des nationalismes périphériques, basque et catalan principalement* »²²⁴.

En Espagne, la violence politique au sens de *violence contre l'Etat en formation et de cet Etat en formation contre ceux qui contestent cette prétention* a donc été un moyen d'expression qui s'est trouvé légitimé dans les pratiques depuis le milieu du XIX^{ème} siècle.²²⁵ En effet, et c'est un point crucial abordé par Genieys, « *depuis les guerres de succession (guerres carlistes), la société civile espagnole se trouve confrontée à des «cycles» de mobilisation/répression qui ont fait de l'armée et des polices, des acteurs centraux du jeu politique. Ainsi, le terrorisme mais aussi l'anarchisme en milieu urbain comme les bandidos en milieu rural ou les phénomènes d'insurrection armée (pronunciamento) et la répression qu'ils induisent s'expliquent par la difficulté à construire un État doté d'une capacité d'action efficace, légitime et non répressive. (...) Tout se passe comme si, d'un côté, on a assisté au développement d'un État qui voit dans l'autoritarisme un moyen politique pour s'institutionnaliser et, de l'autre côté, une société civile qui trouva*

²²³ Genieys, W. 2000 "De la violence politique aux violences urbaines : le cas espagnol", *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 40, pp. 195-215.

²²⁴ *Ibid.*p

²²⁵ Selon l'historien Arostegui, le XX^e siècle espagnol est marqué par quatre grandes séquences historiques de développement de la violence : une première séquence s'étend de la fin du XIX^e siècle, les années quatre-vingts jusqu'à la grande crise de 1917 ; une seconde, de la fin de cette crise à la fin de la guerre civile en 1936-1939 ; une troisième correspond à la séquence historique du régime franquiste (1939-1975) et la dernière renvoie à la transition et à la consolidation de la démocratie en Espagne in Arostégui, J. 1994 "Violencia, sociedad y política: la definición de la violencia", *Ayer*, 13, pp. 17-56.

comme unique moyen d'expression politique la violence dans sa forme la plus radicale »²²⁶.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'avancer l'hypothèse selon laquelle il existerait en Espagne une « culture » de la violence politique mais d'interroger les conditions sociales et politiques qui ont permis une telle pérennisation de la violence dans cette histoire politique, en prenant évidemment soin de la situer. Il ne s'agit pas non plus de refaire l'histoire des relations entre violence et politique dans ce pays mais de souligner d'abord, que la violence politique s'est développée, dès la fin du XIX^{ème} siècle, en milieu urbain mais que les réponses qui lui ont été apportées tout au long du XX^e siècle dépassent largement le cadre de la mise en œuvre de simples politiques publiques, comme ce fut le cas dans certaines démocraties européennes (Grande-Bretagne ou encore France).²²⁷ C'est plus que cela : c'est même « *l'institutionnalisation de régimes politiques autoritaires, c'est-à-dire un mode d'exercice du pouvoir où dominant la coercition et la répression, qui en résulte. C'est en cela que l'on peut parler, pour ce pays, du développement d'un mode dual de gestion avec, d'un côté, l'État affirmant son rôle de contrainte au niveau central, de l'autre, l'émergence d'outils spécifiques au niveau des communautés autonomes* »²²⁸ comme, au Pays basque, l'Ertzaintza, ou, en Catalogne, la police souveraine des Mossos d'Esquadra, les polices autonomes de ces communautés politiques.

1.2 Violence et politique en Espagne post-franquiste

1.2.1 Un désajustement

Les années post-franquistes ont amené de grandes transformations sociales et logiquement une perturbation de cette histoire: nous ne parlons plus de la même société et par voie de conséquence plus exactement de la même relation entre violence et politique. Les représentations et les manifestations tangibles de cette dernière ont profondément changé à tel point qu'elles nous donnent désormais à voir un paysage confus beaucoup moins lisible que les phases historiques classiques dessinées par les historiens comme Santos Julia²²⁹ ou Arostégui.²³⁰

²²⁶ Genieys, W. "De la violence politique aux violences urbaines : le cas espagnol", *art. cit.* p

²²⁷ Joly, D. *L'émeute. Ce que la France peut apprendre du Royaume-Uni*, *op. cit.*

²²⁸ Genieys, W. "De la violence politique aux violences urbaines : le cas espagnol", *art. cit.* p.

²²⁹ Juliá, S. (Dir.), *Violencia política en la España del siglo XX*, Taurus, 2000

Si nous avons estimé qu'il était désormais nécessaire de regarder autrement la relation entre violence et politique en Espagne, ce n'était pas pour essayer de décrire dans une perspective évolutionniste, « transitologique », une rupture historique qui demanderait à être justifiée si tant est qu'une telle entreprise soit possible. Si paradigme nouveau il y a, c'est surtout parce que la crise de la modernité est telle dans la société espagnole que les conflits de l'ère antérieure ont perdu leur rôle structurant, que les relations entre la politique, l'Etat et la violence répondent à des configurations nouvelles dont nous avons étudié *trois formes ouvertes*.

Sur un plan théorique, cet essai veut montrer que la violence ne correspond plus exactement à l'espace de la modernité politique telle qu'on se la représente traditionnellement en sociologie politique²³¹ : elle le déborde et contribue à en troubler la relation historique pensée dans trois perspectives à *savoir la violence dirigée contre l'Etat, la violence maîtrisée par l'Etat, la violence mise en oeuvre par l'Etat*. Dans ce nouveau panorama, la violence dite identitaire, au premier rang de laquelle se place la violence terrorisante au Pays Basque, change aussi. Elle ne correspond plus à la violence nationaliste classique à laquelle pouvaient se livrer les militants indépendantistes catalans ou basques dans les régions nationalistes. Elle est maintenant autre chose ; c'est une violence certes toujours tournée vers la défense d'une identité particulière ancrée dans un passé douloureux selon la formule de Touraine mais elle est en même temps, dans sa forme même, le signe d'une crise de la modernité et de ses nouvelles fragilités économiques quand elle ne se retourne pas contre l'idée nationale au profit d'une violence lestée par un sentiment religieux ou contre-moderne.²³²

Des violences infra-politiques

Nous l'avons expliqué, la première ligne qui vient fracturer la relation historique entre violence et politique est l'apparition, puis la montée, dans la société espagnole, de formes de violence que nous qualifierons d'*infra-politiques* (en référence à la *basse police* dont nous parlons dans l'essai 1). Leur projet n'est pas de combattre directement la politique ou l'Etat, les gouvernements autonomes, mais de contrôler, à titre privé, plus ou moins informel, des ressources économiques, sur un territoire urbain. Ces violences ne sont peut-être pas nouvelles mais, elles constituent, désormais, des

²³⁰ Arostégui, J. "Violencia, sociedad y política : la definición de la violencia", *art. cit.*

²³¹ Weber, M. *Economie et Société*, *op. cit.*

²³² Wiewiorka, M. « Le nouveau paradigme de la violence (Parties 1, 2 et 3) », *art. cit.* ; Wiewiorka, M. *La violence*, *op. cit.*

objets d'étude pour les sciences sociales espagnoles, une forte préoccupation démocratique et un enjeu incontournable à l'aune duquel le politique est jugé.

Dans un tout autre registre, une autre famille de violence infra-politiques regroupe, elle, des violences xénophobes, racistes qui peuvent, exceptionnellement, déboucher sur des émeutes. Ces dernières, lorsqu'elles surviennent, doivent être comprises comme des mouvements de réaction violente contre des populations immigrées. Cette violence qui se développe aux confins de la politique, dans les quartiers populaires par exemple, est l'œuvre d'anciens ouvriers espagnols, de fils d'ouvriers, qui vivent mal l'installation de populations étrangères dans leur quartier, accablés qu'ils sont par les difficultés économiques.

Cette violence verbale, qui peut déboucher sur des poussées de colère, participe, avant tout, d'une lutte pour le contrôle d'une domination symbolique, d'un territoire notamment quand celui-ci est le terrain de multiples petits trafics. Il ne s'agit pas de contrôler, avec la force et la menace, les ressources d'une économie informelle ou criminelle mais de poser la marque de son autorité sur la vie du quartier et l'occupation de l'espace public. Cette violence fait naître, avec le sentiment d'insécurité, des partis xénophobes ou contribue à la radicalisation de partis conservateurs voire nationaliste, y compris de gauche.

Les violences méta-politiques

L'autre nouvelle grande famille est composée de violences que nous appelons *méta-politiques* (la *haute police*). En Espagne, la date du 11 mars 2004 reste un marqueur pour la mémoire collective espagnole. Les attentats islamistes de la gare d'*Atocha* à Madrid ont bouleversé le champ des représentations de la violence en Espagne. Cette violence, sans concession, fabriquée localement dans un quartier de Madrid mais dictée par des considérations religieuses extérieures a d'abord changé radicalement le cours de l'histoire politique immédiate. Le résultat des élections générales de mars 2004 aurait été vraisemblablement tout autre si, pris de panique, le gouvernement de l'époque, dirigé par José Maria Aznar, n'avait pas décidé d'attribuer la paternité de ces attentats à l'ETA alors que les services secrets savaient qu'ils étaient l'œuvre d'un groupe islamiste radical.

Sur un temps plus long, cette violence totale a durablement installé le thème de l'islam violent dans le débat espagnol participant, sans nul doute, à l'islamophobie déclinée selon plusieurs registres plus ou moins sophistiqués. Depuis cette date, les sciences sociales, les

instituts de recherche ou les *think tanks* puissants ont investi massivement cette thématique du terrorisme islamiste délaissant les objets traditionnels comme le terrorisme basque.

Ces projets de violence méta-politique qui se nourrissent d'un discours religieux peuvent éventuellement se combiner avec des considérations plus locales et trouver un écho favorable chez des individus qui vivent la déconsidération, l'indignité de la violence sociale. Ainsi, plus le discours de l'intégration devient mythique et semble artificiel à une partie de la population, plus celle-ci s'éloigne de l'identité que ce discours met en avant et revendique, plus elle s'en détourne, et même se retourne contre lui.

Les violences identitaires en recomposition

Dans ce panorama général de changement des modalités d'expression de la violence, il y a des violences politiques classiques qui subissent, également, en Espagne, de profonds changements. Ce sont des violences *identitaires*, au premier des rangs desquelles on trouve, par exemple, la violence radicale basque qui a fortement structuré les représentations de la politique, des relations centre-périphérie et de la violence en Espagne. Comme les autres formes de violences, elles ne sont pas épargnées par cette crise de la modernité.

Pour comprendre la tension nouvelle à laquelle elles sont désormais soumises, il faut distinguer deux sens traditionnels de l'identité²³³. Le premier est plutôt ouvert, adossé à la modernité, alors que l'autre se referme sur lui-même, obsédé par un passé disparu. Pris dans les filets des changements sociaux et culturels profonds qui traversent la société espagnole, ces anciennes identités, sources d'une violence politique terroriste comme ETA, à l'origine portée par un projet de libération économique et culturelle, peuvent entrer en décomposition, arc-boutée sur une identité obsédante, blessée, et entretenir une violence réactive qui n'a plus grand-chose à voir avec la violence des années franquistes.

Mais ce n'est pas la seule forme possible. Il en est une autre qui peut être associée au travail de notre modernité. Ces nouvelles conduites violentes, nationalistes radicales, sont alors plus construites que reproduites, même si leur construction passe par des « bricolages », c'est-à-dire par le recours à des matériaux empruntés à une tradition ou à un passé historique.²³⁴

²³³ Wieviorka, M. « Le nouveau paradigme de la violence (Parties 1, 2 et 3) », *art. cit.*

²³⁴ Wieviorka, M. « Le nouveau paradigme de la violence (Parties 1, 2 et 3) », *art. cit.*

L'acteur qui se livre à cette violence hérite d'un passé, de symboles, mais il est tout autant plongé dans la modernité dont il peut vivre, par sa construction subjective, le projet ou les désagréments. Ainsi, ces violences se renouvellent dans leurs expressions pratiques et dans leurs objectifs en s'adossant, par exemple, à des combats nouveaux comme l'alter-mondialisme, comme c'est le cas au Pays Basque ou en Catalogne.

On touche ici au cœur de ce que nous appelons le nouveau paradigme de la violence: l'éclatement du sens et la profonde subjectivité qui y est à l'œuvre.

Prenons les exemples des violences de rue qui sont perpétrées par des jeunes, dans les centres-villes de Bilbao ou de Barcelone : les premiers font de la *Kale Borroka* et sont estampillés terroristes de basse intensité par les polices alors que les seconds sont des « anti-sistemas (« anti-systèmes »), néo-anarchistes ou altermondialistes violents. Sur un plan juridique, les deux types de violences sont qualifiés également de vandalisme et de détériorations de biens publics. On le voit, dans tous les cas de figure possibles, ces violences naviguent dans les représentations entre violence politique classique et infra-politique ou méta-politique : la violence de rue, au Pays Basque, glisse-t-elle vers une violence urbaine anomique ou vers une violence identitaire bricolée ? Dans un sens de balancier inversé, la violence de rue de jeunes catalans « anti-système » ne revêt-elle pas une dimension parfois nationaliste tout en pouvant être qualifiée de violence criminelle ? La violence récente entre de jeunes immigrés et la police autonome en Catalogne est-elle une violence politique, religieuse ou de droit commun ? La non-violence des « indignés » peut-elle déboucher sur des formes de violence de rue, portées par des anti-mouvements sociaux ?

Les « indignés » de mai 2011 : le retour du conflit ?

Pour finir, il ne fallait pas s'interdire de penser une figure singulière, tout aussi importante : celle de la non-violence. Cette non-violence devrait être alors considérée comme l'annonce d'un possible retour d'un mouvement social sous une forme inédite. Mais rien n'est moins sûr. C'est dans cette perspective qu'il est possible d'aborder une mobilisation récente, celle des « indignés » qui, dans un contexte de violence sociale inouïe, refuse et condamne la violence alors que les conditions objectives pourraient laisser la voie libre à des anti-mouvements sociaux. Pour le moment, il faut prendre ce cas de figure comme l'expression d'un nouveau projet conflictuel, peut-être inachevé et frustrant, singulier dans sa formulation et sa représentation de la violence comme outil d'émancipation.

1.2.2 Un désajustement mais pas un divorce

La violence en Espagne, quand on estime qu'elle a un projet qui ne soit pas qu'une simple interaction violente, peut déborder la politique de l'Etat-nation et peut même vouloir lui échapper ou la nier et même vouloir l'anéantir. En effet, par le haut, la globalisation apporte son lot de nouvelles menaces qui se répercutent en bas, au niveau infra-politique, en provoquant des peurs générées par les possibles conséquences négatives de cette globalisation sur le sort de chacun, sur sa sécurité personnelle, un sentiment de danger maintenant aggravé par le virtuel, cette « menace » venue de nulle part.

En retour, la politique tente tant bien que mal de s'adapter et s'efforce de garder le contrôle, au moins du symbolique, en le sur-affirmant par la voix politique, parfois populiste. Finalement, on peut confirmer *“que ce n'est plus le territoire qui définit la population mais que c'est cette dernière qui introduit un nouveau cadastre au sein du territoire et de la politique. La sécurité intérieure se dérobe «de l'intérieur », lorsque la police n'est plus – comme elle se plaisait à le croire – « au centre des choses » mais bien reléguée à leurs franges. Et à l'autre extrémité de l'espace, dans les grandes mobilités et villes globalisées (comme Barcelone ou Bilbao), les polices sont également en porte-à-faux. Ici, la règle du jeu veut qu'elles aient constamment un temps de retard à l'égard de l'innovation incessante dont les activistes néo-anarchistes, les « terroristes », « trafiquants » ou désormais « cybercriminels » font preuve”*²³⁵.

On a pourtant le sentiment que jamais la violence ne peut complètement s'émanciper du social et de la politique. Il serait même dangereux de le penser et de croire qu'une violence puisse être hors-sol, conçue dans le vide. Quoi que l'on en dise, la violence émerge toujours à cause de la politique, du changement politique, de la prise en charge institutionnelle même défaillante. Jamais entièrement psychologique, parfois située aux limites du social, sauf à croire qu'elle est pure cruauté, elle n'est que rarement une performance solitaire car elle entre toujours en interaction avec des institutions qui même en difficulté, cherchent à la canaliser, la contrôler (ou ne pas la contrôler, d'ailleurs) en se donnant les moyens (ou non) de la contenir.

²³⁵ Brodeur, J. P., Monjardet, D. « Sécurité intérieure et sécurité extérieure. Recompositions et métamorphoses », *op. cit.*, p163

Nous avons ainsi vu sur nos terrains que la violence peut être dégénérative, aveugle, mais seulement dans des conditions historiques très particulières. Elle peut l'être quand elle échappe au contrôle collectif dans des moments de flottement de l'encadrement organisationnel comme dans le cas de la *Kale Borroka* dans les années 1993-1994 ou, plus récemment, dans les années 2000. Mais la plupart du temps, elle reste une violence codifiée dans ses pratiques et son caractère a priori anémique n'est en rien lié à l'origine sociale de ses acteurs mais simplement à des périodes précises durant lesquelles certains acteurs perdent le contrôle d'eux-mêmes et échappent à la codification implicite.

En Catalogne cette fois, le champ religieux musulman des jeunes immigrés peut prendre les traits d'une violence portée par mouvement culturel négatif, contre-espagnol, anti-occidental. Mais c'est pour le moment un mouvement qui se situe plutôt au niveau de la personnalité et qui se détourne largement de la violence. Il ne peut guère engendrer un mouvement collectivisant pour les raisons que nous avons évoquées sauf à considérer le cas extrême d'un islam violent.

On peut aussi trouver un principe de violence destructrice, gratuite dans l'anti-capitalisme de certains jeunes. Mais la vitalité récente de ces groupes post-anarchistes ne doit pas faire oublier les limites de leur projet car cette opposition au système est fragile étant donné que le principe de développement économique, particulièrement intense en Espagne depuis la fin du Franquisme et les années libérales, est désormais consacré par une large partie de la population et des jeunes en particulier. Elle est aussi soumise à la répression classique d'un Etat central ou régional.

C'est que la violence, aujourd'hui si peu légitime, ne fait que nous montrer les multiples fissures plus ou moins béantes qui entament la certitude d'une violence définitivement apprivoisée et auto-contrôlée par les individus dans nos sociétés redevenues vulnérables. Par sa force éruptive, elle nous rappelle que ce monopole n'a jamais réellement existé dans sa forme la plus aboutie et qu'il se révèle être un processus conjectural. C'est paradoxal mais elle nous rappelle aussi que la force des institutions de contrôle social est de nous rassurer en nous laissant présumer, dans un usage essentiellement dramaturgique de la puissance, qu'elles ont la capacité infinie de repousser nos ennemis déclarés alors même que cette aptitude exorbitante est conditionnée par la configuration historique qu'elle contribue d'ailleurs à dessiner par les ripostes qu'elle oppose aux phénomènes violents.

C'est la raison pour laquelle, dans nos trois études de cas, le contexte policier et la gestion de l'ordre politique ont toujours été considérés comme une variable essentielle conditionnant l'expression et les formes que prennent ces violences.

C'est vrai dans le cas basque que nous avons décrit comme un espace d'*interactions raisonnantes* entre des jeunes radicaux et la police qui explique, en large partie, l'entretien et l'actualisation d'une violence identitaire alors que la capacité de la violence terrorisante et son acceptation sociale déclinent depuis les années 1980. C'est aussi vrai dans le cas catalan avec l'aveuglement organisationnel de polices qui, premier exemple, ne veulent pas voir une violence racialisante quand elle se montre ou, deuxième exemple, criminalisent l'expression politique des réseaux sociaux et des cyber-activistes « indignés ». Il ne fait aucun doute que ce nouveau terrain d'affrontement digital est en enjeu de connaissance fondamentale pour la suite. Et c'est enfin vrai avec le mouvement des « indignés », où la question de la violence et les tentatives de répression ont été structurantes dès le départ le 15 mai 2011. Pourtant, ces sujets ont réussi à faire de la non-violence une *identité renversée* alors que nombre d'« indignés » avaient pratiqué la violence dans d'autres luttes passées.

1.3 Violence et mouvements sociaux aujourd'hui en Espagne

Quoi qu'il en soit, les trois configurations étudiées nous donnent à voir le travail positif ou négatif de mouvements sociaux classiques en déclin ou en gestation. Quelle que soit leur forme, ils définissent tous un adversaire et des valeurs à combattre et ces objectifs mobilisateurs les distinguent de toute autre forme de critique violente ou non-violente. Ainsi, les violences que nous avons étudiées ne sont jamais gratuites ou le fruit d'une simple colère comme elles ne sont jamais complètement le produit de la désintégration sociale et de la prolétarisation.

Dans le cas basque, des dissidences critiques ont émergé ces dernières années, construites en dehors du combat nationaliste radical. Mais elles n'ont pu exister en tant que telles, prises dans les filets de la matrice terroriste entretenue par un discours axé, d'un côté, sur une identité obsessionnelle et, de l'autre, par un centre politique qui broie les demandes sociales et culturelles d'émancipation de jeunes Sujets.

Dans le cas catalan, les jeunes dont la situation se définit plus par la dépendance économique et la précarité partagés avec les jeunes immigrés, peuvent user d'une violence racialisante. Mais elle témoigne d'un combat isolé d'arrière-garde, qui peut avoir des

conséquences sur les représentations collectives et radicaliser des sentiments nationalistes (vote d'extrême droite) sans toutefois former des mouvements sociaux orientés vers l'avenir et donc capables de jouer un rôle autonome dans la dynamique sociale de la société catalane. C'est donc plus un mouvement populaire défensif qu'un contre-mouvement culturel.

Toujours dans le cas catalan, les actions critiques des "anti-sistemas" constituent une voie possible pour certains jeunes mais elle est très limitée. Elle n'est qu'un extrême. Entre les deux, le nationalisme progressiste a certes tendance à se crisper sur une identité conservatrice mais il ne produit pas de mouvement social agressif et régressif. Un nationalisme agressif porté par des individus à la conscience soumise est plutôt l'expression d'un mouvement populaire défensif et non d'un projet total.²³⁶

Enfin, l'idéologie religieuse tirée d'une interprétation de l'islam n'est pas à proprement parler un mouvement social sauf à la considérer comme un principe de totalité qui s'active surtout dans la sphère privée de jeunes individus qui mettent à distance les indignités.

A l'inverse, le mouvement des "indignés" ne semble pas être une simple réaction de victimes de la crise ou du système. Il peut contenir en lui une propriété de mouvement social qui est celle d'un travail de réflexion sur soi des acteurs engagés, des acteurs engagés qui débattent ensemble mais également sur eux-mêmes et leur conscience. Cette coordination d'acteurs a des conséquences directes sur la violence : elle n'est plus conçue comme une libération contre une classe ennemie ou une identité forgée dans l'action et l'affrontement. Elle est, au contraire, une entrave à la reconflitualisation possible de l'espace social au regard de la montée de sujets maîtres des leurs agendas.

2. Ce que nous apprend l'Espagne en retour

2.1 Des violences toujours impures

Nous avons présenté dans ce livre trois configurations combinatoires de la relation entre crise sociale, questions nationale/culturelle et violence.

Dans la première, au Pays Basque, *la violence tue le social*. Une identité culturelle radicalisée empêche l'expression d'autres dissidences sociales pourtant très actives et alors même que la question sociale a profondément changé depuis les années 1980 dans

²³⁶ Touraine, A. 1965 *Sociologie de l'action*, Paris : Seuil

cette région. La violence de rue des jeunes « borrokistes » se situe à la croisée de plusieurs activistes mais elle n'est interprétée que comme une *violence terrorisante*, toujours au prisme du seul paradigme terroriste.

Dans la seconde, en Catalogne, *le social parvient à contenir la violence* même si des projets de culturalisation œuvrent dans l'ombre des profonds changements sociaux, culturels et la montée de nouveaux sujets que sont le « jeune immigré musulman » ou le « jeune catalan » engagé dans la lutte contre un « Système ». Mais pour le moment, les réactions violentes que nous avons observées sont surtout colériques et pour ce qui est des violences racialisantes, elles ne sont pas en mesure de justifier un projet violent ancré à un mouvement identitaire. La violence reste malgré tout sociale.

Enfin, dans la troisième configuration, celle des « indignés », la violence est refusée au prix d'un travail identitaire harassant qui refuse tout lestage par un référent culturel comme la Nation, le Système, la Religion.

Pourtant, ces trois configurations ne montrent jamais des violences pures et stabilisées dans leurs expressions et leurs représentations. Ainsi, un modèle à peine stabilisé peut glisser vers un autre modèle et différentes formes de violence peuvent se mêler ou se télescoper dans une même et seule configuration.

Il faut ainsi s'autoriser à envisager, entre configurations ou dans une même configuration, des glissements de la non-violence à la violence, de la violence à la non-violence, rapides ou lents, et dans la violence, de bouffées de colère sporadiques à des violences de rue plus structurées. Dans chaque configuration, on trouve des éléments qui tirent vers les deux autres avec des possibilités de circulations entre les trois.

Au Pays Basque, les demandes sociales et culturelles nouvelles ne trouvent pas de sortie hors l'espace de définition du nationalisme radical. Elles sont phagocytées et coincées dans un face-à-face mortel entre deux forces tétanisées, l'Etat et l'ETA. Des évolutions très récentes montrent que des glissements sont possibles vers des formes qui s'apparentent davantage à des luttes sociales proches de l'activisme social des « indignés » ou des « anti-sistemas ». D'anciens militants radicaux, « borrokistes » ont abandonné un combat coûteux socialement et ont fondé des familles, se sont engagés dans des carrières professionnelles. Ils sont sortis de cette violence et ont adhéré à de nouvelles luttes qui peuvent être institutionnelles ou contre-institutionnelles pacifiques, plus proches de la désobéissance civile, dans le cas notamment de squats politisés.

En Catalogne, cette fois, les demandes sociales et culturelles ne sont pas exactement les mêmes en raison d'évolutions socio-économiques assez différentes. Et les violences prennent alors un tour parfois un peu « basque » et parfois plutôt « indignés ». Mais des évolutions récentes en 2012 et encore plus récemment en 2013 laissent entendre qu'une violence identitaire catalaniste pourrait voir le jour et s'exprimer à la marge du nouveau processus de revendication autonome initié en 2012 par le pouvoir régional en place.

En outre, les affrontements de rue se font chaque fois plus violents, plus systématiques, notamment lors des grèves générales de mars 2012 : la violence de rue mute, se structure, certains n'hésitant pas à évoquer le spectre d'une violence proto terroriste d'ultra-gauche, cette inquiétude consacrant implicitement un glissement sémantique voire politisé d'une violence sociale à une violence méta-politique.

De même, on a bien vu qu'une violence locale, infra-politique, peut se transformer en une violence méta-politique par un simple effet de sur-médiatisation. Ce fut le cas avec le discours radical d'un Imam de la Mosquée de Terrassa qui, d'un problème local se transforma en un problème national puis méta-national, érigé en prototype d'une menace religieuse globalisée.

Enfin, dans le troisième cas de figure, si les « indignés » (dans leur configuration quelque peu renouvelée depuis deux ans) contrôlent pour le moment leur politique de non-violence, certains épisodes internes au mouvement ont prouvé que ce dernier pouvait prendre une tournure anti-institutionnelle. Et il n'est pas dit que des mouvements plus limités ne mettent pas en péril cette volonté d'exclure la violence.

Comme dans les deux premiers cas, c'est une configuration impure qui peut très bien glisser vers la critique sociale violente avec l'aggravation de la crise. Pour le moment, elle est le terrain d'expression d'un projet non-violent mais l'hypothèse d'une radicalisation et d'une scission entre « indignés » violents et non-violents n'est pas à exclure à la lumière des manifestations du printemps 2013 à Barcelone.

Toujours dans ce registre, ces violences sont aussi impures dans leurs définitions institutionnelles et médiatiques. Si on lit les différentes labellisations de ces violences et elles sont fort nombreuses dans la presse espagnole, on peut remarquer qu'elles alternent entre une définition criminelle de droit commun (la violence souvent décrite comme gratuite et destructrice) et une

définition cette fois sur-politisée, une violence pré-terroriste, hier au Pays Basque, aujourd'hui en Catalogne.

Dans ce travail en miroir, les mots ne sont plus des expressions innocentes. Ils ont une grande charge émotive et entraînent des conséquences lourdes en se muant en mots d'ordre destinés à frapper les esprits. Ils circulent dans les opinions publiques comme autant de registres sémantiques puissants : telle ou telle image utilisée par un responsable dans les médias pour satisfaire un style communicatif peut très bien se convertir en raisonnement pénal justifiant des peines privatives de liberté.

C'est le cas dans nos trois configurations : évoquer jadis la *Kale Borroka* comme une école du terrorisme, c'est justifier un raisonnement juridique singulier. Aujourd'hui, caractériser la violence « anti-systèmes » de violence d'ultra-gauche proto-terroriste, c'est agiter le spectre d'une violence possiblement terrorisante. De même, médiatiser une affaire religieuse locale revient à placer une pratique culturelle au centre des inquiétudes. Enfin, projeter de criminaliser les appels à rassemblement via les réseaux sociaux est une catégorisation qui n'est pas neutre.

Plus subtilement, en ne limitant pas l'analyse de la violence aux seules interactions physiques effectives, on s'aperçoit que ces logiques discursives sont des incapacitations sélectives symboliques aussi puissantes que les répressions effectives (arrestations préventives, infiltrations, renseignement anti-terroriste dirigé contre la violence de rue). Pourtant, au final, ces catégorisations créent un faisceau d'obscurité et masquent les subjectivités qui sont à l'œuvre. L'évènement est, en quelque sorte, soit sorti de toute motivation, soit plongé dans une surcharge de sens.²³⁷ Dans les deux cas, l'acteur disparaît : il est écrasé sous le poids de ses convictions ou par l'absence de ces dernières. Il n'existe pas.

2.2 Violence et conflit : une relation ouverte et dynamique

Enfin, autant la notion de conflit a perdu de sa vitalité dans le champ sociologique, autant l'on voit de la violence partout. La question est alors de savoir de quelle violence parle-t-on et quelle place laisse-t-elle au conflit?

On peut d'abord considérer que l'espace de la violence se situe en dehors du champ social, qu'il tue le social quand la violence devient son propre moteur et remplace le conflit. C'est évident dans le cas basque, et moins dans le cas catalan alors que les "indignés" est le cas

²³⁷ Wieviorka, M. *La violence, op. cit.*

manifestement inverse au premier quand il cherche le conflit coûte que coûte pour contrôler la violence.

Mais dans ces trois configurations, la relation entre violence et conflit n'est pas figée une fois pour toutes et elle peut bouger. Il peut y avoir des phases violentes dans un conflit mais quand la violence dure, elle remplace le conflit entendu comme un antagonisme constructif.

Prenons le cas limite de la violence au Pays Basque : la *Kale Borroka* est considérée, sans discussion, comme une forme de terrorisme, comme une des possibles expressions d'une guerre intérieure opposant des hyper-sujets à un Etat contre-violent, parfois dans l'illégalité.

Néanmoins, à y regarder de plus près, comme nous avons essayé de le faire, cette violence est peut-être plus limitée qu'il n'y paraît et se rapprocher d'un possible conflit. Cette violence n'est alors plus simplement destruction, humiliation, effroi, violence pure comme l'affirment les assignations de sens policières et médiatiques mais une violence moins radicale qu'on ne le croit dans son projet critique. Elle ne souhaite pas effrayer mais alerter. Elle ne poursuit pas le projet de détruire coûte que coûte un adversaire mais bel et bien celui de l'interpeller sur des contradictions vécues par un Sujet contrarié et ce au moyen d'une violence contrôlée.

On rejoint ici les réflexions théoriques récentes de Wieviorka²³⁸ : quel que soit le contexte socio-historique pris en compte, il s'agit de bien situer la violence en la décrivant précisément en partant du Global, du Social pour arriver au Sujet. Ce dernier peut être violent, par instant, dans la rue, mais sans forcément épouser les traits d'un anti-sujet terroriste dont toute la personnalité serait tournée vers une unique projet de destruction.

C'est en cela que certaines conduites collectives rupturistes relèvent davantage du registre de la critique sociale que de la critique anti-sociale entièrement dévouée au service d'une violence aveugle. Il peut y avoir derrière ce type de projet de violence contrôlée un mouvement culturel, alter-mondialiste, anti-système, ou anti-politique qui ne doit pas être confondu avec un projet de déshumanisation d'un adversaire. Il faut donc bien prendre garde à ne pas essentialiser la violence sous peine de passer outre ses innombrables expressions.

²³⁸ *Ibid.* ; Wieviorka, M. "The Resurgence of Social Movements", *Journal of Conflictology*, 3, 2, 2012

C'est pourquoi nous ne suivrons pas les considérations de Touraine²³⁹ : la violence n'exclut pas systématiquement le mouvement culturel et le sujet. Elle peut en être plus proche qu'on le pense comme le montrent les actes de violence urbaine tels que nous les avons analysés. C'est le cas en Catalogne où des violences sporadiques et colériques ne sont que des formes réactives d'une conscience ouvrière blessée et dominée.

3. *En obras* : éléments pour de futurs chantiers

Plusieurs pistes de recherche se présentent à l'issue de cet essai. La principale consiste à envisager un travail de comparaison plus systématique entre la violence des quartiers (urbaine) en Espagne et en France. Voici quelques points qui pourraient être approfondis.

Pour commencer, il n'est pas inutile de préciser qu'il est difficile de trouver dans les violences urbaines espagnoles une structure strictement comparable à celles des violences françaises, dans leur version émeutière notamment. Malgré cette réserve, un regard croisé transnational plutôt que strictement comparé entre France, Catalogne et Pays Basque pourrait avoir la vertu de durcir une question transversale, celle de la reconnaissance des jeunes dans les politiques publiques tout en questionnant en retour l'image d'un modèle à la française.²⁴⁰

Nous pensons par exemple que cette question des "jeunesses" (immigrées, précarisées, populaires) et celle des expressions politiques, voire des violences de rue, peuvent contenir des convergences. Dans cet esprit, la forme des interactions entre les logiques institutionnelles et les groupes de jeunes issus de l'immigration ou nationalistes saisie la méthode de l'intervention sociologique²⁴¹ est déterminante pour saisir et surtout définir la politisation de l'espace public par la rue. La politique est ainsi la production de ces rapports de force entre les institutions et les jeunes, compte tenu plus précisément que la dégradation de ces rapports trouve sa figure exemplaire dans la tension récurrente avec les forces policières.

Pour donner une justification supplémentaire au choix de cette matrice transnationale, on peut dire que, d'un côté, pour le contexte français la question du rapport entre les « jeunes » et les institutions (polices, école, services publics en général) n'est pas « nouvelle » : elle s'invite par intermittence depuis plus de vingt ans, oubliée ou

²³⁹ Touraine, A. 2007 *Penser autrement*, Paris : Fayard, p228

²⁴⁰ Joly, D. *L'émeute*, *op. cit.*

²⁴¹ Joly, D. 2001 *Blacks and Britannity*, Aldershot: Ashgate

contournée par des mesures concernant l'école ou l'insertion professionnelle, avant de revenir par un effet boomerang sur le devant de la scène.

Pour le cas catalan, même si aucun signe tangible de tensions structurelles entre jeunes et polices ne l'atteste, rien ne dit qu'à terme cette question d'affrontements ne s'invitera pas sur la scène publique catalane. Il y aurait pour ainsi dire un sur-récit en France et un non-récit en Catalogne.

De l'autre côté, au Pays Basque, on définit à outrance ces violences pour les associer à la violence terroriste, autre sur-récit mais dans un sens bien différent de la France. Autant ces questions de violence sont expurgées du débat en Catalogne, autant ces questions vampirisent et écrasent les débats au Pays Basque.

Dans notre pays d'origine, on reconnaît difficilement un sens politique à ces émeutes collectives ou, pour être plus précis, leur sens est controversé dans le champ sociologique. On brûle pour jouer, pour s'affronter mais sans stratégie lisible.

Au Pays Basque espagnol, la fameuse "Kale Borroka" est considérée comme une stratégie bien définie, un outil de manipulation des jeunes par l'ETA. Mais, dans le cas français comme dans celui des jeunes basques radicaux, à aucun moment on ne prend le temps d'entrer dans la complexité de ces violences et dans les subjectivités qui s'y développent au-delà des catégories policières et médiatiques.

Des rapprochements

Au-delà des différences manifestes entre ces types de violences urbaines et leurs histoires, il nous semble qu'elles peuvent se rapprocher autour de trois questions lourdes et structurantes qui traversent ces contextes spécifiques.

La première de ces trois questions, essentielle à nos yeux, relève de la sociologie de la connaissance. C'est celle qui correspond aux assignations de sens et de la lutte qu'elle génère en France et en Espagne pour qualifier ou disqualifier, surreprésenter ou passer sous silence d'ailleurs telle violence sociale, telle violence urbaine. On retrouve en effet en Espagne, au Pays Basque, comme en France ces jeux de langage orientant la perception de telles violences et les mêmes registres: une violence anomique, dégénérative, ludique, rituelle, etc... et au-delà cette même recherche d'une violence pure qui évacue assez systématiquement les racines sociales de cette dernière. C'est un premier rapprochement.

La deuxième question est elle relative à la gestion policière de ces violences et à la *coproduction* de ces dernières. On a vu avec le cas de la *Kale Borroka* que les changements de techniques policières au début des années 1990 ont eu des conséquences sur cette violence et ont contribué à son autonomisation. Mais les “cultures policières espagnoles” ont aussi pu jouer un rôle dans la construction des violences raciales en Catalogne.

Enfin, dernier point de rapprochement, les réactions sociales à ces violences ont entraîné la mise en place de politiques publiques dans les quartiers défavorisés à l’image de la “politique de la ville” en France depuis les années 1980. Comme nous l’avons simplement évoqué dans le cas catalan, ces politiques inspirées des politiques françaises n’ont pas réellement participé à la reconnaissance des populations victimes mais plutôt au contraire à l’invisibilisation des jeunes d’origine immigrée qui vont s’organiser et se politiser par d’autres voies.

La méconnaissance des besoins propres de ces acteurs, puisqu’il s’agit bien de les considérer comme des acteurs à part entière, est en général, très présente dans la bouche des professionnels municipaux spécialement en termes identitaires et culturels. Il est d’ailleurs très probable que cette dynamique se voit renforcée par le manque de financements disponibles pour des actions orientées vers ces jeunes d’origine immigrante, les programmes donnant priorité aux projets d’intégration sociale organisés autour de propositions de loisirs.

Quant aux canaux formels de participation, les jeunes méconnaissent de façon générale leur fonctionnement et les façons d’y accéder. En dépit des efforts que développent les administrations pour planifier la participation citoyenne, les services municipaux de l’Education, de l’Immigration ou de la Jeunesse, souvent dirigés par des professionnels issus des sciences sociales éprouvent beaucoup de difficultés à entrer dans les détails du contour des besoins propres de ces jeunes. Ce qui en retour affecte l’image des actions mises en oeuvre qui sont taxées de généralisme et déconnexion alors même qu’elles ont nécessité beaucoup de travail préparatoire.

Mais d’autres pistes devront être explorées comme les transformations récentes de la *Kale Borroka* et ses connexions avec d’autres formes de luttes urbaines sans oublier d’approfondir la question des subjectivités des jeunes nationalistes radicaux.

Un *digital turn* ?

Enfin, le terrain des « indignés » laisse également beaucoup d'inconnues et il s'agira notamment de creuser deux questions essentielles : celle de la construction de subjectivités de lutte par et dans les réseaux numériques et digitaux en pensant son interaction avec la socialisation réelle et des mécanismes de coordination de telles mobilisations mais aussi celle de la riposte étatique et policière à ces nouveaux types d'action collective qui consacrent l'interpénétration entre mondes virtuel et réel.

Annexes

Annexe 1.
Méthodologie et récit de l'enquête

La politique du terrain

Ce second essai avait pour objet l'étude de la violence et de sa gestion, appréhendées dans le cadre d'une relation dynamique avec le Social, le National et le Culturel. Nous avons cherché à analyser au départ deux configurations globales en ayant l'intuition que cette relation s'est profondément modifiée. Nous l'avons fait dans un contexte social bouleversé et identitaire fort, à savoir deux régions fortement marquées par un nationalisme de l'Espagne post-franquiste.

Pour commencer, précisons à nouveau que nous empruntons le concept de configuration à Norbert Elias²⁴². Elias la définit de manière relativement ouverte comme une *formation de taille variable (les joueurs d'une partie de cartes, la société d'un café, une classe scolaire, un village, une ville, une nation)*, où les individus sont liés les uns aux autres par un mode spécifique de dépendances réciproques et dont la reproduction suppose un équilibre mobile de tensions.

Ce concept nous permet de dépasser la justification du choix de nos terrains par leur seule qualité territoriale ou événementielle. En effet, si le Pays Basque et la Catalogne ont été retenus comme unités d'observation, c'est que nous avons considéré qu'ils constituaient des configurations au sens où il existait dans ces ensembles humains une *spirale stabilisée, identifiable et contraignante d'interdépendance entre les trois variables que nous avons isolées* à savoir:

- La permanence d'une affirmation forte, officielle ou cachée, d'un *nationalisme politique* mis à l'épreuve par la modernité;
- une *crise sociale globale* en particulier chez des jeunes;
- et le rapport qui en découle entre conflit et violence dans les quartiers urbains.

Elias insiste d'ailleurs au passage sur l'importance du conflit dans cette chaîne d'interdépendance que constituent selon lui les sociétés, dans le but avoué de dépasser la fausse division classique entre individualisme et holisme, le sociologue devant pour cet auteur privilégier « *une approche configurationnelle de l'étude des tensions*

²⁴² in *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit.

et des conflits » qu'il observe.²⁴³ Toujours selon Elias, dans les diverses situations qu'il analysera, il se refusera néanmoins à donner le primat au conflit plutôt qu'à la coopération, tous deux définissant au même titre, l'un comme l'autre, la vie sociale. C'est pour cela que nous voulions analyser cette combinatoire "en situation" en essayant justement de lire cette relation en mouvement

Car il est aussi vrai que les deux configurations globales retenues se définissent simultanément par rapport à un espace dynamique d'élargissement culturel et, si l'on peut dire, de dé-nationalisme sous la pression de la globalisation mais en même temps par rapport à un espace de rétraction identitaire et d'exacerbation nationaliste. Et cette mise en situation de la combinatoire nationaliste en Espagne est d'autant plus importante que le nationalisme est liée à la problématique de la "communauté imaginée"²⁴⁴. C'est vrai pour le Pays Basque, la Catalogne et les "indignés" dont on peut considérer, pour ce dernier cas de figure, qu'il constitue justement une tentative de libération de la question nationaliste dans la lutte politique (dé-nationalisme).

Sur un plan méthodologique, ajoutons que l'analyse de ces deux configurations globales, nationalistes, en tensions, pouvait tout à fait dévoiler des sous-configurations en fonction des terrains étudiés. C'était l'autre intuition que nous avions. Et ce fût manifestement le cas quand le mouvement des "indignés" a surgi en cours d'enquête en Catalogne, en mai 2011, lorsque des acteurs que nous avons rencontré dans d'autres univers, radical ou nationaliste en particulier, ont participé à une nouvelle configuration que l'on a pu considérer comme une *émergence* du terrain à la fois radical-anti-capitaliste mais aussi nationaliste.

De la même façon, au Pays Basque, dans une configuration très homogène, lestée par un enjeu nationaliste omniprésent, on a bien vu en conclusion que des sous-configurations alternatives, anti-capitalistes notamment, pouvaient surgir.

Les trois configurations ouvertes que nous avons proposées au final, l'une au Pays Basque, les deux autres en Catalogne, ont été construites non pas en décrétant une unité historique naturelle même si elle existe bel et bien mais en s'appuyant sur des données recueillies au prix de trois enquêtes de terrain menées dans la direction des hypothèses posées en introduction générale.

²⁴³ ELIAS, N., DUNNING, E., *Sport et civilisation. La Violence maîtrisée*, traduit de l'anglais par Josette Chicheportiche et Fabienne Duvigneau, Paris : Éditions Fayard, 1994, p265

²⁴⁴ Anderson, B. *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London : Verso, 1983

Des configurations locales dans les configurations globales

Pour saisir les configurations globales, nous avons dû essayer de cerner des configurations plus locales, qui puissent être investies par un travail d'enquête. Il a fallu d'abord opérer un travail exploratoire de découverte de terrains possibles et ensuite mettre en place, non pas un protocole mais des protocoles de recherche adaptés à la spécificité des sites géographiques principaux qu'ont été Barcelone, un quartier particulier de la ville de Terrassa (Ca n'Anglada) et au Pays Basque, un quartier de la ville de Bilbao (Rekalde) et une petite ville basque, Durango.

Nous avons privilégié des techniques comme l'observation sociologique *in situ*, des entretiens semi-directifs individuels, des entretiens collectifs et des phases d'observation longue sans oublier de récolter des sources statistiques et documentaires inédites, en particulier au Pays Basque.

Mais nous avons toujours fait de la validité empirique une condition épistémologique incontournable²⁴⁵ parce que nous étions engagés sur des terrains étrangers où les confusions culturelles pouvaient nous conduire à emprunter de fausses pistes. Notre installation de trois années (2009-2011) n'est certes pas une condition méthodologique suffisante mais l'immersion au quotidien dans une société étrangère permet tout de même de dissiper nombre de malentendus, à force de contacts quotidiens et d'apprentissages forcés de codes culturels, de représentations, de sens cachés, insaisissables par un "sociologue de passage".

Nous avons ainsi essayé de nous adapter à des contraintes multiples liées au temps, à la langue (nous y reviendrons par la suite), de distance culturelle mais aussi de sources disponibles. C'est surtout vrai pour le terrain basque où nous avons dû récolter des matériaux et archives inédits peu exploités jusqu'ici car les données existantes nous paraissaient manquer de perspective sociologique et de distance critique avec le phénomène étudié (la *Kale Borroka*).

Les effets de lieux

En phase d'observation, nous avons réalisé des entretiens en face-à-face et collectifs dans des conditions très différentes. Nous y reviendrons également. Face à nous, il pouvait y avoir un seul interlocuteur ou un groupe selon le lieu, ces rencontres pouvant être très cadrées ou à l'inverse très spontanées. Mais nous avons toujours eu la volonté de saisir ce qui pouvait l'être sans être absorbé par

²⁴⁵ Friedberg, E. *Le pouvoir et la règle*, Paris : Seuil, 1993, conclusion

l'imprévu et les incertitudes. Le fait d'être disponible a souvent été une clé pour s'adapter durant ces nombreuses situations d'interactions.

Nous avons rencontré beaucoup d'acteurs lors de nos enquêtes et ces situations ont été très souvent réflexives. En effet, une fois l'observateur extérieur que nous étions connu et reconnu, certains enquêtés n'ont pas hésité à nous solliciter de leur propre initiative, à provoquer, souvent par courrier électronique, des discussions informelles, à nous convier à des séminaires de formation, des rencontres amicales... Ces nouvelles interactions prouvent qu'une enquête de terrain est bel et bien un processus, une véritable relation sociale avec des acteurs. Ces nouvelles rencontres ont en tous les cas été des occasions inédites et imprévues pour continuer l'enquête par d'autres voies.

La réflexivité a donc pleinement joué et notre intervention a pu modifier la réaction des acteurs rencontrés ainsi que leurs attitudes et, en retour, nos perceptions s'en sont trouvées affûtées et libérées de nombre de préjugés. C'est la raison pour laquelle nous pensons que ces situations scientifiques sont aussi des échanges sociaux qui doivent être pensés comme des échanges qui modifient le savoir des co-présents.

Un élément méthodologique essentiel : la langue, les langues

Sur un plan méthodologique, il n'y a pas vraiment de secret dans une situation culturelle différente : il faut d'abord maîtriser la langue, dans un sens formel et informel.

Sur un plan formel, ces terrains ne nous ont pas facilité la tâche et ce fut d'ailleurs un motif de plaisanterie récurrent chez certains acteurs que nous avons rencontrés. On évoque peu cette question dans les annexes méthodologiques mais travailler sur un terrain pluri-linguistique comme l'Espagne, implique un investissement lourd. Nous parlons le français et cette langue s'est avérée être un atout pour rencontrer les jeunes marocains à Terrassa, El Vendrell, Salt (en Catalogne).

Nous parlions ensuite l'espagnol mais un espagnol assez académique et littéraire. Il a fallu travailler à acquérir un espagnol plus courant, celui de la rue, en prenant soin de distinguer les accents, les intonations. Passer quelques jours, quelques semaines, n'est pas la même chose qu'y vivre et s'y installer. Le statut et la charge de l'investissement changent.

Nous avons également appris le catalan sans véritablement le maîtriser. Mais nos enfants et nos amis catalans nous ont beaucoup aidés à comprendre nombre de références implicites.

Le basque est une langue impossible à maîtriser pour un néophyte. Le fait de ne pas la dominer a sûrement constitué un désavantage et nombreuses furent les situations durant lesquelles nous ne comprenions strictement rien à ce qui se disait entre les acteurs présents. Or, on sait que dans une situation d'enquête, les commentaires privés énoncés dans une discussion hors-cadre peuvent s'avérer très instructifs pour repérer, par exemple, tel ou tel acteur qui nous aurait échappé pendant la phase exploratoire. Ces derniers ont pourtant toujours fait l'effort de s'adresser à nous en espagnol. De même, nous pensons avoir été suffisamment explicites sur notre projet scientifique pour ne pas avoir éveillé de soupçons déplacés. Cela a pris du temps mais la langue ne fut pas un obstacle insurmontable.

Et puis, il y a la langue informelle, celle qui ne se dit pas dans l'économie des mots : le sens caché, les blagues, les idées reçues sur les « Français », les autres « Espagnols », et, enfin, le *background* et les coulisses de la société étudiée. Là aussi, le travail de terrain nécessite un investissement très important et très long : lire la presse, nous familiariser avec les personnalités, les tendances politiques, les différents médias... tout ce qui fait la vie d'un pays, d'une région, d'une ville, d'un quartier ne s'acquiert qu'après une immersion patiente.

Cette dimension du travail sociologique est peu évoquée mais c'est pourtant un point méthodologique essentiel, surtout en situation d'entretien. En effet, les discours des acteurs sont truffés de références implicites qu'il s'agit d'identifier systématiquement pour être en mesure de rebondir dans le cours de l'interaction. Si je vous dis par exemple que « Bildu » a été autorisée à se présenter par le « TC » ? Que « Rajoy » a accusé « Pxati Lopez » de faiblesse ? Que « Montilla » parle un « catalan d'andalou » ? ... Que « Terrassa » a sa propre identité, comme « L'Hospitalet de Llobregat » a la sienne ? Parler la langue, les langues a donc été une préoccupation de tous les instants.

Une autre question méthodologique nous paraît importante. La productivité d'un entretien et sa richesse se mesurent à l'aune de la réciprocité établie avec l'acteur ou les acteurs interrogés. Or il nous semble que cette dernière n'est opératoire que si elle se fonde sur une confiance de l'interviewé dans le projet de l'enquêteur qui se

distingue, fait primordial sur un sujet comme la violence, d'approches journalistiques ou policières.

Au-delà, cette confiance se nourrit également de l'abolition d'un certain nombre de réflexes d'auto-défense qui peuvent s'activer mécaniquement chez les interviewés. L'un d'entre eux est assez puissant et peut invalider le processus d'échange: c'est la vision culturalisée de l'autre, l'intervieweur en l'occurrence, le chercheur "français". On ne mesure pas le nombre de fois où il nous a fallu désamorcer des préjugés implicites sur de prétendues "qualités françaises" plutôt négatives au demeurant. C'est la raison pour laquelle la démarche scientifique consiste aussi à anticiper ces parasitages et à installer un rapport a-culturel, autant que faire se peut. Ce désamorçage des parasitages potentiels nécessite de mettre en place une phase de préparation du terrain, de rencontres préparatoires informelles. Ces dernières permettent aux uns et aux autres de se découvrir et d'abaisser les barrières culturelles qui peuvent être assez puissantes dans un contexte culturel a priori commun.

Les terrains catalan et basque

Notre travail d'enquête s'est déroulé entre les mois de mars 2009 et de décembre 2011 même si nous avons réalisé des entretiens complémentaires et des visites courtes en Catalogne et au Pays Basque en 2012 et au début de 2013.

Une première recherche a été menée en Catalogne entre mars 2009 et juin 2010, et une seconde, au Pays Basque, entre les mois de mai 2010 et décembre 2011. Ces deux enquêtes ont été conçues et réalisées dans des conditions différentes. Nous vivions à Barcelone entre janvier 2009 et septembre 2011. De ce fait, en dehors des moments d'immersion sur le terrain de Terrassa, nous étions en contact régulier avec un certain nombre d'interlocuteurs et nous vivions dans la société catalane.

Cela n'a pas été le cas pour le Pays Basque. Nous n'avons pas vécu longuement à Bilbao et à Durango. Nous y avons fait des séjours de recherche (3 au total d'une durée d'une semaine chacun) mais nous étions régulièrement en contact, par courrier électronique et téléphone, avec des interlocuteurs privilégiés que nous avons rencontrés par des réseaux professionnels et personnels que nous avons mobilisés pour l'enquête. Et si nous n'avions pas vécu en Espagne, nous n'aurions sûrement pas pu réaliser ce travail en Pays Basque.

De même, comme nous vivions en Espagne, à Madrid entre 2006 et 2008 et à Barcelone entre 2009 et 2011, nous suivions par presse interposée ou par discussions avec les collègues et amis toutes les évolutions politiques récentes au Pays Basque.

Les présentations rapides des acteurs que nous avons interviewés ne pourra pas rendre compte de l'épaisseur de certaines relations de confiance nouées après des mois d'échanges.

La Catalogne et le terrain de Terrassa : mars 2009-juin 2010

Le calendrier du travail réalisé : phase exploratoire et préparation de l'enquête de terrain

Une première enquête a été réalisée en Catalogne. Notre long séjour a été rendu possible par l'obtention d'une bourse de professeur invité de neuf mois, à l'Universidad Autonoma de Barcelona au sein de l'IGOP, un laboratoire important dirigé par le politologue et éditorialiste à *El Pais*, Joan Subirats.

La phase exploratoire : mars-juillet 2009

Cette première phase nous a permis de dessiner une première carte des savoirs et des représentations disponibles sur la question de la violence et des quartiers en Catalogne. Nous avons commencé par recueillir et assimiler la littérature disponible dans les champs universitaire et administratif, principalement les rapports de recherche, d'études commandités par les administrations comme la *Generalitat de Catalunya* (cf. Bibliographie). Nous avons également analysé un nombre conséquent d'articles de la presse espagnole et catalane traitant des problèmes de violences collectives survenues en France durant l'automne 2005.

La phase exploratoire

Cette phase exploratoire et préparatoire a consisté à se rendre dans des séminaires et autres nombreux colloques organisés sur les sujets relatifs à l'immigration, en Catalogne. C'est ainsi que nous avons rencontré à plusieurs reprises des membres du *Secretaria per la Immigració* de la *Generalitat de Catalunya* comme Magda Garcia Lopez et Meritxell Benedi Altes mais également la fondation *Jaume Bofill* et Monica Nadal, le service d'études de la fondation *La Caixa*, Maria Molins, le *secretaria Joventut de la Generalitat* en la personne de Pau Serracant, et enfin le *secretariat de seguretat pública* et le groupe de recherche sur les espaces publics. Nous citerons comme interlocuteurs et *passeurs privilégiés*, Francesc Guillén i Lasierra, Santiago Costa Arranz ou Lluís Paradell.

Nous avons voulu également rencontrer un certain nombre de chercheurs travaillant sur le sujet, pour recueillir des conseils de lecture, des orientations et autres indications utiles sur le choix du terrain, voire des contacts possibles dans les administrations. C'est ainsi que nous avons établi des liens et engagé des discussions, bien évidemment, avec l'équipe de l'IGOP, principalement Joan Subirats, Mikel Aramburu, Mauro Castro, Alex Caramé, Andreu Camprubí Trepas, Aitor Hernandez Carr, mais également avec Carles Feixa de l'universitat de Lleida, Xavier Rambla, Sonia Parella du département de Sociologie de l'UAB.

Nous avons récolté aussi beaucoup d'informations dans le cadre des conférences et autres cours que nous avons donnés, que ce soit avec les étudiants et professionnels participant au séminaire du Master *interuniversitari (UAB-UB) en Polítiques Socials y Mediación Comunitaria*, ou les membres des différentes sessions du *Grup de treball Seguretat i espai públic* de l'*Institut de Seguretat Pública de Catalunya*, tous les travailleurs sociaux rencontrés lors du séminaire

Ayuntamiento Barcelona/IGOP sur *Transversalidad y Integralidad* ainsi que les doctorants du seminario Doctorado de l'IGOP.

Cette phase de rencontres avec les responsables de services de la *Juventut, Immigració ou Seguretat Pública* de la Generalitat nous a bien évidemment permis de recenser à travers nombre de discussions informelles, les représentations et les constructions bureaucratiques et professionnelles de la question jeunes et immigration en Catalogne. Quand nous avons parlé, dans les développements, de ce *background institutionnel*, il s'agissait bien de cela. L'existence de référentiels d'action publique sur cette question s'est peu à peu problématisée, politisée par les initiatives et politiques publiques mises en œuvre par ces administrations. Or, il existe des lectures différenciées de cette question, entre des services de l'administration régionale catalane aussi différents que la *seguretat, l'immigració* ou la *juventut*.

Le récit de la préparation et du déroulement de l'enquête de terrain : juillet-juin 2010

Le choix des terrains catalans

Une observation longue à Terrassa

Nous avons rencontré nombre de difficultés méthodologiques. Les situations physiques de ces quartiers sont d'abord fort différentes de celles de la France, tout du moins en Catalogne. Nulle part, à notre connaissance, il n'existe de zones urbaines d'habitats collectifs, de ghettos aussi dégradés et abandonnés que dans certaines banlieues difficiles, connues en France. Si ces espaces existent, et l'on pense immédiatement aux quartiers situés entre la zone urbaine de Santa Coloma dans Barcelone et Badalona ou Castelldefels au sud de Barcelone, El Prat de Llobregat, voire celui de Ciudad Meridiana dans le quartier populaire Nou Barris, voire Cornellà, toujours au nord de Barcelone, ils ne sont pas stigmatisés, comme peuvent l'être certaines zones urbaines défavorisées en France.

Nous travaillions donc un peu dans le brouillard, empêtrés dans nos représentations françaises. Comment faire ? Comment choisir un terrain ? Choix difficile car on parle ici d'un investissement personnel long et coûteux. On le sait, le choix d'un terrain est souvent fortuit. Si nous avons opté pour Terrassa et le quartier de Can'Anglada, c'est tout simplement parce que nous connaissions déjà la ville de « *réputation* » et certains de ses acteurs politiques ou associatifs.

Nous avons néanmoins peur de choisir un quartier déjà stigmatisé en raison des événements graves qu'il a connus en 1999, et ainsi de

contribuer involontairement à sa stigmatisation. Le déclic s'est produit lors d'un séminaire du *Grup de treball Seguretat i espai públic* de l'Institut de Seguretat Pública de Catalunya au mois de juillet 2009 avec la rencontre de Joan Antoni Quesada, chef de la police locale à Terrassa. La présentation par cet acteur du travail fait avec la communauté immigrée de Terrassa nous a mis la puce à l'oreille. En plus de son statut de policier, ce dernier avait, au premier contact tout du moins, toutes les qualités d'ouverture et d'intelligence du passeur dont nous avons besoin.

Au-delà des consignes, le terrain de Ca n'Anglada à Terrassa n'était pas si "brûlé" ("*quemado*") qu'on voulait bien le dire : il restait à investir ce lieu qui connut les émeutes violentes en 1999, lesquelles constituaient un marqueur de la mémoire collective catalane. Le hasard fit bien les choses. Loin de nous orienter et de nous "*calibrer*", cet intermédiaire, contrairement à d'autres passeurs que nous avons connus, nous a ouvert les portes en un temps record (ce qui est loin d'être négligeable quand on ne dispose que de quelques mois pour réaliser une primo-enquête de terrain). Cet intermédiaire, mais aussi d'autres acteurs rencontrés lors de la phase préparatoire, a habité la ville durant plusieurs années. Cette pré-connaissance était un préalable très appréciable au regard d'un objet difficile à aborder mais aussi appréciable dans la nécessité de « faire du terrain » sans en rester à une analyse des discours.

Terrassa 1999 : un non-récit

Autant les violences urbaines françaises sont surinvesties par les sociologues, autant les violences de quartier en Catalogne, toute proportion gardée, sont très peu étudiées. Les interlocuteurs catalans avec qui nous souhaitions parler de ces événements ont tous eu tendance à nous dire qu' « *il ne s'est rien passé à Ca n'Anglada* » : soit c'est la télévision et les médias qui ont tout inventé, soit le phénomène est très localisé, classique alors, un ajustement momentané et tout rentrera dans l'ordre...

Etrange affirmation. Sans exagérer leur portée, on voit bien que ces émeutes ont laissé une empreinte durable dans les esprits. Ainsi, tout en étant conscient des réelles différences entre les processus discursifs de reconstructions mémorielles, il nous a semblé que les événements violents, en Catalogne ou en France, manifestaient une vision des choses ou une interprétation d'autant plus tranchée et opposée que ces deux faits semblaient sans porte-voix, ni revendication explicite.

De sorte qu'il nous fallait commencer par établir un diagnostic, sans occulter les modes de représentation et les logiques d'action en jeu dans la qualification des incidents de 1999 à Terrassa. Ce qui revenait à définir ces violences non seulement comme des « symptômes » ou des « signes » d'autre chose, mais comme des *coproductions collectives* mettant à jour, après une longue incubation, des rapports sociaux qui donnaient un sens à ce qui s'est passé, et par là, dépassaient largement la séquence des événements en soi.

Partant de là, nous nous sommes efforcés de prendre la mesure de la morphologie sociale et urbaine de cette ville, du devenir de cette « banlieue rouge » barcelonaise, composée de quartiers très dégradés, avec la réapparition des bidonvilles, la persistance de nombreux logements insalubres et des taux de vacances qui demeurent importants. Il nous a semblé fondamental de centrer l'enquête de terrain sur un quartier à forte identité, ayant connu des troubles graves : Ca n'Anglada.

Cette démarche s'est avérée indispensable pour choisir les « bons interlocuteurs » et prendre la mesure de ce qui s'est réellement passé dans ces deux quartiers, à quelques années d'écart. Le choix des acteurs s'est donc fait en fonction de leur implication dans ces « émeutes » et de leur connaissance de la ville, sans que l'on puisse dissimuler la part des rencontres et des opportunités qui l'ont rendu possible. Cela étant dit, on ne peut oublier les nombreux obstacles rencontrés. Il a fallu faire avec les déconvenues et vraiment « galérer » sur le terrain.

C'est délibérément que nous ne mentionnons pas tous les aléas du travail empirique, mais nous pourrions en dire beaucoup, notamment sur la fermeture de nombreux secteurs de la vie sociale catalane pour un chercheur français. Il a fallu le hasard d'une rencontre heureuse et inespérée avec un acteur clé pour obtenir une entrée sur le terrain de Terrassa et finalement pouvoir mener à bien cette recherche. La prise de contact et la construction de liens de confiance avec des acteurs de ce terrain a pris beaucoup de temps et d'efforts : c'est un site stigmatisé et les acteurs se méfient²⁴⁶.

²⁴⁶ C'est pour cela que notre choix de terrain s'était d'abord porté sur le quartier de Ciudad Meridiana dans la zone urbaine de Nou Barris à Barcelone : un doctorant de l'UB, Jaime Palomera, collaborant avec l'équipe de l'IGOP y réalisait une thèse d'anthropologie sur l'économie informelle. Nous avons envisagé pendant un temps de choisir ce site mais nous avons dû abandonner cette piste faute de contacts solides. Ce doctorant est parti en séjour scientifique aux USA et nous nous sommes retrouvés isolés sans réelle porte d'entrée auprès des acteurs institutionnels du quartier.

Du côté des acteurs et notamment des « jeunes » de Terrassa.

Il n'a pas été simple d'identifier et de rencontrer ceux qui apparaissent, *a priori*, les moins enclins à parler avec un sociologue. Non pas qu'ils n'auraient rien à dire, mais ici comme ailleurs, ils se méfient des institutions (et la méfiance est réciproque), alors ils ne *veulent pas parler*. Participer à une recherche de ce type, accepter le jeu de l'entretien, sans contrepartie d'aucune sorte, n'allait pas de soi. Etre étiqueté « jeune immigré potentiellement violent » ou « jeune à problème » n'est pas très réjouissant. Au mieux, et c'est ce qui s'est passé lors de nos deux premières rencontres, un échange poli s'instaure. Les regards gênés, les sourires figés, les silences, les échanges à voix basse entre les acteurs en présence. « *Il est français, ne t'inquiète pas, il connaît le problème, il est sociologue pas policier...* » Mais guère mieux. Mais un jour, vous recevez un coup de téléphone du jeune secrétaire de la mosquée, Mohammed, qui vient vous proposer de vous accompagner auprès des siens et faire connaissance avec eux, alors on se dit : pourquoi lui ? D'abord, ce dernier a étudié en France, à Bordeaux, il parle français couramment. Ensuite, il a compris la démarche sociologique. Mais ce processus est long et fragile et l'on mesure la profondeur de l'islamophobie, même sophistiquée, que ces acteurs ont parfaitement intégrée dans leurs stratégies. Nous y reviendrons car c'est un point important.

Les rencontres, discussions collectives et interviews avec es acteurs de Terrassa : septembre 2009-juin 2010

Une fois engagé, le travail d'enquête, les situations d'interviews, ont été diverses, souvent très spontanées, pour ne pas dire chaotiques. Tout se passe dans la rue, au gré des rencontres nécessitant, chez l'observateur, du temps, de la disponibilité et des plages horaires élastiques. Cela peut se passer le soir, à partir de 20h00, sur telle ou telle place, ou bien un dimanche, dans tel ou tel bar.

Ces situations spontanées doivent être réorganisées, dans l'instant, pour être productives. Elles n'ont, en tous les cas, que rarement répondu aux canons de la méthodologie académique sans que l'on puisse considérer pour autant que cela invalide notre méthode. Le temps et l'empathie sont des ressources indispensables.

Les personnes interviewées avaient des niveaux d'étude très contrastés et des niveaux d'élaboration également très différents. Plusieurs méthodes ont été utilisées pour réaliser des entretiens formels et informels avec des jeunes, par le biais d'intermédiaires divers (tel leader associatif, un policier...) ou par des rencontres

directes à l'origine d'un effet « *boule de neige* » au sein des réseaux de sociabilité.

Cet échantillonnage s'est efforcé de tenir compte des différentes sensibilités et types de trajectoires, de la diversité des âges et des parcours scolaires ou professionnels. Les garçons y sont surreprésentés en dépit d'entretiens de groupe réalisés pour éviter ce biais. Au total, la qualité inégale des entretiens (en particulier, la capacité des jeunes rencontrés à témoigner directement), loin de nuire à la richesse descriptive de leur expérience, s'est révélée un précieux indicateur de position, utile pour comprendre les logiques d'implication dans l'espace public.

Tableau des jeunesses immigrées à Terrassa

Ce groupe social agrège trois catégories d'acteurs issus de l'immigration maghrébine (exclusivement marocaine pour le terrain de Terrassa) :

- on trouve d'abord des jeunes inscrits dans le système éducatif secondaire ;
- on trouve ensuite d'autres jeunes en fin d'études, en attente d'entrer dans le monde salarié ou universitaire ;
- on trouve enfin le cas de figure d'acteurs qui sont déjà dans le monde du travail depuis plus ou moins longtemps.

Dans toutes ces biographies et situations sociales, ces jeunes sont globalement en situation d'apprentissage institutionnalisé, ce qui permet de souligner le rôle pivot des institutions dans la construction d'une identité positive ou négative. Ce sont également des individus plus ou moins dépendants économiquement et qui ont une série de devoirs ou d'obligations juridiques, mais également un certain nombre de droits. Dès lors, si on considère la classe d'âge qui s'est avérée être une variable pertinente, on peut distinguer schématiquement trois sous-groupes :

- Les enfants nés (ou arrivés très tôt) en Espagne, qui ont de 12 à 18 ans ; dans cette catégorie, il y a ceux qui sont scolarisés entre 12 et 16 ans et ceux qui disparaissent entre 16 et 18 ans, ne travaillant pas, ou travaillant clandestinement « au noir » sur tel ou tel chantier ou dans tel ou tel restaurant ;
- Les jeunes adultes de plus de 18 ans arrivés, depuis peu, en Espagne (dans les années 2000) avec un projet migratoire orienté vers le travail ;

- Les jeunes adultes de plus de 18 ans, installés depuis plusieurs années.

Statistiquement, les jeunes originaires d'Afrique du nord, très majoritairement marocains, âgés de 0 à 19 ans, scolarisés à Terrassa. Ils sont environ 1200 en 2009. Cependant, cette population issue de l'immigration est une population mouvante, parfois difficile à cerner dans sa composition : ce constat est surtout vrai pour les adolescents et les post-adolescents, à savoir pour une population allant de 12 à 18 ans.

Concernant la population de 12 à 16 ans inscrite dans les structures scolaires (Institutos), les chiffres d'une étude, réalisée par les services immigració de la mairie de Terrassa sur le processus de reagrupaciòn familiar, montrent qu'ils seraient peu nombreux.

Parmi les jeunes de 16 à 18 ans, nombre d'entre eux ne sont pas pris en charge scolairement, ni par les formations générales de Secundario, ni par les voies professionnelles alternatives. C'est, en quelque sorte, une population invisible, refermée sur elle-même, que les institutions ont du mal à identifier. Près de 35% d'entre eux sortent du système scolaire espagnol sans diplôme. Ils adoptent des modes de vie clandestins, basés sur la débrouille ou sur l'assistance familiale (ou communautaire). On a donc affaire à un ensemble de jeunes difficiles à capter.

Les chiffres du Patronat Municipal de l'Educaciò de la mairie de Terrassa (PAME) nous ont donné des éléments d'information plus précis sur cette jeunesse marocaine. Pour l'année scolaire 2008-2009, le nombre d'enfants marocains enregistré en *infantil, primaria*, hors période officielle d'inscription, et directement auprès des services municipaux, est de 153. Pour les 12 à 16 ans, ce chiffre est de 81, ce qui est loin d'être négligeable.

Pour la première tranche d'âge, nous nous sommes entretenus avec des « *jeunes* » garçons et filles, scolarisés ou non, (groupe d'amis, rencontres de rue), entretiens de groupe suivi d'entretiens individuels. Parmi eux, celui de 5 jeunes, âgés de 14 à 16 ans, scolarisés, et fréquentant l'Oficina de Derechos Sociales du collectif Candela.

Grâce à l'association de « *Soraya* » et son patron Moktar, jeune commerçant installé depuis près de 15 ans à Ca n'Anglada, nous avons pu rencontrer régulièrement des jeunes âgés de 17 à 30 ans, d'abord en groupe, puis séparément. Enfin, grâce à l'association

culturelle musulmane de Terrassa, après une longue période d'approche, nous avons pu rencontrer des jeunes, pratiquant l'Islam.

Du côté des institutions, la police locale de Terrassa a joué un rôle essentiel via son directeur (Intendant) qui nous a introduit auprès de nombreux jeunes (en groupe puis seul par la suite). Il est évident que l'institution policière municipale avait de bonnes raisons d'ouvrir ces réseaux au regard extérieur car l'on avait tendance à généraliser pour dénoncer les dérives, sans en comprendre toujours les logiques internes. Joan Antoni Quesada a été un allié précieux. Il nous a permis de comprendre le rôle cardinal qu'il a joué auprès des jeunes de Ca n'Anglada.

Nous n'avons pas pu rencontrer et interviewer directement des officiers des Mossos, ni des représentants du Cuerpo Nacional de Policia. Parler avec ces professionnels s'est avéré impossible et ce malgré de multiples démarches. Ces entretiens auraient probablement permis de mieux décrire le métier, les logiques d'intervention et les situations rencontrées par les fonctionnaires sur le terrain.

Nous avons pourtant récolté des données *en off*, auprès des contacts au sein de la *Generalitat* dans le cadre notamment de notre participation aux séminaires du *grup de treball Seguretat i espai públic* de l'*Institut de Seguretat Pública de Catalunya*.

Nous avons emprunté cette voie pour recueillir des connaissances sur l'activité des *Mossos* et du *Cuerpo Nacional* à Terrassa. Sans doute limités, ces entretiens nous ont permis de prendre en compte le point de vue policier face aux jeunes du territoire de Ca n'Anglada et ce, sans angélisme. Ils nous ont permis de mieux comprendre les situations auxquelles ils sont confrontés, au quotidien, dans l'exercice de leur fonction. Dans le cas des « jeunes » comme dans celui des policiers et celui des fonctionnaires du service municipal, on a donc pu vérifier combien les représentations étaient différentes.

Liste des entretiens réalisés à Barcelone et Terrassa

Entretiens préparatoires

Entretiens avec des “institutionnels” hors Terrassa, Catalogne

Ferran Alonso Casabella, Secretaria de Seguretat, Departament d'Interior, Relacions Institucionals i Participació, 1 entretien, 17 mars 2009.

Magda Garcia Lopez, Secretaria per l'Immigració, Generalitat de Catalunya, 1 entretien, 2 mars 2009,

Meritxell Benedi Altes, Secreteria per l'Immigració, Generalitat de Catalunya, 1 entretien, 25 mars 2009

Lluís Paredell, Secretaria de Seguretat, Departament d'Interior, Relacions Institucionals i Participació, 3 entretiens, 3 mars 2009, 15 septembre 2009, 20 octobre 2009.

Francesc Guillen i Lassiera, Secretaria de Seguretat, Departament d'Interior, Relacions Institucionals i Participació, 2 entretiens, 23 septembre 2009,

Santiago Costa Arranz, Secretaria de Seguretat, Departament d'Interior, Relacions Institucionals i Participació, ex Ayuntamiento Terrassa, 3 entretiens, 23 septembre 2009, 16 novembre 2009,

Mónica Nadal, Fundació Bofill, 1 entretien, 17 juillet 2009.

Pau Sarracant, Joventut, Generalitat de Catalunya, 2 entretiens, 23 septembre 2009, 1er octobre 2009.

Lluís Uria, Journaliste La Vanguardia, 1 entretien téléphonique, 14 mars 2010.

Chercheurs rencontrés ou mobilisés en phase préparatoire

Jaime Palomera, Universitat Barcelona, Dept. Antropologia, 2 entretiens et un travail de repérage à Ciudad Meridiana, 20 avril et 24 avril 2009

Aitor Hernández Carr, IGOP UAB, 16 mars 2009, 8 juin 2009

Sonia Parella Rubio, UAB, 16 novembre 2009.

Carles Feixa, Universitat de Lleida, 2 entretiens électroniques, 4 novembre 2009,

Xavier Rambla, UAB, 9 septembre 2009

Mikel Aramburu, UB, UAB IGOP, 16 mars 2009, 20 avril 2009, 29 avril 2009

Mauro Castro, IGOP UAB, 8 juin 2009

Javier Jordan, Universidad de Granada, 21 octobre 2009.

Joan Subirats, UAB IGOP, 8 juin 2009

Andreu Camprubí Trepas, UAB IGOP, 30 avril 2009

Laura Villaplana Moliner, UAB IGOP, 4 mai 2009

Joana Soto Marola, UAB IGOP, 4 mai 2009

Entretiens avec des “institutionnels” de Terrassa

Jordi Alfonso, Participaciò, Ajuntament Terrassa, 2 entretiens, 29 septembre 2009, 22 avril 2010.

Carles Feiner, Immigraciò, Ajuntament Terrassa, 2 entretiens, 16 novembre 2009, 15 décembre 2009.

Joan Antoni Quesada Sanchez, Intendent, Policia Municipal Terrassa, 4 entretiens, 21, 22 septembre 2009, 13 octobre 2009.

Manolo, Policia Municipal de Terrassa, 2 entretiens, 21 septembre 2009, 22 avril 2010.

Autre jeune policier, Policia Municipal de Terrassa, 1 entretien, 22 avril 2010.

Jordi Villacampa, Educació, PAME, Ajuntament Terrassa, 2 entretiens, 14 octobre 2009, 6 novembre 2009.

Ramon Tua, Educació, PAME, Ajuntament Terrassa, 2 entretiens, 14 octobre 2009, 6 novembre 2009.

Santiago Costa Arranz, Secretaria de Seguretat, Departament d'Interior, Relacions Institucionals i Participació, ex· Ajuntament de Terrassa, 3 entretiens: 23 septembre 2009, 16 novembre 2009.

Carles Sanchez Ruiz, Departament d'Interior, Relacions Institucionals i Participació, Generalitat de Catalunya, ex· jefe Policia Municipal de Terrassa (1994-2000), 2 entretiens, 9 décembre 2009, 26 février 2010.

Bartolomeu Agudo, Diputaciò, Ex· Joventut, Ajuntament Terrassa, 1 entretien, 14 septembre 2009.

Francesc Guillén i Lassiera, Secretaria de Seguretat, Departament d'Interior, Relacions Institucionals i Participació, 2 entretiens, 23 septembre 2009, 11 février 2010.

Quim, Ateneu Candela, 1 entretien, 19 novembre 2009.

Ramon, Ateneu Candela, 1 entretien, 19 novembre 2009.

L. , Ateneu Candela, 1 entretien, 19 novembre 2009.

Antonia Medina, Associaciò per la Millora de Ca N'Anglada, 1 entretien collectif, 14 octobre 2009.

C, Associaciò per la Millora de Ca N'Anglada, idem, 14 octobre 2009.

D, Associaciò per la Millora de Ca N'Anglada, idem, 14 octobre 2009.

Felipe, Associaciò de veïns de Ca N'Anglada, 1 entretien collectif, 14 octobre 2009.

Marissa Gil, Mediadora PAME, 1 entretien collectif, 6 novembre 2009.

Mediadora PAME 2, idem, 6 novembre 2009.

Mediadora PAME 3, idem, 6 novembre 2009.

Mediadora PAME 4, idem, 6 novembre 2009.

Séminaire de 2 jours avec des cadres de la police municipale de Terrassa:

28 mai 2010 et 1er juin 2010, 10 heures, salle, Ajuntament Terrassa.

Entretiens avec le public « jeunes immigrés marocains »

Dates des entretiens

6 novembre 2009, Terrassa, quartier de Ca N'Anglada, entretien collectif (8 individus), 2h30, Bar, Association Soraya, 19.00.

27 novembre 2009 toute la journée, Terrassa, quartiers de Ca N'Anglada, Can Jofresa, Salle du Stade Municipal, entretien collectif (4 individus), 2 heures, 12.00.

19 et 20 décembre 2009, toute la journée, El Prat de Llobregat, Bibliothèque, Salle de conférences, 5 entretiens.

08 mars 2010, toute la journée quartier Ca N'Anglada, Terrassa, Bar, Association Soraya, 2 entretiens.

04 août 2010, toute la journée, Mosquée de Terrassa, 3 entretiens.

Au total, nous avons réalisé trois entretiens collectifs avec des « *jeunes* » (garçons et filles) scolarisés ou non, (groupe d'amis, rencontres de rue) suivis d'entretiens individuels avec des jeunes rencontrés dans ces situations collectives grâce à Moktar de l'association de *Soraya*, au travail de mise en relation avec Mohamed, (Comunitat Musulmana de Terrassa) et Hassine (UCIDE).

Au total, nous avons rencontré 22 jeunes et l'enquête s'est appuyée sur six interlocuteurs privilégiés : Nouredine, Chafir, Moktar, Mohammed, Nour, Hassine et Sellam.

Le Pays Basque espagnol et les terrains de Durango et de Bilbao, quartier de Rekalde : mai 2010-décembre 2011

Le travail sur ce terrain s'est révélé bien plus difficile que celui de Terrassa et il s'agit d'expliquer les raisons de ces difficultés particulières. Nous avons initialement prévu de faire un travail comparé entre un quartier barcelonais et un quartier toulousain (celui de la Reynerie), que nous connaissions bien pour y avoir travaillé longuement dans le cadre d'une enquête sur la police de proximité. Nous avons écrit un rapport d'activités à la fin de notre bourse de professeur invité à Barcelone, en janvier 2010. Celui-ci allait dans ce sens et proposait des pistes de comparaison. Mais une discussion avec Michel Wieviorka au printemps 2010 nous a poussé à abandonner la piste de la comparaison, jugée, au final, très compliquée, et à recentrer notre travail sur une comparaison intra-espagnole.

Le calendrier du travail réalisé

Nous avons commencé notre étude au mois de mai 2010 tout de suite après avoir finalisé et restitué notre enquête auprès de différents acteurs de Terrassa en janvier 2010. Une première phase exploratoire et de préparation du terrain s'est déroulée jusqu'au mois de janvier 2011. Une seconde phase s'est déroulée entre le mois de février 2011 et le mois de décembre 2011 même si nous avons continué d'échanger avec certains acteurs par la suite.

Phase exploratoire et préparation de l'enquête de terrain

La phase exploratoire : mai 2010-janvier 2011

Pour le terrain basque, nous disposons d'un ensemble de données plus varié. Pour commencer, nous avons réalisé une revue critique de la littérature, entre le mois de mai 2010 et le mois de janvier 2011 (cf. Bibliographies). Nous avons pu constater que les travaux scientifiques n'étaient pas nombreux sur ce sujet précis et que beaucoup d'entre eux se cantonnaient à reproduire une vision policière et se limitaient à la seule question terroriste. C'est, au passage, un terrain plutôt abandonné par les chercheurs espagnols depuis dix ans. Ces derniers semblent avoir acté le fait que cette supposée violence terroriste alternative est sur le déclin, en voie de disparition ou bien qu'elle est un problème essentiellement d'ordre public.²⁴⁷

²⁴⁷ Nous avons parlé longuement avec certains d'entre eux comme Oscar Jaime Gimenez (5 entretiens dont 4 électroniques et 1 à Madrid le 5 mai 2010 au siège du Cuerpo Nacional de Policia), Javier Elzo, Pedro J. Oiarzabal, Igor Ahedo, Jésus Casquete, le groupe de recherche de Benjamin Tejerina ou J.L. Olabuenaga.

Convaincus que cette violence n'avait pas été assez creusée dans sa complexité et qu'elle détenait une force comparative avec le contexte français, nous avons décidé de continuer à investir ce champ d'étude. Ainsi, à partir du mois d'octobre 2010, nous avons lancé une série d'entretiens exploratoires ciblés avec quelques spécialistes de la question nationaliste grâce à l'aide précieuse d'Alfonso Pérez Agote et du laboratoire *CEIC* de l'UPV dirigé par Benjamin Tejerina. Parallèlement, nous avons isolé deux enquêtes de terrain parmi tous les travaux sociologiques que nous avons pu lire. Celles-ci contenaient des témoignages de jeunes radicaux basques évoquant directement la *Kale Borroka*.

Nous nous sommes aussi appuyés sur des entretiens réalisés par Van den Broek en 1999 et publiés en 2004, puis par ceux de Pérez Agote réalisés au début de 2000 et publiés en conclusion de son livre de 2006. Nous avons utilisé ces entretiens comme sources secondaires et essayé de les mobiliser, tout en étant conscient des limites évidentes d'un tel travail. Nous ne disposions pas des retranscriptions brutes et des informations plus précises sur le contexte de la conduite de ces interviews.

Nous avons également eu l'opportunité inespérée de pouvoir exploiter des données originales, issues d'une série de sondages réalisés par un cabinet d'analyse du gouvernement basque, sous la direction du sociologue Ruiz Olabuenaga. Nous avons travaillé et actualisé ces données originales lors d'une session de travail de 3 heures organisée en décembre 2011, à Bilbao. Une partie des résultats a été publiée en 2002, puis, plus clandestinement, en 2005. Ce rapport sur la *Violencia Juvenil en el País Vasco* a été élaboré à partir des résultats d'une série de sondages réalisés auprès de 1200 jeunes basques âgés de 15 à 30 ans en 2002.

Nous avons enfin pu disposer d'un autre matériau inédit, grâce à une association dénommée *Gurasoak*. Il faut préciser que c'est une association nationaliste créée en 1996, composée de parents d'enfants emprisonnés ou arrêtés pour des faits de *Kale Borroka*. En 2009, les dirigeants ont confié un travail de compilation statistique à un jeune avocat nationaliste qui défend, d'ailleurs, cette association. Ce dernier s'est donc procuré les fiches de 1663 jeunes activistes, entre 1992 et 2007. Ce document, publié en 2010, contient un nombre considérable de données policières et judiciaires que nous avons analysées dans le cours du raisonnement.

Un terrain difficile : février 2011-décembre 2011

Deux séjours de recherche à Durango et à Bilbao

Nous avons réalisé des interviews par courrier électronique et des observations de terrain, de février 2011 à décembre 2011. Il n'est pas inutile de préciser que nous avons rencontré un sérieux problème d'accès : la violence de rue est une violence clandestine, sévèrement réprimée par le code pénal espagnol, qui l'associe, rappelons-le, à un « terrorisme de rue » ou de « basse intensité ». Les activistes, présumés auteurs de ce type de violence, sont sévèrement punis par le code pénal espagnol notamment depuis 2007. Il est donc très difficile voire périlleux, d'aller à leur rencontre. Faute de contacts directs et d'études précises, on en est réduit à exploiter des sources d'informations indirectes issues, pour la plupart, de la presse espagnole ou de sources d'analyse des organisations policières espagnoles, et plus récemment basque.

Les rencontres, discussions collectives et interviews avec les acteurs de la Kale Borroka à Durango et Bilbao

Mais nous ne pouvions pas en rester là. La providence ou l'acharnement nous ont permis de rencontrer un *gate keeper* en la personne d'un avocat, ancien membre de *Segi* (organisation des jeunes basques indépendantistes aujourd'hui interdite). Nous sommes entrés en contact avec lui via un ami éditeur. Ce fut long mais nous avons réussi à installer une relation de confiance entre lui et nous. Ce dernier a finalement accepté de nous mettre en relation avec *Gurasoak*, une association influente de parents de jeunes « borrokistes » ayant connu la prison. C'est par l'entremise de cette association et de son président que nous avons rencontré deux jeunes radicaux ayant connu la prison dans des conditions très particulières.

Février-décembre 2011

Nous avons pu rencontrer et interviewer in situ l'ancien avocat de *Segi*, l'organisation de jeunes basques radicaux interdite. Il a été un intermédiaire précieux et nous avons réalisé 11 entretiens de prise de contact, par courriers électroniques, entre février 2011 et mai 2011.

Durango, du 2 au 7 mai 2011

Par la suite, nous avons réalisé des entretiens approfondis avec des jeunes, anciens acteurs de la *Kale Borroka*, certains ayant accompli des peines de prison, 1 entretien avec un père de deux jeunes de la

mouvance, membre de l'association des parents de jeunes emprisonnés (*Gurasoak*) et 1 entretien individuel avec l'ancien directeur de la cellule d'analyse de la police basque.

Nous avons ainsi réalisé 2 entretiens approfondis avec deux jeunes anciens acteurs de la *Kale Borroka*, âgés de 30 et 31 ans en 2011, tous deux ayant accompli des peines de prison au début des années 2000. Ces entretiens formalisés ont eu lieu dans une salle commune de la maison communale de Durango. Ils ont duré chacun entre 1 heure et 1h30. Nous avons ensuite gardé contact avec eux et échangé par courrier électronique.

Nous avons rencontré auparavant le père de deux jeunes de la *Kale Borroka*, membre de l'association *Gurasoak*, dans la semaine du 2 au 6 mai 2011, à Durango, dans un café proche de la halle historique centrale. L'entretien dura 1h30.

Enfin, nous avons réalisé un entretien de 3h30 avec un ancien responsable de l'organisation de jeunes radicaux basques *Jarrai* (2 mai 2011, Universidad del Pais Vasco) et l'autre, de 3 heures, avec l'ancien directeur de la cellule d'analyse de la police basque (6 mai 2011 à Bilbao, dans un restaurant près de la gare centrale).

Bilbao, du 10 au 16 décembre 2011

En décembre 2011, nous avons réalisé 1 nouvel entretien d'une durée moyenne de 4 heures avec l'ancien leader de l'organisation *Jarrai* du quartier *Rekalde* de *Bilbao* entre 1992 et 1994, et 2 entretiens complémentaires, le 11, d'une durée de 1h30 avec les acteurs de la *Kale Borroka* déjà interviewés en mai 2011.

Nous avons ensuite réalisé une séance de travail approfondie avec le sociologue Ruiz Olabuenaga, le 15 décembre 2011 entre 11h00 et 13h00, à Bilbao, Bibliothèque, afin d'actualiser les données issues de l'enquête statistique de 2002-2003 et confronter nos hypothèses.

Au total, ce sont 10 entretiens directs qui ont été réalisés et 11 entretiens par courrier électronique avec notre interlocuteur privilégié qui nous a également permis de recenser un matériau original et de rencontrer ces anciens « borrokistes ». Mais la tâche a été difficile.

En ce qui concerne ces « jeunes », la situation d'entretien n'a pas été des plus faciles. Par bien des aspects, elle a même constitué un défi aux manuels de méthodologie en sciences sociales car la rencontre et l'échange avec ces acteurs relèvent d'un protocole bien particulier parfois difficile à anticiper.

Notre méthode s'est basée sur une forte (mais très difficile et expérimentale) base empirique. Nous considérons d'abord que le jeune acteur interrogé est dépositaire d'une connaissance et d'une subjectivité qui découle d'un complexe travail de subjectivation.

Notre objectif est alors de décrire ce savoir et de comprendre s'il active ou non une action qui produit elle-même en retour une action incertaine.

Il faut pour cela se détacher des ascriptions de sens formulées par l'acteur (« opinions » ou « vérités » sur tel ou tel événement historique ou processus global). Cela nécessite une forte distinction au cours du travail de terrain (entretiens et interprétation des données) entre une connaissance réfléchie ou théorique (celle vers laquelle nous tendons) et une connaissance pratique ou incorporée, celle de l'acteur, ce que Mannheim appelle une « connaissance athéorique » ou ce que Bohnsack explique toujours à partir de Mannheim, une « expérience conjonctive »²⁴⁸.

Comment peut-on accéder à cette connaissance réflexive implicite ?

Premièrement, il faut procéder à une objectivation des conditions préalables, s'engager dans une « lutte » contre soi-même, très exigeante dans le cas de la violence (jugement axiologique, rejet ou à l'inverse sympathie voire fascination). Pendant les longs entretiens, les portraits réalisés²⁴⁹, il convient de contrôler ce que Collins nomme un tunnel émotionnel²⁵⁰ sans compter que nous devons considérer, surtout dans notre étude de cas, qu'une entrevue est aussi un rapport social entre deux positions sociales (acteur et sociologue). Il faut par exemple comprendre que ces acteurs ont été emprisonnés et ont été interrogés par des psychiatres et des

²⁴⁸ Bohnsack, R. "Episodical Community of Fate" and Youth Violence. A Qualitative Analysis of Hooligan Groups", in Dieckmann B., Wulf, C. and Wimmer, M. *Violence, racism, nationalism, xenophobia*, Münster: Waxmann, 1996, p224

²⁴⁹ Lahire, B. *Portraits sociologiques*, 2002, Paris: Nathan.

²⁵⁰ Collins, R. *Violence*, op.cit.

psychologues. Il est donc nécessaire de «neutraliser» cette « histoire cachée » et de trouver une forme d'empathie.

J2 par exemple se réfère au cours de l'entrevue à ses profondes blessures et aux traumatismes causés par ses confrontations avec des psychiatres. Il a enduré tous les stéréotypes qui ont pu lui être imposés violemment par ces derniers: « *un père violent, la consommation de drogues, décrochage scolaire* ».

Pendant l'entretien, vous sentez poindre un questionnement permanent proche de la suspicion: les acteurs doutent de votre démarche, ou plutôt, l'associent à ces interrogatoires qu'ils ont subis de la part de psychologues, au cours du procès :

« *Tu vas toi aussi me demander si mon père m'a battu durant mon enfance ou si j'ai une personnalité violente (sourires des intéressés)* » me dit l'un deux en me racontant, quelque peu halluciné, les questionnaires imposés par les policiers ou les “psys” avant et pendant son incarcération. Cette étape de consigne est d'ordinaire une formalité mais dans cette situation particulière, elle devient stratégique ; vous jouez votre crédibilité et vous devez passer un temps conséquent à expliquer, réexpliquer ce que vous cherchez à comprendre.

Un autre point mérite que l'on s'y attarde un instant : le récit de leurs trajectoires et des violences qu'ils ont subies modifie profondément et altère votre neutralité axiologique. La compassion et parfois l'indignation s'invitent dans l'entretien. On peut être perturbé par ces témoignages, par les conséquences de cet engagement dans la violence. Celle-ci existe, elle prend corps et un visage. Un jeune de 17 ans a choisi de mettre le feu au local d'un distributeur bancaire, il a fait 5 ans de prison pour cela. Cette tension modifie profondément l'économie de votre relation avec cet acteur et celle de votre recherche et vous avez donc les plus grandes difficultés à créer les conditions de félicité qui permettent de neutraliser, dans l'interaction, les effets des expériences et des engagements idéologiques.²⁵¹

Ces entretiens nécessitent une longue préparation sur les contextes historiques, politiques, pour être à même de comprendre in situ les implicites, les comportements ou des réponses et ne pas « détruire » les relations avec des malentendus. C'est pourquoi, entre mai 2010 et février 2011, nous avons réalisé onze entretiens exploratoires par e-

²⁵¹ Bonelli, L. “De l'usage de la violence en politique”, *Cultures et Conflits*, 81-82, 2011 pp. 7-16 ; Khosrokhavar, F. « L'islam des jeunes musulmans. Sur l'exclusion dans la société française contemporaine », *art. cit.*

mails avec un gatekeeper, un ancien militant, aujourd'hui parlementaire.

Les portraits

Pour rappel, entre mai 2011 et Décembre 2011, nous avons réalisé deux longs entretiens avec cinq anciens militants radicaux ayant pratiqué la violence de rue. Ce ne sont que des hommes. Deux ont joué un rôle actif dans les années 1990. J1, 40 ans, habitant Durango, une petite ville (31 km de Bilbao), diplômé de droit (San Sebastian). I, 40 ans, Bilbao, Rekalde, Université UPV, professeur assistant. Trois d'entre eux se sont battus dans les années 2000. G., 30 ans, Durango, ingénieur diplômé. J2, 31 ans, Durango, est diplômé d'une école d'ingénieurs. J3, Bilbao, 31 ans, étudiant en doctorat.

Nous avons deux «matrices» principales: d'abord, la famille, les groupes de pairs, avec le projet d'observer la durée, l'intensité et les zones de dispositions pertinentes et, en second lieu, la «socialisation dans la rue».

Ces entretiens avaient certaine longueur (de 1h40 à 3h voire 4h pour l'un d'entre eux). Chaque entrevue a suivi le même cadre thématique, associant les acteurs et l'interprétation du sociologue, et se termine par un bref résumé dense du parcours, un *portrait*.

Chaque portrait de jeune a été comparé aux quatre autres pour essayer de repérer des régularités et ne pas s'arrêter à une reconstruction artificielle de cas singuliers. Certains sujets communs devaient émerger comme par exemple la connaissance atheorique collective fondée sur des pratiques, la mémoire, l'étiquetage externe de la *Kale Borroka* (la société, police, contrôle social, autres jeunes) et étiquetage interne des «borrokistes» (distinction, contrôle, raisonnement dans l'action).

Comme nous l'avons mentionné dans le texte, les catégorisations existantes sur la *Kale Borroka* présentent des jeunes qui sont soit dirigés par des rituels virils ou ludiques, causés par l'alcool, la musique ou la drogue ou à l'opposé aveuglés par une idéologie claire.

Mais dans tous ces cas, nous parlons d'une personne «qui n'existe pas», nous ne savons rien de lui. Pris comme *sujets* (ce qui implique la reconnaissance), ces personnes revendiquent une autonomie, un projet de raisonnement. Et ils rejettent l'idée qu'ils sont prisonniers de leurs mythes.

Voici par exemple la réponse de notre *gatekeeper* à notre question sur le sens de l'engagement d'un jeune violent. Nous avons essayé maladroitement de le pousser dans ses retranchements en lui demandant directement ce qui l'avait conduit à commettre des actes de vandalisme et des incendies criminels dans la rue.

« Tout réductionnisme expliquant de la spirale d'éléments externes, des éléments philosophiques et idéologiques, sentimentaux, ou autres qui conduisent un jeune homme à un acte de violence dans la rue, simplifie les choses. Même dans les cas de les jeunes qui « dérivent » (souvent présentés comme prisonniers de leur propre mythologie), on pourrait dire que leurs idéologies, les aspirations, les utopies méritent quand même une étude approfondie, si nous voulons parvenir à une conclusion acceptable: qui est plus un esclave des mythes ? Le jeune homme qui lance une pierre pour une cause - plus ou moins intériorisée - ou le sociologue ? Hé, hé ... »
J., Durango, 24 mars 2011.

Retranscription d'un entretien directif, exploratoire, avec J. (informateur), ancien « Borrokiste ».
(Durango, 5 mai 2011).

1. ¿Qué sabemos de la perspectiva socio-histórica de la Kale Borroka 1992-2010 en un contexto post-transición española?

Siempre ha estado presente cierto grado de contestación conflictiva en las calles de Euskal Herria, desde el tardo-franquismo, pasando por la –en esta tierra nunca acabada- transición, hasta el día de hoy. No era un método de respuesta o de confrontación privativo de los jóvenes, sino que varios sectores han recurrido a la violencia directa con la policía tras su aparición en contextos de movilización –estudiantes, trabajadores, ecologistas, movilizaciones por los presos o circunstancias de violencia estatal...-.

Cierto que los sabotajes no han sido tan abundantes hasta épocas recientes, creo sinceramente que derivados de la cada vez mayor contundencia en la actuación policial cuerpo a cuerpo y con la cada vez mayor práctica de detenciones que se empieza a producir a comienzos de los 90, principalmente por una necesidad política de erradicar la contestación de las calles en un contexto de apertura a Europa. Hasta ese momento, ni siquiera se conocía el nombre de Kale Borroka. Lo que este concepto ahora quiere significar era una circunstancia más de la protesta popular, que muy habitualmente se tornaba violenta. Hace ya unos años, el cantante de un grupo de Rock se preguntaba en un programa de televisión ¿quién no ha tirado una piedra contra la policía en este país? Bien, creo que esa frase indica dos cuestiones: la dimensión del fenómeno y la naturalidad con que, hasta hace unos años se veía la relación manifestante-policía. Es en los últimos años que, por diversas circunstancias se comienza a perseguir en los ámbitos comunicativo/simbólicos y represivo/penal.

2. ¿Cuál es el papel de los medios de comunicación en la construcción del fenómeno Kale Borroka? ¿De los discursos o contexto político?

Siempre he pensado que la dinámica de criminalización de la protesta agresiva –y por extensión de los jóvenes- ha provenido de despachos de expertos en criminología, en quienes manejaban elementos de índole política, sociológica, criminológica o penalística, y sobre todo, un conocimiento claro de los recursos policiales. Otra cosa es quien ha sido el oficiante de estas decisiones, quien ha salido al escenario a anunciar estas políticas. Si bien diría que la batuta la

han llevado los responsables políticos, institucionales y sobre todo policiales, los medios de comunicación de masas han sido el altavoz que ha tendido el puente entre aquellos expertos y la opinión pública. Por supuesto que no han explicado los motivos y los objetivos de aquellos, sino que la línea ha sido excitar la reacción de masas sociales despolitizadas, han querido explotar una sensación de alarma, de emergencia, que sirva para justificar las decisiones que se iban tomando. El “populismo punitivo” traído a la kale borroka por periódicos y televisiones. Es desde ahí de donde se ha dado una categoría de riesgo potencial a estos ataques que realmente no tiene, de donde se han trasladado perfiles inveraces de los participantes –jóvenes marginales, drogadictos, antisistema- es desde donde han convertido en un fenómeno habitual, consustancial a una situación de alta tensión política, en muchas ocasiones incluso legítimo –¿no se puede realizar una pintada contra la tortura?, ¿es desproporcionado cruzar un contenedor por defender un puesto de trabajo?, al terreno de lo criminal, delictivo, terrorista.

En definitiva, no han construido ellos el discurso, pero lo han difundido eficazmente.

3. ¿Cómo se utiliza, instrumentaliza esa fuerza de la mediatización por los actores de la violencia callejera?

Cierto que hablamos de un fenómeno simbólico. El que tira una piedra a un policía no quiere realmente sacarle un ojo –aunque seguramente tampoco desdeña este resultado-. Pero el objetivo consiste precisamente en arrojar la piedra. En ella va implícito un mensaje: no reconozco tu autoridad. No tienes derecho a parar mi marcha, mi protesta. Eres parte de un sistema injusto, inmoral, ilegítimo, al que me enfrento con los instrumentos que tengo a mano –en este caso una piedra, un coctel molotov-. En miles de ocasiones, cuando el segundo actor en conflicto –el Estado, representado por su policía- ha entrado en esta inter-acción violenta, habitualmente de forma más severa, más desproporcionada que los manifestantes, ha acabado dando la razón a estos: ¿ves? –pueden decir-, ireclamamos democracia y nos responden a pelotazos!

Cierto que durante muchos años esta actitud ha tenido una respuesta positiva, de complicidad de parte del público que presencia los hechos, en cierta manera comparte las reclamaciones, conoce a los manifestantes, sabe que hasta que apareció la policía no pasaba nada.

Pero cuando estos enfrentamientos se mediatizan por las grandes empresas de la información cambian la forma de conexión protagonistas-público. Ya no está en manos de los manifestantes

narrar los hechos, sino que esta labor corresponde a profesionales de los medios de comunicación, cooptados por las grandes empresas. El gran público interioriza la versión que estos le cuentan.

Ganaron en lo simbólico expresándose frente a la ciudadanía directamente, pero en la comunicación mediática, ante el ciudadano lejano, anónimo, pierden.

¿Una lucha de las palabras?

Kale borroka, guerrilla urbana, lucha callejera, *herri borroka*, acción directa, enfrentamientos entre manifestantes y policías, jóvenes proetarras, radicales, grupos «Y» de apoyo a ETA, terrorismo de baja intensidad, los chicos de la gasolina, alborotadores, vandalismo, gamberrismo juvenil, disturbios, tumultos, algaradas, sabotajes, noches de cuchillos largos, terrorismo periférico, la cantera, el vivero, los cachorros de ETA, los alevines de la serpiente, pistoleros de Jarrai, encapuchados de Haika, terroristas de Segi... Muchos apelativos...

¿De qué hablamos?

Precisamente, cuando solo eran hechos, cuando el narrador era el que tiraba la piedra, arrojaba el cóctel, cruzaba la barricada, no había nombres ni apellidos. No era un fenómeno, sino simplemente una expresión de una reivindicación. La cuestión era el porqué de la movilización: presos, tortura, central nuclear o el puesto de trabajo perdido. Cuando se empieza a hablar más de los efectos que de los motivos, objetivos, causas... es cuando empieza una gran literatura sobre el tema. Como ves, la gran mayoría de los epítetos y metáforas que se emplean son de carácter peyorativo, ridiculizante, criminalizador. No son, en definitiva, expresiones objetivas o “inocentes”: tienen una carga emotiva muy alta. Al ponerle un nombre y apellidos al fenómeno es entonces cuando se empieza a analizarlo y tratarlo como tal: se establecen nuevas medidas represivo-policiales para enfrentarlo, se realizan condenas éticas/morales, que además no se pueden matizar, contextualizar... se empiezan a marcar organizaciones que están detrás de los hechos y que dirigen a sus actores, ordenan que objetivos deben enfrentar, los financian...

Algunas veces la organización que se aprecia detrás sirve para criminalizar la acción de estas personas –cuando esta es ETA- y otras veces, se pretende criminalizar con estas acciones a otras organizaciones que desarrollan su actividad en el ámbito público, pacífico, transparente -o al menos lo hacían entonces- y que tenían

algún tipo de vinculación con los autores de estos hechos, tales como Jarrai-Haika-Segi, HB-Batasuna, sociedades populares, gaztetxes...

Estas metáforas han generado además todo tipo de desproporción y abuso en las expresiones. Cuestiones de “estilo” comunicativo como la cuestión de la cantera, se convierten en hechos de relevancia penal, que justifican penas altísimas. Después volvemos a esta cuestión.

¿Como las organizaciones abertzale o ETA no han creado pero copiado o utilizado las formas de luchas callejeras de los movimientos sociales: ¿Quid por ejemplo del éxito en la campaña contra la autovía de Leizarán (1990-1992), en el que los grupos de lucha callejera jugaron un gran papel? ¿Eso mostró en cambio la utilidad de éstos y condujo a ETA a una reflexión sobre la conveniencia de darles una estructura permanente y coordinada?

He apuntado anteriormente el origen histórico de la kale borroka: existió antes la kale borroka que el fenómeno de la kale borroka, que desde mi punto de vista es una construcción artificial, empleada para castigar más y mejor a los jóvenes o rebeldes en general.

Repito que de tirar una piedra a considerarlo una organización para tirar piedras hay mucha distancia. De tirar un coctel a diseñar una estrategia, una estructura, va un gran trecho. No quito que no haya tenido una implantación importante en varias dinámicas concretas o en momentos concretos, pero niego que haya sido instrumentalizada, organizada, vehiculizada por nadie. Principalmente porque no hay pruebas de ello.

Segundo porque la lógica me dice que han sido y son acciones aisladas, desestructuradas, espontáneas, sin nexo de continuidad, deslocalizadas, en las que jóvenes individuales participaban y se acabó: hasta la próxima o –en la mayoría de los casos- hasta nunca.

Te remito al libro para que releas la parte en que se analizan los papeles de Bidart. Presuntamente en ellos se hablaba de los “grupos X, Y y Z”. La lógica nos dice que es una categorización sobre grupos que estarían dentro de la órbita de ETA, a la que pertenecen o con la que colaboran, mientras que otros que no utilizan armamento, explosivos, ni tienen una organización regular, estarían fuera de su estructura.

Cierto, tendrían una vinculación ideológica, incluso apurando, estratégica, pero no quiere decir que compartan estructura. Esto es coherente con la construcción penal que se impone en esta época –

principios de los 90- del “terrorista individual”. Se considera que quienes participan en estas acciones son terroristas, pero que lo hacen a título individual, por su cuenta. Poco después se desestima esta figura penal, porque da problemas de interpretación y, sobre todo, porque no colma las ansias de quienes quieren castigar con más severidad este tipo de actos.

En cualquier caso, vuelvo atrás porque he dicho que esta construcción filosófica que aparecería en los papeles de Bidart es “presunta”. Y lo es porque estos famosísimos papeles, con su igual famosísima estructura, nunca se han aportado ante un procedimiento judicial, nunca han sido ratificados y refrendados por un tribunal. Han aparecido policías, actuando como testigos en procedimientos penales que decían que habían visto estos papeles... pero nunca han sido aportados un juicio. De hecho, yo he visto comentarios, entrecomillados, entresacas... comentarios de comentarios de estos documentos, pero nunca he conseguido verlos en su globalidad. Si tú los encuentras, Jérôme me harías quedar como un mal investigador, pero me abrirías los ojos.

¿Qué sabemos de la conexión histórica y de su evolución entre movimientos sociales potencialmente violentos, diversos sectores de la “juventudes violentas” con la Kale Borroka (Okupas, anti-sistemas, altermondialistas...)?

¿Cómo funciona la regeneración de la Kale Borroka en relación con su interconexión con esos movimientos en el caso específico vasco?

Como sostengo que la kale borroka no es un objetivo, sino un efecto, no es una estrategia, sino una herramienta, un método de protesta, también sostengo que quienes lo han utilizado pertenecen a sectores, intereses, incluso culturas políticas bien diferentes.

Se vincula interesadamente a la kale borroka con acciones de corte independentista y juvenil, pero esto no responde únicamente a esta “categoría”. Los trabajadores han empleado kale borroka sin ser jóvenes y los okupas lo han hecho sin ser independentistas. ¿Habría entre ellos jóvenes e independentistas? Seguro, pero esto desmonta la univocidad de la autoría. En el ejemplo que me proponías, el de Leizarán, fueron muchos sectores los que se opusieron a aquel trazado, entre ellos ecologistas/antisistemas/okupas... que fueron muy activos –incluso con acciones violentas– en aquel conflicto. ¿Eran todos jóvenes e independentistas? No. ¿Obedecían todos a ETA? Menos aún. ¿Participaron conjuntamente en acciones de sabotajes? Seguro. ¿Tendrían diferentes lecturas, reflexiones sobre el problema? Si.

Con esto, lo que quiero decir, es que no se puede ver en estos actos desconexos, espontáneos, una iniciativa única, una conexión más allá del propio acto en sí. Los movimientos vascos están íntimamente interrelacionados, sobre todo en los últimos tiempos de bloques ideológicos, en que apenas hay espacio para los matices. Menos aún en el espacio juvenil: ideas independentistas, anarquistas, comunistas, antiglobalización... “anti-este-sistema”, en definitiva, conviven, se interconectan... ¿hacemos unas pintadas después del instituto? Vale.

El sociólogo Ruiz de Olabuenaga (2002) nos muestra bien que la organización terrorista ETA no crea estos grupos como crearíamos escuelas de la violencia; estos grupos más o menos formales surgen de la propia juventud, de sus diferentes dinámicas y de los conflictos políticos y sociales de Euskadi. ¿No existirían diferentes formas de Kale Borroka o lucha callejera en realidad que confunden las medias de comunicación e la población?

La teoría de la policía es que quien empieza en la kale borroka acaba en ETA. Esto no es correcto, más bien es al revés: alguien que acaba en ETA probablemente habrá participado en la kale borroka. Cotino, director de la policía nacional decía que detectaban que de 100 jóvenes que tiraban piedras, 25 tiraban cócteles y 5 cogían las pistolas. Bien, si pretende detener a los cinco que pueden integrarse en ETA no puede criminalizar a 95 que no sabe cual será su evolución en la vida.

Esa mentalidad “preventiva”, “prospectiva” es altamente peligrosa y desde luego, ajena a un estado de derecho. Es el origen del término “cantera”, como elemento de criminalización. Pero se puede analizar desde otro punto de vista: si una vez que empiezan a detener a los 100 bajo la acusación de que pertenecen a ETA, esta hubiera debido percibir que estaba perdiendo su base de captación, que era detenida precipitadamente, por lo que hubiese cambiado de actitud. De ser que tuviera control sobre ellos, lo cual yo niego rotundamente.

¿Que haya una vinculación ideológica? ¿Qué estos jóvenes mantengan una actitud de apoyo o de admiración a ETA? Sin duda, pero esto no es

Casos de jóvenes efectivamente condenados por actos de Kale Borroka: muchos salen sin condena; Muchos jóvenes puestos inmediatamente en libertad tras su arresto o que quedan además sin cargos. ¿Es verdad? ¿Por qué?

Perfiles sociales plurales de los actores de la Kale Borroka: ¿Chicos, chicas más jóvenes que antes que conocen el fracaso escolar ESO, el paro, en zonas periurbanas de grande ciudad como Bilbao o todo es más complejo?

...estudiantes de derecho de familias acomodadas, chavales de clase media que estudian octavo de piano en el conservatorio, gente que trabajará dirigiendo la empresa de su padre cuando termine los estudios de económicas, muchachos que no han probado la droga en su vida, algunos que no podrán participar en el sabotaje que otros preparan porque tiene que ir al caserío, a recoger manzanas...

Te pierdes si buscas una única extracción social, aunque siempre es sugerente verlos como marginados, incultos, sucios, desarrapados, drogados hasta las patas, conflictivos en sus casas, con sus padres, con el vecindario, con sus profesores... presos de una subcultura de la violencia, la marginalidad y la drogadicción. ¡Qué seguro que también los hay!

Pero como es difícil trazar una categoría de jóvenes seguidores del Paris Saint Germain, lo es de hacerlo de estos también. Una cosa te digo seguro: lo mismo que aquellos, en general, saben de fútbol, los que hacen una acción de *kale borroka*, saben por qué la hacen, cual es el impulso que sienten para hacerla. Sin justificarlo –ni condenarlo- tienen una motivación de actuación.

Saben que una vez terminada la acción pueden haber una reacción penal, generalmente desproporcionada. Puede que participen en la siguiente. Puede que no. Puede que entren en ETA. Puede que terminen dirigiendo una central nuclear.

¿Por ejemplo, si miramos los datos de criminalidad, paro o fracaso escolar, País Vasco tiene tasas o cifras más bajas que Andalucía o Cataluña? ¿Qué correlación en realidad? ¿Tenemos datos más precisos? ¿Qué sabemos de ellos? ¿No existe una tendencia a homogeneizar los perfiles? ¿Jóvenes tontos, borrachos, sin formación, visión política, jóvenes instrumentalizados?

Es lo que te comentaba –y no quiero destrozar tu trabajo de sociólogo-. No creo que un joven completamente drogado y desinformado tenga una necesidad imperiosa de enfrentarse a una detención incomunicada y a una estancia de 12 años de cárcel en la otra punta del Estado.

Un elemento que creo que dice mucho del arraigo social de estos jóvenes es el hecho de que, una vez detenidos, en apenas ningún caso, sus padres se desentienden de ellos. No puedo generalizar –y desde luego, yo no me he dedicado a encuestar a estos jóvenes ni sacar conclusiones porcentuales sobre su ubicación familiar/social- pero diría que el hecho de que la represión del hijo genere una reacción de apoyo y de cierre de filas en la familia, dice mucho.

Por supuesto, la familia no tienen porqué estar de acuerdo con las acciones de que se acusa al chaval/a, pero el sustento anímico que le brinda la familia, la consideración de que no se merece el tratamiento que se le dispensa, la adhesión humana indica que no hay desapego. Lo mismo se puede decir de su ámbito social, pero, por supuesto, en esto no puedo poner la mano en el fuego.

Lugares de socialización: papel de los “gaztetxe”, assemblées de jeunes et mouvements transnationaux...

No sé cual es concretamente pregunta: ¿A la vinculación que se hace de estos espacios con la kale borroka o al espacio de estos lugares como socialización juvenil? En referencia a la primera, la vinculación entre los gaztetxes o centros de reunión juvenil con actividades delictivas políticas es absolutamente habitual en ámbitos policiales. En cuanto hay un sabotaje en un pueblo lo primero que es registrado es el gaztetxe, no suponiendo por lo general que se encuentren ninguna evidencia de que allí se prepararon los hechos, ni en consecuencia la clausura del local.

Pero nuevamente estamos ante un hecho simbólico por parte de la policía: sabemos que estáis tras los hechos, por lo que los vigilamos! Se pueden contar con los dedos de la mano las intervenciones en este tipo de locales que han tenido como efecto la intervención de material incendiario, sin olvidar los casos en los que, ciertamente, se

encontró gasolina o aceite de coches, y se interpretó suficiente para encontrar conexiones con los hechos.

En referencia al papel que estos espacios tienen en la socialización juvenil, hay que reconocer que muy alta. Invariablemente sean ocupados o con algún tipo de acuerdo con su titular –público o privado-, como espacios autogestionados que son, es un lugar de vital importancia en las actuaciones socio-políticas juveniles y de ocio, cultura y tiempo libre.

Habría que hacer una prevención: a diferencia de lo que sucede en otros lugares de Europa donde las casas ocupadas son espacios donde organizar la vida de las personas que allí residen –sin ninguna crítica al respecto, conozco varios en Barcelona y Amsterdam y me parece una solución correcta al problema de la vivienda- pero que al final resultan espacios opacos, para el común de los mortales que no tiene acceso a ellos, los gaztetxes son espacios que están abiertos al público, claro que generalmente juvenil. Se celebran actos públicos como conciertos, talleres, charlas, actos sociales, emisiones de documentales... y no suelen responder a la necesidad de vivienda de los jóvenes. En cualquier caso, precisamente, si hablamos de lugares de socialización, no puede hablarse de jóvenes antisociales o “desocializados”.

Pero por ser experiencias autogestionadas ajenas al control o supervisión ajena, son objeto de reacción policial.

¿En qué tipo de barrios? ¿Pobres, excluidos o también en barrios de la burguesía clases medianas más ricas?

¿Esos actores vienen del barrio, viven en el barrio o son de fuera del barrio dónde se producen los actos de vandalismo?

Probablemente el ejemplo de topografía de los actos de kale borroka más evidente es el de las márgenes derecha e izquierda del río Nervioi ibaia, que además coinciden con la distribución social clásica: margen derecha, rica, con villas y chalets lujosos, gestionada por la burguesía, generalmente vasca y margen izquierda, pobre, proletaria, industrial, degradada, copada políticamente por el PSOE.

En ambos espacios ha habido una gran actividad de kale borroka. Podrían pasar jóvenes de una margen a la otra. Se puede pensar que si, pero las detenciones se han practicado homogéneamente en ambas márgenes. ¿Se puede considerar que son detenciones arbitrarias, de castigo? Si, es la crítica principal que hago a las detenciones, que no buscan la verdad sino la eficacia policial y

comunicativa. Teniendo en cuenta ese amplio margen de error policial, es cierto que los objetivos de las acciones, el conocimiento del lugar a la hora de desarrollarlas, la tipología de jóvenes detenidos... lleva a pensar que son siempre oriundos.

Esto hablando de los sabotajes. En algunos casos se han dado enfrentamientos en puntos urbanos de alta concentración de jóvenes, sobre todo en las cuatro capitales. Aquí si puede darse el hecho de que haya habido convocatorias informales pero más amplias, a jóvenes de pueblos limítrofes que son amigos de amigos que participarán en los hechos. Es en estos ámbitos urbanos donde se producen los enfrentamientos. Tras ellos, cada uno a su casa – literal y figuradamente, la participación en una acción no supone nexo de continuidad-.

En mi libro explico que las acciones y detenciones se despliegan homogéneamente por toda la geografía vasca, si bien con menos incidencia en las zonas muy rurales, sobre todo en el Norte, bajo administración francesa.

¿Kale Borroka: escuela, academismo del terrorismo o más complejo? ¿Todos los etarras no vienen de la lucha callejera e todos los actores de la Kale Borroka no pasan a la estructura terrorista?

Hablaba de ello anteriormente. Participar en la juventud en un grupo radical no quiere decir que con 50 años no puedas dirigir un McDonalds. Y al revés, que te hayas educado en un colegio de frailes no impide que después no entres en una organización revolucionaria.

Mantengo que ETA no organiza estas iniciativas. Más aún, si bien puede ser que le sirvan a la hora de generar una situación de conflictividad social, de enfrentamiento, desde un punto de vista “militar” no parece una ventaja. Los jóvenes que han participado en estos hechos inmediatamente son identificados por la policía. Los castigos a los que se enfrentan son altísimos, por lo que es una manera inmediata de desactivar un cuadro militante. Participar en estas acciones es muy expuesto, porque es muy fácil de captar jóvenes que por miedo, presión, amenaza, actúen como informantes. No es seguro, ni es práctico.

Cierto que grandes operativos policiales contra la kale borroka han hecho que jóvenes, por miedo a la detención y al mal trato durante la incomunicación, o por evitar largos años de cárcel hayan decidido huir y después han ingresado en ETA. Pero en cualquier caso, esto no es una estrategia que se pueda imputar a ETA, sino una estrategia imputable a la reacción policial desproporcionada. Medios de

comunicación se han lamentado de que muchos jóvenes se ponían a disposición de ETA tras pasar por la kale borroka. Pero el elemento que los incitaba, en muchos casos, era la represión exacerbada, no una estrategia de captación de ETA.

¿No existirían dos generaciones o más de Kale Borroka desde 1992? ¿Hay diferencias entre esas dos generaciones en socialización o los modus operandi?

De la misma manera que es distinta la juventud de 1990 a la del 2000 –o incluso a la de hoy, la cosa va muy deprisa- también la protesta urbana era distinta. Pero un coctel molotov ayer u hoy es igual. Lo que más creo que ha evolucionado es la reacción policial, política y mediática. En el libro explico como en los 90 empieza a cambiar toda la forma de interpretar estas protestas por parte del Gobierno vasco principalmente, que quiere llevar a cabo una política de apertura a Europa, dando una imagen de placidez y de bondad que pueda atraer turismo, pero que choca frontalmente con la lucha que hay en la calle. Es la época del “Ven y cuéntalo” de Rosa Diez, entonces consejera de turismo y hoy diputada de UPyD.

La nueva forma de enfrentar los disturbios hace que estos cambien asimismo. No es igual un enfrentamiento improvisado durante el día, a cara descubierta, tras una manifestación, con piedras frente a pelotas que un sabotaje de noche, premeditado, encapuchado y enfrentándote a una detención incomunicada bajo la legislación terrorista. Yo pertenezco a la primera generación, “¿quien no ha tirado una piedra?”. Después volvías a casa, a veces con un pelletazo o un porrazo. Ahora...

En definitiva el problema es el siguiente: ¿son lícitos los enfrentamientos violentos en Atenas porque tienen una penosa situación económica, pero no son lícitos los enfrentamientos violentos en Iruñea porque tienen una penosa situación derivada de autoritarismo y opresión nacional? Eso es lo que hay que dilucidar, porque, en un lugar o en otro, el enfrentamiento con la policía o con los poderes fácticos –bancos, compañías multinacionales...- es idéntico, las formas y modus operandi son iguales.

El papel de la Ertzaintza en la lucha antidisturbios e los cambios en la lucha policial contra la violencia callejera.

Lo comentaba anteriormente. Las herramientas que se han ofrecido a la policía contra los jóvenes han pasado de lo desproporcional a lo exacerbado. Responder con la legislación antiterrorista a hechos que veo en la televisión en otros contextos–las últimas las protestas estudiantiles en Londres, por ejemplo, que se resuelve en un cuerpo

a cuerpo- está simplemente fuera de una mentalidad de humanidad. Y la primera que se adoptó a estas nuevas herramientas fue la Ertzaintza. Hay que entender que el PNV, quien la ha gestionado hasta la actualidad tenía un papel primordial: hacer ver a las autoridades de Madrid que, si bien nacionalista, era de fiar a la hora de guardar el orden en su comunidad autónoma. Tenía que convencer a quien gobernase en Madrid –UCD, PSOE o PP- que se podía contar con él para poner a los chavales y chavalas rebeldes de aquí a buen recaudo. El PNV se emplearía a fondo. Para ello necesitaba medios humanos, técnicos y legales. Y Madrid dijo que sí, que de acuerdo.

Es entonces cuando aquella policía que en su fundación puso como ejemplo el modelo policía británico –los bobbys ingleses- va cambiando sus formas de actuación, su estética, su práctica diaria. Es cuando se deja asesorar por el Mossad. Es cuando encargan el material antidisturbios más severo, incluso en algunos casos ilegal, que tiene que retirar. Es cuando empieza a entrenar a torturadores profesionales, científicos. Es cuando carga contra estudiantes, trabajadores, feministas... y deja un reguero de sangre tras de sí. Cuando tiene que secar el buzo de trabajo en el patio trasero, porque no se atreve a colgarlo en el balcón. Es cuando empieza a vivir fuera de las fronteras de la Comunidad autónoma, porque se siente rechazada, mal vista. Es cuando se lo permiten sus responsables políticos, si bien lo tienen prohibido. ¿Por qué? Porque han construido una policía impopular en su pueblo.

Fin.

Le terrain des “indignés” à Barcelone et Terrassa : mai 2011 – avril 2013

On pourrait nous reprocher d’avoir choisi d’étudier les « indignés » par opportunisme. Il n’en est rien. Nous avons retenu ce cas d’étude car il nous semblait qu’il constituait à la fois un prolongement et une rupture avec les phénomènes que nous étudions dans les régions de Catalogne et du Pays Basque.

Nous l’avons donc abordé sous un angle très spécifique en estimant qu’il constituait une nouvelle configuration ou plutôt une *configuration émergente* dans notre modélisation générale. Il ne s’agissait pas de saisir coûte que coûte cette occasion et d’être parmi les premiers à nous positionner sur ce mouvement mais de le relier étroitement à la problématique que nous avons proposée.

Sur un plan méthodologique, ce cas d’étude n’a pas fait l’objet du même investissement que les deux autres terrains étudiés. Il n’a d’ailleurs pas le même statut. Et pour cause : le mouvement des « indignés » est un mouvement transversal ou un méta-mouvement dans lequel on retrouve des acteurs déjà largement présents dans les cas d’étude catalan et basque. Ce n’est donc pas un *cas d’étude en soi* qui a nécessité de mobiliser tout l’appareillage des deux premiers terrains car on peut le considérer comme un méta-terrain qui vient en appui, qui nous a permis de révéler une troisième *configuration émergente*.

Sur le plan cette fois de l’histoire immédiate, c’est un mouvement qui naît au cœur de l’automne 2010 et qui s’exprime, dans la rue à partir de la fin du mois de mai 2011 alors que nous avons terminé notre phase d’enquête en Catalogne et que nous nous consacrons à notre travail de terrain au Pays Basque. Nous vivions tout de même encore à Barcelone et le fait d’avoir notre vie dans cette ville et de voyager régulièrement entre Madrid et Barcelone nous a permis d’observer en direct le développement d’un tel mouvement à Barcelone et Terrassa, mais également à travers les réseaux professionnels que nous gardions à Madrid, à l’Université Complutense, principalement.

Le matériel récolté

Les hypothèses et les résultats exploratoires que nous avons présentés dans le troisième chapitre sont le résultat de l'exploitation de trois types de sources qu'il convient de détailler.

a- Notre installation à Barcelone nous a permis de lire quotidiennement la presse espagnole et catalane et d'établir une base de données sélective des nombreuses analyses publiées sur le sujet. En effet, des journaux nationaux comme *El País*, *Publico*, *La Vanguardia* ou *El Mundo* ont été très prolixes sur ce mouvement.

b - Nous nous sommes également appuyés sur des données biographiques de différents acteurs « indignés » recueillies à partir d'une analyse de blogs, de sites internet. Les plus importants à nos yeux sont :

kaos en la red, site néo-anarchiste très influent:
<http://kaosenlared.net/>

Le blog d'Aitor Carr, « indigné », politologue, UAB/IGOP:
<https://twitter.com/aitorcarr>

Le site de Democracia Real Ya (DRY):
<http://www.democraciarealya.es/>

Le journal *Viento Sur* : <http://vientosur.info/>

Nous avons également exploité des éléments de la biographie croisée de quatre leaders de la plateforme DRY publiée en 2011 en espagnol puis en 2012 en français.

Exemple d'éléments biographiques recueillis :

O. est un leader de DRY. Il a 38 ans et un passé de militant de gauche. Sa petite entreprise de post-production audio-visuelle a fait faillite dans les années 1990. Il a ensuite été employé par la Radio Nationale Espagnole (RNE), puis licencié. Dans les années 2000, il fonde une micro-entreprise, une école de communication indépendante engagée socialement. Il sera l'un des porte-parole du mouvement et animera la commission de communication.²⁵²

²⁵² Álvarez, K. *et alii*. *Nosotros, los indignados*, *op. cit.* p59

c - Nous nous sommes enfin servi des observations du travail de terrain réalisé entre les mois de mai 2011 et septembre 2011 à Barcelone, *Plaza de Catalunya*, à Terrassa, *Plaça del Ayuntamiento* et sur l'exploitation d'entretiens individuels.

Pendant ces 4 mois, nous avons navigué entre Barcelone et Terrassa, observé les deux « acampadas » et participé à des réunions tout en ayant de nombreux échanges informels avec des « indignés », des amis, des collègues, des « institutionnels ».

Nous avons aussi réalisé des entretiens plus cadrés puis nous sommes revenus vers certains acteurs entre mai 2012 et mai 2013.

Le mouvement des « indignés » ne constituait pas notre terrain premier et c'est bien le travail d'enquête préalable consacré aux événements de violence urbaine de Terrassa et l'étude des mouvements « anti-sistemas » entre 2009 et 2010 qui nous a permis d'accéder à des acteurs de ce mouvement « indignés » et de recueillir des données par les réseaux que nous avons déjà constitués, réseaux qui nous ont ouvert les portes des « acampadas ».

Travail de terrain et entretiens réalisés

Les acteurs institutionnels

Joan Antoni Quesada, chef de la police municipale de Terrassa qui a géré l'acampada de Terrassa et qui dispose de nombreuses informations sur la gestion de l'acampada de *Plaza de Catalunya*.

Terrassa, 1^{er} novembre 2011, 2 heures 30 et 28 mars 2012, 2 heures.

Les acteurs universitaires participant aux indignés

Lors de notre première enquête en 2009-2010, nous avons rencontré des chercheurs, des doctorants et post-doctorants travaillant dans le laboratoire IGOP de l'UAB au sein duquel nous avons passé 9 mois comme professeur invité.

Nous avons eu de nombreux échanges informels avec de jeunes thésards, chercheurs activistes quand nous étions notamment rattachés à ce laboratoire.

De nombreux doctorants de l'IGOP à l'UAB se sont engagés à titre personnel dans le mouvement des « indignados » en mai 2011 et ils travaillaient déjà sur des sujets de thèse comme l'économie solidaire, les *okupas* ou les centres auto-gérés de Barcelone et sa région qui ont été des thèmes centraux discutés par les « indignés ». Il se trouve

donc que certains de nos collègues de l'époque ont joué un rôle dans la mobilisation des « indignés ».

Les acteurs avec lesquels nous avons beaucoup travaillé sont en particulier :

A1. a 28 ans. Il est militant anti-capitaliste. Il a une longue histoire de militantisme mais avec des intermittences. De 1998 à 2004, il fait partie de la gauche indépendantiste catalane. Il connaît ensuite le chômage et reprend des études de science politique à *l'Universitat Autònoma de Barcelona* (foyer de la contestation sociale, en Catalogne) et se spécialise dans l'économie solidaire et auto-gestionnaire. En 2010, il entre à *Revolta Global*, une branche catalane du parti Izquierda Anticapitalista (IA).

2 entretiens : 28 janvier 2012, 5 février 2013, courrier électronique

A2, a 30 ans. Il est docteur en science politique au chômage. Il est engagé dans différents groupes anti-militaristes.

Entretiens réalisés par Skype électronique :
3 mai 2012 et 10 avril 2013, 1 heures et 2 heures 30.

G, 30 ans, vient de l'extrême gauche où elle a milité toute son adolescence. Elle a ensuite milité dans des organisations trotskistes pour adhérer, à partir de 1999, à l'altermondialisme. Elle définit son « *altermondialisme* » *non pas comme une appartenance à un groupe politique mais comme une participation à des campagnes concrètes, contre la politique de la Banque Mondiale, la Guerre en Irak (2004)...* » Actuellement, elle ne milite pas mais participe à différents collectifs et intervient très souvent dans les médias pour défendre un projet « *à la gauche de la gauche* », considérant que « *l'assemblée a ses limites* ». Elle est professeure universitaire associée. Chez les « indignés », elle a joué un rôle de médiation entre le mouvement de base et des syndicats et des partis, « *pour convaincre des leaders de ne pas sous-estimer et déprécier les « indignés »* ».

Entretiens :
Barcelone : 3 mai 2012, 2 heures.
Perpignan : 29 avril 2013, 3 heures.

Les acteurs « indignés »

K. est une des leaders médiatiques de DRY à Barcelone et en Espagne. Elle a 35 ans et est professeure de technique audio-visuelle (son, image) dans un centre éducatif de Terrassa en banlieue de Barcelone. Son père est au chômage et beaucoup de ses amis sont en contrats précaires. Elle se dit *a-politique* mais *a-système*.

Skype, Terrassa, 6 mai 2013 puis deux entretiens biographiques de 1h 32 et d'1 h 13 les 5/11/2013 et le 12/11/2013.

J. a 27 ans et est membre de *Juventud sin Futuro*. C'est un ancien militant nationaliste basque, doctorant en sociologie. Il appartient à une plateforme d'opposition au Plan Bologne et à l'ensemble des réformes universitaires et sociales menées en Espagne depuis les années 2000.

2 entretiens par voie électronique :
2 décembre 2011, 3 décembre 2012.

X a 30 ans. Diplômé en sciences sociales, il est membre d'un centre auto-géré en banlieue de Barcelone. *Ateneu Candela* ressuscite la tradition des *ateneos* qui géraient jadis l'éducation culturelle dans les quartiers populaires. Dans leur forme moderne, cette famille d'*Okupas*²⁵³ défend une politique de résistance active aux programmes néo-libéraux d'urbanisation sauvage. Leur participation active aux « indignés » officialise l'évolution de leur stratégie davantage tournée depuis la fin des années 2000 vers des actions plus localisées, moins exposées à la répression policière, contrairement aux occupations illégales vivement réprimées depuis la fin des années 1990.

2 entretiens :
Terrassa, 12 septembre 2011.
Courrier électronique : 28 avril 2013.

²⁵³ Martinez Lopez, M. "The Squatters' Movement: Urban Counterculture and Alter-Globalization Dynamics", *art. cit.* ; Martinez Lopez, M. "La especulación urbana : persistencias estructurales y resistencias sociales", *art. cit.*

Grille d'entretien utilisé pour le terrain « indignés »

Consigne: « *Estoy buscando informaciones sobre el proceso meses antes de la movilización y justo al principio, en mayo 2011, y más teóricamente, sobre interacciones entre actores nuevos y militantes tradicionales al inicio, y durante la dinámica de la movilización* ».

¿Podrías “resumirme” tu recorrido de militante política?

¿Qué hacías los meses antes y como has entrado en el movimiento?

¿Para ti, cual ha estado la dimensión transnacional y local como chispa de este movimiento “indignados”?

¿Y las redes sociales, internet, ... ¿

¿Cuáles son las diferencias entre los grupos “anticapitalistas” en el marco político catalán?

¿Quien “pesa”, quien no “pesa”?

Sorpresa: cuando hablo con militantes, no saben exactamente sabes quién está detrás la movilización del 15-M, al inicio?

¿ No es los de la DRY, por ejemplo, como lo dice la prensa?

¿Quien son? ¿Tienen perfiles sociales diferentes de militantes de izquierda, institucional, no institucional?

¿Es imposible saber algo sobre esas personas “anónimas”?

Apolíticos? Horizontalistas? (Retorica?)

¿Las organizaciones tradicionales tenían retraso? ¿ Por qué?

¿No estaban conectadas a las movilizaciones de los jóvenes en las universidades por ejemplo? (Juventud sin futuro, por ejemplo)

Para ti cual ha sido en el movimiento el papel de los movimientos sociales clásicos como feministas, ecologistas, y partidos, sindicatos...?

¿Durante las asambleas, cuáles han sido los problemas principales?

¿Por ejemplo, cuales tipos de mínimos no han podido lograr consenso?

¿La cuestión del uso posible de la violencia de calle ha sido un tema de discrepancia o no entre reformistas y anti-capitalistas o no?

¿Okupas, movimiento autónomo, “antisistemas”, anarquistas han sido controlado?

¿Podrías decirme un poco más sobre los “antisistemas”; ¿Qué significa ser antisistema? Por qué si seguimos la definición de los Mossos, son actores violentos que destrozan todo.

¿ Anti-sistema, en Catalunya, significa anti sistema español? ¿ De cuales grupos estamos hablando? ¿Dónde están los independentistas violentos de la “kale borroka” en Catalunya?

¿Sobre las violencias que surgieron en junio 2011 Plaza de Catalunya; como la explicas según tu experiencia de militante ?

¿Hubo un control social interno a las acampadas?

Algo más : durante nuestra conversación de viernes por la noche, habéis hablado de una “radicalización” de las organizaciones clásicas, de las mareas (controladas por partidos clásicos) y de PAH (Hipotecas) y de su leader. ¿Exacto?

Moltés gracias.

Portrait d'une indignée: Klaudia A., leader de la communication DRY, Barcelone

(Retranscription de deux entretiens biographiques de 1h 32 et de 1 h 13 les 5/11/2013 et le 12/11/2013).

Klaudia est née en 1976 à Cornellà, une ville de la banlieue ouvrière de Barcelone dont la population a fortement augmenté (comme à Terrassa) avec l'arrivée d'une immigration andalouse dans les années 1960 puis d'Afrique du nord dans les années 1990-2000.

Elle est fille unique, issue d'une famille de classe moyenne. La mère est institutrice et le père est électricien, indépendant, propriétaire de son propre atelier jusqu'en 2008. Il n'y avait pas forcément d'ambiance politique dans la famille. Ses seuls souvenirs sont les années de la transition et les manifestations dans la rue au début des années 1980. Elle a toujours été observatrice sans forcément s'engager.

Parcours scolaire chaotique

Expérience scolaire douloureuse, notamment petite enfance, école religieuse mais mauvais souvenirs, changement de collège, dans celui où enseignait sa mère puis lycée allemand à St Joan Despi 2 ans avec une bourse d'excellence ; compliqué, système rigide, différences de classes, sentiment d'injustice. Au total, a connu 4 structures scolaires jusqu'à 18 ans dans 4 villes différentes avant de terminer dans une école publique avant d'entrer à la UAB en communication, note de selectividad élevée.

« J'ai maintenant une idée assez ample de comment se forment les groupes sociaux, la culture des groupes,... »

A 18 ans, elle entre en « communication à la UAB » (1994-1998) puis elle part en Erasmus à Lisbonne, ville dans laquelle elle repart pour travailler entre 2000 et 2002, petits jobs, traductions, classes d'espagnol, serveuse... Elle revient à Barcelone en 2002 et devient professeure contractuelle de la Generalitat de Catalunya à Terrassa, Sabadell, ... pendant 10 ans, de 2002-2012. Entre-temps, en 2008, elle reprend ses études en *Bellas Artes* à l'UB puis s'inscrit en Post-Grado Gestion Cultural.

18 ans : entrée en communication avec au départ le projet de travailler dans le monde du cinéma ;

« J'ai abandonné vite car ce que j'ai vu ne m'a pas plu. C'est un monde d'exploitation, de précarité, instabilité, on t'embauche juste pour faire le roady, porter des cables, on n'a pas besoin de femmes... On te prend pour la partie administrative, mais cela ne me plaisait pas du tout. En fait c'est la culture qui m'intéresse, plus que la communication en fait. »

Au final tout est lié. De manière intuitive mais je ne suis pas allée plus loin (rires), quand j'étais plus petite, j'avais du mal à m'exprimer avec les mots, la culture, etc... or, la culture, te donne une identité, pour comprendre la politique, le pays, participer. La culture, c'est la politique en fait, un champ de bataille, ça je l'ai compris peu à peu, par mon apprentissage (...) »

2002-2013 diverses institutions éducatives de cycles professionnels non universitaires pour enseigner les techniques de communication audio-visuelles, *photoshop*, multimédia, photographie, sonorisation, ... Zona Franca de Barcelone, Ecole d'Arte, Sabadell, Terrassa.

« Tu subis les cours, la « Gen Cat » t'envoie ici et là, dans la plus grande précarité, ... aujourd'hui, c'est terminé, j'essaye de monter mon entreprise ; c'est une décision quasi-obligée car ils me changeaient tout, beaucoup de changements, l'administration nous traite mal, brutalement, instabilité, coupures budgétaires ; plus possible de supporter cela. »

Engagement politique : elle n'a jamais participé auparavant à un collectif politique mais en contact avec des amis militants. Je me sentais étrangère.

La rupture 2007-2008

« J'ai repris mes études et j'ai vu une université sans cantine, sans lieu pour simplement manger, des édifices dégradés, des budgets en chute, « Bellas artes, ultimo mono de la casa ». Le toit me tombait sur la tête, les bourses étaient toutes supprimées. La crise m'a affectée directement mais je travaillais pour des administrations, je pouvais vivre quand même mais j'ai pris conscience avec mes amis qui se précarisaient gravement, 10 h de travail pour un salaire de misère... et puis il y a eu mes parents. Mon père qui était à son compte a subi la crise de plein fouet, 5 ans avant la retraite. »

Il y a eu également la réforme du Plan de Bologne. Cela a été une excuse pour couper les budgets, plus de travail pour les profs, dégradation de leurs conditions de travail. Moi, j'ai perdu la moitié des crédits que j'avais gagnés dans mes études antérieures et les emplois du temps étaient incompatibles avec mon travail ; ceux qui doivent travailler ne peuvent plus étudier.

J'ai lutté avec d'autres contre cette réforme à l'UB (Universitat de Barcelona) et en mars 2009, le 18, les Mossos (la police catalane) nous a délogé violemment du rectorat que nous occupions pacifiquement. Ils ont cassé le bras à une amie à moi. Ce fût un choc. Comment une police démocratique de la Catalogne pouvait faire cela et user de la violence contre ses étudiants ? Ce fût aussi un désenchantement politique : un gouvernement de gauche tripartite a donné l'ordre d'entrer dans une université pour frapper des étudiants ! J'ai du tout abandonné au final : c'était comme lutter contre un monstre ; je travaillais, je ne pouvais pas suivre les cours et les frais d'inscription avaient beaucoup augmenté.

L'année 2010-2011, j'étais inscrite en Master artes visuales. Je faisais des études culturelles, visuelles, et suivais des cours de critique sociale, gender studies, ... La perspective constructionniste m'a passionnée, avec l'idée que l'on pouvait lutter intelligemment contre les constructions culturelle et sociale des choses. Deux professeurs m'ont beaucoup marqué, notamment une femme, ma tutrice de Master qui a fini par avoir un contrat misérable à 300 euros par mois !

Je me dis que revenir à 30 ans passés à l'université a été une question vitale car j'avais une vie conventionnelle. J'ai rencontré des gens de 18 ans en lutte qui m'ont réveillé car j'avais la sensation que ma vie n'avancait pas, c'est un choix personnel ».

Eté-automne 2010

Inscription en Master puis abandon en décembre. Pendant cette période, révolutions arabes, crise en Islande, investissement dans Twitter et Facebook pour chercher des informations, échanger des points de vue avec d'autres, et

Une double-connexion :

1. Groupe *No les votes* issu de la lutte contre la ley Sinde, manifeste de jeunes avocats et activistes pour le boycott des partis qui ont voté cette loi ;

2. Puis connexion avec d'autres collectifs Facebook, notamment *Estado de Malestar* et début d'une coordination durant l'automne 2010 : 15 personnes qui se donnaient rendez-vous pour faire de petites performances, ouvriers, infirmières, artistes, qui se réunissaient ensuite dans un bar pour échanger.

« D'ailleurs, les premiers groupes qui ont décidé de planter des tentes à Madrid et à Barcelone, ne fonctionnaient pas comme un seul et même groupe ; c'était des groupes d'artistes qui faisaient des performances, des centres auto-gérés qui sont venus aussi... Les Acampadas n'étaient pas prévues ...

DRY en fait n'a été qu'un niveau de coordination supplémentaire à tous ces collectifs qui existaient déjà. Nous, avec nos groupes Facebook, on avait fait grandir les groupes de discussion. Car les hackers, anonymous, plus tard Dry, tous ces réseaux sont utiles pour éveiller les consciences, mettre de l'agitation mais ils sont incapables de mettre des gens dans la rue, d'organiser des rassemblements.

Mais à aucun moment on avait prévu une mobilisation à une telle échelle. Le jour J, le 15 mai, ça a été un état de choc, on avait l'impression d'un moment historique. Moi, j'ai reçu 55 appels téléphoniques de journalistes. Stress, panique, je ne savais pas quoi dire. Ils m'ont appelé à moi car j'en connaissais personnellement un certain nombre et c'est comme cela que je suis devenue porte-parole officielle de DRY à Barcelone. Mais je le répète, rien de tout cela n'était prévu. Cela a été beaucoup de travail pour comprendre déjà ce qui s'est passé, qui était là, etc... Prise de panique, j'ai même pensé arrêter.

On avait déjà adhéré à leur programme et avec DRY, on a essayé de gérer la com de tout cela, les interviews avec la presse, les programmes de radio, les animations mais après c'était assez autonome dans le fonctionnement des campements ...

« Je travaillais la journée à Terrassa. Je venais Plaza de Catalunya en fin d'après-midi, je ne faisais pas partie des commissions. J'avais la sensation qu'à Sol à Madrid il y avait

plus de gens « normaux » alors qu'à Barcelone, plus d'activistes venus seuls, qui n'avaient pas participé au mouvement de décembre 2010 et qui nous ont rejoint.

Nous à DRY on avait décidé de ne pas intervenir dans les commissions et les débats pour justement ne pas générer les conflits qui ont, je dois te l'avouer, surgi dès le premier jour à Barcelone en tous les cas. On nous a assigné un rôle d'organisateur, certains pensant que nous étions pilotés, manipulés ; le secteur indépendantiste catalaniste disait que nous étions espagnolistes et les radicaux, anarchistes nous traitaient de réformistes, institutionnalistes ... On a fait ce qu'on a pu pour donner une image pacifique des « indignés » mais nous ne maîtrisions pas tout. Loin de là.

Les relations n'ont pas été faciles entre tous ces groupes mais heureusement tout a bien fonctionné, globalement. Nous, on avait pour consigne l'effacement devant tous ces conflits potentiels mais il y a eu des moments de stress notamment quand la Police, les Mossos sont venus nous déloger en mai 2011. Mais ce ne fut pas une présence policière si intense que cela : il nous a suffi de nous asseoir, de lever les mains et d'appeler certains médias, ...

Mon rôle de gestion de la communication ?

J'étais la seule qui venait de ce secteur, qui savait faire, organiser un groupe de com, rédiger un communiqué de presse, parler en public, devant une caméra, ne pas tomber dans les pièges des journalistes,

Tu sais, on m'a, on nous a reproché de jouer notre carte solo surtout à la sortie du livre mais ils n'étaient pas nombreux au moment de passer à la télé, de répondre aux questions, etc... C'est bien beau l'anonymat, tous ces trucs, mais à un moment tu dois assurer ce boulot sinon le mouvement il tombe dans autre chose. Et puis les médias traditionnels sont très importants

En fait, ceux qui nous ont fait ces critiques empestées en interne, voulaient déjà en découdre avant ; il y a eu des conflits, une violence interne. On en a parlé entre nous : « est-ce que c'est bien qu'une seule personne, deux ou trois, représentent le mouvement ? ». Mais quand il faut aller à la TV, il n'y avait plus personne.

Moi, mon anonymat, j'y ai renoncé et j'ai renoncé à beaucoup de choses. Maintenant, c'est la pression et cette marque indignés, c'est à vie : je suis assignée à l'activisme. C'est par forcément mieux ».

Annexe 2.
Note de contexte sur la Kale Borroka

Note de contexte sur la Kale Borroka

Acciones del terrorismo callejero

● TODO EL AÑO ● PRIMER TRIMESTRE

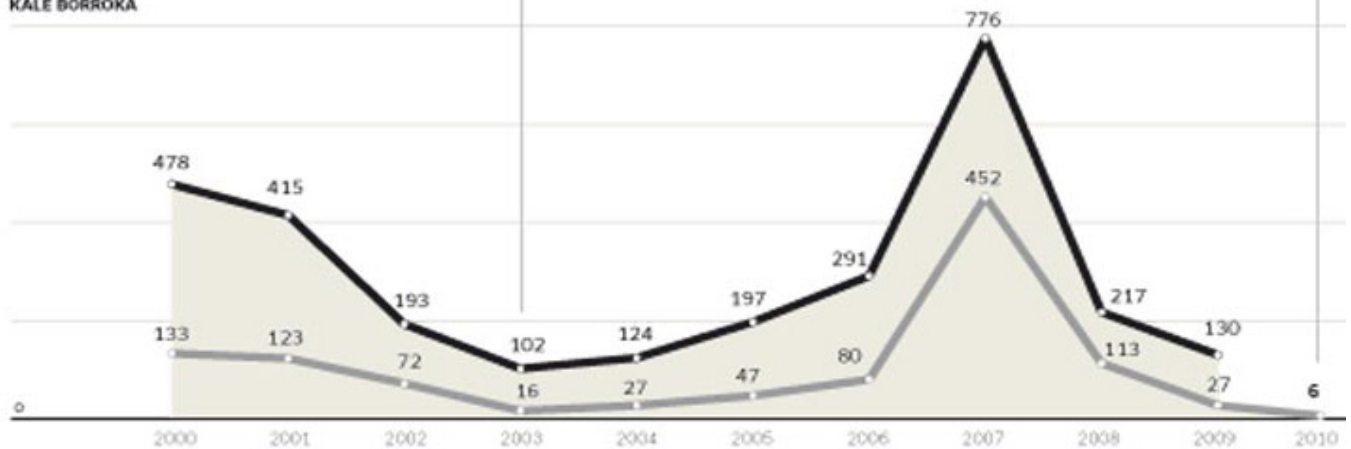
HITOS

El acoso policial dejó la kale borroka en 102 ataques en 2003

La ilegalización de Segi por el Tribunal Supremo provocó una avalancha de sabotajes

El arranque de 2010 es el más débil desde el inicio del fenómeno

ATAQUES DE LA KALE BORROKA



GOBIERNO CENTRAL

PP JOSÉ MARÍA AZNAR

PSOE JOSÉ LUIS RODRÍGUEZ ZAPATERO

GOBIERNO VASCO

PNV JUAN JOSÉ IBARRETXE

PSOE PATXI LOPEZ

TREGUA ETA

MAR 2006

JUN 2007

FUENTE: ELABORACIÓN PROPIA

infografia@publico.es

SEP 1998

NOV 1999

Formes et évolution de la Kale Borroka

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 1, la *Kale Borroka* est apparue au début des années 1990. C'est une violence très médiatisée perpétrée par des groupes de jeunes s'attaquant principalement à des distributeurs bancaires, des équipements publics, des sièges sociaux de partis politiques, de banques. Si l'on regarde les courbes de cette violence tracées en fonction des faits enregistrés par les institutions policières, on note une évolution structurellement descendante depuis la fin des années 2000, avec des pics qui correspondraient, selon l'interprétation policière, à l'adoption et aux effets de

différentes stratégies répressives (tableau ci-dessus, 2010, Source : Publico.es, 06-04-2010).

Pourtant, si elle est moins médiatisée depuis 2011 et si les discours publics policiers et politiques annoncent la fin de ce type de violence, elle n'a pas pour autant disparu. Des actes de *Kale Borroka* sont encore recensés. C'est pourquoi nous précisons que des opérations, pourtant simples au premier abord, consistant à mettre en forme des séries de chiffres établis par les services de police, à tenter de dégager des régularités statistiques et à proposer des explications sur les variations, posent de nombreux problèmes. Ce sont des interprétations qui prennent les faits pour des réalités objectives et peuvent participer à une réification du phénomène.

Statistiquement, cette qualification de *Kale Borroka* entendue par le droit pénal espagnol comme un *terrorismo callejero* (terrorisme de rue ou de basse intensité), agrège des réalités très différentes comme dans le cas des violences urbaines en France.²⁵⁴ Les notions de *Kale Borroka*, « *anti-sistemas* » en Espagne ou *violences urbaines* en France ont une dimension en partie artificielle en ce qu'elles deviennent des catégories bureaucratiques opérationnelles qui ne prennent pas en compte la complexité des réalités sociales. Elles sont pensées essentiellement comme des outils pénaux de lutttes policière et judiciaire et non comme des idéaux-types permettant la compréhension.

Il en est de même pour la législation destinée à lutter contre ce type de violence. Cette dernière est organiquement associée au terrorisme d'ETA par les juges antiterroristes : la *Kale Borroka* serait une étape obligatoire, une « école de la violence » pour un jeune radical avant de passer à l'action terroriste. C'est pourquoi l'arsenal législatif espagnol est exceptionnel en la matière. Il prévoit l'illégalisation des organisations de jeunes proches de la mouvance radicale basque, la plus récente *Segi*, interdite en 2007, et des peines d'emprisonnement ferme pour les jeunes « borrokistes ».

Comme en France, cet arsenal est centralisé ce qui signifie qu'un jeune soupçonné de *Kale Borroka* est déféré devant l'*Audiencia Nacional*, cour spéciale antiterroriste, basée à Madrid. On peut dès lors donner ces faits bruts mais en répétant que la construction et la stabilisation des cette réalité *Kale Borroka* est en enjeu en soi, puissamment performatif et alimentant une critique permanente de

²⁵⁴ Ocqueteau, F. « Peut-on définir les violences urbaines ? », Rapport de l'INHES/OND, 2006

la construction de cette réalité par les organisations de parents de jeunes borrokistes.²⁵⁵

Sur un plan sociologique, il faut éviter ces pièges en proposant un tableau des différentes formes d'expression de *Kale Borroka*. En travaillant notre intuition initiale, il apparaît clairement qu'il existe non pas une mais des *Kale Borroka*. En effet, selon les données matérielles mais aussi visuelles que nous avons récoltées, plusieurs formes de *Kale Borroka* doivent être distinguées sans qu'il soit possible d'identifier un scénario unique :

1- il y a certes cette *Kale Borroka* spectaculaire faite de sabotages, d'attaques directes spontanées ou organisées contre des distributeurs bancaires, des voitures, des bus, des conteneurs...

2- mais il existe aussi une *Kale Borroka* silencieuse, routinière, non spectaculaire, qui ne se donne pas à voir. C'est une *Kale Borroka* quotidienne faite d'attaques indirectes, d'insultes verbales envers les habitants d'un quartier, des commerçants, des élus, des pressions psychologiques, des bousculades, des rumeurs, des *pintadas*, malveillances, les harcèlements... Elle installe un climat, un silence obligé, un espace d'interdits dans les universités, les discussions...

3- dans les formes visibles, surmédiatisées, il faut bien prendre le temps de distinguer celles qui mettent en présence les jeunes et les forces de polices de celles où ces acteurs ne sont pas en présence. Dans cette troisième famille, on peut proposer trois scénarii :

a- un scénario marginal est celui constitué par des affrontements directs entre jeunes et polices, la violence physique pouvant devenir incontrôlée par leurs protagonistes ;

b- une violence sans présence policière, les jeunes s'attaquant à des cibles sans riposte in situ ;

c- un troisième scénario que nous nommerons *zone grise* qui peut être définie comme un espace topographique où les acteurs semblent être en présence mais ne s'affrontent pas directement.

Répression et polices

Trois organisations policières ont en charge la lutte contre cette *Kale Borroka* au Pays Basque. Deux d'entre elles sont des « polices d'Etat », la *Guardia Civil* et la *Cuerpo Nacional de Policía*, et la

²⁵⁵ Arzuaga, J. *La maza y la cantera. Juventud vasca, represión y solidaridad*, op. cit.

troisième est ce que l'on appelle une « police autonome » en référence au statut d'autonomie du Pays Basque espagnol, adopté en 1979. Ce statut confère au Pays Basque mais également à la Catalogne le droit de créer une « police intégrale » sur le territoire de cette autonomie.

L'*Ertzaintza*, la police autonome basque, a été créée en 1982 et compte aujourd'hui environ 8000 agents. Elle joue un rôle dans la lutte antiterroriste dans le cadre d'une politique de coordination avec les services de renseignement des polices d'Etat. Mais comme nous l'avons dit plus haut, présenter le rôle de cette police dans la coproduction et la régulation de la violence de rue est une étude en soi qui n'existe d'ailleurs pas. Elle impliquerait une sociologie historique et pragmatique du rôle de cette police, des concurrences et des résistances à l'œuvre dans la coopération entre polices d'Etat et police autonome dans la lutte antiterroriste comme nous avons essayé de le faire à la fin des années 1990.²⁵⁶

L'*Ertzaintza* est une organisation policière placée sous le contrôle politique du gouvernement autonome basque, à la différence des polices d'Etat qui, elles, répondent aux injonctions du gouvernement central espagnol. Son activité est ainsi travaillée par d'intenses luttes politiques, à la fois entre « Madrid » et « Bilbao » mais également en son sein par les différentes luttes politiques internes au champ politique basque, entre le *PNV*, au pouvoir jusqu'en 2009 et le *Partido Socialista Vasco* actuellement au pouvoir depuis 2009.

Cette police a pu être accusée de « passivité » du fait de l'origine locale de ses agents alors même que 16 agents de cette police ont été assassinés par ETA depuis sa création, au début des années 1980, qu'elle avait procédé à l'arrestation de 174 activistes à la fin des années 2000, et qu'elle a créée en 2009 (mise en place en février 2010) une *División Antiterrorista y de Información* prenant la suite de la *Unidad de Información y Análisis y de la Unidad de Desactivación de Explosivos*.

Le rôle de cette police est principalement de désactiver la *Kale Borroka* en profitant de son ancrage territorial dans les villes et de ses compétences de *police intégrale*, à savoir police de sécurité publique et du trafic routier.

²⁵⁶ Crettiez X., Ferret, J. *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents, op. cit.*

Annexe 3.
Discussions théoriques laissées en suspens

Le contexte et l'action : autopsies de moments violents

Nous avons souligné en introduction de cet essai les limites des approches interactionnistes de la violence. Pour faire écho au débat récent qui a opposé Wieviorka et Collins²⁵⁷, il nous semble que ces dernières²⁵⁸ ne parviennent pas à saisir ce qui précède et enveloppe les situations violentes. Elles ont néanmoins le mérite de nous inviter à observer ces dernières pour ce qu'elles sont réellement, le passage par le micro-social permettant d'abord de décrire précisément le déroulement d'une interaction violente en racontant, avec le plus de détails possibles, ce qui se passe précisément entre les acteurs en présence. Cette phase descriptive est indispensable. Mais plus largement, l'analyse de la dynamique interactionnelle permet aussi de révéler un passé et une subjectivité forgés en silence, dans l'histoire longue des individus parties prenantes de cette violence. Sans épuiser sa compréhension, la mise à nu de la violence en situation dévoile ce qui fait que ces acteurs sont là.

a. L'action active un passé

Quand cela est possible, toutes les subjectivités doivent être situées dans l'action car les comportements s'ajustent les uns aux autres dans une structure de subjectivités et de raisonnements croisés avec la riposte policière en premier lieu. Le sujet se construit bien dans une dynamique et il convient après avoir étudié les formes de cette subjectivation, d'en analyser le contexte comme force activante et contraignante.

Lahire explique bien que le présent définit ce qui, du passé incorporé, peut être actualisé.²⁵⁹ Très concrètement, cela signifie que les situations sociales, des plus formelles et institutionnelles aux plus informelles, constituent de véritables "activateurs" d'abrévés incorporés d'expériences comme nos schèmes d'actions ou nos habitudes. Nous dépendons fortement de ces contextes sociaux qui "tirent" de nous certaines expériences et qui en laissent d'autres en gestation.

Le fait qu'il existe un contexte positif, un terrain potentiel de lutte qui est déjà là, normé, transmis dans les pratiques de la violence de rue est un élément important qui permet de fixer des pratiques dans le temps. S'investir, s'opposer, s'affronter peut être une habitude héritée, une technique entrant en résonance avec un engagement

²⁵⁷ Wieviorka, M. « La Violence. Réponse à Randall Collins », *Sociologica*, avril 2011

²⁵⁸ Collins, R. *Violence : A Micro-sociological Theory*, *op. cit.*

²⁵⁹ Lahire, B. *L'Homme Pluriel. Les ressorts de l'action*, *op. cit.* p101

virtuel. A ce propos, Lahire traite d'un point tout à fait essentiel : la nature des contextes vécus aide à la connaissance de soi.²⁶⁰ Elle est intrinsèque, objective. Elle autorise mais limite toute prise de risque. En conséquence, elle dicte ce qu'il est permis de faire (ou pas) de sa vie. Elle dépend du degré d'inhibition ou de refoulement d'une partie plus ou moins importante de la réserve de nos compétences, d'habiletés, de savoirs et savoir-faire dont nous sommes porteurs, qu'on nous a transmis ou que l'on a intégré par intérêt.

Dans le cas de la violence de rue, les contextes nationalistes, la mémoire des activistes violents sont exhibés pour qu'on ne les oublie pas. La logique des émotions peut certes jouer pour une part de l'engagement dans la violence. On peut "disjoncter" et se laisser aspirer dans une tornade de violence collective de rue. Mais la plupart du temps, l'action se situe hors du mouvement. Elle est un assortiment d'habiletés (constituer un cocktail molotov, repérer les lieux, s'organiser par un regard et s'adapter dans une situation d'affrontement, maîtriser la tactique de fuite et échapper à une charge policière) activées (ou non) dans l'action.

Dans ce type de violence de rue, le sujet n'agit pas seul et dans le vide ce qui nous pousse à envisager une perspective complémentaire à l'action pré-existante lestée (ou non) par une socialisation nationaliste : la situation avec sa logique et sa propre force de contrainte. Il n'y a pas de contexte sans un sens préalable : c'est une critique qu'on ne manque pas de faire aux interactionnistes. Mais il y a un contexte tout de même dans lequel peut s'exprimer et s'incarner ce sens, un contexte durablement installé, constituant un réceptacle, un espace d'expression codifié : l'affrontement dans la rue et l'attaque de cibles.

La violence crée donc autant de nouvelles conditions qu'elle en reproduit d'anciennes. Les causes de cette dernière existent mais elles s'actualisent et s'auto-régénèrent dans le déroulement de processus autodynamiques de la violence. Il faut donc s'intéresser à ce qui se passe quand une action, même accidentelle, a été mise en route et ainsi s'intéresser à la question de savoir comment les sujets de cette violence (violents et contre-violents) se servent des opportunités pour l'exercer. Ainsi, nous avons montré que la violence de rue, la « Kale Borroka », défie les corrélations habituellement établies entre taux de violence et conditions sociales ou entre mondes sociaux et profils de jeunes violents. Il n'y a pas de trajectoire systématiquement définissable et unique qui mène à la

²⁶⁰ *Ibid.* p102

violence. Il faut en passer par le cadre local, la configuration d'affrontement, les logiques et l'autonomie des situations.²⁶¹

b. L'action peut aussi produire son propre sens

Mais allons plus loin. En mobilisant le philosophe Brandom²⁶², nous pourrions dire que la situation est, elle-même et pour elle-même, productrice de son propre sens qui s'adosse au sens pré-existant. Les actions se redéfinissent en s'explicitant. Ainsi, les confrontations virtuelles (les mots de la victimisation) et physiques (l'histoire des affrontements dans la rue) ont pour vertu de rendre explicites des implicites. On peut se plaindre de forces qui s'appliquent injustement à nous, dans un contexte particulier et intérioriser une haine, mais dans tous les cas, cette pression doit s'exprimer sous une forme (ou sous une autre), pour une simple exigence de cohérence.

Il n'y a donc pas d'implicites qui résisteraient à une explicitation explicitante pour reprendre les mots de Brandom²⁶³, même si on n'en a jamais fini avec les implicites et qu'il n'y a jamais d'explicitation intégrale (la signification, le sens se nichant dans les usages des concepts qui construisent ce sens, selon Wittgenstein repris par Descombes²⁶⁴). A ce stade, les questions qui se posent sont relatives à la signification des mots, à leurs valeurs inférentielles, ce que nous pouvons en faire dans l'argumentation, le raisonnement et les conséquences que nous pouvons en tirer.

Pour y répondre, il faut peut-être inverser une séquence naturelle à laquelle nous succomberions : les représentations préalables produiraient des jugements et des raisonnements dans une suite logique. Je définis une situation d'injustice subie et j'agis (ou pas) en fonction de cette représentation.

Une nouvelle phase pourrait être proposée : le raisonnement interviendrait en fondation, produisant d'abord des représentations. Dès lors, la représentation n'aurait pas de valeur de fondement mais il faudrait retrouver celle-ci comme une dimension du raisonnement même. Cette notion est ici comprise comme la déduction de ce qui se passe. C'est pour cela que les deux espaces de confrontation (virtuel et physique) entre ces jeunes sujets et les forces contraires sont autant d'*interactions raisonnantes*, sociales, construites.

²⁶¹ Quéré, L., de Fornel, M. *La logique des situations*, Paris : éditions de l'EHESS, 1999

²⁶² Brandom, R. *Rendre explicite, Raisonnement, représentation et engagement discursif*, op cit.

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ Descombes, V. *Le complément du sujet. Enquête sur le fait d'agir de soi-même*, Paris : Gallimard, 2004

Les représentations sociales des jeunes et des policiers sont construites et reconstruites, non figées, fondées sur des certitudes et non des mythologies. Ainsi, l'ambition globale doit être celle d'une sociologie de l'action et celle des raisonnements pratiques, dans leur teneur même, en listant les inférences matérielles. Ces interactions raisonnantes sont des lieux de construction de sens, une activité permanente, des contenus de pensée creusés dans un cheminement, une activité demandant des raisons.

Les scènes et la structure d'un affrontement : la nécessité de décrire cliniquement les faits avant d'interpréter

Le cas des violences racistes de Terrassa

Nous avons réalisé deux entretiens collectifs de 10 heures, au total, les 28 mai et 1er juin 2010, avec un groupe de 20 officiers de la police municipale de Terrassa. Le thème que nous avons proposé était celui de la gestion policière de la diversité culturelle. A la fin de la séance, nous avons longuement discuté avec l'un d'entre deux. Ce dernier nous a livré en « off » sa version des faits de juillet 1999 à Terrassa (cf. chapitre 2) tirés de l'exploitation des fichiers de police, d'une lecture secondaire des articles parus dans la presse catalane et espagnole et des commentaires de ses collègues. Ce travail non publié était destiné à l'obtention d'un diplôme d'officier dans le cadre d'un cours pour Caporals à l'Ecole de Police de Catalogne.

Le début des événements est survenu dans la nuit du 12 juillet 1999, vers 21h35 dans le quartier de Ca n'Anglada, quand un groupe d'une trentaine de personnes s'est dirigé vers la zone du bar L'Égyptien avec l'intention de s'attaquer à toute personne d'origine nord-africaine qui se présenterait sur son passage. Ce groupe a effectivement agressé trois jeunes hommes d'origine nord-africaine pendant qu'une foule de deux cents personnes applaudissait l'agression.

La situation a finalement été contrôlée par la police pour éviter un lynchage des trois jeunes marocains. Plus tard, après minuit, un groupe d'environ deux cents personnes s'est concentré en face de cet établissement et a causé de nombreux dommages. Les actions se sont ensuite dirigées vers des commerces tenus par des immigrés dans les zones adjacentes à cette place. Un véhicule privé a subi d'importants dégâts. Une intervention policière eut lieu dans la zone où la mosquée était située à l'époque, Plaça de Catalunya.

Vers 1h20 du matin, une personne d'origine maghrébine a été admise aux urgences à la Mutua de Terrassa pour blessures par arme blanche. A 20h30 le lendemain, le 13 juillet, 100 jeunes se sont regroupés sur la place citée, dirigés par une personne d'origine maghrébine. Ce groupe a fait une virée dans la zone proche de la Plaça de Ca n'Anglada, Sant Damia, Vierge de Les Neus, Sant Crispi et Santa Cecilia. A partir de 22 heures, sur la Plaça de Ca n'Anglada, environ 250 jeunes se sont rendu Plaça de Catalunya pour revenir, ensuite, Plaça de Ca n'Anglada.

Par la suite, se sont produites deux attaques de deux jeunes hommes d'origine nord-africaine et une altercation avec un journaliste faisant son travail d'information et qui était sur le point d'être attaqué par la foule. Dans les rues de San Damiano, se produisit une altercation dans une maison endommagée : le groupe de manifestants reconnut certaines personnes d'origine nord-africaine.

Le 14 juillet, le mercredi, les problèmes persistent : une personne est arrêtée en possession d'un grand couteau. À environ 22.00 heures, un autre rassemblement de quelque 1000 personnes est organisé pour une manifestation dans les rues de Ca n'Anglada, au cours de laquelle se produisirent des malveillances au siège de la mosquée du quartier ancien, dans la rue Mare de Déu del Carme et dans différents commerces dirigés par des personnes d'origine nord-africaine.

Dans différentes zones du quartier, des jeunes maghrébins sont bousculés et violentés. Un jeune homme est poignardé et admis aux urgences pour blessures de nature grave.

Le 15, le jeudi, le bar de la Calle Sant Cosme est fermé et deux jeunes nord-africains qui avaient acheté deux haches dans une quincaillerie sont interpellés. Une autre manifestation est dissoute par le Cuerpo Nacional de Policia. Le vendredi 16 quelques jeunes directement impliqués dans les conflits sont arrêtés. Aucun incident. Le Samedi 17, la tension remonte notablement avec la découverte d'une inscription peinte sur un mur, rue de Castellar : « Moros, NO » et une confrontation verbale, Plaça de Ca n'Anglada entre un groupe de Nord-Africains et quelques voisins.

La Kale Borroka

Dans le cas basque, nous avons distingué non pas une mais des formes de *Kale Borroka* réunies autour de deux pôles : l'un ouvert, spectaculaire et l'autre fermé, routinisé. La Kale Borroka qui se donne à voir se déroule soit selon un scénario, marginal, d'affrontements directs entre jeunes et polices, soit selon un scénario

plus courant, une violence sans présence policière (les jeunes s'attaquant à des cibles sans riposte in situ), soit, dernier cas, dans une *zone grise* définie comme un espace topographique où les acteurs sont présents mais ne s'affrontent pas directement.

Dans ces espaces ouverts, les acteurs de la *Kale Borroka* agissent comme des *little clusters* pouvant se convertir intelligemment, par la ruse, en une violence déstabilisatrice. L'objectif est de faire le show, d'organiser des mini-confrontations, mais c'est le plus souvent une violence à distance, évitant, savamment, l'affrontement direct.

Il y a aussi le cas de la violence qui débouche sur un affrontement possible. En décomposant cette autre "Kale Borroka" en différentes séquences, on voit qu'elle débute par une période de mise en tension de l'espace public (jets de bouteilles, de chaises renversées, de bruits, de speeches portés par une musique rock). Tout cela participe à la construction d'un climat de possible confrontation.

Une seconde séquence s'ouvre sur des émotions anticipatrices, faites d'attente, de tension : "*quelque chose va se passer*". Les acteurs vivent un mélange de peur, de conviction. Le début de la confrontation s'organise autour de retraites, de paniques, de courses-poursuites, en petits groupes qui s'évertuent à créer des espaces de confrontations, isolés en attente de renfort.

La séquence se termine par des attaques de cibles visibles, comme les distributeurs de banque ou les fourgons, par exemple. Mais dans ces deux cas de figure, la *Kale Borroka* est une démonstration de force orchestrée, une mise en scène de calculs, de préparations réalistes de ripostes et d'anticipations aux comportements des policiers. Le but est toujours de s'assurer une supériorité locale, dans l'espace d'attention mutuelle et d'installer un ordre contrôlé, un périmètre de lutte sur fond de provocations ritualisées. Les théâtres de *Kale Borroka* sont des espaces clos pour *happy few* et les images trahissent des visages inquiets, voire apeurés.

Du côté des policiers, les techniques policières sont très importantes, de même que le management professionnel de ces situations comme les représentations et les subjectivations sociales ou de l'environnement juridique. L'encadrement de tels espaces n'est pas confié à n'importe qui dans le maintien de l'ordre et la culture des policiers de rue n'est pas n'importe quelle culture professionnelle. Ces policiers se doivent de contrôler la situation et d'assurer un rituel de maintenance de l'autorité (être à la hauteur de l'évènement, gérer et contrôler l'agressivité dans des situations de tensions

confrontationnelles (*challenge control*²⁶⁵) voire de peur confrontationnelle.²⁶⁶ Les policiers en situation se doivent de dominer chaque phase de la confrontation et de l'escalade

A distance: la dimension dramaturgique de l'affrontement entre personnes absentes

Les acteurs passent rarement à l'acte ou du moins les cas d'affrontements violents directs sont peu nombreux. Cette hypothèse rejoint les thèses d'auteurs du *policing*²⁶⁷ qui ont souligné le caractère aporétique de la définition de force contre la violence : on tente d'expliquer ce qui ne survient qu'exceptionnellement dans la pratique, ce qui, au demeurant, n'est guère satisfaisant. Ce travail de sociologie compréhensive des logiques de situations est pourtant essentiel. Dans les trois situations de *Kale Borroka*, qu'il y ait affrontement à distance ou en co-présence, nous sommes en face de stratégies visant à maintenir en éveil l'attention de l'autre dans un objectif de dominer les espaces temporels et physiques.

En suivant les analyses de Collins²⁶⁸, une approche situationnelle permet de décrire les caractéristiques de la tension/peur inscrite au cœur de la confrontation et en prenant bien soin de noter la distance physique entre les acteurs dans les logiques de face à face. En détaillant ces *Kale Borroka*, on peut s'apercevoir que dans la plupart de ces épisodes d'affrontements de rue les acteurs s'évitent plus qu'ils ne se combattent physiquement. La violence de rue est, dans ses expressions réelles, une violence d'affrontement à distance, la plupart des actes ne mettant pas en présence ces acteurs.²⁶⁹

²⁶⁵ Collins, R. *Violence: A Micro-sociological Theory*, op. cit.

²⁶⁶ Alpert, Geoffrey P. and Dunham, Roger G. *Understanding police use of force : officers, suspects and reciprocity*, 2004, review in *Policing* (2007) 1 (3): 370-372

²⁶⁷ Bittner, E. in Brodeur, J. P. « Le travail d'Egon Bittner : une introduction à la sociologie de la force institutionnalisée », *Déviance et Société* 3. 25, 2001 pp. 307-323

²⁶⁸ Collins, R. *Violence : A Micro-sociological Theory*, op. cit., p79-80

²⁶⁹ Historiquement, des proto-Kale Borroka consistaient en des affrontements systématiques en fin de cortèges. Ces formes réactives ponctuaient rituellement les fins de manifestations. Mais on peut aussi représenter assez tôt des formes plus organisées : des "commandos de apoyos" opéraient dans les années 1970 et 1980. Ces commandos ont donné la forme des commandos contemporains structurés autour de tâches précises et de codes vestimentaires bien définis, outils, gants, équipements et circuits préparés, veille, celui qui repère les *flics paisanos*... Les images très impressionnantes que nous avons visualisées, notamment lors d'une attaque d'un siège social d'une banque avec une pioche en 2001 nous donnent à voir des actions coup de poing. Mais ce sont des formes très particulières. D'autres peuvent exister.

L'important, en l'espèce, quand on essaye de mesurer l'intensité de l'affrontement, n'est pas la faible fréquence de ces événements, dans le temps au final (600, 700 actes au mieux, sur une année, en 1996 par exemple), mais leurs structures internes, dans une logique casuistique. Ceci nous renvoie, pour finir, à un raisonnement précis sur ces formes d'action. Le plus souvent, qu'il y ait co-présence (ou pas) avec des forces de l'ordre et des interactions (ou pas), ce sont des actes qui ne dégénèrent pas. Ils en restent au stade de l'acrimonie morale, aux affrontements verbaux, ou à celui d'attaques directes, mais de biens matériels.

L'incubation de l'idéologie

Nombreux sont les travaux que nous avons pu lire pour préparer ces enquêtes qui empruntent une terminologie religieuse ou mystique pour décrire les mondes nationalistes, les règles régissant l'entrée et la vie dans un groupe de référence²⁷⁰ ou pour essayer de cerner la puissance d'une « illusion » religieuse sur de jeunes musulmans. Nous pensons pour notre part qu'il ne faut pas prendre ces approches trop à la lettre en considérant que la relation entre idées et action pose *a priori* nombre de problèmes.

On peut naturellement souligner le poids d'un groupe d'amis, de pairs par exemple, dans la structuration des choix de jeunes individus et la violence s'encastre certainement dans un environnement social constitué fondamentalement par la famille et surtout les camarades activistes. On peut d'ailleurs considérer ces mondes comme des éléments de couverture sociale : le groupe d'amis renforce substantiellement la victimisation et la légitimation de l'individu, l'organisation porte le bagage intellectuel, la couverture juridique, parfois les moyens de subsistance et enfin l'appareil idéologique sert de couverture explicative englobante.

Le cas des jeunes borrokistes

Mais la question du sujet agissant n'est pas pour autant élucidée car l'idéologie est un terme trop général et trop peu explicite. Quand on évoque par exemple le poids de l'idéologie nationaliste avec ces jeunes et qu'on leur demande "qu'est-ce qui vous pousse à agir ?", "Qui vous ordonne de jeter la pierre ?", (questions assez naïves, au demeurant), on est d'abord surpris, sans établir de hiérarchie des savoirs, d'entendre que l'appareil idéologique nationaliste radical est souvent jugé et considéré par les acteurs rencontrés comme rudimentaire, simpliste voire réducteur. Je me souviens justement de cette anecdote : à la sortie d'un bar où nous venions de discuter longuement avec un vieux militant basque radical de l'association *Gurasoak* qui ne cessa de vilipender l'« Etat espagnol et les espagnols » (dans des mots très durs et insultants) quand mon accompagnateur âgé lui d'une trentaine d'années se tourna vers moi et me dit, en souriant, un peu gêné : "qu'est-ce que tu veux qu'on fasse avec des discours pareils ?"

²⁷⁰ Casquete, J. *En el nombre de Euskal Herria. La religión política del nacionalismo vasco radical*, op. cit.; Casquete, J. "El movimiento de los indignados", *Claves de Razón Práctica*, Madrid, 2011, pp. 30-33

Ce qui nous pousse à dire que certes la valeur de ce genre de discours tient à sa cohérence et sa plausibilité mais la violence qui peut être perpétrée en son nom n'est pas, à proprement parler déterminée, mais enveloppée, dirions-nous, par ce registre idéologique. Cette violence est ainsi lestée par l'univers nationaliste mais elle n'est pas conditionnée.

Si on accepte l'idée selon laquelle la force intrinsèque de l'idéologie ne suffit pas à justifier une action, où peut-on alors trouver le principe de son efficacité sachant que faire entrer, à ce stade, les questions de référentiel, représentations, cadrage cognitif, de sens, ne facilitent pas pour autant le travail explicatif ? Cette question a pour le moins le mérite de remettre le sujet au centre de l'analyse et de prendre au sérieux le sens et le processus de subjectivation ou dé-subjectivation de tout engagement et prendre conscience qu'entre les idées que l'on se fait de telle ou telle situation et un engagement socialement très coûteux (on oublie de dire que ce n'est pas un jeu), il y a un gouffre.

Les questions de méta-discours, de nouveaux imaginaires ne nous sont donc que de peu de secours²⁷¹ car elles restent trop lâches. Elles n'expliquent pas la *prise de conscience consciente* qui relèverait plutôt d'un long processus de pratiques et d'entraînements. Quand Van den Broek étudie par exemple les discours de légitimation de la violence par de jeunes radicaux basques²⁷², on est tenté de lui répondre que ce ne sont que des discours, des rhétoriques très argumentées, certes, mais toujours des discours. Et, l'idée que l'imaginaire, l'idée que l'on se fait du monde ou ce que l'on dit sur lui, s'impose naturellement est trop rudimentaire. On peut faire la même critique aux travaux de Casquete qui n'hésite pas à parler de religion politique ou de dramaturgie nationaliste, vampirisant les symboles, les actes officiels.

Ces auteurs ont toujours tendance à voir dans cette passion nationaliste, une erreur première, un aveuglement.²⁷³ Nous disons au contraire que le sujet reste acteur dans ses propres affaires, et que ces matrices explicatives trop vagues, trop allégoriques finissent au fond par devenir des pièges et des contraintes plus que des solutions. On serait même porté à croire que rendre les sujets prisonniers de leurs idées, les présenter manipulés, est une facilité qui répond à un besoin d'explicitation sur le marché de la connaissance.

²⁷¹ Bourdieu, P. *Méditations pascaliennes*, Paris : Le Seuil, 1997, p247

²⁷² Van den Broek, H. P. « The legitimation of Street Violence in the Political Discourse of Radical Basque Nationalists », *art. cit.*

²⁷³ Bourdieu, P. *Méditations pascaliennes*, *op. cit.* p260

Pour qu'une série d'idées s'active, se mette en marche, il est nécessaire voire obligatoire, d'engager un travail de subjectivation qui deviendra, pour cet acteur, un horizon unique ou très exigeant. Cela impose de porter une attention toute particulière au *travail des agents de sens*. Ces idées s'incarnent dans des interactions, des accords implicites et ces institutions, ces familles, ces amis, ces prédicateurs ne sont pas des structures immanentes que les acteurs intègrent consciemment. Cette structuration est davantage le fruit d'un long travail de situation dans l'espace des positions, d'une *double naturalisation paradoxale des positions* de chacun produisant un système autoréférentiel.

Le cadre général de cette transformation : le sujet et ce qu'il fait de son autonomie

Pour creuser cette hypothèse, nous ferons une lecture croisée de Bourdieu²⁷⁴ et Wieviorka²⁷⁵ qui engage tous les deux la même discussion avec le philosophe Vincent Descombes interprétant lui-même la question du sujet.²⁷⁶ Dans ces deux textes, la question posée est bel et bien celle du gouvernement de soi et la définition possible (ou non) de son autonomie. Pour le dire vite, quand on est éduqué par autrui, que l'on est encadré par lui (ou enveloppé par une institution), on ne reste pas passif pour autant : on se transforme du fait de l'intervention d'autrui et parce qu'en même temps, on effectue un travail sur soi.

La capacité d'être sujet passe alors par un travail de subjectivation réflexive et délibérante, ouverte, d'un individu actif et en partie conscient de ce travail. Ce dernier prend en compte les sources de cette subjectivation qui est autonome ou hétéronome. Mais comment être un sujet si on n'est pas déjà un sujet ? Ce paradoxe déjà énoncé par Wittgenstein et repris longuement par Descombes²⁷⁷ constitue une matrice commune à Bourdieu et Wieviorka même si ces deux auteurs divergent fondamentalement dans leur approche.

Cette antinomie pourrait être dépassée en disant que la mise en sujet est une virtualité anthropologique : tout dépend de la capacité de l'acteur à activer cette virtualité. Ainsi, même si les projets sociologiques sont différents, reconnaissons que dans les deux visions, le sujet est un acteur de sa socialisation (ou pas), selon les

²⁷⁴ Bourdieu, P. *Méditations pascaliennes*, Paris : Le Seuil, 1997, p235 et suiv.

²⁷⁵ Wieviorka, M. *Neuf leçons de sociologie*, Paris : Robert Laffont, 2008, p32 et suiv.

²⁷⁶ Descombes, V. *Le complément du sujet. Enquête sur le fait d'agir de soi-même*, op. cit.

²⁷⁷ *Ibid.*

contextes de sens et l'univers des pratiques structurantes dans lesquels il navigue.

Pour la question qui nous intéresse ici, on dira que l'individu peut être en mesure de passer à l'action violente mais il ne le fera pas systématiquement. De ce mystère, on retiendra la force de l'incertitude sans prétendre la dépasser. Car la dépasser revient à adopter un raisonnement orienté et prédictif qui poursuit une toute autre logique.

Cette mise en valeur de la virtualité inscrite dans un espace d'incertitude irréductible rejoint la conclusion de Descombes énoncée en 2004. Pour ce dernier, on doit en rester à la description des formes d'usages ou de non-usages des virtualités qui sous-tendent l'action des acteurs sociaux. Ces dernières sont proposées par la situation présente dans laquelle s'entassent les expériences.²⁷⁸ Dès lors, praxis ou construction ? Autonomie déjà présente, en attente d'être utilisée ou construite dans l'opposition à d'autres usages de la violence, à d'autres interprétations de la légalité ? Faut-il être déjà sujet pour devenir sujet ?

C'est sur ce point que nous voyons un point d'accord possible en gommant les excès d'une lecture trop rigide des thèses constructivistes de Bourdieu. Nous croyons que les deux approches sont conciliables ou qu'il existe, tout du moins, un espace de discussion, sans chercher à statuer ou pétrifier les positions. La conception de la construction du sujet, chez Wieviorka, peut rejoindre, en partie, celle contenue dans l'habitus de Bourdieu, à condition de reconnaître chez l'un et chez l'autre, l'existence de ce que nous appelons un travail silencieux de subjectivation à l'œuvre, chez un sujet actif.

Il convient certes de ne pas sous-estimer les contraintes et la force accordée à ces derniers est une différence sociologique importante entre les deux auteurs.²⁷⁹ Mais marquer cette différence d'interprétation du poids des structures n'empêche pas, sans rechercher l'alignement à tout prix, de décrire et rendre visible ce travail de création de soi qui serait un ensemble de compromis semi-conscients, d'opérations psychologiques (projection, identification, transfert, sublimation...) socialement encouragées, soutenues, canalisées, voire organisées et nécessaires pour que le sujet se sente à la hauteur de ce qu'il estime être digne d'engagement.

²⁷⁸ Wieviorka, M. *Neuf leçons de sociologie, op. cit.* p37-39

²⁷⁹ *Ibid.* p31

Les rites d'institution, favorisés par un groupe d'amis déjà engagés ou convaincus d'une mobilisation, animés d'un sentiment de justice sociale (pour les violents sociaux) ou de danger imminent (pour la culture basque), jouent un rôle fondamental dans l'investissement. Ces sujets assouviennent leurs pulsions et désirs, à partir des possibilités concrètes. Mais c'est assurément un processus de transformation long, continu et chaotique.

Quel sujet ?

Donc virtualité. Les acteurs que nous avons rencontrés, ont, eux, objectivement activé cette virtualité, dans un sens précis. A partir de là, de quel sujet parlons-nous et dans quelle configuration agissent-ils ?

Pour tenter de répondre à cette question, nous reprendrons la grille proposée par Wieviorka.²⁸⁰ Rappelons que ce dernier distingue cinq figures en précisant qu'il n'y a aucune raison d'isoler chacune d'entre elles dans leur prétendue pureté sociologique. Elles peuvent se conjuguer, tant les logiques et les expériences des sujets sont complexes. Elles sont aussi changeantes au gré, d'abord, des événements et des changements sociaux globaux, locaux et, ensuite, de la force des doutes et des contraintes de vie qu'entraîne ce type d'engagement dans la violence.

Les jeunes basques radicaux pratiquant la violence de rue s'inscrivent a priori dans les cas de figure de sujets flottants, en perte de sens, perte découlant sans nul doute de la normalisation démocratique, de l'usure du discours nationaliste radical et de la mise à mal, voire du rejet de la violence par une partie de plus en plus importante de la population basque.

Cette dissonance cognitive nécessite dans bien des cas ce que Wieviorka appelle une recharge de sens. Elle consistera à trouver dans la répression policière par exemple, et plus largement dans la victimisation de la jeunesse, un nouveau sens.

Dans le cas du jeune activiste flottant, à la recherche d'une recharge de sens, nous ne parlons pas ici de la figure limite de celui qui passe à l'action terroriste. On sait que le cas de bascule dans le terrorisme d'ETA est très limité et correspond à une autre figure, celle de l'hyper-sujet sans qu'il y ait d'anti-sujet ou non-sujet chez les jeunes borrokistes que nous avons rencontrés.

²⁸⁰ Wieviorka, M. *La violence, op. cit.* p302

Ainsi, si l'on relit nos entretiens, on dira que ces sujets flottants ne sont pas vraiment assommés par une idéologie. Ils vivent plutôt dans une *famille de sens*. On dira également que parler de *sujet flottant* ne signifie pas *sujet irrationnel*. Ses choix ne se font pas à la légère vu le poids évident de ses engagements dans la vie privée. On prend notamment conscience dans nos entretiens des coûts psychologiques d'une rupture avec l'organisation ou le groupe de pairs. On perd tout d'un coup l'ensemble de ses réseaux amicaux (on ne te salue plus), son environnement personnel. Auparavant, on avait sacrifié son amour-propre au profit d'un autre objet d'investissement.

Mais le travail d'un rite d'institution doit toujours s'appuyer sur un moteur : celui de la recherche de reconnaissance. Ainsi l'immersion, heureuse ou non, dans un monde de pairs peut être définie à la fois comme une forme extrême d'accomplissement mais aussi une aliénation. Perdu dans les autres, éperdu des autres, se découvrir sujet en se découvrant, chez ses pairs, sont autant d'objets de reconnaissance qui deviennent, sous certaines conditions, aliénants et libérateurs à la fois.

On en retire de la gloire, des honneurs, un sens du sacrifice, du prestige, de la notoriété. Ces valeurs alimentent le narcissisme et donnent du crédit au sujet qui se réalise, en l'occurrence, par son engagement violent. Il y certainement là la racine anthropologique d'une telle conversion qui, en l'espèce, est radicale et très visible : le sujet est condamné à être défini par la perception des autres.

C'est pourquoi la compréhension de cette activation du sujet passe par l'analyse de la genèse de l'investissement dans un champ de relations sociales constitué en objet d'intérêt et de préoccupation, dans lequel l'adolescent se trouve de plus en plus impliqué et y trouve un principe d'investissement dans le jeu social.

Au final, le sujet se réalise selon des principes contradictoires de recherche, d'un côté, de l'amour-propre, et de l'autre, de la poursuite fascinée de l'approbation d'autrui. Pour cela, l'acteur doit prendre pour lui-même et donner une vision avantageuse de lui-même, dans l'ordre de l'existence quotidienne.

Annexe 4.
Bibliographies

1. Bibliographie mobilisée dans l'essai 2

Aitzol, Loyola Idiaquez, 2005 *El movimiento juvenil vasco: sujeto activo en los procesos de transformación popular, 1990-2000*, Universidad País Vasco, Centro de lectura : Facultad de ciencias sociales y de la comunicación.

Alpert, Geoffrey P. and Dunham, Roger G. 2004 *Understanding police use of force : officers, suspects and reciprocity*, review in *Policing* (2007) 1 (3): 370-372.

Álvarez, K., Gallego, P., Gándara, F., Rivas, O. 2011 *Nosotros, los indignados*. Barcelona: Ediciones Destino (Traduction française, 2012).

Anderson, B. 1983 *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London : Verso.

Appadurai, A. *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 1996

Aretxaga, B. 1988 *Los funerales en el nacionalismo vasco radical*. San Sebastian: la primitiva casa Baroja.

Aretxaga, B. 2000 « A Hall of Mirrors: On the Spectral Character of Basque Violence » in William Douglass, eds., *Basque Politics and Nationalism on the Eve of the Millennium*, Reno: Nevada University Press, pp. 115-126.

Arostégui, J. 1994 "Violencia, sociedad y política: la definición de la violencia", *Ayer*, 13, pp. 17-56.

Arzuaga, J. 2010 *La maza y la cantera. Juventud vasca, represión y solidaridad*, Bilbao: Txalaparta.

Bayart, J.F. Mediapart, 24 janvier 2012 : <http://blogs.mediapart.fr/edition/revolutions-dans-le-monde-arabe/article/240112/printemps-arabes-mythe-et-fictions>

Beaud S., Pialoux M., 2003 *Violences urbaines, violence sociale*, Paris: Fayard.

Beck, U. (1986) 2003 *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris: Flammarion, Champs.

- Boltanski, L, Chiapello, E. 1999 *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bonelli, L. 2011 “De l’usage de la violence en politique”, *Cultures et Conflits*, 81-82, pp. 7-16.
- Bohnsack R. 1996 “Episodical Community of Fate” and Youth Violence. A Qualitative Analysis of Hooligan Groups. In Dieckmann B, Wulf C and Wimmer M *Violence, racism, nationalism, xenophobia* Münster: Waxmann, pp. 221-237.
- Boudon, R. 2012 « Anomie », *Encyclopedia Universalis* : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/anomie/>
- Bourdieu, P. 1977 « Sur le pouvoir symbolique », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 32, 3, pp. 405-411.
- Bourdieu, P. 1979 *La Distinction*, Paris : Minuit.
- Bourdieu, P. 1997 *Méditations pascaliennes*, Paris : Le Seuil.
- Bourdieu, P. 2012 *Sur l’Etat, Cours au Collège de France*, Paris : Raisons d’agir, Seuil.
- Boussard, V., Mercier D., Tripier, P. 2004 *L’aveuglement organisationnel*, Paris : CNRS Editions, Collection CNRS sociologie.
- Brandom, R. 2011 *Rendre explicite, Raisonnement, représentation et engagement discursif*, Paris: Cerf.
- Brodeur, J. P., 2001 « Le travail d’Egon Bittner : une introduction à la sociologie de la force institutionnalisée », *Déviance et Société* 3. 25, pp. 307-323.
- Bruneteaux, P. 1993 « Cigaville: quand le maintien del l’ordre devient un metier d’expert », *Cultures et conflits*, 9/10, pp. 1-16, [publicación electrónica].
- Cachón, L. (coord.) 2003 “Inclusión de la juventud inmigrante”, a *Revista Juventud*, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE). núm. 60, març.
- Cachón, L. 2003 “Desafíos de la “juventud inmigrante” en la nueva “España inmigrante”, a *Estudios de Juventud*, núm. 60/03, pp.9-32.
- Cachón, L. 2003 *Inmigrantes jóvenes en España sistema educativo y mercado de trabajo*. Madrid, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales. Instituto de la Juventud (INJUVE).
- Cachón, L. 2004 “Parte IV. Inmigrantes jóvenes en Espanya”, a *Informe Joventut en Espanya 2004*, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE). 239 Joves d’origen immigrant a Catalunya. Necessitats i demandes. Una aproximació sociològica

Cachón, L. et al. 2007 Juventud e inmigración. Desafíos para la Participación y la Integración. Dirección General de Juventud de la Consejería de Empleo y Asuntos Sociales del Gobierno de Canarias. En línea : http://www.juventudcanaria.com/multimedia/0001/0001/dir_lz4/Libro.pdf

Calvo Rufanges, J. 2011 “El movement 15-M: una oportunidad para la desmilitarizacion”, *War Profiteer's News*, 31 octubre : <http://cemsenmoviment.wordpress.com/2011/10/31/el-movimiento-15-m-una-oportunidad-para-la-desmilitarizacion/>

Casquete, J. 2009 *En el nombre de Euskal Herria. La religión política del nacionalismo vasco radical*, Madrid: Tecno.
Casquete, J. 2011 “El movimiento de los indignados”, *Claves de Razón Práctica*, Madrid: pp. 30-33.

Castells, M. 1972 *La question urbaine*, Paris : Maspero.
Castells, M. 1996 *The Rise of Network Society* Oxford, Malden, MA: Blackwell.
Castells, M. 2012 *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Cambridge: Polity Press.
Castells, M. *Comunicación y poder*, Madrid: Alianza, 2009.
Castells, M. 2009 *Comunicación y poder*, Madrid: Alianza.

Cercas, J. 2012 *Las leyes de la frontera*, Madrid : Mondadori.

Coleman, G., 2011 “Anonymous: from the Lulz to collective action”, *New Everyday*, 6 avril:

Collins, R. 2008 *Violence: A Micro-sociological Theory*, Princeton University Press.

Combes, H., Fillieule O. 2011 “De la répression considérée dans ses rapports à l’activité protestataire”, *Revue Française de science politique*, 6, 61, pp. 1047-1072.

Comin, C.A. ; Garcia Nieto, J. N. 1974 *Juventud obrera y conciencia de clase : el proceso inmigratorio y su funcion innovadora en la sociedad catalana*, Editorial Cuadernos para el dialogo, Cahiers pour le dialogue, Madrid.

Coutant, A., Stenger, T. 2011 « Production et gestion d’attributs identitaires », *Les cahiers du numérique*, 1, 7, pp. 61-74.

De La Calle, L. 2007 "Fighting for Local Control: Street Violence in the Basque Country", *International Studies Quarterly*, 51, 2, pp. 431-455.

Descombes, V. 2004 *Le complément du sujet. Enquête sur le fait d'agir de soi-même*, Paris : Gallimard.

Della Porta, D., Diani, M. 2006 *Social Movements. An introduction*, Blackwell Publishing.

Diani, M. 2013 "Networks and social movements" in Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements, Oxford: Blackwell, p. 835-840.

Diani, M. 2011 "The 'Unusual Suspects': Radical Repertoires in Consensual Settings", in *Violent Protest, Contentious Politics, and the Neoliberal State*, Seraphim Spheriades and Hank Johnston (eds.), London: Ashgate.

Dobry, M. 1995 « Les causalités de l'improbable et du probable : Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *Cultures & Conflicts*, 17, [En ligne] URL: <http://conflits.revues.org/index322.html>.

Douglass, W., Zulaika, J. 1990 "On the Interpretation of Terrorist Violence: ETA and the Basque Political Process", *Comparative Studies of Society and History*, 32/2, pp. 238-257.

Dubet F. 2002 *Le déclin de l'institution*, Paris : Seuil.

Dubet, F., Lapeyronnie, D. 1992 *Les quartiers d'exil*, Paris: Seuil.

Dupont, B. 2012 "Skills and trust: a tour inside the hard drives of computer hackers" in Morselli, C. *Illicit Networks*, Routledge: Oxford.

Durkheim, E. (1967) 1990 *Les règles de la méthode sociologique*, Paris : PUF.

Ehrenberg, A. 2008 « Le cerveau social. Chimère épistémologique et vérité sociologique », *Esprit*, janvier, pp. 79-103.

Elias, N. 1991 *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris : Agora

Elias, N. 1993 « Engagement et distanciation », *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, traduit de l'allemand par Michèle Hulin, Paris, Fayard

Elias, N. 2003 *La dynamique de l'Occident*, Paris: Pocket Agora.

Elias, N., Scotson, 1997 *Logiques de l'exclusion. Enquête*

sociologique au cœur d'une communauté, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Éditions Fayard.

ELIAS, N., DUNNING, E. 1994 *Sport et civilisation. La Violence maîtrisée*, traduit de l'anglais par Josette Chicheportiche et Fabienne Duvigneau, Paris : Éditions Fayard.

Elzo J., Arrieta F., 2005 "Historia y sociología de los movimientos juveniles encuadrados en el MLNV", *Ayer*, 59 (3): 173-197.

Elzo, J., 1996, *Plan de actuación del Gobierno para el desarrollo de los valores democráticos y fomento de actitudes de solidaridad, tolerancia y responsabilidad en los adolescentes y jóvenes vascos*, Vitoria-Gasteiz: Eusko Jaurlaritza, internal document.

Ezquerria, S. 2012, "Feminist practice in the 15-M movement: progress and outstanding issues", *Open Democracy*, juillet: <http://www.opendemocracy.net/sandra-ezquerria/feminist-practice-in-15-m>

Favell, A. 2000 *Philosophies of Integration: Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*, Houndmills Basingstoke, Macmillan.

Fernández González, J. 2011a "Las movilizaciones del 15-M han sido exitosas. Le alcanzaran las fuerzas para sostener el proceso?", Cemsentmoviment.wordpress.net, 1 Julio.

Fernández González, J. 2011b "Movimiento estudiantil en Euskal Herria: hegemonías y subjetividades en disputa.", Ponencia, Jornadas : los movimientos sociales, el reconocimiento político de euskal herria como sujeto político y el derecho de autodeterminación, Universidad Pompeu Fabra, 13-14 octubre 2011.

Fernández, J. 1989 *La Autovía en el Espejo*, Bilbao : Txalaparta.

Ferret, J 1999 « La construction par le bas de la lutte anti-terroriste. Une analyse micro-sociologique de la coopération policière franco-espagnole au Pays basque », in Ferret, J. ; Crettiez, X. 1999 *Le silence des armes ? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, Paris : la documentation Française, pp. 115-140.

Ferret, J. 1996 *Paroles d'élus. Le travail politique au quotidien*, Toulouse: Erès.

Ferret, J. 2000, *L'autre Europe des drogues. Politique des drogues dans cinq pays d'Europe (Espagne, Portugal, Hongrie, Pologne et Bulgarie)*, la documentation Française, la sécurité aujourd'hui, Paris.

Ferret, J. 2009 "La violence politique totale: quatre vertus sociologiques paradoxales", *International Review of Sociology: Revue Internationale de Sociologie*, Volume 19, Issue 3, pp. 379 – 386.

Ferret, J. 2010 “¿Quién gobierna cuando nadie gobierna?”, *Metropolis, Revista de información y pensamiento urbanos*, 77, 74-80 : <http://www.barcelonametropolis.cat/es/page.asp?id=23&ui=343>

Ferret, J., Crettiez, X. 1999 *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, Paris: La documentation Française.

Ferret, J., Maffre, P. 2000 « L'usage de la notion de police de proximité en Espagne comme indice de la mutation inachevée de l'appareil policier », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, Paris, 1, 39, juin 2000, pp. 77/101.

Friedberg, E. 1993 *Le pouvoir et la règle*, Paris : Seuil.

Friot, B. 2012 *L'enjeu du salaire*, Paris : La dispute.

Funès Rivas, M. J. 1998 *La salida del silencio. Movilizaciones por la paz en Euskadi 1986-1998*, Madrid: Akal.

Funès Rivas, M. J. 2006 « De lo visible, lo invisible, lo estigmatizado y lo prohibido », *Revista de Estudios de la Juventud*, 75, pp. 11-27.

Genieys, W. 2000 “De la violence politique aux violences urbaines : le cas espagnol”, *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 40, pp. 195-215.

Gil Araújo, S. 2006 *Las argucias de la integración, Construcción nacional y gobierno de lo social a través de las políticas de integración de inmigrantes Los casos de Cataluña y Madrid*, tesis: Universidad Complutense de Madrid, Universidad de Granada, Septiembre.

Gil Calvo, E. 2007 « La deslocalización de la protesta juvenil », *Revista de Estudios de juventud*, Madrid: Instituto de la Juventud, pp. 147-161.

Gomez Garcia, L. 2009 *El discreto encanto de la islamofobia*, *El Pais*, 19 septembre :

Gurruchaga, C. 2001 *Los jefes de ETA*, Madrid : La Esfera.

Gusfield, J. 2009 *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, *Économica*

Haeringer, N. “L'importance des mouvements Occupy comme forme politique et les défis que rencontrent leurs militants soucieux de construire des espaces internationaux de coordination », *Communication, Théories, pratiques et conflits autour de l'émancipation humaine. Théories, practices and conflicts about human emancipation 1789-2012*, Colloque

international, Université de Lausanne, 25-27 octobre 2012 :
<http://www3.unil.ch/wpmu/ple/2012/07/limportance-des-mouvements-occupy-comme-forme-politique-et-les-defis-que-rencontrent-leurs-militants-soucieux-de-construire-des-espaces-internationaux-de-coordination/>

Heinich, N. 2012 *De la visibilité. Excellence et singularité en régime démocratique*, Paris : Gallimard.

Hernandez Carr, A. 2011 *El largo ciclo electoral de Plataforma per Catalunya: del ámbito local a la implantación nacional (2003-2011)*, Working Paper, 300, ICPS : Barcelona.

Hernandez Peinado, M. ; Montero Gonzales, B. 2011 “Un análisis de la situación laboral de los jóvenes: una perspectiva regional”, *Revista de Estudios Regionales*, 3, pp. 173-198.

Huan Porrah, B. 2006 *Negacion Punk en Euskal Herria*, Bilbao : Txalaparta.

Jaime Jimenez, O. J. 1996 “Orden público y cambio político en España”, *Revista Internacional de Sociología*, 15, pp. 143-167.

Jaime Jimenez, O. J. 2001 *Policia Terrorismo y cambio politico en España, 1976-1996*, Valencia.

Jobard, F. 2006 “Sociologie politique de la racaille. Les formes de passage au politique des “jeunes bien connus des services de police”, in Lagrange, H., Oberti M., (dir.), *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris: Presses de Sciences-Po, 6, pp. 59-79.

Joly, D. 2007 *L'émeute. Ce que la France peut apprendre du Royaume Uni*, Paris: Denoël.

Joly, D. 2001 *Blacks and Britannity*, Aldershot: Ashgate.

Juris, J, 2010 “Reinventing the Rose of Fire: Anarchism and the Movements against Corporate Globalization in Barcelona”, *Historia Actual Online* (Cádiz) 21, pp. 143-155 (Dossier: Anarquismo y Movimientos Sociales. Entre la Tradición y el Cambio, Juan Ceballos Reyes, José Luis Gutiérrez Molina, and Beltrán Roca Martínez, eds.):
<http://www.historia-actual.org/Publicaciones/index.php/haol/issue/view/28>.

Khosrokhavar, F. 1997 *L'islam des jeunes*, Paris: Flammarion.

Khosrokhavar, F. 2000 « L'islam des jeunes musulmans. Sur l'exclusion dans la société française contemporaine », *Comprendre*, vol. 1, pp. 81-97.

Kukutza Gaztetxea, 2011 *Ellos por el dinero. Nosotros por el placer*, Bilbao : Txalaparta.

Lahire, B. 2006 *L'Homme Pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris : Hachette/Pluriel.

Lahire, B. 2002 *Portraits sociologiques*, Paris: Nathan.

Lapeyronnie, D. 1988 “ Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ?”, *Revue Française de sociologie*, 29, pp. 593-619.

Lapeyronnie, D. 2008 *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris: Editions Robert Laffont.

Letamendia, F. 1997 *Juego de espero: conflictos nacionales centro-periferia*, Madrid: Trotta.

Lizarralde, I. 2009 *La autovía del Leizarán y el problema del TAV*: <http://www.goizargi.com/2009/rtf/laautoviadeleizaranyelproblema deltav.rtf>.

Macé, E. « Les violences dites « urbaines » et la ville », *Annales de la Recherche Urbaine*, 1999, 83-84, pp. 59-64.

Madariaga, R., Martori J. C. y Oller R. 2012 “Distribución espacial y desigualdad de la renta salarial en el Área Metropolitana de Barcelona”, *Scripta Nova. Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales* : [En línea], Barcelona: Universidad de Barcelona, vol. XVI, 405 : <<http://www.ub.es/geocrit/sn/sn-405.htm>>.

Martinez, G. 2013 “La sombra del objeto”, *El Pais* : http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/05/12/catalunya/1368384662_340389.html

Martínez, M. 2004 “Del urbanismo a la autogestión: una historia posible del movimiento de okupación en España”. En Adell, Ramón Martínez, Miguel (coords.). ¿Dónde están las llaves? *El movimiento okupa: prácticas y contextos sociales*, Madrid: La Catarata.

Martínez, M. 2007a “The Squatters’ Movement: Urban Counterculture and Alter-Globalization Dynamics”, *South European Society & Politics*, 12, 3, pp. 379-398.

Martínez, M. 2007b “La especulación urbana: persistencias estructurales y resistencias sociales”, *Intersticios*, 1, 1, pp. 37-47

Mir Calvo, J. « Breves reflexiones sobre la aparición de episodios violentos en un acto de desobediencia civil ante el parlament de Catalunya », Cemsenmoviment.wordpress.com, Universitat Pompeu Fabra, 18 junio 2011 : <http://cemsenmoviment.wordpress.com/2011/06/18/breves-reflexiones-sobre-la-aparicion-de-episodios-violentos-en-un-acto-de-desobediencia-civil-noviolenta-ante-el-parlament-de-catalunya/>

Monjardet, D. 1996 *Ce que fait la police*, Paris : La Découverte.

Moreno Bustillo, J. 1998 “El fenómeno terrorista y su incidencia en España”, CiPol, 43, julio-agosto.

Moreras, J. 2009 *Una mezquita al barri, Conflicte, Espai Públic i inserció urbana dels oratoris musulmans a catalunya*, Migracat, Barcelone

Moreras, J. 2004 *Els imams de Catalunya*, Barcelona: Biblioteca Universal Empúries

Moreras, J. 2004 “Conflictos en Cataluna”, *Atlas de la inmigración marroquí en España*, 2004, pp. 444-445: http://www.uam.es/otroscentros/TEIM/Observainmigra/Atlas%202004/09%20Ante%20la%20inmigracion/JMoreras_conflictos.pdf

Nega, “Cultura y estética del 15-M: de eslóganes y falsos profetas” in *Kaos en la red*, 2 July 2011. <http://old.kaosenlared.net/noticia/cultura-estetica-15-m-esloganes-falsos-profetas> (Accessed 2 July 2013) in Postill, J. “Spain’s indignados and the mediated aesthetics of nonviolence”, July 14, 2013: <http://johnpostill.com/2013/07/14/spains-indignados-and-the-mediated-aesthetics-of-nonviolence/>

Ocqueteau, F. 2006 « Peut-on définir les violences urbaines ? », Rapport de l’INHES/OND.

Oiarzabal, P. J. 2002 “Kale Borroka: discursos de los Medios de Comunicación”, *Hermes : pentsamendu eta historia aldizkaria, revista de pensamiento e historia*, 7, pp. 34-47.

Oliver, P. 2008 « Repression and Crime Control : Why Social Movement Scholars Should Pay Attention to Mass Incarceration as a Form of Repression », *Mobilization : The International Quarterly*, 13, 1, pp. 1-24

Palacios Cerezales, D. 2004 « Confraternizar con la policía », en García, J. y Palacios, D. (eds.) *Nuestro futuro es tan brillante que*

tenemos que usar gafas de sol. [policopiado].

Palomera, J. 2013 “How Did Finance Capital Infiltrate the World of the Urban Poor? Homeownership and Social Fragmentation in a Spanish Neighborhood”. *International Journal of Urban and Regional Research*: <http://periferiessurbanas.org/wp-content/uploads/2013/10/PALOMERA-2013-Finance-Capital-the-Urban-Poor.pdf>

Peralva, A., Macé E. 2002 *Médias et violences urbaines*, Paris : la documentation Française.

Pérez Agote, A. 2006 *Social roots of Basque Nationalism*, Reno: University of Nevada Press.

Pérez Agote A. 2008 *Las Raíces Sociales Del Nacionalismo Vasco*, CIS: Madrid.

Pérez Agote, A. 2010 « Prophétie auto-réalisée et deuil non résolu. La violence politique basque au XXIème siècle », in Crettiez X., Muchielli L. *Violences Politiques en Europe*, Paris : La Découverte.

Pérez Agote, A. 2012 *Cambio religioso en España : los avatares de la secularización*, CIS, Colección Monografías, 276 : Madrid.

Polavieja, J. G. 2006 «¿Por qué es tan alta la tasa de empleo temporal? España en perspectiva comparada», *REIS*, 113, pp. 77-108.

Pleyers, G. 2009, “Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes”, *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n°2, 2009, p. 89-110.

Quéré, L., de Fornel, M. 1999 *La logique des situations*, Paris : éditions de l'EHESS.

Quintana Sánchez, D. 2011 *La contienda política vasca: análisis de trayectoria*, Universidad País Vasco, Master en Gobernanza y Estudios Políticos: Bilbao.

Recasens, A. 2007 *La seguridad y sus políticas*, Barcelona: Atelier Libros Jurídicos.

Reinares, F. 1998 “Rasgos sociodemográficos de los integrantes de ETA”, *Ciencia Policial*, 43, pp. 103-116.

Reinares, F. 2001 *Patriotas de la Muerte*, Madrid: Taurus.

Rodriguez Basanta, A. 2009 « La violence scolaire en Espagne. Notes sur son émergence en tant que problème et sur les approches de la recherche », *International Journal of Violence and School*, décembre, pp. 75-100.

Ruiz Olabuenaga, J.L 2005 *Kale Borroka. Violencia Juvenil Vasca*, Roneo : San Sebastian.

Santamaría, A. 2008 “La juventud catalana se polariza”, *El viejo topo*, 251, décembre.

Juliá, S. (Dir.), 2000 *Violencia política en la España del siglo XX*, Taurus.

Serracant i Melendres, P. 2012a “Changing youth? Continuities and ruptures in transitions into adulthood among Catalan young people”, *A Journal of Youth Studies*, 15, 2, pp. 161-176.

Serracant i Melendres, P. 2012b “Generació ni-ni”, *estigmatització i exclusió social. Gènesi i evolució d'un concepte problemàtic i proposta d'un nou indicador*, Barcelona : Generalitat de Catalunya, Observatori de la Juventut.

Sofsky, W. 1998 *Théorie de la violence*, Paris : Flammarion.

Subirats, J. 2011, “La no identidad como identidad”, *El Pais*, 10 juillet:

http://elpais.com/diario/2011/07/10/catalunya/1310260042_850215.html

Tarrius, A. 2002 *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*, Paris : Balland.

Tejerina, B. 2001 “Protest cycle, political violence and social movements in the Basque Country”, *Nations and Nationalism*, 7, 1, pp. 39-57.

Tejerina, B. 2010 *La sociedad imaginada*, Madrid: Trotta.

Thompson, K. 1998 *Moral Panics*, London and New York: Routledge.

Tilly, C., Tarrow, S. 2008 *Politiques(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris: Presses de SciencesPo.

Tilly, C. 2010 « La violence collective dans une perspective européenne », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 19, pp. 183-214.

- Touraine, A. 1965 *Sociologie de l'action*, Paris : Seuil.
- Touraine, A. 1973, 1993 *Production de la société*, Paris : Seuil.
- Touraine, A. 1992 *Critique de la modernité*, Paris : Fayard.
- Touraine, A. 2005 *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Fayard, Paris.
- Touraine, A. 2007 *Penser autrement*, Paris : Fayard.
- Turkle, S. 2005 *The Second Self. Computers and the Human Spirit*, Twentieth Anniversary Edition, Boston: MIT Press.
- Van den Broek, H. P. 2004 « The legitimation of Street Violence in the Political Discourse of Radical Basque Nationalists », *Terrorism and Political Violence*, 16, 4, 714-736.
- Wacquant, L. *Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat*, Paris, La Découverte, 2007
- Wahnich, S. 2012, “La bascule subjective dans les mouvements révolutionnaires : révolution française, révolutions arabes », Communication, Théories, pratiques et conflits autour de l’émancipation humaine. Théories, practices and conflicts about human emancipation 1789-2012, Colloque international, Université de Lausanne, 25-27 octobre 2012 : <http://www3.unil.ch/wpmu/ple/2012/07/la-bascule-subjective-dans-les-mouvements-revolutionnaires-revolution-francaise-revolutions-arabes/>
- Weber, M. 1971 *Economie et Société*, Paris: Plon
- Weber, M. 1989 *Ethique protestante et esprit du capitalisme*, Paris: Pocket Agora.
- Wieviorka, M. 1988 *Sociétés et terrorisme*, Paris : Fayard.
- Wieviorka, M. 1992 *La France raciste*, Paris : Seuil, coll. « L'épreuve des faits ».
- Wieviorka, M. 1994 “Militantes del PNV analizan la lucha armada”, *Ayer*, 13, pp. 211-236.
- Wieviorka, M. 1995 “Plaidoyer pour un concept” in. *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*. Colloque de Cerisy (1993) sous la direction de François Dubet et Michel Wierviorka, Paris : Librairie Arthème Fayard, pp. 209-220.
- Wieviorka, M. 1998 « Le nouveau paradigme de la violence (Parties 1, 2 et 3) », *Cultures & Conflits*, 29-30, [En ligne], mis en ligne le 16 mars 2006. URL : <http://conflits.revues.org/index724.html>.
- Wieviorka, M. (dir.) 1999 *Violence en France*, Paris : Seuil.
- Wieviorka, M. 2005 *La violence*, Paris : Hachette.
- Wieviorka, M. 2008 *Neuf leçons de sociologie*, Paris : Robert Laffont.

- Wieviorka, M. 2011 « La Violence. Réponse à Randall Collins », *Sociologica*, avril.
- Wieviorka, M. 2012 “Financial Crisis or Societal Mutation?” in *Aftermath. The Cultures of the Economic Crisis*, Edited by Castells, M., Caraça, J., and Cardos, G., Oxford: Oxford University Press.
- Wieviorka, M. 2012 “The Resurgence of Social Movements”, *Journal of Conflictology*, 3, 2.

2. Littérature grise et autres sources : terrains catalan, basque et « indignés »

2a. Le terrain de Terrassa

Littérature mobilisée sur le contexte socio-démographique fournie par le *Servicio de Immigració de Ajuntament de Terrassa*

Estudio diagnóstico sobre exclusión social.

http://www.terrassa.cat/Front/final/_YJxQFCkYh8wnNxx4vm5jbUczdfX1SPZ2JP5gSDRV-LH2biUJf4FMQ

Memoria de gestión del área de acción social.

http://www.terrassa.cat/Front/final/_YJxQFCkYh8wnNxx4vm5jbXdZj0G_Pp-5CoEin5vKUjQkUegBfJqCrQ

Indicadores mensuales de gestión del área.

http://www.terrassa.cat/Front/final/_YJxQFCkYh8wnNxx4vm5jbZSkuvrPKRmLlbZerquFCqu4CC1EMJn_JA

Peralta Serrano, A. 2008 *La adaptación al ámbito escolar de hijos de inmigrantes marroquíes. Estudio local en un instituto de enseñanza secundaria de Terrassa*, Departament de Psicologia de l'Educació, UAB, <http://www.tesisenxarxa.net/TDX-0331108-121637/>

Estudi sobre l'exclusió social a la ciutat de Terrassa, Mapes de vulnerabilitat i d'actuacions, Informe elaborat per: Projectes socials, Fundació Pere Tarrés Per a: Àrea d'Acció Social i Drets Civils, Ajuntament de Terrassa, Novembre 2008.

Diagnosi de la convivència a Ca N'Anglada, Creu Roja, Terrassa, 2009.

Marketing Research, *Estudi Noves Oportunitats*, Terrassa, Ajuntament, Novembre 2008.

Pla estratègic de ciutadania de terrassa 2009-2011 (document de treball 10), Ajutament de terrassa.

Michelutti, E. 2007 “Repensar la fragmentación urbana y la cohesión social : dinámicas de exclusión y procesos de inclusión en Terrassa, Cataluña” in *Les Perifèries Urbanes i l'Expansió del Urbanisme Dispers*, Jornades de Debat i Perspectives, Càtedra UNESCO de Sostenibilitat, Universitat Politècnica de Catalunya.

La diversitat religiosa a Terrassa. Informe introductorio sobre els llocs de culte, les entitats i les iniciatives socials a la ciutat de Terrassa. Ajuntament Terrassa, Setembre 2009, Grupo ISOR, Investigacions en Sociologia de la Religió, Universitat Autònoma de Barcelona.

Sources web:

Por un islam democrático en España. Edición digital: <http://abdennurprado.wordpress.com/2008/02/06/por-un-islam-democratico-en-espana/>

Retorno del islam y cohesión social en España. Conferencia pronunciada en el Centro Superior de Investigaciones Científicas (CSIC). Madrid, 8 de marzo 2007. Edición digital: <http://www.webislam.com/?idt=8305>

Ser musulmán en España, Universidad de Alicante, 17 de julio 2008. <http://abdennurprado.wordpress.com/category/4-islam-en-espana/>

Sobre la situación jurídica del Islam en España. Edición digital: <http://www.webislam.com/?idn=1160>

Autres sources:

Informe sobre el consumo y la economía familiar, Núm. 60, Abril de 2011, elaborado por el Servicio de Estudios de CatalunyaCaixa, con la colaboración del equipo de investigación del Departamento de Economía Aplicada de la UAB, dirigido por el catedrático de Economía Aplicada Josep Oliver Alonso: http://www.catalunyacaixa.com/docsdlv/Portal/Ficheros/Pdf/es/Consum_abril.pdf

PISA, Programa para la Evaluación Internacional de Alumnos, de la OCDE, 2006 INFORME ESPAÑOL en <http://www.mecd.gob.es/dctm/ievaluacion/internacional/pisainforme2006.pdf?documentId=0901e72b8010c472>

Anuario Estadístico del Ministerio del Interior, 2012 disponible : <http://www.interior.gob.es/file/63/63661/63661.pdf>

A: VVAA, Les condicions de vida de la població immigrada a Catalunya. Barcelona, Fundació Bofill/Institut d'Estudis Regionals i Metropolitans de Barcelona (pp. 163-193).

Larroque, J. 2010 *Des stratégies d'appropriation des modèles d'intégration par les Communautés autonomes en Espagne : une étude comparative des politiques d'intégration des étrangers en Catalogne et au Pays Basque (2000-2009)*, Thèse de Science Politique, CEPEL, Université Montpellier 1.

Miró i Ortiz, 2001 *Treball, valors i canvi. Les ruptures de la precarietat*, Generalitat de Catalunya, Secretaria de Joventut, Barcelona : Observatori Català de la Joventut.

Rio Ruiz, M. A. 2005 “Dilemas Políticos y de Orden Público. Alcaldías y Fuerzas de Seguridad en Disturbios Etnicistas”, *Politica y Sociedad*, 42, 3, pp. 63-85.

2b. Le terrain basque

2008 Ministerio de Educación. Estadísticas educativas. Disponible en Web:

<http://www.educacion.es/mecd/estadisticas/educativas/cee/Edicion2011/H1.pdf>

III GAZTE PLANA DE EUSKADI 2020, MARCO GENERAL DEL III PLAN JOVEN DE EUSKADI 2020. LA ESTRATEGIA VASCA EN MATERIA DE JUVENTUD, Gobierno Vasco, 2012.

http://www.gazteukera.euskadi.net/r587657/es/contenidos/noticia/gazte_plana_2020/es_plana/adjuntos/gazteplana_2020_c.pdf

Cavia, B., Gatti, G. Gómez, A., Martínez de Albeniz, I., Rodríguez, S., Pérez-Agote, A., Santamaría E., Tejerina, B., 2005 *Hacia una nueva cultura de la identidad y la política. Tendencias en la juventud vasca*, Gobierno Vasco: Vitoria Gasteix.

Tejerina, B., Cavia, B, Santamaria, E., Carbajo, D. 2012 *Precariedad vital y juventud vasca. Condiciones sociales y estrategias biográficas para llevar una vida normal*, Administracion de la comunidad autónoma vasca, Departamento de Cultura.

Corcuera, N.; Germendia, N.; Iturburu, A. 2010 Diagnóstico de situación de la juventud de Euskadi, Diciembre 2009 : Síntesis de los datos principales. [en línea] Observatorio Vasco de la Juventud=Gazteen Euskal Behatokia. VitoriaGasteiz: Servicio Central de Publicaciones del Gobierno Vasco, 2010 [ref. de 19 de enero de 2011] : http://www.gazteaukera.euskadi.net/r587657/es/contenidos/noticia/diagnostikoa/es_txostena/diagnostikoa.html

2c. Le terrain « indignés »

Atentas, J.M, Vivas, E. 2012 *Planeta indignado. Ocupando el futuro*, Madrid : Sequitur.

Tejerina, B. 2010 “The logic of the Alterglobal Movement”, in SinghaRoy, D. K. (Ed.), *Dissenting Voices and Transformative Actions: Social Movements in a Globalizing World*, (Manohar, New Delhi), pp. 41-68.

Tejerina, B., Perugorria, I. 2012 “From New Social Movements to the Alter-Global Mobilizations and the 15-M », in Benjamín Tejerina and Ignacia Perugorria (UPV-EHU and Rutgers University), *From Social to Political. New Forms of Mobilization and Democratization*, Conference Proceedings, UPV, pp. 93-111.

Martinez Lopez, M. 2007a “The Squatters’ Movement: Urban Counterculture and Alter-Globalization Dynamics”, *South European Society & Politics*, 12, 3, pp. 379-398 : <http://www.tandfonline.com/toc/fses20/current>

Martinez Lopez, M. 2007b “La especulación urbana: persistencias estructurales y resistencias sociales, *Intersticios*, 1-1, pp. 37-47 : www.intersticios.es

Calvo, K., Gómez-Pastrana, T., Mena, L. 2011 “Movimiento 15M: ¿quiénes son y qué reivindican?”, *Zoom Político*, 4, pp. 4-17.

3. La Presse espagnole et les violences urbaines françaises de l’automne 2005

El País, extraits

“Nadie nos controla (...) ni los ‘caids’ de la droga, ni los imanes islamistas, a los traficantes, esto no les hace feliz porque quieren tranquilidad”,

7 November 2005.

“casi todo en Francia está hoy contaminado por las presidenciales de 2007, y la respuesta a la violencia suburbinal parisiense no es una excepción”,

4 Novembre 2005.

“marginados de la sociedad [que] pertenecen al gueto y al ciberespacio”,

6 novembre 2005.

2. Quelques articles d'opinion publiés dans *El País* parus entre novembre 2005 et juin 2006

<http://firgoa.usc.es/drupal/node/22560>

04/06/06 [Francia: La 'banlieue' sigue sentada en un polvorín](#)

01/06/06 [Francia: Nuevos disturbios e incendios en la periferia de París](#)

31/05/06 [Francia: La violencia callejera rebrota en algunos suburbios de París](#)

31/12/05 [Nochevieja blindada en Francia](#)

18/12/05 [Políticamente incorrecto](#)

17/12/05 [Immanuel Wallerstein: Los disturbios franceses](#)

10/12/05 [Daniel Cohn-Bendit: «Lo que ha pasado en Francia es un grito suicida, fruto de la desintegración social»](#)

09/12/05 [Samir Amin y Rémy Herrera: Sobre la insurrección de los suburbios en Francia](#)

07/12/05 [Francia: Un informe revela que las revueltas de París fueron espontáneas](#)

06/12/05 [Josep Oriol Pujol Humet: ¿Mano dura o integración?](#)

03/12/05 [Eduardo Febbro: Francia decidió que el problema no era de clase, sino de raza](#)

30/11/05 [José María Pérez Gay /III y última: Francia: cuánta globalización podemos soportar](#)

29/11/05 [José María Pérez Gay /II: Francia: las palabras del fuego](#)

28/11/05 [José María Pérez Gay /I: Francia: la aparición del subsuelo](#)

28/11/05 [El 'apartheid' francés](#)

27/11/05 [Ulrich Beck: La revuelta de los superfluos](#)

27/11/05 [Francia: Vuelve la calma, pero no la paz social](#)

26/11/05 [Albert Salarich: La cara oscura de las grandes ciudades Europeas](#)

25/11/05 [Juan Goytisolo: París después de la batalla](#)

24/11/05 [Sara Vassallo: La violencia opaca. A propósito de los recientes disturbios en Francia](#)

21/11/05 [Catherine Withol de Wenden: La crisis de los barrios periféricos](#)

20/11/05 [Hugo Presman: Fuegos franceses](#)

19/11/05 [Ilán Semo: La otra Francia](#)

19/11/05 [Alfred Stepan y Ezra Suleiman: ¿Por qué arde Francia?](#)

19/11/05 [José Manuel Fajardo: La realidad quema](#)

19/11/05 [José Vidal-Beneyto: Fractura social y ciudadana](#)

[17/11/05 Timothy Garton Ash: Europa debe hacer caso de las llamas](#)
[17/11/05 Joaquín Estefanía: La miel es dulce, pero las abejas pican](#)
[16/11/05 Fernando Gudoias Amatista: Europa: El desesperado grito de "Basta"](#)
[16/11/05 José Ovejero: Ciudades de cristal](#)
[16/11/05 Achour Bouteldja: Liberté, égalité... Toque de queda](#)
[16/11/05 Michel Collon: Chirac plantea extender tres meses el estado de emergencia en Francia](#)
[16/11/05 Chirac plantea extender tres meses el estado de emergencia en Francia](#)
[15/11/05 Editorial de La Vanguardia: Urgencias francesas](#)
[15/11/05 Editorial de La Nación: Violencia sin contención en Francia](#)
[15/11/05 Iñaki Urduñibia: La injusticia y el desorden à la française](#)
[15/11/05 Julián Díez Torres: ¿Qué dicen los violentos \(en Francia\)?](#)
[15/11/05 Isabel Cadenas Cañón: La marsellesa también llora \(o cómo arde París\)](#)
[14/11/05 Andrés Ortega: Una guerra molecular](#)
[14/11/05 Gonzalo Martínez Corbalá: Libertad, igualdad fraternidad: violencia en Francia](#)
[14/11/05 Carlos Taibo: Explotación e injusticia](#)
[13/11/05 Mijail Gorbachov: Enfermedad planetaria](#)
[13/11/05 Telma Luzzani: Europa, el violento grito de "basta" de los inmigrantes](#)
[13/11/05 Eduardo Febrero: Los orígenes de un desastre](#)
[13/11/05 José Pablo Feinmann: El otro demoníaco](#)
[13/11/05 Marcos Roitman Rosenmann: Francia: excepción y economía de mercado](#)
[13/11/05 Guillermo Almeyra: Francia: los vientos y las tempestades](#)
[13/11/05 Alfredo Jalife Rahme: La globalización y Huntington incendian a Francia](#)
[13/11/05 Sami Nair: Una lección para todos](#)
[13/11/05 Pedro Miguel: Un mundo enloquecido: Francia y Liberia](#)
[13/11/05 Jóvenes se enfrentan con la policía en Lyon; disturbios en Atenas, Rotterdam y Barcelona](#)
[13/11/05 Xerardo Estévez: En todo caso, nuestra «chusma»](#)
[13/11/05 Francia: Los disturbios callejeros se recrudecen en Lyon y Toulouse y bajan en París](#)
[13/11/05 Francia: Lyon, la primera ciudad que sufre disturbios en su centro urbano](#)
[13/11/05 Gennaro Carotenuto: Francia: La guerra de los excluidos](#)
[12/11/05 Xosé M. Pereiro: Arde París](#)
[12/11/05 Gloria Muñoz Ramírez: Los de abajo](#)
[12/11/05 Ángeles Maestro: La violencia y el sistema: Socialismo o barbarie](#)
[12/11/05 José Carlos García Fajardo: La rebelión de los proscritos](#)
[12/11/05 Adolfo Sánchez Rebolledo: Sobre la revuelta en Francia](#)
[12/11/05 Sami Nair: Las llamas francesas](#)

12/11/05 José Vidal-Beneyto: Identidades de la ira
11/11/05 Fabricio Caivano: "Intifada" en la República
11/11/05 Alain Touraine: Revuelta en Francia: Los franceses, atrapados por su yo nacional
11/11/05 Ramón Chao: La ultima leccion francesa
11/11/05 Julio Godoy: La rebelión de los segregados
11/11/05 Eduardo Febbro: Los jóvenes de Saint-Denis seguirán la revuelta hasta que caiga Sarkozy
10/11/05 Javier Castañeda: Violencia
10/11/05 Eduardo Febbro: Mano dura con los extranjeros en Francia
10/11/05 Ulises Urriola: ¿Arde París?: Crónica de una revuelta anunciada
10/11/05 Adolfo Sánchez Rebolledo: Sobre la revuelta en Francia
10/11/05 Editorial de La Nación: El incendio social de Francia
10/11/05 Alain Duhamel: La hoguera de la integración
10/11/05 Lluís Bassets: Revuelta urbana en Francia: Pensaban en otra cosa
10/11/05 Joan Subirats: Incendiar escuelas
10/11/05 Manuel Montero: La hoguera francesa
10/11/05 José María Mendiluce: Europa no sabe integrar
09/11/05 M. A. Bastenier: La Intifada francesa
09/11/05 José María Ridaó: Proceso al populismo
09/11/05 José Manuel Rambla: París en llamas
08/11/05 José Blanco: Racismo y dominación
08/11/05 Crisis social en Francia - Las causas de la revuelta: Pobres y sospechosos
08/11/05 Bernard Cassen: El 'Katrina' francés
08/11/05 Josep Ramoneda: Revuelta urbana en Francia. Del Estado social al Estado penal
08/11/05 Carlos G. Reigosa: El silencio de los intelectuales
08/11/05 Ernesto S. Pombo: Arde Francia
07/11/05 Disturbios en Francia, del blog a la calle
07/11/05 Editorial de Clarín: Francia y la crisis de integración
07/11/05 Editorial de la Vanguardia: El incendio francés
07/11/05 Editorial de La Jornada: Francia: raíces de la violencia
07/11/05 Miguel Angel Llana: Arde París, ciudad multiétnica
07/11/05 Daniel Campione: Suburbios franceses y capitalismo global
07/11/05 Manuel Talens: Lucha de clases en el patio trasero del país de Robespierre
07/11/05 Miguel Anxo Fernán Vello: Intifada á francesa
06/11/05 Rosa Moussaoui: La caja de Pandora de Sarkozy
06/11/05 Editorial: Arde Francia
06/11/05 Álvaro Romero: Garantía Social
06/11/05 José Luis Peñalva: Marea negra
06/11/05 Miguel Murado: Arde París
06/11/05 Ignacio Ramonet: Suburbios en llamas
06/11/05 Andrés Pascoe Rippey: Días de furia en París

06/11/05 Samí Nair: El origen de los incidentes violentos en Francia está en los más de 40 años de abandono a los que han sido sometidos los inmigrantes

06/11/05 Fernando Iturribarría: Los amotinados de la 'rapública'

06/11/05 Luis Ignacio Parada: La violencia en Francia

06/11/05 Tahar Ben Jelloun: Esos jóvenes que se rebelan no son inmigrantes

06/11/05 Javier Bassas Vila: ¿Arde París?

06/11/05 Carmen Ferreras: Ya no es lo que era

06/11/05 Diego Carcedo: Riesgos de la marginalidad

06/11/05 Javier de Lucas: Migajas de guerra civil en París

06/11/05 Javier Elzo: Limpiar la calle

06/11/05 Juan Torres López: Parias urbanos

06/11/05 Luc Bronner: Retratos de la desolación

06/11/05 Raúl Sohr: ¿Arde París?

El Periódico:

Quoi que nous n'ayons pas été en mesure d'avoir accès à tous les articles imprimés dans *El Periódico* qui ont traité de la violence urbaine en France, nous proposons une lecture partielle d'articles publiés entre le 5 et le 8 novembre 2005.

En général, l'analyse de ce journal catalan de centre gauche est centrée sur la description et les conséquences de cette violence, aussi bien que sur la réponse du gouvernement français et les déclarations officielles, en ouvrant également un espace de réflexion. Une chose pourtant distingue ce journal de ses homologues : sa suggestion répétée que des politiques néo-libérales puissent être à la racine des maux sociaux. Décrite comme "*une révolte contre une société injuste et raciste*", la discrimination est citée à plusieurs reprises comme une cause sous-jacente des violences. Un des effets pervers souligné est la construction médiatique d'un "problème musulman" accentuant le sentiment du racisme dirigé vers cette communauté décrite et réduite à des "*terroristes et des fondamentalistes*".

Ce journal explique également que les jeunes participant à la violence sont les mêmes que ceux "*incapables de s'intégrer dans une société qui les rejette clairement*", des critiques dirigées vers le gouvernement. Il est souvent rappelé en citant des citoyens français, que les problèmes sociaux que vivent les communautés françaises sont au coeur du soulèvement et ils ne sont pas nouveaux. Ironiquement pour illustrer cela, le journal cite Chirac expliquant que "*la moitié de la population française ne se sent ni entendue, ni protégée (...) Et le risque [consécutif] de ' l'explosion sociale ' existe*".

“el hecho de que haya terminado el Ramadán y que se inicie el fin de semana auguraba una noche muy agitada”,

5 Novembre 2005.

“ha de servir como aviso para España”,

8 Novembre 2005.

“una revuelta contra una sociedad injusta y racista”,

7 Novembre 2005.

“nos trataban ya de terroristas o integristas”,

6 Novembre, 2005.

“estos mismos jóvenes son incapaces de integrarse en una sociedad que los rechaza claramente”,

7 Novembre 2005.

“la mitad de la población francesa no se siente entendida no protegida (...) existe el riesgo de una explosión social”,

8 Novembre 2005.

“pruebas de avivar los fuegos en vez de apagarlos”,

5 Novembre 2005.

“la mayoría gubernamental aprueba su firmeza, así como la opinión pública, que tiene de él una imagen positiva”,

8 Novembre 2005.

Table des matières

Introduction générale.....	9
1. Pourquoi la violence ?.....	12
1.1 Violence et conflit	13
1.2 Violence et mouvements sociaux	15
2. L'Espagne.....	18
2.1 Le Social, le Culturel	18
2.2 La violence change aussi.....	24
3. Trois configurations ouvertes.....	26
3.1 Le Pays Basque	26
3.2 La Catalogne	27
3.3. Les « indignés »	28
Chapitre 1. Quand la violence tue le social : Le cas du Pays Basque espagnol.....	31
Introduction	32
I. Le Social et le Culturel.....	34
A. La transformation des demandes des « jeunes » basques	36
1. Les jeunes basques soumis à deux types de vulnérabilités.....	36
1.1 Une angoisse politique qui se perpétue.....	38
1.2 Une vulnérabilité sociale nouvelle	39
2. Les voies de la « dissidence »	41
B. L'impossible conflit : le face à face mortel en l'Etat et ETA.....	44
1. Le travail historique d'orchestration symbolique par le radicalisme basque.....	45
2. La <i>guerre des mots</i> : les contre-stratégies communicationnelles des médias et de la police	50
II. La nouvelle violence identitaire radicale	52
A. La <i>production sociale</i> de la violence de rue	54
1. Prolétarianisation et activisme nationaliste radical ne sont pas liés.....	54
2. Des jeunes nationalistes prisonniers d'un mythe ?	57
B. Une socialisation par les pratiques d'affrontements : une violence auto-référentielle	61
1. Un espace confrontationnel seulement virtuel ?	62

2. Une *interaction raisonnée*: les mises à l'épreuve contre-étatiques
64

Conclusion69

Chapitre 2. Quand le social contient la violence : Le cas de la Catalogne 71

Introduction72

- I. Le Social, le Culturel et les nouveaux projets critiques des jeunes catalans72
 - A. Le Social72
 - B. La Culture.....76
- II. Des violences nouvelles 83
 - A. Des violences infra-politiques 83
 1. Criminalités ordinaires et organisées 83
 2. Des violences xénophobes 85
 3. De nouvelles violences anti-institutionnelles ? La violence des « anti-systèmes » à la frontière du nationalisme..... 88
 - B. Des violences méta-politiques 91
- III. Quelle violence de quartier ? L'exemple de Terrassa95
 1. Un ghetto ?..... 96
 2. Quelle violence urbaine ? 100
 3. Des violences qui ne se structurent pas en affrontements récurrents
101
 - 3.1 Une police co-productrice par aveuglement 101
 - 3.2 Une violence refusée par les jeunes immigrés104
 - 3.3 La construction d'un islam violent108

Conclusion112

Chapitre 3. Quand le social tue la violence ou la violence refusée des « indignés »113

Pourquoi les « indignés » ?115

1. Premier jeu d'hypothèses : asymétrie d'information et renonciation momentanée à la violence 124
 - 1.1 Les parties en présence..... 125

1.2	Information et anticipation de la mobilisation : ceux qui savent et ceux qui ne savent pas.....	126
1.3	La trajectoire de la mobilisation.....	131
2.	Un deuxième jeu d'hypothèses : internet, nouveau terrain d'affrontement. Vers une violence urbaine virtuelle ?.....	137
	<i>La repolarisation après les « indignés »</i>	145
	Conclusion générale	149
1.	Ce que le cadre national espagnol a fait à la violence et ne fait plus à la violence	150
1.1	Une affinité élective	150
1.2	Violence et politique en Espagne post-franquiste	151
1.3	Violence et mouvements sociaux aujourd'hui en Espagne.....	158
2.	Ce que nous dit l'Espagne : le détour	159
2.1	Des violences toujours impures.....	159
2.2	Violence et conflit : une relation ouverte et dynamique	162
3.	<i>En obras</i> : éléments pour de futurs chantiers.....	164
	Annexes	169
	Annexe 1. Méthodologie et récit de l'enquête	170
	<i>La politique du terrain</i>	171
	<i>Les effets de lieux</i>	173
	<i>Un élément méthodologique essentiel : la langue, les langues</i>	174
	<i>Les terrains catalan et basque</i>	177
	<i>Le terrain des "indignés" à Barcelone et Terrassa : mai 2011 – avril 2013</i>	209
	Annexe 2. Note de contexte sur la Kale Borroka	223
	Annexe 3. Discussions théoriques laissées en suspens	229
	<i>Le contexte et l'action : autopsies de moments violents</i>	230
	<i>L'incubation de l'idéologie</i>	238
	Annexe 4. Bibliographies	245

1. Bibliographie mobilisée dans l'essai 2	246
2. Littérature grise et autres sources : terrains catalan, basque et « indignés »	258
3. La Presse espagnole et les violences urbaines françaises de l'automne 2005.....	261
Table des matières	267

**Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
(EHESS, Paris)**

***Crise sociale, question nationale et violence
dans les sociétés contemporaines occidentales***

Mémoire pour l'obtention d'une Habilitation à Diriger des
Recherches en sociologie
soutenue le 24 septembre 2014 à l'EHESS, Paris

Jérôme FERRET
Maître de conférences en Sociologie
(Ut1 Capitole)

Garant :

Michel WIEVIORKA
Directeur d'études, EHESS, Paris

***Tome 3
Digest de publications (1997 – 2013)***

2014

Sélection (n = 11)

- 1. 2013.** « Des devenirs minoritaires. Retour sur l'expérience politique des «indignés» espagnols », *Mouvements*, 75, 2013/3.
- 2. 2012.** « Crise sociale, question nationale et violence urbaine. Retour sur la mystérieuse Kale Borroka en Espagne/Crisis social, cuestión nacional y violencia urbana. La misteriosa Kale Borroka en España? », *Papeles del CEIC* (journal ranked 7th if 70 social science journals in Spanish according to the index in-recs)
- 3. 2009** [“La violence politique totale: quatre vertus sociologiques paradoxales”](#), *International Review of Sociology: Revue Internationale de Sociologie*, Volume 19, Issue 3, pp. 379 – 386.
- 4. 2009** avec Vincent Spenehauer, “Does “Policing the Risk Society” hold the road risk?”, *British Journal of Criminology*, 49: 150-164.
- 5a. 2005** – avec Mouhanna C., « Ulysse et les sirènes », in *Peurs sur les villes*, Ferret J., Mouhanna C. (dir.), PUF, 2005, *introduction*.
- 5b. 2005** - avec Mouhanna C., « Vers un nouveau populisme punitif? », in *Peurs sur les villes*, Ferret J., Mouhanna C. (dir.), PUF, 2005, *conclusion*.
- 6. 2004** - « Polices municipales et risques urbains » (Police forces and urban risk government), *Annales de la recherche urbaine*, 95, pp. 149-151.
- 7. 2004** – “The State, Policing and ‘Old Continental Europe’: Managing the Local/National Tension”, *Policing and Society*, 14, 1, March, pp. 49-65.
- 8. 2000** - “L’usage de la notion de police de proximité en Espagne comme indice de la mutation inachevée de l’appareil policier », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, Paris, 1, 39, juin 2000, pp. 77-101.
- 9. 1999** – “La construction par le bas de la lutte anti-terroriste. Une analyse micro-sociologique de la coopération policière franco-espagnole au Pays basque”, in Ferret J., Crettiez X. *Le silence des armes ? L’Europe à l’épreuve des séparatismes violents*, Paris, la documentation Française, pp. 115-140.
- 10. 1998** - “Les polices municipales en France, une perspective socio-politique », *Déviance et Société*, 3, septembre 1998, pp. 263-289.